



BIBLIOTECA NAZ.
Vittorio Emanuele III

XVII

A

12

NAPOLI











S U I T E D E S
I N T E R E T S P R É S E N S
D E S
P U I S S A N C E S
D E
L' E U R O P E.
T O M E D O U Z I È M E.

TABLE

DES CHAPITRES DU TOME XII.

LIVRE III.

- Suite du
CHAP. II. **D**es Differends du Roi de Prusse
avec les Evêchez de Brandebourg,
de Havelberg & de Lebu. Page 1
CHAP. III. Des Interêts, Prétentions & Differends
de la Maison Electorale Palatine. 176
CHAP. IV. Des Interêts, Droits & Prétentions de
la Maison Electorale de Hanovre. 375

S U I T E D E S
I N T E R E T S P R É S E N S
D E S
P U I S S A N C E S
D E
L' E U R O P E ,

Fondez sur les Traitez conclus depuis la Paix
d'Utrecht inclusivement , & sur les Preuves
de leurs prétentions particulieres. .

Par Mr. **J. ROUSSET,**

*Membre de la Societé Royale des Sciences de
Berlin , &c.*

T O M E D O U Z I È M E .



A L A H A Y E ,

Chez **ADRIEN MOETJENS,** Libraire.

M. D C C. X X X V.





LES INTERETS
PRESENS
ET LES
PRETENTIONS
DES
PUISSANCES DE L'EUROPE.



LIVRE TROISIEME,

Qui contient les Intérêts & Prétentions
des Electeurs de l'Empire.

Suite du CHAPITRE II.

§. 17.

*Des differends du Roi de Prusse avec les
Evechez de Brandebourg, de Havel-
berg & de Lebus.*



L n'y a proprement plus au-
cune dispute entre ces Evê-
chez & la Maison Electorale
de Brandebourg, quoiqu'il
y en ait eu d'assez considerables du tems
Tome XII. A passé.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

2 LES INTERETS PRESENTS

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

passé, qui dans les dernières contestations au sujet de l'Evêché de Naumbourg, ont été alleguez par les Ecrivains contraires à la Maison de Saxe: Ensorte que cela pourroit ressusciter les anciens differends, & donner dans la suite occasion à de nouvelles disputes. Pour ne pas faire inutilement revivre une affaire depuis long-tems apaisée, on a passé de la part de Brandebourg sous silence les raisonnemens de ces Ecrivains particuliers, & abandonné nonchalamment le soin d'y repondre à ceux qui d'ailleurs ne pouvoient s'en dispenser pour leurs propres interêts. Aussi n'a-t-on pas manqué d'y repliquer avec beaucoup de force & de solidité dans les Ecrits qui ont paru pour refuter les premiers. Il paroît par-là que l'on avoit fait naître la question: Si ces Evêchez étoient médiats ou immédiats, & si le *Reservatum Ecclesiasticum* leur compettoit ou non? Pour prouver leur immédiateté on a allegué:

Raisons
pour les
Evêchez

I. Que l'Empereur *Othon I.* avoit fondé les Evêchez de Brandebourg (a) & de Havelberg (b), & les avoit exemptez

(a) Le Diplome est dans Lunig, *R.A. Spicil. Eccl.* T. II. *Conr.* 3.

(b) *Ibid.* p. 3.

exemptez de toute Jurisdiction.

DE L'É-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

II. Que ces Evêchez avoient obtenu de tems en tems des Empereurs, de grands Privileges, & entre autres les Regales de battre Monnoie, & d'établir des Peages : droits qui ne competoient point à des Sujets & Vassaux, & qui étoit une marque que les Evêques avoient été en possession de l'autorité souveraine.

III. Que les Evêques s'étoient toujours maintenus dans la Souveraineté, & l'avoient pleinement exercée, de même que tous les droits Regaliens.

IV. Qu'en cette vertu ils avoient aussi eu droit de Voix & de Seance aux Dietes de l'Empire, & avoient été reconnus par tout le Corps Germanique comme États immediats. Que preuve de cela il étoit notoire, que la resolution de l'Empire prise à Worms en 1521. avoit été signée par Jérôme Evêque de Brandebourg, & celles de Spire de 1544, & d'Augsbourg de 1548. par les Plenipotentiaires de l'Evêque de Lebus.

V. Que quoiqu'ils n'eussent plus comparu aux Dietes depuis la Reformation, ce n'étoit point par un manquement de droit, mais par un défaut d'occasion, provenant de ce qu'on n'avoit plus voulu donner Seances à ces

4 LES INTERETS PRESENS

DE L'E-
LECT-DE
BRANDE
BOURG,

Evêchez sur le Banc Ecclesiastique, & que le Banc de travers n'avoit pas encore été imaginé.

VI. Que ces Evêchez se trouvoient dans la Matricule de l'Empire faite à Worms en 1521; ce qui étoit une nouvelle marque caractéristique de leur immediateté.

VII. Qu'en tout tems les Evêques avoient reçu des Empereurs Romains l'investiture de leurs Regales & de leur Souveraineté.

VIII. Que quoiqu'ils eussent eu des liaisons particulières avec les Electeurs de Brandebourg & les Etats de leur Païs, & porté même pour leur propre défense certaines charges publiques conjointement avec lesdits Etats, cela ne sçauroit déroger à leur immediateté & souveraineté. Qu'il n'étoit même pas en leur pouvoir de se soustraire à l'Empire pour se soumettre à la Jurisdiction de quelque'un de ses Etats.

Reponse
de la
Cour de
Berlin.

Voici ce qu'on y a répondu :

Au I. Que la fondation ne prouvoit rien, & que les Evêchez en pouvoient d'autant moins tirer avantage, que l'Empereur *Othon I*, ayant été en même tems Duc de Saxe, avoit eu en cette qualité la Jurisdiction souveraine de tous ces Pays, & en fondant les Evêchez

chez se l'étoit réservée à l'exemple de tous les Souverains. Que les Ducs de Saxe avoient fondé les Evêchez de Ratzbourg & de Schwerin , après que la dignité Imperiale fût sortie de leur Maison , ainsi qu'on le voyoit par l'histoire de *Henri de Lion* (c). Que la Marche de Brandebourg , qui étoit originairement une Province de Saxe , ayant été déclarée immédiate , les Marggraves avoient succédé dans les droits des Ducs de Saxe sur ces Evêchez.

DE L'E-
LECT. DE
BAANDE
BOURG.

Au II. Que les Privileges mentionnez avoient été pour la plupart accordez par les Empereurs Saxons , comme Souverains. Que supposé pourtant qu'on les eût obtenus de tous autres Empereurs , ils ne suffisoient pas pour fonder une Autorité Souveraine , parce qu'on ne sçauroit argumenter d'une partie au total. Que d'ailleurs il avoit été autrefois assez ordinaire , que des Villes municipales & des Etats du Païs sollicitassent auprès des Empereurs de semblables Privileges , & les exerçassent par la connivence de leurs Souverains.

Au III. Que ce qu'on disoit concernant le maintient de la Souveraineté ,

A 3 étoit

(c) Ce Diplome est dans *Lindenbrog* , parmi les *Privil. de l'Egl. de Hambourg* , p. 165.

6 LES INTERETS PRESENTS

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

étoit une proposition qu'on avançoit sans preuves. Que si on vouloit faire des inductions, & examiner tous les Droits, qui pris ensemble constituoient la Souveraineté, on trouveroit au bout du compte tout le contraire. Qu'il paroîtroit même par-là, que la Maison Electorale de Brandebourg avoit toujours maintenu son autorité souveraine dans ces Evêchez, & n'avoit accordé aux Evêques que l'exercice de quelques droits peu considerables, toutefois dans une juste subordination.

Au IV. Qu'on sçavoit assez par l'Histoire, ce qui s'étoit autrefois passé, principalement sous les Empereurs *Frederic. III. & Maximilien I.* par rapport au Droit de Voix & de Séance aux Diètes de l'Empire. Qu'il étoit connu, qu'alors plusieurs Evêchez, Comtez & Etats médiats avoient été taxez dans la Matricule de l'Empire, & que par conséquent ils avoient dû nécessairement être appelez pour assister aux Délibérations des Assemblées generales de l'Empire concernant les charges & les contributions demandées par les Empereurs, parce qu'il eût été injuste de disposer de leur bourse sans leur consentement. Que cependant la Maison Electorale de Brandebourg avoit toujours protesté, non seule-

seulement contre la Contribution immédiate de ces Evêchez, mais aussi contre leur Admission aux Diètes, & avoit obtenu des Empereurs & de l'Empire des assurances, que cela ne préjudicieroit point à ses Droits : Ensorte qu'à présent les Evêchez ne sçauroient se prévaloir de ces argumens contre la Maison de Brandebourg, pour prouver leur prétendue immédiateté.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Au V. Que ceci n'étoit pas la véritable raison qui avoit fait cesser le droit de suffrage ; mais que l'Electeur de Brandebourg s'étant emparé en 1565. de ces Evêchez, & s'y étant maintenu avec vigueur, ils lui avoient été adjugez par la Paix de Westphalie, en vertu de laquelle tous les Evêchez sécularisez avant l'année 1624. étoient demeurez entre les mains des Protestans. Que par-là ces Evêchez auroient perdu leur immédiateté, quand même il seroit vrai qu'ils en eussent jamais joui, dequoy on ne convenoit pourtant en aucune maniere de la part de Brandebourg.

Au VI. Que suivant le sentiment des meilleurs Auteurs qui ont écrit sur le Droit Public, la Matricule de l'Empire ne prouvoit rien en faveur de la Souveraineté, puisqu'on y avoit aussi inseré des Villes incontestablement municipa-

8 LES INTERETS PRESENS

VE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

les, & des Etats médiats. Que d'ailleurs il étoit notoire, que l'Electeur de Brandebourg exemptoit ces Evêchez *sine onere* (d); ce qui, au dire de tous les Jurisconsultes, & conformément à l'usage reçu, & aux résolutions de l'Empire, étoit de sa nature une marque de Dépendance.

Au VII. Que depuis la sécularisation de ces Evêchez en 1565. les Electeurs de Brandebourg n'avoient plus demandé ces Investitures Imperiales, qui au reste n'étoient pas une preuve de l'immédiateté ou de l'autorité Souveraine.

Au VIII. Que la liaison entre les Evêchez & les Electeurs de Brandebourg avoit toujours été la même que celle qui subsiste entre les autres Sujets de Brandebourg & leur Souverain, ainsi qu'il ne seroit pas difficile de le mettre en évidence. Que supposé pourtant, que ces Evêchez eussent jamais été immédiats, ils auroient fort bien pû renoncer à leur indépendance en se soumettant à l'Electeur de Brandebourg, vû que les résolutions de l'Empire marquoient clairement, que ces sortes d'exemptions seroient permises, toutes les fois qu'elles se feroient du parfait consentement de ceux que l'on exemptoit.

Qu'en

(d) Pseffinger *ad Viriarium* L. 2. Tit. 5. p. 1038.

Qu'en cette conformité, de semblables soumissions à l'autorité d'un autre Etat, n'avoient pas été fort extraordinaires dans les siècles passés, quoique la chose seroit apreset sujette à beaucoup de difficultez.

On ne trouve point que depuis le Traité de Westphalie ces Evêchez ayent rien entrepris contre la Maison Electorale de Brandebourg. Mais avant ce tems-là ils ont demandé plusieurs fois d'être rétablis dans leur prétenduë immédieteté & indépendance (e), ayant même tâché de prouver leur droits par des déductions dont je n'ai pourtant vû aucune. Si Pfanner dans son Histoire de la Paix de Westphalie accuse juste, ils doivent même avoir encore insisté sur cette restitution pendant les Negociations qui précéderent ledit Traité; mais à la fin les Ministres Imperiaux ayant plié sur ce Chapitre, doivent avoir reconnu & adjugé eux-mêmes à la Maison Electorale de Brandebourg ses Droits sur ces Evêchez.

(e) Gassel, de Statu Europ. c. 17. §. 10.

*Des Différends du Roi de Prusse, en
qualité de Comte de Ravensberg avec
l'Abbesse de Herford (*).*

ON peut voir entre autres par l'Ouvrage de *Lunig* intitulé les *Archives de l'Empire*, (a) les magnifiques Privilèges accordez à l'Abbaïe libre & Imperiale de Herford. Les troubles des siècles passez obligerent tous les Evêchez & Abbaïes, & principalement les Monasteres des Femmes, à se choisir des Protecteurs capables de les garantir des insultes de quelque Voisin ambitieux, &c. C'est ainsi que l'Abbaïe de Herford se mit aussi sous la Protection des Comtes de Ravensberg, comme étant ses plus proches Voisins. La Comté de Ravensberg étant échûë à la Maison de Juliers, les Abbeßes se trouverent dans la nécessité de demeurer sous la Protection de ces Ducs. Ce changement donna bien-tôt occasion à plusieurs dispu-

(*) Cette Abbaye & Ville est située dans la Westphalie dans la Partie Orientale du Comté de Ravensberg au confluent de la Vebra & de la Luter.

(a) *Spicil. Eccl. T. III. des Abbeßes.*

disputes , lesquelles furent pourtant ajustées en 1547. par une convention (b) que l'Empereur confirma sur le champ (c). Par cette convention le droit de protection de l'Abbaïe fut renouvelé en faveur des Ducs de Juliers , & on leur ceda en même tems la Ville de Herford , sur laquelle ils avoient déjà de grandes prétentions , avec toute la Jurisdiction que l'Abbesse y avoit , & en 1557. les Habitans furent particulièrement dispensés & relevés de leur Serment de fidélité (d). Pour mieux assurer à l'Abbaïe cette protection des Ducs de Juliers , & afin qu'elle ne manquât point d'assistance au cas que ceux-ci negligeaient de la secourir , les Abbesses de Herford demanderent en 1570. à l'Empereur *Maximilien II.* la permission de leur substituer l'Archevêque de Cologne , l'Evêque d'Osnabrug , le Duc de Brunswick & le Comte de la Lippe. L'Empereur y consentit , & prit non seulement l'Abbaïe sous sa protection spéciale , mais la recommanda aussi aux Comprotecteurs ci-dessus nommez , au

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

A 6 cas

(b) Lunig, *Contr. II. Parr. Spec.* p. 846.

(c) *Ibid. Spicil. Eccl. T. III. p. 129. 130.*

(d) *Ibid. Par. Spec. Contr. IV. T. II. sous les Villes Anseatiques & Municip. p. 536.*

cas qu'il fût absent (e). La Maison Royale de Prusse ayant succédé aux Ducs de Juliers, ne se contenta pas d'exercer le droit de protection, mais s'arrogea en même tems la Souveraineté de l'Abbaïe. Cela fit naître de vives disputes sur la fin du siècle passé; voici à quelle occasion (f): La Doyenne, née Comtesse de Horn, refusa de consentir à la réparation du Doyenné; contesta à l'Abbesse le droit de convoquer le Chapitre, ne voulut pas comparoître sur ses citations, & prétendoit avoir la liberté de demeurer à Herford dans telle maison qu'il lui plairoit. Elle se retira en effet de l'Abbaïe, & alla demeurer en Ville, sous prétexte qu'en qualité de Comtesse de l'Empire, cela lui étoit permis. L'Abbesse s'y opposa fortement, lui défendit expressément son entreprise, & obtint même contre elle des Decrets Imperiaux & des Mandemens du Conseil Aulique de l'Empire. Là-dessus la Doyenne s'adressa à l'Electeur de Brandebourg, qui la protegea efficacement, & l'appuya par des Troupes qu'il envoya

(e) Tunig, *R. A. Spicil. Eccles. T. III. p. 131.*

(f) Cette Narration est tirée du Mandement Imper. de 1698. dans Lunig, *Europ. Potent. Gerechsamte P. I. p. 861.*

envoya à Herford. L'Abbesse en fit de nouvelles plaintes à Sa Majesté Imperiale, soutenant que le cas présent n'étoit pas du ressort de la Maison de Brandebourg, ni applicable au droit de protection de l'Abbaïe. Elle y ajouta plusieurs autres griefs contre l'Electeur qu'elle appella des Attentats, comme d'avoir forcé l'Eglise Abbaticale, quoique l'Electeur soutint que ce n'étoit qu'une simple Eglise Paroissiale, & d'avoir enlevé les Archives & les Bijoux. Par toutes ces representations elle obtint en 1698. un Rescript Imperial (g) à l'Electeur de Brandebourg, avec ordre de ne plus se mêler des affaires présentes de l'Abbaïe de Herford, mais d'en laisser la décision à Sa Majesté Imperiale seule. L'Electeur ne s'y conforma point, mais continua toujours sa protection à la Comtesse de Horn, qui cependant en vertu d'une Sentence de l'Université de Kiel, approuvée par l'Empereur, avoit été suspenduë & privée de ses revenus de même que les deux autres Chanoinesses, parce qu'elles avoient pris son parti (b). Pour mieux contraindre l'Abbesse, il fit même saisir &

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

(g) Lunig, *sup. c. l. p.* 856. *Lit. O.*

(b) *L. c. p.* 853.

& mettre en Sequestre tous les revenus de l'Abbaïe dans la Comté de Ravensberg. Ce procédé porta l'Abbesse à renouveler ses plaintes à Vienne, où elle obtint en 1699. un Protectoire (i) adressé aux susdits Comprotecteurs de l'Abbaïe, par lequel il leur étoit enjoint de secourir l'Abbesse contre les Chanoinesses qui s'étoient élevées contre elle. Ceux-ci expédierent effectivement des Déhortatoires à la Doïenne & aux deux autres Chanoinesses (k). L'Electeur de Brandebourg refusa de reconnoître cette Comprotection, & ne voulut pas qu'il fût dérogé par-là à ses droits sur l'Abbaïe, mais déclara hautement à l'Abbesse, (l) que la Maison Royale de Prusse n'accorderoit aux Abbeses de Herford aucun droit de supériorité territoriale, proprement tel, & ne souffriroit pas qu'on formât un Etat particulier au milieu de ses propres Etats. En conséquence de ceci, le Roi de Prusse fit arracher en 1703. de l'Eglise Cathédrale les Avocatoires de l'Empereur contre la Couronne de France, que l'Abbesse y avoit fait attacher de sa propre auto-

(i) *C. l. p. 854.*(k) *Ibid. c. l. p. 855.*(l) On peut voir les Lettres du Roi à l'Abbesse dans Lunig, *c. l. p. 853.*

autorité, & les fit publier en son nom. Cela changea entierement la forme de la dispute, & l'Abbesse allegua pour maintenir sa Jurisdiction & sa superiorité territoriale :

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

I. Que les Abbessees de Herford avoient incontestablement Voix & Séance aux Diètes de l'Empire. & aux Assemblées du Cercle, & se trouvoient marquées dans les Matricules.

Raisons
de l'Ab-
besse.

II. Que les Electeurs de Brandebourg avoient plus d'une fois franchement avoué à l'Abbesse, qu'ils n'avoient jamais eu la pensée ni l'intention de lui contester son immédiateté, témoins les deux Déclarations des années 1669. & 1695. (*m*).

III. Que l'Abbesse se trouvoit indistinctement dans la possession & dans l'exercice de tous les droits de Souveraineté & de Régale, ainsi qu'on pourroit le prouver en les examinant l'un après l'autre.

IV. Que quant à la Comprotection de l'Archevêché de Cologne & des Maisons de Brunswic, &c. l'Empereur *Maximilien II.* la leur avoit conféré & confirmé. Que cela ne dérogeoit point au droit de protection de la Maison de Juliers,

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Juliers , parce qu'elle avoit été expressement nommée dans les susdites Patentes , aussi-bien que les autres Protectors.

Reponse
de Bran-
d-bourg

On repliqua à ceci de la part de Brandebourg :

Au I. Que le droit de Voix & de Séance aux Diètes de l'Empire & aux Assemblées du Cercle , de même que la Matricule , ne concluoient rien en matiere de Souveraineté , ainsi que la Maison de Saxe l'avoit suffisamment démontré à l'occasion de ses differends avec celles de Schwartzbourg , de Mansfeld & de Schœnbourg , & comme le Roi de Prusse lui-même l'avoit fait voir dans la dispute avec l'Abbesse de Quedlinbourg (n). Qu'on pouvoit alleguer en faveur de Sa Majesté Prussienne , que l'Abbaïe avoit été formée des biens des anciens Comtes de Ravensberg , qu'elle étoit située dans la Comté , & enclavée dans son Territoire. Que cela donnoit une forte présomption pour la Souveraineté du Roi de Prusse dans l'Abbaïe ; parce que raisonnablement on devoit se souvenir , que les Seigneurs Territoriaux s'étoient autrefois réservé la Souveraineté.

(n) Voyez ci-dessus le §. 16. du présent Chapitre.

veraineté des biens Ecclesiastiques & des Benefices qu'ils avoient fondez à leurs propres dépens. Que cela pouvoit d'autant moins être contesté dans le cas présent, que par la convention de 1547. le Duc de Juliers s'étoit chargé de payer les charges & les contributions de l'Empire, sauf à s'en faire rembourser par les Ecclesiastiques & les Habitans de Herford. Que selon l'opinion de tous les Jurisconsultes, cette exemption portoit avec soi la sujétion & la dépendance. Qu'il paroïssoit aussi par la susdite Convention, que cette contribution aux charges de l'Empire avoit pareillement regardé la Ville de Herford, dont l'Abbesse avoit volontairement cédé par la même convention, toute la Souveraineté à la Maison de Juliers. Qu'enfin il étoit évident par les droits de pêche & de chasse, & par le peu de part que l'Abbesse s'étoit réservée dans ladite convention de 1547. aux droits de Monnoye & de Péage, que l'Autorité Souveraine devoit avoir été l'objet de la transaction. Que suivant le principe connu, *l'Exception confirme la Regle*, la Souveraineté competoit certainement à la Maison Electorale de Brandebourg par la convention mentionnée. Qu'il ne faisoit rien à l'affaire,

faire,

faire, que l'Abbesse eût agi directement contre ce qui avoit été stipulé, en continuant l'exercice du droit de Voix & de Séance aux Dietes de l'Empire, en fournissant immédiatement son contingent, & en recherchant la protection de l'Electeur de Cologne, des Ducs de Brunswic, &c. parce que ce n'étoit pas là le moyen d'éluder des Pactes & des engagements si solennellement contractez.

Au II. Que les Electeurs de Brandebourg avoient à la verité quelquefois offert à l'Abbesse la continuation de l'exercice du droit de Voix & de Séance, ou de representation aux Dietes de l'Empire & aux Assemblées du Cercle, *quod ad possessionem*, à l'exemple des autres Prélatures médiates du Païs, pourvû qu'au reste elle voulût se contenir dans ses justes bornes, & ne pas s'arroger la Souveraineté : Mais qu'on ne sçauroit se prévaloir de ces Déclarations contre la Maison de Brandebourg, ni en extorquer un prétendu aveu de la Souveraineté de l'Abbaïe en faveur de l'Abbesse, parce qu'il y avoit une très-grande difference entre le droit de representation & de Suffrage, & l'Autorité Souveraine.

Au III. Que la prétenduë possession
&

& jouissance de la Souveraineté se trouveroit détruite pour peu qu'on entrât en détail là-dessus. Que d'ailleurs les conventions faites avec la Maison de Juliers prouvoient tout le contraire, & qu'on verroit clairement par l'ulterieure spécification & démonstration offerte, combien cette prétention étoit frivole, & que tout bien compté l'Abbesse n'avoit que quelques Régales peu considérables, dont on pouvoit fort bien lui accorder l'Exercice, sans déroger en aucune façon à la Souveraineté de S. M. Prussienne.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Au IV. Que le comprotectoire de l'Empereur *Maximilien II.* avoit été obtenu sur deux faux exposés, comme il étoit manifeste par la convention de l'année 1547. Que dans cette Pièce les Ducs de Juliers étoient privativement nommez & reconnus protecteurs héréditaires de l'Abbaïe, au lieu que dans la Patente de *Maximilien*, ils se trouvoient spécifiés parmi les autres comme comprotecteurs, sans aucune préférence sur ces derniers, qui leur avoient été simplement adjoints. Que cela étoit évidemment contraire à la susdite convention, & privoit les Ducs de Juliers de leur droit à cette égard, ou du moins l'affoiblissoit extrêmement. Qu'il n'avoit

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

n'avoit pas été permis à l'Abbesse de solliciter une chose de cette nature, ni à l'Empereur de l'accorder; parce que suivant la Capitulation Imperiale qui avoit déjà été prescrite à *Maximilien II.* il n'avoit pas été au pouvoir des Empereurs de préjudicier par leurs privilèges & concessions, aux droits de qui que ce soit. Qu'ainsi on devoit présumer qu'ils ne l'avoient jamais fait, & que suivant cette présomption le comprotectoire accordé ne devoit pas être crû déroger au droit de protection de la Maison de Brandebourg, comme on le prétendoit dans le cas présent, mais tout au plus regardé comme une protection extraordinaire en cas de besoin, qui ne devoit avoir lieu qu'au défaut de la protection ordinaire de Brandebourg: Ou bien qu'on ne devoit l'interpréter que comme une protection generale des Empereurs, qui s'étend indistinctement sur tous les Etats de l'Empire.

Etat pré-
sent de
cette
préten-
tion.

La Maison de Hesse se donna beaucoup de mouvemens pour ajuster ces différends; & s'étant chargée de la médiation, elle obtint du Roy de Prusse en 1705. le projet d'un accommodement amiable (o), sur lequel l'Abbesse se déclara

(o) Rapporté par Lunig, in *R. A. Spicil. Eccles.* T. III. p. 143.

clara finalement. Mais comme la Convention dressée & signée la même année de la part de Brandebourg, parut différer en quelques Points du susdit projet & de la déclaration finale de l'Abbesse, celle-ci refusa de l'accepter ; & après avoir pris là-dessus l'avis de quelques Universitez, elle exposa les motifs de ce refus dans un Ecrit (p) publié en 1707. J'ignore si depuis ce tems-là on a fait une nouvelle Convention, ou si dans la suite l'Abbesse a acquiescé à celle de l'année 1705.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

§. 19.

Des Différends du Roy de Prusse avec les Comtes de Bentheim - Hohen - Limbourg, au sujet de la Comté de Tecklenbourg.

Pour mieux entendre cette dispute, il faut avant tout jeter les yeux sur la Généalogie que les deux parties rapportent très-diversément. Cependant celle de la Maison de *Solms-Braunfels*, dont la Maison Electorale de Brandebourg a acquis les droits, a été approuvée par la Cham-

(p) Rapporté sous le Titre de *Grundlicher Bericht* &c. dans Lunig, *Grundfeste Europ. Pot. Gereshsf.* Part. I. p. 832.

DE L'E-
LECT.DE
BRANDE
BOURG.

Chambre Imperiale (a), & mise pour
baze du Procès à juger. (*)

Othon VIII. Comte de Tecklenbourg
eut huit enfans, dont cinq filles mouru-
rent sans être mariées ou du moins sans
posterité; mais l'aînée *Anne* épousa *Phi-
lippe* Comte de Solms-Braunfels. *Othon
IX*, ou le jeune, fut l'aîné des deux fils,
& *Conrad* le cadet. Ce dernier ayant fait
mettre en prison son Pere *Othon VIII*,
& l'ayant forcé par-là à lui ceder enco-
re de son vivant la Régence de la Comté
de Tecklenbourg & de la Seigneurie de
Rheda, empêcha aussi son frere *Othon
IX*, ou le jeune, de succeder à son pere,
après sa mort arrivée en mil cinq cent
trente-cinq. Non content d'avoir pri-
vé ainsi son aîné de la succession qui lui
revenoit de droit, *Conrad* le fit pareil-
lement mettre en prison sous prétexte
qu'il étoit imbecille, & il y demeura fort
long-tems & survêcut son frere. Non-
obstant cela il ne pût obtenir la succe-
sion paternelle après la mort de *Conrad*;
parcequ' *Anne*, fille de celui-ci, qui étoit
mariée au Comte de Bentheim, & en
avoit eu un fils nommé *Arnaud*, s'em-
para

(a) Au rapport de l'Auteur de l'Ecrit intitulé,
*Kurzen Vorstellung die Grafschaft Tecklenburg be-
treffend*, qu'on trouve dans *Lunig Grundriss*, &c.
P. I. p. 508.

len- DE L'E-
Y. à LECT. DE
fon. BRANDE
BOURG.

IX,
de
per-
prit
tesse
e ne
bon
elle
ibre
t de
s en
fon
ems
ar-
illé-

filz Raifons
afé- de Ben-
fon theim.
rg,
de

IX.
er-
e la
été

bon
IX.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

22 L

Char

baze

Or

eut h

rent

poste

lippe

IX,

& C

mett

& l'a

re de

de 7

Rhe

IX.

apre

tren

vé a

reve

lem

qu'

lon

obf

fion

par

ma

av

(
Kur
rej
P..

para d'abord de la Comté de Tecklenbourg, & retint son oncle *Othon IX.* à l'exemple de son pere, dans une prison. Mais comme par l'exclusion d'*Othon IX.* sa sœur *Anne*, mariée au Comte de Solms, couroit également risque de perdre son droit sur la succession, elle prit son parti contre sa nièce la Comtesse *Anne* de Bentheim. Cependant elle ne pût rien obtenir en sa faveur; mais *Othon* étant mort en prison sans posterité, elle fut obligée de s'adresser à la Chambre Imperiale, pour maintenir son droit de cohéritiere. Elle y porta ses plaintes en 1576. contre *Anne* de Bentheim & son fils *Arnaud*, & ce Procès fut long-tems litispendant au susdit Tribunal. Les argumens que la Maison de Bentheim alléguait, furent :

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

I. Que le Comte *Conrad* étoit le fils aîné d'*Othon VIII.*, & avoit par conséquent été en droit de succéder à son Pere dans la Comté de Tecklenbourg, suivant le droit de primogeniture & de *Fidei-commis* établi dans la Maison.

Raisons
de Ben-
theim.

II. Que son frere le Comte *Othon IX.* étant imbecille & incapable de gouverner, avoit été à juste titre exclus de la Regence, quand même *Conrad* eût été le cadet.

III. Qu'après la mort de *Conrad*, *Othon IX.*

IX.

IX. n'avoit pu lui succéder; parceque c'étoit un sujet incapable, auquel il ne falloit faire aucune attention pour la succession, d'autant plus que celui qui étoit une fois exclus, le demeurait toujours. Qu'ainsi *Anne* de Bentheim, fille de *Conrad*, avoit légitimement succédé suivant tous les droits divins & humains, après que son pere eût une fois fait passer la Comté dans sa Branche.

IV. Que par conséquent, & selon le droit ordinaire de succession dans les Biens allodiaux, comme la Comté de Tecklenbourg l'étoit incontestablement, la Comtesse de Solms n'avoit eu rien à prétendre sur la Comté, parcequ'elle n'étoit que la sœur de *Conrad*, au lieu qu'*Anne* de Bentheim étant sa fille, avoit pour elle le droit de proximité.

V. Que tout ceci étoit d'autant plus incontestable, que le Comte *Othon VIII.* à cause de son grand âge & de ses incommoditez, avoit par une disposition faite entre ses enfans du consentement des Etats du Païs, cédé & effectivement remis à son fils le Comte *Conrad*, sa Résidence & sa Comté libre & Imperiale de Tecklenbourg avec toutes ses dépendances, ainsi qu'il avoit été en droit de le faire.

VI. Que la Comtesse *Anne* de Solms s'étoit

s'étoit contentée de la dotte de 6000. florins d'Or, & des Bijoux que ses parens lui avoient donnez en mariage, & avoit suivant l'usage établi, de même que par ordre & du consentement de son Epoux & des parens de part & d'autre, entièrement renoncé à toute ulterieure prétention sur la Comté de Tecklenbourg, laquelle renonciation avoit été confirmée par l'apposition de son propre cachet & de ceux de tous les interefsez.

DE L'E-
L' CT. DE
BRANDE-
BOURG.

VII. Que *Conrad* Comte de Tecklenbourg, avoit tranquillement possédé ladite Comté & la Seigneurie de Rheda jusqu'à sa mort, & que sa fille en avoit pareillement jouï sans aucune contradiction jusques en 1575, faisant ensemble 42. ans; en sorte que le droit qui sans cela lui compétoit légitimement à cet égard, avoit été encore mieux affermi & rendu indisputable par la prescription.

VIII. Que la Chambre Imperiale même avoit d'abord reconnu la solidité des argumens de la Maison de Bentheim, vû qu'au commencement du siècle passé elle avoit rejeté & déclaré incompétente, la prétention de la Maison de Solms; tellement qu'outre ce que dessus, les Comtes de Bentheim avoient encore

Tome XII.

B par-

DE L'E- pardevers eux une Sentence (a) ou dé-
LECT-DE cision juridique dans cette affaire.
BRANDE
BOURG.

Les Comtes de Solms-Braunfels y répon-
dirent :

Réponse
de Solms
Braun-
fels.

Au I. Qu'il étoit faux que le Comte *Conrad* eût été le fils aîné d'*Othon VIII*. Que supposé pourtant que cela fût, la Comté de Tecklenbourg auroit dû échoir après la mort de *Conrad* à son frere le Comte *Othon* le jeune, en vertu du droit mentionné de primogeniture & de *Fidei-commis*. Que cependant on contestoit de la part de Solms non seulement le *Fidei-commis*, mais aussi le droit de primogeniture, & que la Chambre avoit déjà rejeté depuis long-tems cette proposition comme peu solide & frivole. Que dans la suite les Comtes de Bentheim mêmes l'avoient refuté *ipso facto*, & s'y étoient opposez lorsqu'ils avoient partagé entre eux la Comté de Tecklenbourg, tout comme leurs autres Biens. Que du côté de Solms on se contentoit d'en appeller à la nature de toutes les Comtez allodiales de l'Empire, où les femmes ne succederoient qu'au défaut des héritiers mâles.

Au II. Qu'on exagéroit trop de la
part

(a) Elle est dans Gylmannus, *Rerum in Germania Judicarum*, Decis. 15. L. 1.

part de Bentheim l'imbecillité d'*Othon IX.* Que quand même on conviendrait qu'il l'eût été, il n'y avoit point de Constitution dans l'Empire, qui privât une personne malade d'esprit, & d'ailleurs habile pour la Succession & pour tous les droits qui en résultent à cause de semblables empêchemens accidentels, de tous ses Droits & Titres, au préjudice même des intéressés, ni qui permit à qui que ce soit, de changer de sa propre autorité l'ordre de la Succession par son emprisonnement arbitraire. Que ce procédé inouï seroit de très-dangereuse conséquence dans l'Empire. Qu'au contraire les loix de l'Empire exigeoient, qu'au cas que le plus proche héritier fût incapable de gouverner, les autres parens ou collatéraux demandassent à Sa Majesté Imperiale des Curateurs & des Administrateurs, & que pour l'ordinaire on leur en conféroit la Charge à eux-mêmes.

Au III. Que lorsqu'après la mort de *Conrad* Comte de Tecklenbourg, la Succession étoit dévolüe à *Othon IX.*, suivant l'ordre du *Fidei-commis* & de la Primogeniture, la Comtesse *Anne* de Bentheim auroit dû en agir de la sorte, & se joindre pour cet effet aux autres parens les plus proches, au cas que son

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

oncle eût été effectivement incapable de gouverner par imbecillité ; mais ne pas s'emparer de la Comté après la mort de son pere *Conrad* , à l'exclusion d'*Othon* , ni le retenir en prison : A plus forte raison , qu'on n'avoit pû sçavoir d'avance , si le Comte *Othon* ne reviendrait pas avec le tems de sa foiblesse , comme en effet il avoit été beaucoup mieux quelques années avant sa mort. Que nonobstant tout ceci la susdite Comtesse *Anne* avoit pris de sa propre autorité possession de la Comté comme Héritiere & Dame Souveraine , & s'étoit emparée de fait de toute la Succession après la mort de son pere *Conrad* , sans aucun égard pour les Droits que son oncle captif y pouvoit avoir. Que cela ne s'appelloit pas succéder , mais chasser injustement & avec violence l'Héritier légitime , lui contester calomnieusement la Succession , & se mettre à sa place par une usurpation manifeste. Que par un semblable procédé personne ne pouvoit s'acquérir un juste Titre , ni priver un autre de ses Droits. Qu'au contraire ces sortes de Ravisseurs & d'Usurpateurs se rendoient indignes des Successions qui sans cela leur seroient dûës (*b*). Que les Loix portoient , que les

(*b*) *Tor. tit. ff. & Cod. de Hift. quibus ut Indignis, &c.*

les plus proches parens qui pouvoient aspirer à la Succession, perdoient leur Droit, s'ils ne faisoient pas donner par le Magistrat des Curateurs ou des Administrateurs, à un Mineur ou à un Furieux. Que de-là on pouvoit conclure, à quoi ceux devoient s'attendre, qui mettoient des personnes aussi misérables en prison, aigrissoient leur mal par de rudes traitemens, & le rendoient par conséquent incurable, tandis qu'ils faisoient eux-mêmes le partage de leurs biens. Que ce que la Maison de Bentheim-Hohein-Limbouurg alleguoit concernant la Succession que *Conrad* Comte de Tecklenbourg devoit avoir fait passer dans sa branche, & que celle-ci en devoit demeurer en possession tant qu'il y auroit des Descendans, étoit aisé à détruire. Que rien n'étoit plus frivole que cette prétention; car la première proposition qui étoit fausse, servant de base au prétendu Droit de Succession de Bentheim, celui-ci devoit tomber en même-tems qu'on renverseroit le fondement de cet édifice peu solide. Que supposé pour un moment, que *Conrad* fils d'*Othon VIII*, eût été l'aîné, & eût succédé à son pere, n'importe à quel titre, on ne pouvoit pas dire pour cela, qu'il avoit fait passer la Succession

dans sa branche, vû que lui-même en avoit été le premier, & qu'après sa mort, non pas sa fille, mais son frere *Othon* le jeune, qui vivoit encore, auroit dû lui succéder de droit. Qu'ainsi le droit de Succession avoit d'abord repassé de la branche de *Conrad* au susdit *Othon*. Que quoique celui-ci fût mort sans enfans, & par conséquent sans posterité, on ne pouvoit pas dire, que le droit de Succession étoit demeuré dans la branche de *Conrad*, parcequ'il ne s'ensuivoit pas qu'y ayant été une fois, il y devoit absolument retourner, tandis qu'il y en avoit d'autres qui avoient plus de droit de succéder à *Othon* mort le dernier, ainsi que cela pouvoit se dire incontestablement de sa propre sœur, aînée de toutes les filles d'*Othon VIII*.

Au IV. Que ce n'étoit pas sur *Conrad*, mais sur son frere *Othon IX*, que devoit se fonder le droit de Succession. Que cela posé il étoit évident, qu'*Anne* Comtesse de Solms y étoit beaucoup plus autorisée que la fille de *Conrad*, quand même on mettroit pour baze, suivant les principes de Bentheim, le Droit de Primogeniture & de *Fidei-commis*. Qu'après la mort d'*Othon IX*, qui avoit survécu à son frere *Conrad* & à sa sœur *Anne*, Comtesse de Solms, il se trouvoit deux
Pré-

Prétendans à la Succession , sçavoir *Anne* fille de *Conrad* , & *Conrad* fils de la dite Comtesse *Anne* de Solms , auquel dernier , la mere avoit cédé tous ses Droits sur la Comté de Tecklenbourg , outre qu'il en avoit hérité par droit de Succession. Que comme la Lignée mâle des Comtes de Tecklenbourg se trouvoit éteinte par la mort du susdit *Othon* , & que toute la posterité des deux branches descendoit de deux femmes , tandis que suivant les principes de Bentheim , la Comté de Tecklenbourg seroit un *Fidei-commis* avec droit de Primogeniture , où les mâles donnoient l'exclusion aux femelles : la question se réduisoit principalement à sçavoir , qui des deux devoit être préféré , *Anne* fille de *Conrad* , ou bien *Conrad* fils de la Comtesse *Anne* de Solms , apparentez au même degré au dernier mâle de la maison pour lui succéder , tellement que la Succession se trouvant une fois transmise à sa branche , elle passât à tous ses Descendans ? Que de quelque côté que la Maison de Bentheim-Limbourg pût tourner la chose , celle de Solms-Braunfels auroit toujours l'avantage. Que si l'on regardoit la proximité du parentage , on étoit de part & d'autre apparenté au même degré à *Othon* dernier mort ;

mais que *Conrad* Comte de Solms devoit être préféré à cause de son Sexe à *Anne* Comtesse de Bentheim , en vertu du *Fidei-commis* & du droit de Primogeniture , s'il y en avoit. Qu'on pourroit objecter de la part de Hohen-Limbouurg , qu'*Anne* Comtesse de Bentheim fille de *Conrad* Comte de Thecklenbourg , étoit morte du vivant d'*Othon* , & qu'ainsi il falloit lui substituer son fils *Arnaud*. Qu'il étoit vrai qu'en ce cas-là , la Maison de Bentheim opposeroit un mâle à celle de Solms ; mais que par rapport au défunt *Othon* il seroit plus éloigné d'un degré que *Conrad* Comte de Solms , qui par conséquent lui donneroit l'exclusion en vertu de la Prérrogative de Primogeniture ; vû qu'on ne pouvoit pas douter que *Conrad* ne fût né avant *Arnaud* , ou qu'on devoit au moins le présumer suivant l'ordre naturel , jusqu'à ce qu'on eût fait voir le contraire. Que si par hazard on vouloit réclamer le droit de Représentation , il étoit notoire qu'il ne s'étendoit pas au-delà des enfans des freres ou sœurs , & qu'encore à cet égard le Comte *Conrad* de Solms l'emportoit d'un degré.

Au V. Qu'*Othon VIII.* n'avoit pû faire une semblable Cession au préjudice

dice de ses autres enfans de l'un & de l'autre Sexe , pour les priver ainsi sans raison de tout droit de Succession , principalement si l'on supposoit le prétendu droit de Primogeniture & de *Fidei-commis*. Qu'il n'étoit pas au pouvoir d'un pere de renverser ces sortes de Pactes de famille sans le consentement de ses autres enfans , qui avoient acquis par-là un *Jus quasitum* , ni de changer les dispositions des Ancêtres. Que supposé pourtant que cela fût permis, la Cession dont il s'agissoit ici étoit une pure fiction & un conte fait à plaisir. Que cela étoit évident par la datte de la piece supposée , qui étoit du Jeudi après le jour de Saint Denis 1534. Que ce jour étoit régulièrement tous les ans le 9. Octobre , & qu'*Othon VIII.* étoit mort au mois d'Août de ladite année , vû que tout au commencement de l'assignation du Doüaire de la Comtesse de Solms , dattée du 26. Septembre 1534 , qui étoit annexée sous le N°. 9. au memoire que la Maison de Bentheim-Hohen-Limbourg avoit fait remettre le 27. Juillet 1703. à la Diète de l'Empire , le Comte *Othon VIII.* étoit appelé feu & défunt. Qu'ainsi la Cession devoit être posthume , & avoir été fabriquée pour le moins deux mois après sa mort ; ce

qui étoit une incongruité manifeste , & demontroit clairement la fausseté du prétendu Acte de Cession. Que de-plus il étoit notoire , que *Conrad* avoit tenu son propre pere plusieurs années en prison , & avoit , par une impiété horrible , exercé un pouvoir absolu sur sa Personne de même que sur ses Etats & sur ses Biens. Qu'il étoit apparent , qu'*Othm* se trouvant près de sa fin , & peut-être déjà à l'agonie , on lui auroit fait quelque proposition , ou présenté quelque Ecrit à signer ; mais que vraisemblablement il étoit mort avant qu'on n'eût pû terminer la chose , vû que la datte anticipée pouvoit faire soupçonner quelque chose de semblable. Que d'ailleurs c'étoit une Cession extorquée en prison , à laquelle on pouvoit toujours opposer l'exception de violence & de crainte , & que principalement un pere pouvoit appeller d'une semblable conduite de son fils envers lui.

Au VI. Qu'on trouvoit dans les Actes de la Chambre une Demonstration solide faite de la part de Solms , qu'il n'y avoit jamais eu une telle Rénonciation ; mais que le Document auquel la Maison de Bentheim prêtoit le titre de Rénonciation , & qu'elle prétendoit faire passer sous ce nom , n'étoit autre chose
que

quel'assignation du Doüaire de la Com-
tesse *Anne* de Solms. Que cela sauteroit
aux yeux , si l'on avoit ajoûté aux Actes
une Copie fidele & entiere de ce Docu-
ment. Qu'une Rénonciation formelle
méritoit bien qu'on en pa'sât un Acte ex-
près, & n'avoit rien de commun avec une
assignation de Doüaire. Qu'on y devoit
faire d'autant moins attention, que cette
prétention avoit déjà été rejetée par
la Chambre même ; vû que sans cela
ce Tribunal n'auroit pas prononcé en
faveur de la Comtesse *Anne*, en la déclai-
rant Cohéritiere legitime de la Succes-
sion de son pere. Qu'il y avoit aussi par-
mi les Actes de la Chambre le Projet
authentique d'une reponse que ladite
Comtesse *Anne* de Solms avoit fait dres-
ser sur une Lettre exhortatoire qu'elle
avoit reçüe de Tecklenbourg , & qui
étoit dattée long-tems après ladite assi-
gnation de Doüaire. Qu'elle y déclai-
roit en termes exprès, qu'elle avoit en
effet voulu renoncer ; mais uniquement
en faveur des mâles de la Maison de
Tecklenbourg, selon l'Usage reçu dans
plusieurs familles Nobles & autres où
les filles renonçoient toûjours en faveur
de la Maison. Que la Maison de Ben-
theim - Hohen - Limbourg même alle-
guoit cet Usage dans l'Extrait du Pro-

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

tole de la Chambre , annexé à sa Tri-
plique ; ce qui d'ailleurs s'entendoit de
soi-même dans un cas douteux , vû
qu'il n'étoit pas apparent que la sus-
dite Comtesse *Anne* eût été assez libe-
rale ni assez imprudente , pour re-
noncer entierement & sans reserve à des
Etats & Pays de cette importance , uni-
quement pour 6000. Florins ; à plus
forte raison qu'au défaut des mâles , el-
le avoit été la plus proche Héritiere sui-
vant l'ordre de Succession : Mais qu'il
étoit certain , qu'elle avoit pû y appor-
ter plus de facilité par rapport aux mâ-
les de sa maison.

Au VII. Que cette prétend ë pres-
cription manquoit de toutes les quali-
tez requises. Que suivant ce qui étoit
dit ci-dessus , il n'y avoit ni juste titre ,
ni bonne foi. Quant à la contradiction,
le Comte *Othon IX.* lui-même , aussi-
bien que sa sœur la Comtesse *Anne* de
Solms , l'avoient réitérée une infinité de
fois. Que d'ailleurs il n'étoit pas juste
de retenir quelqu'un en prison pour le
faire faire , & de lui reprocher ensuite
son silence , comme un consentement
tacite , ou réputé tel par les Loix , qui
devoit être la baze & le fondement de
toute prescription.

Au VIII. Que tout ce qu'on disoit
tou-

touchant la décision de l'affaire , & qu'au commencement du dernier siècle la prétention de la Maison de Solms avoit été rejetée , étoit une pure fiction. Que la Maison de Bentheim n'avoit pas osé entreprendre prouver cette Thèse insoutenable par les Actes ; mais qu'on se fondeoit uniquement sur ce qu'un Auteur particulier avançoit à cet égard. Que les Sentences de l'an 1686 , & plusieurs autres décisions postérieures , de même que l'évidence des Actes prouvoient le contraire , & faisoient voir qu'avant l'année 1686. il ne s'étoit rien fait de définitif dans cette affaire. Qu'il constoit aussi par le Protocole , & par la Lettre ci-dessus mentionnée de la Chambre à Sa Majesté Imperiale sous la Lettre D. au commencement du §. *Et quoique dans la suite* , &c. que toutes les fois qu'il étoit survenu la mort de quelqu'un , on avoit sollicité, insinué, & reproduit en Justice de la part de Solms les citations ordinaires pour continuer le Procès , quoiqu'on n'avoit pû le pousser alors aussi vigoureusement qu'on l'eût souhaité , ni le porter à sa fin , à cause des Guerres continuelles. Qu'il étoit même évident par le Protocole de la Chambre , qu'avant la Sentence prononcée en 1686. les Comtes de Bentheim

theim avoient comparu sur les citations faites, & qu'ils ne s'étoient jamais avisés de dire, que l'affaire avoit déjà été terminée par une Décision finale. Que puisque la Sentence de 1686, avoit déjà force de Loi, outre qu'elle étoit confirmée par d'autres décisions postérieures, & mise à execution, on ne pouvoit regarder que comme une entreprise très-hardie, de vouloir détruire des Arrêts si manifestes par les raisonnemens creux ou passionnez d'un Ecrivain particulier. Qu'au reste il étoit 1°. encore très-incertain, si la décision attribuée à Gylman, avoit été projetée par un Assesseur de la Chambre Imperiale, ou bien par un Avocat de Bentheim. Que 2°. il restoit à prouver, que cette Sentence eût jamais été publiée, telle qu'on la rapportoit. Que 3°. elle ne devoit être regardée en tout cas que comme interlocutoire. 4°. Qu'elle n'étoit fondée que sur des suppositions fausses qui avoient été rejetées par la Sentence définitive. 5°. Que quand même cette Sentence eût été publiée, ces suppositions cessoient, parcequ'on y avoit accordé aux Comtes de Solms la permission de continuer le Procès. Que par conséquent 6°. ceci ne méritoit aucune attention, parcequ'on avoit une Sentence définitive dans les formes.

Le

Le Procès ayant pendu plus d'un siècle entier à la Chambre Imperiale, on publia enfin, après une citation préalable pour le reprendre, le 13. Decembre 1686. une Sentence qui contenoit en substance : » Que la Mere de l'Im-

» petrant, la feue Comtesse *Anne* de
 » *Solms*, née de *Tecklenbourg*, devoit
 » être regardée & déclarée Coheriti-

» re legitime de la succession de son Pe-

» re le Comte *Othon* l'Ainé, c'est-à-

» dire de la Comté de *Tecklenbourg*,
 » & de la Seigneurie de *Rheda* ; &
 » qu'ainsi les Intimez étoient tenus de
 » ceder, remettre & bonifier à l'impe-

» trant, moyennant l'exhibition d'un
 » inventaire authentique, ou au de-

» faut d'inventaire, suivant une désigna-

» tion confirmée par serment, non seu-

» lement la portion legitime de sa mere,
 » mais aussi la moitié de celles qui com-

» petoient aux quatre autres enfans du
 » Comte *Othon VIII.* mort *ab intestat*
 » & sans Heritiers, nommément le Com-

» te *Othon IX.* & les Comtesses *Elisa-*
beth, *Irmgard*, & *Catherine*, dans la-

» dite Comté & Seigneuries avec toutes
 » leurs dépendances, suivant l'état où
 » elles s'étoient trouvées lors de la mort
 » de *Conrad* Comte de *Tecklenbourg*,
 » aussi-bien que de tous les revenus
 » qu'on

DE L'E-
LECT. DES
BRANDS
BOURG.Decisio
de ce Pro-
cès.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

» qu'on en avoit tirez depuis le com-
» mencement du Procès. » *Jean Adol-
phe* Comte de Bentheim Tecklenbourg,
demanda là-dessus restitution entiere
(c), & representa outre les autres griefs,
que la Sentence avoit été précipitée sur
de faux rapports par lesquels les Juges
avoient été abulez, & qu'ainsi elle
étoit nulle de droit. Cependant comme
il n'avoit rien de nouveau à alleguer,
ladite Sentence fut confirmée le 11.
Octobre 1596. avec cette clause, qu'il
lui seroit toujours libre de prouver en
quoi les Juges pouvoient avoir été abu-
sez. Le Comte de Bentheim s'imaginant
que cette nouvelle décision n'étoit pas
non-plus dans les formes, parce qu'on
y avoit confirmé la premiere, & ren-
voyé à un autre tems l'examen de sa
nullité, en appella à la révision. La
Chambre Imperiale la lui refusa, &
adressa en 1698. les deux Sentences
aux Directeurs du Cercle de Westpha-
lie, sçavoir à l'Electeur de Brandebourg
& à l'Evêque de Munster pour les met-
tre à execution. Ceux-ci mirent non
seulement en effet le Comte de Solms
en

(c) Solms opposa à la Requête pour restitution
in integrum un Ecrit intitulé *Gegründete Exception
und Refutation in abgeurtheilter Sache Solms-Beurheim*
1687.

possession de trois quarts de la Comte Tecklenbourg, & d'une partie de la Seigneurie de Rheda, mais méritèrent aussi entre *Jean-Adolphe* Comte de Bentheim Tecklenbourg & le Comte de Solms, un accommodement par rapport aux arrerages des revenus, par vertu duquel ce dernier eut encore une fois autant que sa première portion, ainsi en tout six huitièmes.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Tandis que le Comte *Jean-Adolphe* chercha pour des raisons particulières, d'infirmer la dernière convention, & que le Comte de Solms de son côté travailla à s'y maintenir par divers Manèges obtenus pour cette fin, le vieux Comte de Bentheim, & son fils le Comte *Jean-Auguste* moururent en 1701. sans enfans. *Frederic-Maurice* Comte de Bentheim-Hohen-Limbouurg, oncle du dernier, succéda là-dessus à ses biens & à ses titres. Celui-ci s'imaginant que la Sentence de la Chambre de Wetzlar ne pouvoit lui préjudicier, parce qu'il n'étoit point entré dans le Procès, & n'avoit pas été cité pour le continuer, ayant même protesté contre tout ce que son frère le Comte *Jean-Adolphe* avoit fait à cet égard, s'adressa au Conseil Imperial Aulique à Vienne, & y entama de nouveau le Procès à Titre d'*Action*

Nouveau
Démêlé.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Raisons
de Bent-
heim -
Hohen-
Lim-
bourg.

tion revocatoire (d). Les Argumens qu'il allegua, furent principalement les suivans (e) :

I. Que depuis un tems immémorial la Comté de Tecklenbourg avoit été une Comté libre & immédiate de l'Empire, jouissant du droit de Souveraineté & de Primogeniture. Que ces prérogatives étoient attachées ausdits Fiefs en vertu des droits qui competoient à tout Etat de l'Empire, quoiqu'il n'en fût pas spécialement fait mention dans l'investiture. Que tout au moins la Comté de Tecklenbourg devoit être regardée comme un *Fidei-Commis*, où les mâles, & parmi ceux-ci les aînez, étoient constamment préférez aux filles, & aux cadets.

II. Qu'il n'avoit jamais été cité avec les autres parens de la Maison pour continuer le procès décidé à Wetzlar.

III. Qu'il n'avoit pas donné les mains aux conventions faites dans la suite; mais qu'il s'étoit toujours réservé par des

(d) Tout ce qu'on vient de lire est pris des Ecrits publiez par les deux Parties en 1686. & 1706. & de l'*Europ. Herald. Part. I. p. 666.* Imhoff *Noric. Procer. L. 6. C. 17. §. 8. L. 9. C. 1. §. 11.* Lunig, *Bibliorb. Deduct.* aux mots *Benneim, Solms, Tecklenbourg.*

(e) Tirez de Fabri *Staats-Cantzley, Part. X. pag. 552.*

des protestations, son droit pour le faire valoir quand il seroit appelé à la succession, ainsi que le cas existoit actuellement.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

IV. Que par la Sentence de la Chambre Imperiale même, on étoit en droit d'éclaircir encore le *punctum corruptionis*; & que par les Reglemens de la Chambre Imperiale & du Conseil Aulique de l'Empire, de même que par l'article 25. de la Capitulation de l'Empereur *Ferdinand*, il étoit expressément réservé à Sa Majesté Imperiale de connoître de ces cas, aussi-bien que de la nature & des regales de la Comté, & entr'autres du droit de Primogeniture même.

V. Que l'action revocatoire qu'il avoit instituée *proprio jure*, devant le Conseil Imperial Aulique, n'avoit rien de commun avec la Sentence de la Chambre, ni avec la demande particuliere d'une portion de la succession, vû que de semblables biens patrimoniaux, *Fidei-Commis* & affectez à la primogeniture, de même que ces droits Regaliens & Territoriaux, ne pouvoient être compris sous le nom de *hereditatis petitiæ*.

VI. Que la Sentence de la Chambre Imperiale ne scauroit lui préjudicier en aucune

aucune

DE L'E- aucune maniere , parce qu'elle avoit été
LECT. DE notoirement obtenuë par surprise & par
BRANDE corruption , & que par conséquent elle
BOURG. étoit de droit nulle & d'aucune valeur,
& de-plus contradictoire à elle même.

Reponse On y a répondu de la part de Solms-
de Solms Braunfels :

Au I. Que sur les preuves exhibées à la Chambre Imperiale , que le droit de primogeniture & de *Fidei-Commis* n'étoit pas attaché à la Comté de Tecklenbourg, cette prétention de Bentheim y avoit déjà été rejetté. Qu'en effet la chose étoit insoutenable, vû que ce droit n'avoit jamais été introduit dans la Maison de Tecklenbourg, par aucune constitution, usage general, ni privilege Imperial. Qu'au contraire les fils puînez & les filles, avoient eu le droit de succession sur la Comté de Tecklenbourg aussi-bien que l'aîné, & n'y avoient renoncé quelquefois qu'en conséquence d'une convention, se reservant néanmoins leurs droits, au cas que l'on vînt à manquer aux conditions stipulées & agréées de part & d'autre par la convention. Que si le droit de Primogeniture & de *Fidei-Commis* existoit réellement, le Comte *Frederic-Maurice* de Hohen-Limbouurg n'auroit pû en 1681. entrer en partage avec le Comte

Comte *Jean-Alolphe* son frere aîné, & qu'il n'auroit pas été libre non-plus au Comte *Anaud*, de partager les Etats par Testament en trois portions. Que supposé pourtant que cela fût, les Comtes de Bentheim n'en tireroient aucun avantage, puisque *Conrad* n'avoit pas été l'aîné, mais le septième enfant d'*Othon VIII.* & le cadet de la Maison de Tecklenbourg. Que *Conrad* n'avoit pas non-plus été le dernier mâle de la Maison, mais son frere *Othon IX.* après la mort duquel la Comtesse de Solms avoit été la plus proche heritiere, ou avoit eu au moins autant de droit sur la succession de Tecklenbourg que la fille de *Conrad*; étant non seulement l'aînée des filles, mais aussi plus proche d'un degré que la Comtesse de Bentheim.

Au II. Qu'on avoit imploré en 1686. a Chambre Imperiale contre toutes les rois Branches de la Maison de Bentheim en general, & non pas contre chaque personne en particulier; & que la citation faite pour reprendre le procès devoit lui avoir été connuë aussi-bien qu'aux autres Comtes.

Au III. Que les prétendues protestations étoient contraires au fait même, landestines, illegales & nulles, & ne pouvoient donner aucun droit. Que le
Man-

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Mandement de la Chambre Imperiale pour ne pas contrevénir aux Transactions, avoit déjà été insinué à Hohen-Limbouurg le 8. Avril 1700. Que là-dessus le Comte *Frederic-Maurice* avoit comparu le 17. Mai de la même année, & avoit fait prier la Chambre par son Procureur dans une Audience publique, de vouloir déclarer les conventions nulles & d'aucune valeur ; mais qu'il n'avoit pû l'obtenir, & que l'observation des Transactions avoit été expressement ordonnée par la Sentence prononcée là-dessus.

Au. IV. Que la prétendue corruption étoit un mensonge & une calomnie, qu'on ne pourroit jamais faire constater ; & que la Sentence n'avoit pas porté qu'on pourroit la prouver dans la suite, mais qu'on devoit la vérifier en Justice. Qu'on se trompoit en voulant que la décision de cet article, & de la nature de la Comté, de même que celle de ses droits Regaliens & de primogeniture, fût réservée à Sa Majesté Imperiale, vû que suivant l'article 26. de la Capitulation de l'Empereur *Joseph*, la Chambre Imperiale pouvoit décider, & faire executer les Sentences prononcées en matiere de Regales, d'immédiateté, de libertez & de privileges, &c. & avoit le

le droit d'en agir de même par rapport à d'autres affaires politiques, selon l'article 20. §. 53. du Traité de Westphalie (f). Qu'on citoit mal à propos les Reglemens de la Chambre Imperiale, & du Conseil Aulique de l'Empire, aussi-bien que la Capitulation de l'Empereur *Ferdinand III.* Qu'il falloit remarquer à l'égard du passage allegué de cette derniere, qu'il n'y étoit parlé que du Droit de Peage & des Privileges qui appartiennent aux quatre Electeurs du Rhin, mais pas indistinctement de toutes les Regales.

DE L'E-
LECT. DE
BRAND
BOURG.

Au V. Qu'il étoit faux que l'action instituée devant le Conseil Aulique de l'Empire, différoit de celle qui avoit pendu jusqu'ici à la Chambre Imperiale. Que non seulement c'étoit le même représentant, c'est-à-dire, un Descendant de la Comtesse *Anne* de Bentheim, un Allié, mais pas un Parent du Comte *Orhon*, dernier mâle de la Maison de Tecklenbourg, éteinte par sa mort en 1581. & nommément un fils du Comte *Maurice* qui avoit été spécialement cité pour ce procès en 1661. & qui avoit même comparu devant la Chambre Imperiale : Mais que c'étoit aussi
tôu-

(f) Preuve [EEEE] du T. VIII. pag. 222. & suiv.

toûjours pour la même affaire , ſçavoir pour la Comté allodiale & immédiate de Teklenbourg, la Seigneurie de Rheda, & tout le reſte de la ſucceſſion du Comte *Othon VIII*. Et enfin que c'étoit ici encore la même maniere de proceder , quoique ſous un titre différent , qui cependant n'étoit aucunement applicable au cas préſent , parce qu'il n'y avoit point de *Fidei-Commis*.

Au VI. Que la prétenduë corruption devoit être regardée comme une calomnie juſqu'à ce qu'on l'eût prouvée. Que la contrariété qu'on imputoit à la Sentence de la Chambre Imperiale , ſe fondeoit ſur les ſuppoſitions fauſſes de primogeniture, & de *Fidei-Commis*, comme auſſi ſur ce que ladite Chambre n'avoit pas déclaré le Comte de Bentheim unique & véritable Seigneur de la Comté de Tecklenbourg. Qu'à ces opinions près, la Sentence de la Chambre Imperiale ne renfermoit aucune contradiction. Qu'au reſte on oppoſoit à tout ceci en general l'exception *rei Judicatæ & Tranſactæ*.

Le Comte de Solms informa auſſi la Chambre Imperiale de cette entrepriſe du Comte de Bentheim-Hohen-Limbouurg , & demanda ſon aſſiſtance. Elle lui accorda là-deſſus contre ce dernier ,

nier, plusieurs Mandemens cassatoires, inhibitoires, des Sentences de parition, des citations pour se voir condamner à la peine portée par la Loi, *Si quis in tantum*, *C. unde vi*, &c. Vers ce même tems l'Evêque de Munster comme Seigneur féodal de la Seigneurie de Rheda, retira cette partie de ladite Seigneurie, qui avoit été adjugée au Comte de Solms, & la conféra au Comte de Bentheim, sous prétexte que c'étoit un Fief masculin de l'Evêché de Munster, qui après l'extinction de la posterité mâle de Tecklenbourg, avoit été rendu par grace spéciale à la Comtesse *Anne*. Sur quoi la Chambre Impériale mit provisionnellement le Comte de Solms-Braunfels en possession des deux huitiemes de la Comté de Tecklenbourg autrefois accordez au Comte de Bentheim, pour conserver ainsi au Comte de Solms la portion de la succession qui lui avoit été adjugée par la Sentence, jusqu'à ce qu'on eût finalement décidé de la qualité de la Seigneurie de Rheda, & que le Comte de Solms pût parvenir à la possession de ce qui lui en competoit. Le Comte de Bentheim-Hohen-Limbouurg s'en plaignit de nouveau amèrement au Conseil Impérial Aulique, & en obtint plusieurs

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

rescritpts adressez aux Princes Direc-
teurs du Cercle pour le maintenir ef-
ficacement contre le Comte, de Solms
dans la possession de tous les biens qu'il
avoit eus après la mort du dernier pos-
sesseur. Ce procédé obligea le Comte
de Solms de porter l'affaire en 1703.
à la Diète de l'Empire à Ratisbonne,
& d'y demander l'approbation de la
sentence prononcée par la Chambre Im-
periale, comme aussi d'être maintenu
dans sa possession; & la Diète ayant
reconnu la justice de sa cause, écrivit en
effet au nom de tout l'Empire à Sa Ma-
jesté Imperiale pour lui recommander
cette affaire. La Chambre Imperiale
s'adressa pareillement en 1703. à la
Diète, pour se plaindre aux Etats de
l'Empire du procédé du Conseil Impe-
rial Aulique, & remit en même tems
un Extrait des Actes. Le Comte de
Bentheim y fit des contre-remontran-
ces, & tâcha de justifier l'action révo-
catoire qu'il avoit intentée à Vienne. Il
l'abandonna pourtant dans la suite,
lorsque le Comte de Solms ceda en
1707. ses Droits sur la Comté de Teck-
lenbourg à Sa Majesté le Roi de Prus-
se pour une somme d'argent, après
en avoir offert long-tems auparavant
l'investiture à la Maison de Brande-
bourg.

Origine
de la
Préten-
tion du
Roi de
Prusse
Elect. de
Brande-
bourg.

bourg. Ceci donna nouvelle occasion à la Maison de Bentheim de faire des plaintes à Vienne, où elle eut même le bonheur d'obtenir une citation contre le Comte de Solms, pour se voir déclarer d'avoir encouru la peine portée par la Loi 2. *C. ne liceat potentiori*, &c. Elle institua aussi au Conseil Imperial Aulique une action contre le Roi de Prusse *ex jure retractus*. Ses plaintes furent reçues, & l'on expédia au Roi un rescript Imperial concernant cette affaire, ou, comme on s'exprime du côté de Bentheim, un Mandement de parition avec des Executoires adressez à Sa Majesté le Roi de la Grande-Bretagne & au Duc de Wolffembuttel.

Pour couper court à ces plaintes le Roi de Prusse avoit déjà plus d'une fois allegué l'Incompetence du Juge. Il renouvela cette exception en 1716. & fit représenter au Conseil Imperial Aulique (g) :

I. Que le *Jus retrahendi* qu'on prétendoit avoir été réservé par la convention faite à Lengerich, n'étoit que personnel, puisque ce droit y étoit borné uniquement aux personnes contractantes, & n'avoit point été rendu sur les

DE L'E.
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Raisons
de Bran-
debourg
contre
Ben-
theim.

C. 2. parens
(g) Tiré d'une *Species facti* publiée en 1714.

parens de part & d'autre; & qu'ainfi il le trouvoit éteint par la mort du Comte *Jean-Adolphe*, qui étoit décédé avant fon fils fans autres Héritiers.

II. Qu'on y avoit entierement déro-gé par la convention fuivante du 14. Septembre 1699. en ftipulant, que la portion de Solms-Braunfels ne feroit fujette à aucun Paéte de famille; laquelle déro-gation avoit été encore mieux affermie par le filence qu'on avoit gardé là-deffus en offrant le Fief.

III. Que la Maifon de Hohen-Limbourg même s'étoit écartée, & avoit râché d'infirmier devant la Chambre Imperiale les conventions qu'elle prétendoit faire valoir à préfent à fon avantage.

IV. Qu'ainfi le *Jus retractus* qui avoit été d'abord accordé par la fufdite convention perfonnelle, & qui dans la fuite avoit été abolie, cefloit entierement.

V. Que la proximité du fang ne fçauroit donner aucun nouveau droit au Comte de Bentheim, puis-que la Comté de Tecklenbourg n'étoit chargée d'aucun *Fidei-Commis*, ainfi que la Chambre Imperiale l'avoit déjà reconnu en rejettant cette exception. Que fupposé pourtant que ce prétendu *Fidei-Commis*

Commiss exiltât, le Comte de Hohen-Limbourg, comme Comte de Bentheim, dont le trisayeul, sçavoir le Comte *Evervvin*, n'avoit pas été Comte de Tecklenbourg, mais Comte de Bentheim, ne pouvoit être regardé ni comme allié ni comme parent du Comte de Solms-Braunfels., parce que le Comte *Conrad* de Tecklenbourg, trisayeul maternel de son pere, avoit été le frere de la Comtesse *Anne* de Tecklenbourg, trisayeule de *Guillaume-Maurice* Comte de Solms-Braunfels; & que Sa Majesté le Roi de Prusse étoit suivant les Loix & les Droits du Sang apparenté de plus près à la Maison de Solms-Braunfels, sçavoir au 5^{me} & 6^{me} degré de parentage, & par conséquent plus autorisé que le Comte de Bentheim pour le *Jus retractus*.

VI. Que si cependant le Comte de Hohen-Limbourg prétendoit agir contre Sa Majesté Prussienne en vertu de quelque droit imaginaire de proximité, il devoit le faire à Wetzlar, où il y avoit déjà à cet égard *forum preventum*, ou même *lis decisa*, vû que le pere du Comte d'aujourd'hui y avoit juridiquement procedé contre la convention de Lengerich, sur laquelle on prétendoit se fonder à present comme sur la baze

la plus solide du procès, & que ladite Chambre avoit fait défense d'y contrevenir, ou de porter l'affaire à quelque autre Tribunal que ce fût.

VII. Qu'ainsi suivant la teneur expresse des Constitutions de l'Empire, & principalement en vertu de l'article 16. des Capitulations Imperiales, il n'appartenoit pas au Conseil Imperial Aulique de s'arroger quelque Jurisdiction sur la Chambre de l'Empire, ou de se mêler des affaires portées à sa décision; mais qu'il devoit plutôt laisser un libre cours à la Justice renduë par ce Tribunal. Que le Roi de Prusse avoit souvent offert & désiré de faire confiter son droit devant le Juge compétent, ayant acquis & jouissant actuellement d'un *Jus quesitum* & de l'approbation des Loix. Que tout le monde pouvoit voir clairement, que le Conseil Imperial Aulique n'avoit pas procedé juridiquement par rapport au *Jus retractus*, & que l'affaire n'avoit pas été instruite dans les formes, vû qu'elle ne sçauroit même l'être sans le secours des Actes de la Chambre, qui devoit servir de guide pour l'éclaircissement du Procès, lequel par consequent pouvoit d'autant moins être décidé par un Tribunal incompetent dans le cas present.

Cepen-

Cependant Sa Majesté Imperiale n'a pas voulu reconnoître tout ceci pour suffisant , mais a fait répondre séparément à tous les articles par une lettre au Roi de Prusse du 20. Avril 1717.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

I. Qu'on avoit tort de s'imaginer, que le Comte de Tecklenbourg d'aujourd'hui ne devoit plus jouir du *Jus retrahendi* stipulé par un de ses parens, qui étoit déjà mort, sous prétexte que de semblables conventions étoient personnelles, & ne s'étendoient pas au-delà des parties contractantes. Que cette prétention étoit directement contraire aux Loix, conformément auxquelles tous les *retractus conventionales* passoient régulièrement aux héritiers. Que cela étoit même fondé en raison, puisque sans cela celui qui se trouvoit gêné par le *Retractus* n'avoit qu'à attendre la mort du premier contractant, pour éluder ensuite l'espérance de toute sa Maison. Qu'on passoit sous silence, qu'outre le *Retractus conventionalis* qui avoit été stipulé uniquement pour la forme, il y avoit ici le *Jus retractus* qui competoit même sans cela en vertu du droit commun au Comte mineur de Tecklenbourg comme cohéritier, & qui suivant sa nature & sa qualité, ne pouvoit être

Reponse
Imperia-
le au Roi
de Prusse,

limité à la vie ou à la mort d'un seul parent de la Maison.

II. Qu'il en étoit de même de l'objection, comme si par la dernière convention on en avoit derogé à la première du 14. Septembre 1699. Que non seulement il n'en étoit pas fait la moindre mention, mais qu'on trouvoit même le contraire, & que la convention faite à Lengerich avoit été renouvelée, & expressement confirmée. Que quant au passage allegué, qui portoit que les portions de Tecklenbourg & de Rheda cedées au Comte de Solms, ne pouvoient être comprises dans aucuns pactes de famille, cela ne regardoit absolument pas le Comte de Tecklenbourg; mais qu'à la lettre le Comte de Solms-Braunfels l'avoit fait inserer, dans la vûë d'empêcher par-là ses propres parens de lui lier les mains, & de former des prétentions sur les portions qui lui avoient été adjugées, au cas qu'il lui prît envie de les aliéner, ou du moins sur la somme qui lui en seroit payée, pour être employée à l'avantage de la Maison.

III. Que le desir que le pere du Comte mineur avoit marqué pour la cassation de la sentence & des conventions fondées la-dessus, de même que le procès intenté à ce sujet devant le Conseil Impe-

Imperial Aulique, ne préjudicioient en aucune maniere au *Jus Retractûs*. Qu'il n'étoit pas extraordinaire, que si deux actions qu'on avoit, on venoit à en perdre une, on lui subrogeroit l'autre. Que dans le cas présent cela étoit non seulement fondé sur une reservation expresse; mais qu'on n'avoit même pû faire autrement, parce que du tems que le Comte de Tecklenbourg avoit porté ses plaintes au Conseil Imperial Aulique, on manquoit encore de l'occasion pour faire valoir le *Jus Retractûs*, personne ne pouvoit prévoir, que le Comte de Solms-Braunfels voulût jamais aliener sa portion de la succession de Tecklenbourg.

IV. Qu'il ne faisoit rien à l'affaire, que la Chambre Imperiale se fût elle-même écartée des conventions confirmées auparavant, en adjugeant au Comte de Solms-Braunfels toute la Comté de Tecklenbourg, au lieu de trois quarts qui lui avoient été accordées par lesdites conventions. Que cela ne tiroit pas au préjudice, mais plutôt à l'avantage de la Maison de Bentheim, vû que ce changement provenoit de ce que l'Evêque de Munster, comme Seigneur féodal de Rheda n'avoit pas voulu consentir, que le quart de cette Seigneurie, qui

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
JECT. DE
FRANDE
BOURG.

avoit été promis au Comte de Solms-Braunfels par la convention, lui fût effectivement remis; & que pour cela le Comte de Tecklenbourg avoit dû souffrir, qu'en équivalent, quoique fort excessif, de ce quart de Rheda, on donnât au Comte de Solms-Braunfels le dernier quart de Tecklenbourg, non pas pour diminuer d'autant la portion du premier, mais en conséquence de la transaction, & comme par contumace: vû que sans cela on ne concevoit point pourquoi la Chambre Imperiale se seroit portée à déroger, ou à casser les conventions des particuliers, sans qu'il y eût eu de leur faute, ou sans qu'ils eussent imploré son autorité à cet égard.

V. Que Sa Majesté Prussienne paroisse être de sentiment, que toutes les affaires qui avoient jamais été litispendantes à la Chambre Imperiale, & décidées par ce Tribunal, avoient une liaison si étroite ensemble, que même tous les différends qui dans la suite pourroient naître par accident des actions précédentes, nonobstant que le Procès fût entierement terminé par l'exécution de la Sentence & par une Convention faite à ce sujet, soit qu'ils regardassent la cassation ou l'exécution d'une semblable Transaction, devoient être de nouveau

veau portez à la Chambre Imperiale à l'exclusion de tout autre Tribunal. Mais que le Roy auroit de la peine à établir cette maxime, soit par le droit commun, ou par les Constitutions des Tribunaux supérieurs de l'Empire.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

VI. Que l'exception concernant les *Austregues*, dont on tâchoit de se prévaloir sur la fin, ne pouvoit non-plus donner aucun avantage à Sa Majesté Prussienne, qui étoit simplement entrée dans les Droits du Comte de Solms son Cessionnaire. Que comme il n'appartenoit point à celui-ci, de céder à un plus puissant que lui contre les défenses Imperiales, & contre les Pactes allégués par lui-même, & posez pour fondement principal de son intention, une affaire litigieuse qui n'étoit pas encore décidée par le Conseil Imperial Aulique, & de se couvrir ensuite à tout événement de l'exception des *Austregues*; (*) de même ce prétexte ne pouvoit avoir lieu à l'égard du Roy de Prusse. Que l'action *ex jure retractus* qui competoit suivant le droit commun, & qui avoit été confirmée par une Convention spéciale, regardoit la chose même, & n'étoit par

C 6 consé-

(*) Voyez ci-dessus dans le Chap. VI. §. 18. p. 209. ce que c'est qu'*Austregues*.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

conséquent point sujette aux *Austregues*, ni de leur ressort. Qu'on objecteroit en vain, que la Comté de Tecklenbourg n'étoit pas un Fief immédiat de l'Empereur & de l'Empire, & qu'ainsi suivant la teneur du Reglement de la Chambre Imperial, elle n'étoit pas privativement du Ressort de l'Empereur, ou qu'au moins la chose étoit si douteuse, qu'il en falloit demander une interpretation authentique à tout l'Empire assemblé en Diète. Que dans le cas présent d'une action *ex retractu*, qui de sa nature étoit toute récente, il n'en étoit point du tout question, même suivant l'opinion de ceux qui admettoient une concurrence de Jurisdiction de la Chambre dans les Comtez allodiales; mais qu'il suffisoit pour l'exclusion des *Austregues*, que l'action à instituer concernoit une Terre immediate de l'Empire, & qu'il avoit été libre à l'impetrant d'instituer cette nouvelle action à Vienne, ou à la Chambre Imperiale. Que d'ailleurs Sa Majesté Imperiale ne pouvoit cacher au Roy de Prusse, que tous ses Prédécesseurs dans l'Empire ayant constamment regardé depuis plusieurs siècles comme un des plus beaux fleurons de la Couronne Imperiale, le pouvoir de prononcer sur les personnes & sur les Biens des Etats de
l'Em-

l'Empire, sans aucune distinction entre les Terres féodales & allodiales, Sa Majesté Imperiale ne souffriroit pas non-plus que son autorité à cet égard fût bornée par aucune des interprétations artificieuses nouvellement imaginées : à plus forte raison que l'expérience avoit déjà fait voir depuis long-tems en plusieurs semblables occasions, qu'ordinairement, quand les différends touchant des Comtez & Seigneuries immédiates avoient été décidés sans l'intervention spéciale du Chef suprême de l'Empire, il en étoit résulté de grandes disputes qu'il n'avoit pas été si aisé d'ajuster qu'on se l'étoit imaginé. Que S. M. Imperiale songeoit plutôt à augmenter qu'à diminuer les Privilèges accordés aux Electeurs par la Bulle d'Or & autrement; mais qu'elle ne croyoit pas que la permission qui leur étoit donnée d'acquérir des Terres immédiates de l'Empire, pouvoit s'étendre sur des Biens affectés par des Conventions & par les loix à d'autres personnes de la maison, & qui ne pouvoient être aliénez sans blesser les droits d'un tiers.

Que S. M. Imperiale sans vouloir décider de la valeur des avantages que le Roy de Prusse avoit obtenus par la Convention touchant les dettes des Comtez de Lingen
&

& de Schwerin, ni jusqu'à quel point s'étendoit l'obligation dont il s'étoit chargé en échange, ne voyoit pourtant pas comment on prétendoit accorder avec la moindre obligation contractée, ce procédé tout-à-fait contraire, où, au lieu des bons offices promis pour rejoindre à la Comté de Tecklenbourg ce qui en avoit été séparé, S. M. Prussienne s'en étoit entièrement rendu le maître, & avoit mis le Comte hors d'état de la recouvrer même par voye d'achat

Que quant à la dernière Lettre du Roy de Prusse, présentée à Sa Majesté Imperiale le 7. Septembre 1716, & les plaintes qu'il y portoit, comme si le Conseil Imperial Aulique avoit accordé au Comte de Tecklenbourg le *jus retrahens*, non seulement incompetamment, ainsi qu'il est dit ci-dessus ; mais aussi sans avoir écouté les raisons de Sa Majesté Prussienne, & avoit conféré l'exécution à des personnes qui n'auroient pas dû en être chargées, tant parceque cette affaire les interessoit trop particulièrement, qu'à cause que les loix fondamentales de l'Empire y étoient contraires : Sa Majesté Imperiale étoit obligée de déclarer derechef, que dans le cas présent personne ne sçauroit mettre en doute la compétence du Juge, pour peu
que

que les loix de l'Empire & la Constitu-
tion de ses Tribunaux suprêmes lui fus-
sent connuës. Qu'elle ne croyoit pas non-
plus, qu'on pourroit jamais soutenir en
Justice, que tout ce qui s'étoit passé ci-de-
vant à l'égard du Comte de Solms-
Braunfels, ne devoit regarder en aucu-
ne maniere Sa Majesté Prussienne com-
me cessionnaire de Solms; mais qu'elle
devoit plutôt entrer dans tous les droits,
soit avantageux ou préjudiciables, que
le Comte de Solms lui avoit cedez, ou
avoit pû lui céder. Enfin que le Comte
de Solms n'avoit été en aucune manie-
re autorisé, de priver un tiers innocent,
qui ne l'avoit mérité par aucun endroit,
de son droit légitimement acquis, &
confirmé par des Conventions solem-
nelles, ni même de rendre sa condition
pire en quoi que ce fût. Qu'au contrai-
re tout ceci, ou du moins ce qui avoit
été entrepris par rapport à la Cession
d'une chose litigieuse à un plus puissant,
malgré l'inhibition expresse du Juge su-
prême, & nonobstant tous le engage-
mens pris, portoit un caractère manifeste
de nullité, & n'avoit pas besoin d'une
longue discussion ni d'un nouveau Pro-
cès. Que pour cela S. M. Imperiale avoit
resolu de tirer raison du Comte de Solms,
comme responsable de toutes les suites de
cette

DE L'E-
LECTEUR
BRANDE-
BOURG.

Réponse
de Ben-
theim.

cette affaire, & de décharger sur lui tout son ressentiment, à cause des fâcheux troubles qu'il avoit fait naître, par sa contravention aux défenses Imperiales & aux Conventions faites par lui-même.

Dans la déduction qui a été publiée de la part de Bentheim, on a encore ajouté à tout ceci :

VII. Que le Pere du Roy de Prusse d'aujourd'hui avoit hautement reconnu la Justice de la cause de Bentheim, par une Lettre de l'année 1694, conçûe en ces termes : „ S. A. E. de Brandebourg „ étant amplement informée de bonne „ main, que la Sentence prononcée en „ 1686. par la Chambre Imperiale de „ Spire dans l'affaire de Solms contre „ Bentheim-Tecklenbourg, a été obtenue „ par des moyens illicites & par corrup- „ tion, &c. *Item* : Que comme cette dé- „ cision ne doit en aucune maniere être „ regardée comme une Sentence juridi- „ que ; mais comme de droit nulle & „ d'aucune valeur : S. A. E. déclaroit par „ la présente, qu'elle protegeroit effica- „ cement à cet égard la Maison de Ben- „ theim-Tecklenbourg, qui avoit été ex- „ trêmement lezée par cette prétendue „ Sentence, & qu'elle tâcheroit d'empê- „ cher & de prévenir par toute sorte de „ recommandations & de bons offices ,
de

» de même que par d'autres moyens con-
 » venables & suffisans , que ladite mai-
 » son ne reçoive aucun tort ou préjudice
 » par ces Sentences , & qu'au contraire
 » elle soit protégée & maintenue dans
 » ses justes droits contre qui que ce soit.

DE L'E-
 LECT. DE
 BRANDE-
 BOURG.

VIII. Que le Comte *Jean-Adolphe* de Tecklenbourg-Bentheim se sentant vivement pressé, étoit convenu en 1700. avec S. A. E. tant pour obtenir son assistance , que pour prévenir sa ruine totale, de céder à S. A. E. non seulement le droit évident que lui , Comte *Jean-Adolphe* avoit sur la Comté de Lingen , lequel lui avoit été notoirement adjugé par le Traité de Westphalie , aussi-bien que depuis par Sa Majesté Imperiale , & par tous les Etats de l'Empire assemblez en Diète , & de-plus clairement établi par Sa Majesté Prussienne même dans un Ecrit imprimé sous ce Titre: *Deductio juris Regis Borussia in Comitatum Lingensem & Meursensem* ; mais aussi la prétention d'une somme considérable qu'il avoit à la charge de la Comté de Schewerin , dont Sa Majesté avoit déjà demandé le paiement le 19. Octobre 1705 : & qu'en échange sa susdite Majesté NB. lui avoit promis pour la seconde fois par un autographe muni de son cachet Royal ,
 » qu'en cas de besoin & lorsqu'elle en
 » seroit

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

» seroit requise , elle le seconderoit dans
 » l'affaire de Solms autant qu'il lui seroit
 » possible, & que l'équité le permettroit ;
 » & que Sa Majesté aussi-tôt qu'elle se-
 » roit parvenue à la possession réelle de
 » la Comté de Lingen, en quel tems, pour
 » quelle raison, ou à quel titre que ce
 » soit, donneroit aux susdits Comtes,
 » ou à leurs héritiers mâles, & faute de
 » ceux-ci, à *Frederic-Maurice* Comte de
 » Tecklenbourg, & à ses héritiers mâles,
 » à condition qu'ils ratifiassent aussi cet-
 » te Convention ; deux des quatre pa-
 » roisses suivantes, Ibbenbuzen, Bruch-
 » terbeck, Reck & Mettingen, avec tou-
 » tes leurs dépendances, *ut à cum anne-*
 » *xâ superioritate territoriali & immedie-*
 » *tate*, en Fief masculin ; les y maintien-
 » droit & les protegeroit efficacement
 » contre tous ceux qui y pourroient for-
 » mer quelque prétention ; & qu'elle
 » donneroit au Comte *Auguste*, & après
 » sa mort au Comte *Frederic-Maurice* ou
 » à ses héritiers, la Charge de son Dros-
 » sard héréditaire de la Comté de Lingen.

IX. Que la Comté étant échûë à
Maurice-Frederic Comte de Bentheim-
 Tecklenbourg, celui-ci avoit non seu-
 lement ratifié le 12. Novembre 1701, le
 susdit Contract fait entre S. A. E. & ses
 Prédecesseurs touchant la Comté de Lin-
 gen

en & la prétention de Schwerin; mais
 soit aussi entièrement renoncé en fa-
 veur du Roy aux deux Bailliages qui
 avoient été réservez par la premiere Con-
 vention. Qu'en échange Sa Majesté lui
 soit donné de bouche de fortes assu-
 rances de sa bienveillance & de sa pro-
 tection, & même de nouvelles promes-
 ses par écrit signées de sa propre main,
 munies de son sceau, dont voici
 teneur : » Le Comte *Frederic-Mau-
 rice* de Bentheim-Tecklenbourg ayant
 fait connoître à Sa Majesté qu'il se
 trouvoit obligé de poursuivre contre
 le Comte de Solms-Braunfels son droit
 sur la Comté de Tecklenbourg, acquis
 par ses Ancêtres, & qui venoit de lui
 échecoir par la mort de son neveu le
 Comte *Jean-Auguste*, & que pour cet
 effet il s'étoit déjà adressé à Sa Ma-
 jesté Imperiale, dont il avoit obtenu
 un certain Mandement, priant Sa Ma-
 jesté Prussienne de vouloir bien enco-
 re prendre à cœur comme ci-devant les
 intérêts & la conservation dudit Comte
 & de sa Maison: S. M. a bien voulu l'as-
 surer fortement par la présente de sa
 constante affection & bienveillance,
 promettant, que si jamais la Comté de
 Lingen venoit à lui échecoir, elle lui con-
 céderoit la Charge de Drossard, ou après
 » sa

DE L'E-
 LECT. DE
 BRANDE-
 BOURG.

DE L'E-
LECT.DE
BRANDE
BOURG.

» sa mort à quelqu'un de ses fils ; & qu'au
 » reste elle donneroit à sa famille dans
 » toutes les occasions des marques de son
 » affection ; & que Sa Majesté tâcheroit
 » particulièrement de menager dans l'af-
 » faire contre Solms un acommodement
 » amiable entre les deux parties à des
 » conditions justes & équitables. Que si
 » cependant il n'y eût pas moyen d'y par-
 » venir, & que le Comte *Frederic-Mau-*
 » *rice* de Tecklenbourg trouvât bon de
 » rendre NB. Sa Majesté Imperiale, ou
 » les Tribunaux de l'Empire, Juges de
 » son bon Droit, le Roy non seulement y
 » consentiroit volontiers, & NB. n'y por-
 » teroit aucun obstacle ; mais se condui-
 » roit aussi tant durant le Procès, qu'après
 » qu'on auroit obtenu une Sentence juri-
 » dique, d'une maniere conforme à la Jus-
 » tice & aux Constitutions de l'Empire,
 » & feroit à cet égard tout ce que sa
 » Charge de Directeur du Cercle de
 » Westphalie pourroit exiger de lui. »
 Que ces promesses avoient été repetées
 depuis pour la quatrième fois dans une
 Lettre de Sa Majesté Prussienne, dattée à
 Custrin le 27. Septembre 1705, & conçue
 en ces termes : » On nous a fait rapport
 » de ce que vous avez écrit en dernier
 » lieu à notre Grand-Chambellan le
 » Comte de Wartenberg concernant vos
 » diffé-

différends avec le Comte de Solms. Nous nous rappelons le souvenir du point particulier que vous avez touché pour nous & pour notre maison dans toutes les occasions, & particulièrement lorsque vous nous avez cédez vos Droits sur la Comté de Lingen; comme nous ne manquerons pas de rendre en échange à vous & à votre ville des marques de notre bienveillance toutes les fois qu'il dépendra de nous, nous le ferons particulièrement en rapport à vos différends avec le Comte de Solms. Nous avons pour cet effet déjà ordonné à notre Ministre à Vienne, de ne plus faire aucune difficulté à cet égard, & d'abandonner entièrement cette affaire. C'est à vous de juger, si vous trouvez à propos & convenable à vos intérêts, d'accepter la proposition d'un accommodement amiable entre vous & le Comte de Solms, qui a été faite ci-devant. Si vous y acquiescez, nous tâcherons de disposer les choses en sorte que les négociations soient entamées au plutôt à notre Cour, ou si vous l'aimez mieux, dans quelque endroit de votre voisinage, & continuées pour cette fin sous la médiation de quelques-uns de nos Conseillers & Ministres, dont nous

DE L'É-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

» VOUS

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

„ vous donnons le choix, pour nous pro-
„ poser ceux en qui vous avez le plus de
„ confiance. Mais au cas que vous foyez
„ d'avis NB. de poursuivre cette affaire
„ à Vienne ou à Ratibonne, vous pou-
„ vez être persuadé, que nous ne sollici-
„ terons, ni n'occasionnerons jamais rien
„ qui soit contraire à l'équité ou à vos
„ intérêts ; mais que nous laisserons à la
„ Justice son libre Cours, & contribue-
„ rons même à tout ce qui en peut favo-
„ riser l'administration. C'est sur quoi
„ vous pouvez compter. Nous sommes,
„ &c.

Repli-
que de
Brandebourg.

On oppose de rechef à ceci de la part
du Roi de Prusse :

Qu'il étoit indubitable, que le Con-
seil Imperial Aulique n'avoit aucune
Jurisdiction sur la Chambre Imperiale.
Qu'il étoit même défendu à l'Empe-
reur d'empieter sur les droits de ce Tri-
bunal, ou d'en évoquer quelque affaire,
& que s'il survenoit quelque doute à
cet égard, la décision en competoit à
Sa Majesté Imperiale & à tout l'Empire.

Qu'au moins cela étoit conforme aux
Loix fondamentales de l'Allemagne.
Que S. M. Imperiale même avoit so-
lemnellement juré & promis par l'Arti-
cle XVI. de sa Capitulation : „ Que
„ les Procédures des deux Tribunaux
„ de

„ de l'Empire auroient un libre cours ;
 „ qu'ils n'empieteroient pas l'un sur
 „ l'autre, ni n'évoqueroient les Procès
 „ qui pendoient à l'un des deux, & que
 „ le Conseil Imperial Aulique ne s'ar-
 „ rogeroit pas le droit d'arrêter les Pro-
 „ cedures de la Chambre Imperiale, ou
 „ d'examiner, sous quel prétexte que ce
 „ soit, les Sentences & Decisions ren-
 „ duës par celle-ci : Qu'il seroit encore
 „ moins permis au Conseil Aulique de
 „ l'Empire d'évoquer, de casser ou de
 „ suspendre des affaires litispendantes à
 „ la Chambre Imperiale, ou de s'y inge-
 „ rer autrement ; mais que s'il arrivoit
 „ qu'on entreprît quelque chose de sem-
 „ blable, ladite Chambre le regarderoit
 „ comme nul & d'aucune valeur.

DE L'E-
 LECT. DE
 BRAND-
 BOURG.

Qu'en cette conformité on se flattoit
 que le Roi d'Angleterre & le Duc de
 Brunswic-Lunebourg-Wolffenbittel,
 en qualité de Commissaires Imperiaux
 dans cette affaire, feroient attention
 aux dangereuses consequences qui se-
 roient à craindre si l'on dérogeoit à des
 Sanctions-Pragmatiques si salutaires,
 & seroient disposez à s'interesser pour
 leur inviolable observation, en repre-
 sentant à S. M. Imperiale, qu'il convien-
 droit de ne pas faire revivre, ni de por-
 ter au Conseil Aulique de l'Empire,

mais

mais de renvoyer le procès de Solms , qui depuis long-tems avoit été décidé par la Chambre Imperiale.

Qu'il suffisoit à S. M. Prussienne , que l'affaire concernant la Succession des Comtes de Solms-Braunfels , dans trois huitièmes de la Comté allodiale de Tecklenbourg , & dans un quart de la Seigneurie de Rheda , eût été disputée , ainsi que d'autres affaires de cette nature , pendant plus d'un siècle à la Chambre Imperiale , aux yeux , pour ainsi dire , de l'Empereur & de tout l'Empire ; qu'elle eût été décidée , exécutée & ajustée plus d'une fois en faveur du Comte de Solms-Braunfels , & que le feu Empereur *Leopold* même , dans un Rescript adressé en 1698. aux Directeurs du Cercle du Bas-Rhin & de Westphalie , par rapport à l'exécution , eût reconnu la justice & la validité de la Sentence de la Chambre Imperiale.

Qu'il étoit vrai que dans le Rescript Imperial on posoit pour fondement de ceci , qu'il n'étoit plus question des Sentences ni des Decrets de la Chambre ; mais qu'il s'agissoit seulement de sçavoir , s'il avoit été permis au Comte de Solms-Braunfels de céder , nonobstant les Loix , malgré plusieurs Conventions qu'il avoit faites lui-même à cet égard ,
&

& au mépris des inhibitions Imperiales, la portion de la Comté de Tecklenbourg qui lui avoit été adjudée, à un Tiers plus puissant, au grand préjudice de son Cohéritier mineur ? Ou bien, si tout ce qui s'étoit fait dans cette affaire ne devoit pas plutôt être regardé comme nul & d'aucune valeur, & par conséquent comme ne donnant aucun Droit ni Titre à S. M. Prussienne ? Que si cependant on examinait l'affaire sans passion ni préjugé, le véritable état de la Controverse se réduiroit à ceci : si par rapport à la prétendue action revocatoire, il n'y a pas déjà à la Chambre Imperiale *forum præventum*, & même *lis decisa*, & si par conséquent la citation du Conseil Aulique de l'Empire du 16. Août 1707. n'a pas été decretée en vertu de la Loi 2. *Ne liceat in potentio rem*, &c. d'une manière aussi incompetente & nulle, que l'avoit été auparavant, savoir le 14. Octobre 1701. la citation *ad videndum revocari comitatum*, &c. & enfin toutes les nullitez qui se sont faites en cette conformité, ne devront pas être cassées, revoquées & entièrement abolies ?

Qu'il sautoit d'abord aux yeux, 1^o, que c'étoit à présent encore la même personne, savoir un descendant de la

Comtesse *Anne* de Bentheim, qui s'étoit mis sur les rangs depuis l'extinction de la Posterité mâle de la Maison de Tecklenbourg en 1581, & particulièrement un fils de celui qui avoit été nommément cité pour ce Procès à la Chambre Imperiale, qui avoit comparu en personne, & qui en 1699. avoit confessé en Justice, qu'il étoit un des principaux intéressés dans cette affaire : 2°. Que c'étoit aussi toujours la même chose qu'on se contestoit, sçavoir la Comté allodiale de Tecklenbourg : Et 3°, que c'étoit la même *causa petendi*, quoique sous un genre différent de Procès, qui cependant n'étoit aucunement en sa place, ainsi qu'on le feroit voir plus amplement ci-dessous. Que de plus il étoit fort remarquable, que le Comte de Solms-Braunfels ayant appris de bonne main, que nonobstant toutes ces circonstances, le Comte *Jean-A'olphe* de Hohen-Limbourg songeoit à instituer une action revocatoire devant le Conseil Imperial Aulique, & craignant qu'il n'obtînt par artifice quelque chose à son préjudice, s'étoit fait donner incessamment le 30. Mars 1700. par la Chambre Imperiale un Mandement de *non trahendo causam ad aliud forum, sed cassando & in judicio prævento adhuc pendentem proseguendo & finien-*

finiendo, neque contraveniendo Transac-
tionibus à summo hoc judicio confirmatis,
sed per omnia iisdem inherendo, neque ul-
lo modo turbando, sed annullando S. C.
 & l'avoit fait insinuer à Hohen-Lim-
 bourg le 8. Avril de la même année. Que
 ledit Jean-Adolphe, qui avoit comparu
 à Wetzlar par Procureur, & avoit par
 conséquent reconnu la compétence du
 Tribunal, ne s'étoit NB. adressé pour
 la première fois au Conseil Aulique de
 l'Empire que dix-huit mois après, com-
 me il consistoit par les Actes, pour de-
 mander injustement une Citation *ad vi-*
dendum vindicari & revocari Comitatum
Tecklenburgicum. Qu'ainsi il étoit palpa-
 ble que la Jurisdiction de la Chambre
 Imperiale étoit suffisamment fondée
ex connexitate causæ, & qu'en tout cas
 ladite Chambre étoit déjà à cet égard
forum præventum, supposé que les Ac-
 tes ne démontraient clairement, que
 l'affaire y étoit déjà entièrement déci-
 dée.

Que suivant le Rescript Imperial,
 on sembloit être d'opinion, que S. M.
 Prussienne avoit d'autant moins sujet
 de refuser le *pretium relutionis* que le
 jeune Comte de Rheda lui en avoit of-
 fert, qu'outre le droit que celui-ci
 avoit de réclamer la succession en ver-

LEEL'E-
 DCT DE
 BRANDE-
 BOURG.

tu des conventions , & qu'on s'efforçoit de trouver dans celle qui a été faite en 1699. à Lengerich , il étoit aussi autorisé de la revendiquer en qualité de parent de la Maison , & qu'on ne pouvoit pas dire , que la Convention mentionnée fût personnelle , & ne s'étendoit pas au-delà des parties contractantes. Mais que la décision de ce prétendu argument n'étoit pas du ressort du Conseil Aulique de l'Empire ; mais de la compétence de la Chambre Imperiale , où la chose étoit litispendente , comme on feroit voir plus amplement ci-dessous.

Qu'uniquement pour éclaircir ceci , & pour mettre au jour la foiblesse de ces Motifs , sans s'écarter toutefois du Tribunal ordinaire , S. M. Prussienne feroit voir en peu de mots , que la Convention alléguée étoit purement personnelle , & n'avoit force que par rapport aux Parties contractantes de ce tems-là. Que cela paroïssoit assez clairement , parce qu'il n'y étoit pas fait la moindre mention des Parens ni des Successeurs ; ce qui néanmoins auroit été nécessaire , si le droit stipulé simplement au cas d'une aliénation volontaire , & point au cas d'une aliénation forcée , & occasionnée par de grandes dettes , auroit dû s'étendre jusques à eux.

eux. Que le Comte *Jean-Adolphe* de Bentheim, qui n'avoit contracté que par rapport à lui seul, étant mort après son fils unique, sans laisser d'autres enfans mâles, le *Pactum conventionale personalissimum* qu'on faisoit tant valloir, étoit éteint par-là. Qu'on s'en rapporteroit à cet égard aux Jurisconsultes que Knipschild avoit allégués dans son Traité des *Fidei-commis* cap. 2. n. 14. & 15, si c'étoit ici le lieu d'entrer en semblable discussion; mais qu'on ne concevoit absolument point d'où pouvoit provenir le prétendu droit de parentage, vû que le Comte de Hohen-Limbouurg étoit un Comte de Bentheim, dont le trisayeul *Evervvin* n'avoit pas été Comte de Tecklenbourg, laquelle Maison étoit alors déjà entièrement éteinte; mais un Comte de Bentheim, & n'étoit ni parent ni collateral du Comte de Solms-Braunfels; mais que le Comte *Conrad* de Tecklenbourg trisayeul maternel de son pere, avoit été le frere d'*Anne* Comtesse de Tecklenbourg, trisayeul de *Guillaume-Maurice* Comte de Solms-Braunfels. Que s'il étoit besoin dans une affaire aussi évidente d'elle-même, d'avoir recours à ce moien, & de prouver la proximité du parentage, S. M. Pru-

DE L'E-
LECT-DE
BRANDE
BOURG.

siennne étoit apparentée respectivement au 5^e. & 6^e. degré à la Maison des Comtes de Solms-Braunfels, descendus du Sang de Tecklenbourg, nommément à la branche séparée de Solms : Enforte qu'en vertu du Droit de consanguinité elle étoit beaucoup plus proche, & en tout cas plus autorisée que le Comte de Bentheim, à réclamer le *Jus retractus*. Qu'il étoit vrai, comme on ajoutoit dans le Rescript Imperial, que dans la seconde Convention du 14. Septembre 1699. il n'étoit pas dit en termes exprès, que ce qui avoit été stipulé dans la Convention de Lengerich par rapport au *Jus retractus*, seroit cassé & aboli. Mais que faisant attention, que le dessein & l'intention des Parties contractantes étoit, de laisser à chacun la propriété & la libre possession de ce qu'il avoit, ainsi qu'on en pouvoit juger par ces mots, *qu'ils n'empieteroient en aucune maniere l'un sur l'autre par rapport aux portions de la succession qui leur appartenoient à chacun NB. héréditairement, en vertu de la Convention précédente*; on en devoit conclure, que le *Pactum retractus* avoit été par-là implicitement révoqué & annullé. Que surtout on ne comprenoit pas; pourquoi sans cela le Comte de Solms-Braunfels auroit voulu inferer

insérer à son avantage dans la susdite seconde Convention, le Passage, *sujets à aucun Paëte de Famille*, &c. vù qu'au-paravant il avoit toujours soutenu, & prouvé qu'il n'y avoit aucun Paëte semblable. Qu'il étoit plutôt évident par toutes ces Conventions, que cela y avoit été ajouté, plus à l'avantage du Comte de Bentheim, qu'en faveur de celui de Solms, qui avoit consenti à admettre cette Limitation, en guise de récompense pour les sommes considérables que l'autre s'étoit chargé de paier; & que si on vouloit regarder cette clause comme une exclusion de toutes les prétentions des autres Comtes de Solms en faveur de celui-ci, il falloit se souvenir que cela ne pouvoit en aucune maniere déroger à leurs droits, étant *res inter alios acta penes quos nulla fuit dispositio*. Que cependant il n'y avoit pas la moindre apparence pour faire croire que les deux Contractans eussent voulu faire en vain un tel pas, surtout pui que dans la Maison de Solms il n'existoit, ni ce qui étoit la même chose, on ne reconnoissoit aucun semblable Paëte de Famille contre lequel le Comte de Solms-Braunfels auroit eu sujet de se précautionner, ainsi que cela avoit été clairement démontré dans les deux premières lettres du Roi

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

de Prusse à S. M. Imper. du 5. Sept. 1701, & 26. Mars 1708. Que d'ailleurs suivant l'extrait du Protocole du 30. Juillet 1708, ce point étoit déjà litispendant à la Chambre Imperiale, à l'occasion du procès des Branches de Solms-Lichbach & de Solms-Laubach contre Solms-Braunfels, concernant le Mandement *de revocandâ alienatione*, dont le Conseil Aulique de l'Empire s'étoit arrogé la décision. Qu'ainsi il étoit d'autant moins nécessaire d'entrer en discussion là-dessus, que par la susdite Résolution on reconnoissoit sans cela de nouveau la compétence de la Chambre Imperiale dans l'affaire de Tecklenbourg en général, vû qu'au lieu de conseiller à S. M. Imperiale d'adresser à la Chambre un Rescript inhibitoire, comme on le faisoit ordinairement dans les affaires que le Conseil Aulique de l'Empire croyoit privativement de son Ressort, ce Tribunal avoit seulement opiné pour la communication du Document du procès pendant à la Chambre. Que de plus la juridiction de la Chambre Imperiale avoit été clairement reconnuë dans le susdit Rescript, en ce qu'on y paroissoit douter, comment ladite Chambre avoit pû se porter à la cassation des Conventions. Que cela faisoit voir, que la

la Chambre Imperiale avoit pris connoissance de cette affaire, & que s'il étoit besoin d'une Déclaration, c'étoit en tout cas à ce Tribunal qu'il falloit s'adresser pour l'obtenir, & qu'il n'appartenoit point au Conseil Aulique de l'Empire de la donner. Que c'étoit fort mal excuser le defunt pere du Comte de Bentheim, que de dire comme on faisoit dans le Rescript Imperial, qu'il avoit mieux aimé de voir casser la Sentence de la Chambre, & toutes les Conventions fondées là-dessus, & que même il n'avoit pas hésité de se justifier à cet égard au Conseil Aulique de l'Empire, n'étant pas extraordinaire que celui qui avoit une double Action substituât l'une à l'autre, au cas que la première ne répondît point à son attente; & qu'à plus forte raison cela avoit pû se pratiquer dans le cas présent, qu'il n'y avoit pas encore de procès par rapport au *Jus retractus*, dans le tems que l'affaire de Tecklenbourg fut portée au Conseil Aulique de l'Empire.

Qu'en matiere de procès il n'étoit pas question de ce que quelqu'une des Parties aimeroit le mieux, mais de ce qui étoit juste; à quoi celui qui succomboit étoit obligé d'acquiescer. Que si cependant il se trouvoit lezé, il lui étoit per-

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

mis de poursuivre sa Cause, & de se servir pour cet effet de tous les avantages que les Loix pouvoient lui donner, devant le même Juge, où il croyoit avoir reçu du tort. Mais qu'il ne lui étoit pas libre d'abandonner selon son bon plaisir le premier Tribunal pour avoir recours à un autre, & y poser en fait & en fondement des choses, que peu auparavant & dès la première Instance, il avoit lui-même contestées quoiqu'injustement. Que si le Comte *Jean-Adolphe* de Bentheim avoit voulu user de son prétendu *Jus retractus*, ou surroger une Action à une autre comme cela étoit permis en général, il auroit dû le faire devant la Chambre Imperiale, où toute l'affaire avoit été traitée depuis le commencement jusques à la fin, & où les Transactions, desquelles il s'efforçoit de faire dériver le *Retraclus conventionalis*, avoient été juridiquement confirmées; mais qu'après avoir demandé lui-même à la Chambre, la cassation desdites Conventions, il auroit été de son devoir de ne pas contrevenir au Mandement de la Chambre Imperiale; par lequel il lui étoit défendu de porter ses plaintes ailleurs, ni de s'adresser au Conseil Aulique de l'Empire, pour y procéder du Chef de la Convention de
Len-

Lengerich qui avoit été litispendente à la Chambre Imperiale. Que toutes ces considérations n'ayant pourtant pû l'empêcher de s'engager dans une entreprise si coupable, & ledit Comte ayant commencé son procès à Vienne par la citation *ad videndum revocari Comitatum* qu'il y avoit sçu obtenir par son adresse, on auroit dû ne pas se prêter à cette Action qui pour lors existoit déjà incontestablement, & étoit effectivement entamée, mais le renvoyer à la Chambre Imperiale, à la décision de laquelle cette affaire appartenoit sans contredit, & dont la Jurisdiction ne sçauroit être méconnuë dans le cas présent, tant à cause de la connexion des affaires, que parceque ce Tribunal en avoit pris connoissance le premier. Qu'on avoit déjà solidement démontré ci-dessus l'étroite liaison de ce procès avec celui qui avoit été décidé à Wetzlar, ou pour mieux dire, que c'étoit la même Cause, sous une différente rubrique. Que supposé cependant, que la Convention faite à Lengerich, dont le Comte de Bentheim d'aujourd'hui ne sçauroit se prévaloir, pût lui fournir le prétexte d'une Action valable, ce qui néanmoins n'étoit pas vrai, on ne pourroit disconvenir de la connexion de ce Procès avec celui qui

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

avoit été formellement instruit à la Chambre Imperiale touchant la validité des Conventions. Que sur les instances du Comte de Solms ce Tribunal avoit decreté à cet égard un Mandement *de non trahendo causam ad aliud forum*, &c. dix-huit mois avant que le Comte de Bentheim n'adressât ses injustes plaintes au Conseil Aulique de l'Empire. Qu'ainsi la question se réduiroit principalement à sçavoir dans le cas présent, si à l'égard des Affaires décidées ou transigées il falloit précisément s'adresser au même Tribunal qui en avoit déjà pris connoissance? Et que cette question se vuidoit d'elle-même dès qu'on pouvoit prouver la litispendence ou la connexion des choses.

Qu'en examinant serieusement tout ce que dessus, on ne pourroit disconvenir que l'exception des Aufregues, surabondamment & éventuellement alléguée par S. M. Prussienne, pour faire voir que le procédé du Conseil Aulique de l'Empire ne sçauroit être justifié en aucune maniere, étoit très-bien fondée au cas qu'on en eût besoin, tant à l'égard du Comte de Solms-Braunfels Cessonnaire, que par rapport à S. M. Prussienne qui étoit entrée dans ses droits. Que d'un côté on avoit mis en évidence,

ce, que le prétendu droit de proximité du Comte de Bentheim étoit une pure chimère, & que la litispendance au Conseil Aulique de l'Empire qu'on prétendoit, étoit absolument illégitime : Et de l'autre, que pour exclure les Austregues il ne suffisoit pas, que l'Action qu'on vouloit instituer regardât des Terres immédiates de l'Empire, quand même il auroit dépendu entierement de la volonté du Comte de Bentheim, d'entamer ce nouveau procès, ainsi qu'on l'appelloit, à Wetzlar ou à Vienne ; à plus forte raison que le passage allégué du Reglement de la Chambre Imperiale P. II. tit. 7. reservoit seulement en certaine façon à S. M. Imperiale les Affaires qui concernoient les grands Fiefs immédiats de l'Empire. Qu'en échange il appartenoit notoirement à la Chambre Imperiale, de prendre connoissance de toutes les Affaires qui regardoient les Comtez allodiales, telles que la Comté de Tecklenbourg ; & que par conséquent les Austregues dont l'autorité se fondeoit toujours sur quelque Loi, Pacte, Coutume ou Privilège, n'étoient aucunement exclus par le susdit passage. Que de même qu'il étoit incontestable, que ceux qui avoient été établis par une Loi, tiroient leur origine de S. M. Imperiale ;

comme

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

comme la source de toute Jurisdiction , il étoit aussi très-certain que ces mêmes Austregues pouvoient prendre connoissance des différends concernant les principaux Fiefs de l'Empire, puisque suivant la teneur du Reglement de la Chambre Imperiale de l'année 1495. §. 25. ces Juges ne devoient être considérez que comme des Commissaires Imperiaux. Qu'on ne sçauroit objecter à ceci, que le Reglement de la Chambre Imperiale de 1555, avoit dérogé à ce Benefice des Austregues. Que quoique la teneur expresse de ce Reglement faisoit connoître, que la Jurisdiction de la Chambre Imperiale avoit été limitée en certaine maniere, les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire n'avoient pourtant pas été privez par-là du droit qu'ils avoient acquis de la premiere Instance, vû surtout qu'il n'étoit pas contradictoire, que d'un côté S. M. Imperiale exceptât certains Cas du Ressort de la Chambre de Wetzlar, & que de l'autre, nonobstant la Jurisdiction qu'elle s'étoit réservée, elle laissoit les Sentences confirmées dans toute leur valeur, & ne privât personne du droit qu'il avoit acquis. Que S. M. Imperiale avoit renvoyé elle-même en dernier lieu, sçavoir le 27. Septembre 1718. *ad Austregas*
Con-

Convent'onales familia, & le 20. Decembre de la même année *ad Austregas Legales*, le procès de Wirtemberg-Oels, contre Wirtemberg-Stutgard concernant la Seigneurie libre de Weiltingen. Qu'au reste la litispence & la prévention ayant été suffisamment prouvées par ce que dessus, on pouvoit se passer de cet argument, & qu'ainsi il seroit superflu de s'y arrêter davantage.

Que pour juger de la juste valeur des avantages tant prônez dans le Rescript Imperial, qui devoient être revenus à la Maison Royale de Prusse par la cession de quelques prétentions sur Lingen & Schwerin, faite par ceux qui n'en étoient pas les Maîtres à feu S. M. Prussienne, pere du Roi d'aujourd'hui, il ne falloit que suivre à la Lettre les Conventions annexées par S. M. Imperiale sous le N^o. 3. Qu'on reconnoîtroit par-là que ces vains avantages n'avoient consisté qu'en certaines prétentions sur lesquelles le Comte *Jean-Alolphe* de Bentheim, & son fils n'avoient plus eux-mêmes aucun droit; mais qui en qualité de Dépendances de la Comté de Teklenbourg, étoient dans ce tems-là déjà dévoluës au Comte de Solms-Braunfels en vertu des Sentences juridiques de la Chambre Imperiale; tandis que le défunt Roi de Prusse

se ne voyant pas encore assez clair dans cette affaire, s'étoit chargé de son côté de plusieurs conditions onereuses, & les avoit en partie effectivement exécutées. Que quant au procès avec le Comte de Solms, Sa dite Majesté ne s'étoit engagée envers le Comte *Jean-Alolphe*, suivant ses propres termes, qu'à le seconder en cas de besoin, autant qu'il seroit possible, & conforme à l'équité. Qu'Elle n'avoit point manqué à cette promesse, si long-tems qu'elle avoit ignoré, que la Chambre Imperiale après avoir mûrement examiné & pesé cette affaire, avoit confirmé ses premières Décisions en faveur du Comte de Solms-Braunfels, & jusqu'à ce que ce Tribunal lui en eût entre autres conféré l'exécution par des Mandemens réitérativement adressez aux Directeurs du Cercle du Bas-Rhin; vû qu'alors Elle n'avoit pû se dispenser de faire, comme Elle devoit, sa Charge de Directeur du Cercle. Que ses Déclarations du 12. Novembre 1701. & du 27. Septembre 1705. faisoient voir particulièrement, qu'étant mieux informée de la justice de la cause du Comte de Solms, elle avoit plutôt dissuadé que conseillé au Comte de Bentheim, de pousser son procès, & même offert son Interposition pour un

Accom-

Accomodemement équitable. Qu'ainsi on s'étoit trompé en rapportant à S. M. Imperiale suivant son Rescript, que S. M. Prussienne s'étoit engagée de disposer le Comte de Solms à accepter une somme d'argent en équivalent de ses Prétentions sur Teklenbourg & Rheda.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Nonobstant cela on n'a fait à Vienne aucune attention à toutes ces raisons ; mais on a insisté absolument sur ce que le Roi de Prusse acceptât le remboursement de son argent, & renonçât à la Comté de Tecklenbourg. On enjoignit pour cet effet à l'Electeur de Hanover & au Duc de Wolfsembuttel, d'y contraindre le Roi de Prusse en cas de refus, par la force & par tous les moyens prescripts par les Constitutions de l'Empire. Mais Sa Majesté Prussienne ayant hautement déclaré au Roi de la Grande-Bretagne & au Duc de Wolfsembuttel par sa Lettre du 15. Avril 1722, que quoiqu'il en pût arriver, elle ne souffriroit jamais qu'on la privât en vertu des Décrets du Conseil Aulique de l'Empire, du Droit qu'elle avoit acquis sur la Comté de Tecklenbourg, les Cours de Hanover & de Wolfsembuttel ont crû ne pas devoir employer la force contre Sa Majesté Prussienne. Et enfin cette affaire s'est terminée à l'amia-

Etat pre-
sent.

DE L'E- l'amiable il y a quelques années, & Sa
LECT-DE Majesté Prussienne est resté en paisible
BRANDE possession.
BOURG.

§. 20.

*Du Droit du Roi de Prusse sur les Duchez
de Brunsvic & de Lunembourg.*

SA M. Prussienne a quelque Droit sur ces deux Duchez en vertu d'une Expectative (a) qui a été accordée là-dessus à la Maison de Brandebourg à deux différentes fois, sçavoir en 1564. & en 1574. Cela ne sçauroit pourtant s'entendre des Duchez entiers, vû que la Maison Electorale de Saxe a pareillement obtenu une Expectative (b) là-dessus en 1625.

(a) Ces Diplomes sont en Original dans les Archives de Berlin.

(b) On peut voir le Chapitre des prétentions de Saxe.

Du Droit du Roi de Prusse sur la Principauté d'Anhalt, ou du moins sur la plus grande Partie.

O Utre l'Expectative, que suivant le témoignage de Schowart (c), la Maison de Brandebourg doit avoir obtenuë sur cette Principauté, de l'Empereur *Frederic III* : Elle a encore des Droits sur une grande partie de cet Etat, fondez sur un autre Titre. Anciennement les Princes d'Anhalt ne tenoient pas immédiatement de l'Empire plusieurs terres faisant partie de leurs Etats ; mais étoient obligez d'en demander l'investiture à l'Archevêché de Magdebourg. Cet Archevêché ayant été sécularisé, & donné à *Frederic-Guillaume* Electeur de Brandebourg, ce Prince par affection singuliere pour *Jean-George* Prince d'Anhalt, renonça pour jamais à tous ses Droits Seigneuriaux sur les terres susmentionnées, & ne s'en reserva que la dévolution pour lui, pour ses Successeurs, & pour toute la Mai-

(c) In *Observat. Hist. General.* p. 317.

Maison de Brandebourg, au cas que les Descendans mâles de la Maison d'Anhalt vinssent à manquer, ainsi qu'on le voit plus amplement dans la Convention qui fut faite à cet égard le 7. Janvier 1681. entre le susdit Electeur, & le Prince *Jean-George* pour lui & pour tous les Princes de sa Maison. Les Seigneuries & les Villes qui s'y trouvent spécifiées comme ayant relevé autrefois de Magdebourg, sont le Château, la vieille Ville, la Ville neuve & tout le District de Cothen, le Château de Lippe-ne, la Seigneurie & le Château de Bernbourg, la Seigneurie, le Château & la ville de Sanderseben & de Treckleben, le Château de Gropzig, de même que le Bourg & la Dîme, le Château de Warmsdorf, la Maison de Pfuhle, la Maison de Monchen-Nienbourg, & le Bailliage du Monastere qui s'y trouve, les Fermes à Opproda & à Pforten, les Fiefs & Châteaux d'Erleben & de Gansfurt, le Château de Coswig, & son Bailliage : Le tout avec ses Droits & Dépendances. Cette Convention fut approuvée & confirmée par l'Empereur dans toutes ses clauses le douze Octobre 1681 ; & le vingt Juin 1695. les Princes d'Anhalt furent investis immédiatement par Sa Majesté Impériale

riale de toutes ces Seigneuries (†).

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

§. 22.

*Du Droit du Roi de Prusse sur le Duché
de Holstein.*

C E Droit de la Serenissime Maison de Brandebourg provient d'une Expectative. Les Historiens ne s'accordent pas sur le nom de l'Empereur qui en a gratifié ladite Maison. Schowart (a) croit que c'est l'Empereur *Frederic III.*, & d'autres (b) nomment *Charles V.* Ce n'est cependant ni l'un ni l'autre; mais l'Empereur *Maximilien I.* accorda cette Expectative à la maison de Brandebourg en 1517. (c), & elle a été confirmée depuis successivement par tous les Empereurs, conjointement avec les autres Privilèges de cette Maison, en ces termes : » La dévolution du Duché de Holstein, avec tous ses Droits » & Dependances qui relevent du Saint Empi-

(†) Voyez *Europ. Herald* Part. I. p. 538. & *Lunig, R. A. P. V. Contr. 2. sous Anhalt* p. 277.

(a) *In Observat. Hist. Geneal*, p. 317.

(b) Comme *Thulemar. de Ostrovir. c. 12. §. 24. p. 225.* & *Frankenberg Europ. Herald. Part. I. p. 285.*

(c) Cela est fondé sur les preuves qui existent dans les Archives de Berlin.

» Empire , & dont le feu Seigneur Joa-
» chim , Marggrave & Electeur de Bran-
debourg à obtenu l'Expectative pour
soi & pour toute sa Maison du feu Em-
pereur *Charles V* , en vertu des Paten-
tes signées & scellées , qui lui ont été
données & expédiées pour cet effet (d).

§. 23.

*Des différend du Roi de Prusse avec le Roi
de Suede touchant la libre Navigation
des Villes de Francfort & de Stargard ,
& le droit d'envoyer en Mer des Bâ-
timens sortant des Rivières l'Oder &
l'Ihna.*

LEs villes de Francfort sur l'Oder &
de Stargard sur l'Ihna en Pome-
ranie , ont joui autrefois de la libre na-
vigation sur ces deux Rivières jusques
dans la Mer Baltique. La premiere fai-
soit descendre l'Oder à ses Vaisseaux &
trafiquoit ainsi directement jusqu'à son
embouchure , & ceux de l'autre alloient
de chez eux jusques près de Stettin. Mais
cette dernière Ville a interrompu ce
com-

(d) Voyez *Limnæus T. IV. Addit. ad. L. 5. c.*
7. 11. 62. p. 819. & Bilderbeck Teutsch Reichs-Senat.
Part. IV. c. 10. §. 6.

commerce depuis quelque tems , sous prétexte d'un prétendu droit de Monopole , en vertu duquel elle exigeoit entre autres Prérogatives attachées à ce Privilege , que tous les Bâtimens venant de Francfort ou de Stargard y devoient aborder & décharger les marchandises.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Pour ce qui est de la ville de Stargard, elle avoit déjà eu en 1454. des différends avec la ville de Stettin au sujet de la navigation ; & quoiqu'on tachât dans ce tems-là de porter les choses à un accommodement , on s'opiniâtra de part & d'autre , & aucune des deux ne voulut céder à sa Rivale. Les habitans de Stettin voulant soutenir leur Cause par tous les moyens possibles , envoyèrent plusieurs Barques armées à l'embouchure de l'Ihna , enleverent tout le blé qu'ils purent trouver , en quoi consistoit principalement le trafic de ceux de Stragard , & fermerent l'entrée de la Rivière par des palissades de chêne. Ces derniers déboucherent d'abord l'Ihna, & la rendirent libre en retirant & coupant les gros poteaux qu'on y avoit enfoncez. Après quoi ils porterent de vives plaintes de cette violence au Duc *Eric II.* qui résidoit à Wolgast. Ce Prince leur engage là-dessus sa parole d'honneur, & promit qu'il feroit arrêter tous les

Bâti-

Bâtimens & marchandises appartenant aux habitans du vieux Stettin, qui passeroient à ses Bureaux de Doüane sur la Peene, Schweim & autres Rivières, & qu'il les retiendrait jusqu'à ce que ladite Ville eût accordé à celle de Stargard la libre & paisible navigation sur toutes les Rivières. Le procédé d'*Eric* augmenta l'animosité de la ville de Stettin contre celle de Stargard, & ce Prince s'attira par-là l'inimitié de la première, dont les effets ne furent arrêtez qu'en 1460. lorsque les Ducs de Poméranie s'accorderent touchant les Etats d'*Eric* Roi de Dannemarc. On profita de cette occasion pour traiter de ces différends, & il fut enjoint aux deux Villes de prouver leur droit en Justice (a). En attendant la décision du Procès Stargard continua sa navigation.

Les choses demeurèrent en ces termes jusques en 1669. que les habitans du vieux Stettin obtinrent une Imhibition préjudiciable touchant le susdit prétendu droit de Monopole, contre les Officiers & les Receveurs des Doüanes du Roi de Suede, qui fut renouvelée après la Paix avec la France. Quoiqu'en vertu

(a) Frideborns *Stetinishe Chronic. L. I. p. 94. & seq.*

tu de l'ordre donné en 1669 , il avoit encore été permis aux Vaisseaux étrangers d'aborder à Stargard , cette permission fut aussi révoquée après la susdite Paix , & la Ville privée de tout commerce ; tellement que les Bâtimens dont la cargaison étoit destinée pour Stargard , furent obligés de changer leur route , & d'aller à Stettin , & les Bateliers contraints de renoncer à toute navigation & commerce avec ladite Ville. En 1684 le Roi de Suede & l'Electeur de Brandebourg nommerent des Commissaires qui s'assemblerent à Damm & à Colbatz , pour ajuster tous les différends touchant la Pomeranie. On y mit entre'autres aussi cette affaire sur le tapis, qui fut disputée pour & contre (b).

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

On allégua du côté de Brandebourg :

I. Que la Ville de Stargard avoit paisiblement possédé & exercé la libre navigation pendant plus de deux siècles. Que cette possession étoit prouvée parce que la ville de Stettin ayant entrepris avant deux siècles de boucher l'Ihna par une rangée de palissades pour trou-

Raisons
de bran-
debourg.

bler

(b) On peut voir *Aufrichtige Relation dessen was bey der zu Damm und Colbatz anno 1684. zwischen Ihr Königl. Maj. z. Schweden, und Sr. Churf. Durch. zu Brandenburg dazu Deputirten Ministern gehaltenen Commission vorgangen* 1685. p. 14. & seq.

bler ainsi le commerce de la ville de Stargard , & la chose ayant été portée aux villes Anféatiques assemblées à Lubeck , de même qu'aux Souverains des deux Parties , la ville de Stettin avoit été obligée de consentir & promettre par un Renversal , qu'elle feroit retirer les palissades , & n'empêcheroit plus la ville de Stargard d'exercer la navigation sur le même pied qu'elle l'avoit fait anciennement. Que depuis ce tems-là jusques en 1669. la ville de Stettin s'y étoit conformée , & n'avoit rien entrepris au préjudice du commerce de Stargard.

II. Qu'il étoit stipulé dans l'Article IX. §. 2. *Territorium* , &c. du Traité de Westphalie , que chaque endroit qui avoit eu le droit de commerce & de navigation , avant la Guerre en Allemagne , la conserveroit & y seroit maintenu : Et que la ville de Stargard avoit tranquillement navigué sur la Mer Baltique & sur les Rivières , non seulement peu avant la Guerre d'Allemagne , mais pendant plus de tems qu'il n'en falloit pour une prescription.

III. Que les anciens Ducs de Poméranie avoient accordé en 1243. & en 1454. des Privileges à la Ville de Stargard , en vertu desquels il lui étoit permis

mis de naviger librement sur Mer & sur les Rivières.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Du côté de Suede on representa en faveur de Stettin :

I. Quelques Privileges des années 1283. 1312 & 1476. qui avoient été conferez par l'Empereur , & donnoient à la Ville de Stettin le droit de Monopole ; tellement que tous les Vaisseaux qui venoient de la Mer , ou qui y alloient , seroient obligez d'aller directement à Stettin , pour y décharger leurs marchandises , & suivre au reste toutes les autres coutumes établies pour les Monopoles.

Raisons
de la
Suede.

II. L'Article XI. §. 16. *De cætero* , &c. du Traité d'Osnabrug , par lequel on avoit conservé & affermi aux endroits cedez à la Suede , toutes leurs libertez & privileges , de même que le droit de commerce & de navigation.

III. Le reglement des limites de l'année 1653. entre Sa Majesté le Roi de Suede & S. A. E. de Brandebourg , où la confirmation des privileges qui competent aux Villes cedées avoit été repetée.

On répondit aussi de la part de Suede sur les argumens de Brandebourg : Que la ville de Stettin n'avoit jamais laissé celle de Stargard. dans une tran-

Reponse
de la
Suede
aux pre-
uves de
Brandebourg.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

quille possession , mais l'avoit souvent contredite ; & que pour cette raison le Magistrat de Stettin étoit convenu avec le Corps des Marchands , que les Bâteliers de cette Ville ne prendroient à bord ni ne déchargeroient aucunes Marchandises à l'embouchure de l'Ihna.

Reponse
de Bran-
debourg
aux preu-
des de la
Suede.

Du côté de Brandebourg on oppo-
sa aux argumens Suedois :

Au I. Que les privileges sur lesquels la ville de Stettin se fondeoit , & dont elle prétendoit faire dériver le droit de Monopole , ne pouvoit déroger aux privileges antérieurs & particuliers des Habitans de Stargard des années 1243. & 1454. par lesquels les anciens Ducs de la Pomeranie citerieure & ulterieure leur avoient accordé la libre Navigation. Que d'ailleurs la Monopole de Stettin ne s'étendoit que sur les Vaisseaux qui en montant ou en descendant la riviere , étoient obligez de passer la Ville , suivant la teneur expresse de quelques privileges de Stettin ; & que les effets & Marchandises de Stargard n'y étoient pas compris, parce qu'étant chargez ou débarquez au-dessous de Stettin, ils ne passaient point cette Ville.

Au II. Que l'article allegué du Traité de Westphalie favorisoit plutôt l'Electeur de Brandebourg que le Roi de
Suede ,

Suede, puisque les Villes Anscatiques n'avoient acquis par-là aucun nouveau droit, mais étoient seulement confirmées dans la possession de ceux dont elles avoient jouï jusqu'au tems de la dernière guerre, & que la ville de Stargard avoit encore exercé la libre Navigation peu avant la conclusion de la Paix.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Au III. Que le Traité des Limites de 1653. obligeoit reciproquement.

On replica aussi sur la réponse Suedoise aux motifs de Brandebourg : Que la resolution arbitraire du Magistrat de Stettin & du Corps des Marchands, ne pouvoit être considerée comme un Acte contradictoire, puisqu'au défaut des Bateliers de Stettin on s'étoit servi d'Etrangers pour la Navigation. Que d'ailleurs ce procedé de Stettin avoit été desapprouvé par les Souverains de ce tems-là, qui avoient même enjoint au Magistrat de la Ville par des Mandemens exprès & sous certaines Penalties, de s'en désister, & que les Bateliers de Stettin ne s'étoient plus conformez depuis à cet ordre.

Replique
de Bran-
debourg.

Quant à la Navigation de la ville de Francfort, celle de Stettin entreprit dans le 16^{me}. siècle environ l'an 1470. de fermer l'Oder par une Barriere, & d'em-

Tou-
chant la
Navi-
gation de
Franc-
fort sur
l'Oder.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

pêcher par-là les Bâtimens de Francfort de sortir de la Riviere ou d'y entrer. Cela fit naître plusieurs inconveniens , & la contestation dura jusqu'à ce que par l'interposition des Souverains de part & d'autre , on convint que cette affaire seroit portée à la Chambre Imperiale à Spire pour y être jugée. Le Procès fut décidé en faveur de la ville de Francfort , celle de Stettin condamnée le 13. Juin 1625. à ne plus troubler le commerce de la premiere , à lui donner des sûretés suffisantes à cet égard , & à convenir avec elle après une liquidation préalable , du paiement d'une certaine somme , pour l'indemnisation de ses dépens & dommages (c). Les Bourguemaîtres & le Magistrat de Stettin n'en ayant point appelé pour faire réformer cette Sentence , ni ôté la Barriere qui faisoit le sujet du Procès , & encore moins remplis les autres articles de leur condamnation ; l'Electeur de Brandebourg , sollicité par la ville de Francfort , qui demanda 200. Ecus pour son dédommagement , & s'offrit à liquider avec la ville de Stettin , ordonna

(c) Fridelborn. *Stettinische Chron.* L. 2. p. 87. & seq. Beckmann *Beschreyung der Stadt Francfort*, G. 10. §. 2.

na en 1684. à ses Commissaires susmentionnez, d'insister sur l'exécution de la susdite Sentence (d). Les Commissaires Suedois refuserent d'entrer en matiere là-dessus, sous prétexte :

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

I. Que puisque de la part de Brandebourg on ne vouloit pas entendre parler des plaintes faites contre certains reglemens concernant la consommation & les péages qui avoient été introduits dans les Etats de l'Electeur, ils croioient par la même raison, être autorisez de renvoyer les griefs de la ville de Francfort.

II. Que la ville de Stettin avoit appellé de la susdite Sentence à la revision, dont il falloit attendre l'issuë.

Les Commissaires de Brandebourg repondirent :

Au I. Qu'il y avoit une grande difference entre ce qu'on exigeoit de la part de Suede par rapport aux susdits reglemens, & les plaintes de la ville de Francfort contre celle de Stettin, & qu'ainsi la difficulté qu'on témoignoit aux Suedois à l'égard du premier, ne justifioit en aucune maniere le refus de ceux-ci sur les derniers. Qu'on avoit

Reponse
de Bran-
debourg.

E 4

des

(d) Voyez sur cela la Relation citée ci-dessus (b).

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

des griefs à la charge de la ville de Stettin, & que par conséquent rien ne pouvoit dispenser la Suede de faire rendre justice à ceux qui étoient lézéz : Au lieu que dans le cas allegué par les Commissaires Suedois, il ne falloit pas demander justice en Pomeranie, mais hors de cette Province ; & que ni le Roi de Suede ni l'Electeur de Brandebourg n'avoient renvoyé ces sortes d'Affaires aux Commissaires Assemblez.

Au II. Qu'on ignoroit absolument que la ville de Stettin eût appelé à la Révision, & qu'on n'avoit jamais notifié ni insinué rien de semblable à Francfort ; mais qu'il seroit également inutile & contraire au reglement de la Chambre Imperiale de vouloir le faire à present, & après avoir laissé écouler tant d'années dans le silence.

Situation
de ce
démêlé.

Les Commissaires Suedois ne voulant pas ceder aux raisons alleguées par ceux de Brandebourg, & s'obstinant à prendre toujours vivement le parti des Stettinois, cette affaire en demeura-là. Ce ne fut pas la seule sur laquelle les Commissaires ne purent convenir ensemble ; mais il y eut encore plusieurs autres differends qui ne purent être entièrement ajustez. On nomma donc de nouveau des Commissaires qui devoient s'assem-

s'assembler en 1696. à Berlin, & en 1698. à Stockholm. Mais il ne fut pas possible d'y régler & terminer le différend concernant la libre Navigation des Villes de Francfort & de Stargard, & le droit de Monopole de Stettin. On stipula seulement par l'article 1. du Traité, qu'on fit alors au sujet des limites, » qu'il seroit permis aux susdites Villes » de nommer des Députez, & de tâcher » ainsi de s'accommoder de la manière » qu'elles croiroient la plus convenable » pour l'entier ajustement de cette affaire, &c. Et que lorsqu'elles seroient » convenuës des conditions, à la satisfaction des Souverains de part & d'autre, la chose seroit regardée comme terminée; mais qu'au cas qu'on ne pût y réussir de cette manière, S. M. & S. A. E. nommeroient chacune trois Conseillers, les déchargeroient de leur serment de fidélité, & leur en feroient prêter un autre, pour traiter cette affaire conformément à la justice & aux droits des Intéressés, sans avoir aucun égard à l'avantage particulier de leur principal. » Quoiqu'on se soit encore assemblé plusieurs fois sur cette affaire, il n'a jamais été possible d'y mettre fin. Mais à présent que la Couronne de Suede a cédé au Roi

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

DE L'E-
LECT-DE
BRANDE
BOURG.

de Prusse le Duché de Stettin, cette quelle ne doit plus être mise au nombre des prétentions, parce qu'il ne dépend plus que de Sa Majesté Prussienne de faire cesser par son autorité l'émulation de ces Villes qui la reconnoissent de part & d'autre pour leur Souverain.

§. 23.

De la Prétention que le Roi de Prusse avoit autrefois sur l'Electorat de Saxe.

LA Lignée mâle des Electeurs de Saxe de la Branche d'Ascanie se trouvant éteinte en 1422. par la mort d'*Albert III. & Frederic* le Bellicieux, Marquis de Misnie ayant obtenu de l'Empereur l'Electorat de Saxe en vertu du droit d'expectative (a), l'Electeur *Frederic* de Brandebourg forma des prétentions là-dessus, parce que son fils *Jean* avoit épousé Barbe, fille de *Rodolphe III.* Electeur de Saxe (b). A ce titre, & fondé sur les engagements pris à cet égard, il voulut s'approprier les Etats de Saxe (c),

(a) Muller in *Annal. Saxon.* p. 31.

(b) Reiner. Reineccius in *Orig. Stirp. Brandenb.* où il corrige la faute de Cernitius qui donnoit à Jean de Brandebourg pour épouse la Sœur d'Albert dernier Electeur.

(c), & prit effectivement possession de la ville de Wittenberg. L'Empereur *Sigismond* insista cependant fermement sur ce que *Frederic* Marquis de Misnie devoit succéder à l'Electorat de Saxe, menaçant même l'Electeur de Brandebourg de le faire renoncer par force à sa prétention, au cas qu'il ne voulût pas céder de bon gré (d), parce que le pere & le fils ne pouvoient pas posséder deux Electorats dans l'Empire. Le contraire de ceci conste néanmoins par le propre exemple de l'Empereur *Sigismond*, & par celui de l'Empereur *Louis de Baviere*, dont le fils *Louis le Romain* étoit aussi Electeur de Brandebourg. Nonobstant ces exemples, *Frederic* Electeur de Brandebourg s'accommoda à la fin, & renonça en faveur de *Frederic* Marquis de Misnie, à tous les Droits qu'il pourroit avoir sur l'Electorat de Saxe, par un Diplome datté du 2. Mars 1423. (e) Il y persévera dans la suite, & *Frederic* Marquis de Misnie ayant été introduit dans le College Electoral, il se conforma aux autres

E 6

(c) Muller, c. l. p. 12.

(d) Ces menaces se trouvent dans la Lettre de l'Empereur, de Presbourg le 6. Janv. 1423. rapportées par Muller, c. l. p. 11.

(e) Rapporté par Muller, c. l. p. 12.

Electeurs, & consentit par écrit à cette admission (f); enforte que la prétention fut par-là entierement éteinte.

§. 24.

De la Prétention du Roi de Prusse sur quelques endroits de Thuringe & de Misnie, comme Landsberg, Etkertsberg, Freyberg & le Château à Meissen.

ON prétend que le Marggrave *Frederic* promit tous ces Endroits & la Lusace à *Woldemar* Marggrave de Brandebourg, par une Convention faite en 1311. après avoir été surpris & fait prisonnier par ce dernier. On assure de plus, qu'*Albert* le Degeneré avoit déjà hypothéqué auparavant les trois premiers Endroits au susdit Marggrave de Brandebourg, & que le droit d'hypothèque a été changé en propriété par la Convention mentionnée de *Frederic*. C'est en vertu de cette Convention que l'Auteur d'un Livre intitulé *Germania Princeps* (a) attribué à la Maison de Brandebourg un droit actuel sur les Endroits

(f) Muller, c. 1. Giovanni Germ. Princeps L. 2. c. 1. p. 492. & c. 3. p. 593.

(a) Lib. 3. c. 1. §. 10. p. 40.

Endroits spécifiez. Il allegue pour preuve Fabrice (b), qui atteste l'existence de la Convention. Mais outre que le temoignage d'un seul Historien ne peut donner beaucoup de poids à cette prétention, & qu'il n'y a aucun autre document qui prouve la realité de ce fait; on peut faire voir par de très-bons Memoires, que la Convention dont il s'agit n'a jamais été exécutée, & que le Marggrave *Frederic* se vit à peine en liberté, qu'il revoqua tout ce qu'il avoit été obligé de promettre, comme excédant de beaucoup les bornes de toute équité & justice. Les Marggraves de Brandebourg le reconnoissant eux-mêmes (c), n'ont jamais formé depuis de ce chef aucune prétention sur les Marggraves de Misnie, quoiqu'ils aient eu à démêler avec eux plusieurs autres choses. Ensorte que cette prétention nulle d'ailleurs, se trouve entierement éteinte & abolie par une longue Prescription.

(b) *In formula Ducat. Brandenb. §. 10. Lit. n.*

(c) *Sagiscar, in Hist. Lusit. §. 41.*

*Des anciens Differends touchant le Duché
de Jagerndorff.*

George Marggrave de Brandebourg ayant acheté cette Principauté du Seigneur de Schellenberg, *Louis II.* Roi de Bohême confirma non seulement cet achat, tant en considération du parentage, que parcequ'il étoit content de l'Administration de la Tutelle, mais en investit effectivement ledit *George* en 1524. après l'extinction de la Famille de Schellenberg. *Ferdinand I.* réitéra cette investiture en 1527. Après la mort du Marggrave *George*, son fils *George-Frederic* lui succéda en 1543. dans cette Principauté. Comme il n'eut point d'enfans, il la donna & légua à son plus proche cousin l'Electeur *Joa-chim-Frederic*, qui en prit possession en 1603. après la mort de *George-Frederic*, & la donna à *Jean-George* son fils puîné (a). Celui-ci ayant pris parti dans les troubles de Bohême en faveur du

(a) Puffendorf, *Hist. Brandenburg.* L. 4. §. 44. Imhoff, *Not. Procer.* L. 2. c. 8. §. 16. Giovanni *Germ. Princ.* L. 2. c. 3. §. 13.

du Comte Palatin *Frederic*, & commis plusieurs hostilités contre les Imperiaux en Silesie, l'Empereur le mit au Ban de l'Empire, le depouilla de ses Etats (b), s'en empara effectivement, & en donna l'investiture au Prince de Lichtenstein. Cela demeura ainsi, quoiqu'il y en eût beaucoup qui s'intéressèrent auprès de l'Empereur en faveur du Marggrave *Jean-George*. & malgré les protestations de la Maison de Brandebourg, qui représenta; que le Ban & la confiscation n'avoient pas été applicables en cette occasion, & que quand même cela auroit été, les Collatéraux n'en devroient pas souffrir, parceque le Testament du Marggrave *George-Frederic* renfermoit des conditions qui indiquoient assez clairement qu'il en avoit fait un *Fidei-commis* de la Famille (c).

L'Empereur *Ferdinand II.* y opposa, que le Marggrave *George* & son fils *George-Frederic* avoient possédé cette Principauté comme un Fief de Bohême; que celui-ci étant mort sans postérité, ce Fief étoit devenu vacant & échu aux Rois

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

(b) *Londorp, T. II. Aff. Publ. L. 6. c. 2.*

(c) *Limvæ. T. IV. Add. ad L. 5. Jur. Publ. c. 7. p. 819. Puffendorf, d. l.*

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Rois de Bohême, & qu'ainsi il n'avoit pas été au pouvoir du Marggrave *George-Frederic* d'en disposer, surtout puisque *Rodolphe II.* Empereur & Roi de Bohême lui en avoit refusé expressement la permission. Que quoique le Marggrave *Jean-George* se fut mis dans la suite de sa propre autorité en possession de ce Fief, dans l'esperance de trouver moyen d'obtenir l'approbation de *Rodolphe II.*, toutes ses peines avoient néanmoins été infructueuses à cet égard, vû que *Rodolphe* & son Successeur l'avoient regardé comme un injuste Usurpateur, & qu'enfin il avoit été mis au Ban de l'Empire comme rebelle & ennemi déclaré de l'Empereur, & depouillé du susdit Duché, sur lequel il n'avoit d'ailleurs aucun droit (*d*). Toutes ces raisons obligerent la Maison de Brandebourg de se contenter du simple titre & des armes, pour conserver au moins sa prétention.

A la fin pourtant l'Empereur *Leopold* ceda en 1686. à l'Electeur *Frederic-Guillaume* le district de Schwibus en Silesie en équivalent de cette prétention &

(*d*) La Lettre de l'Emp. Ferdinand II. à l'Elect. de Brandebourg est dans *Londorp, T. & l. 6. Limnæ. d. l. p. 820. Puffendorf, d. l.*

& de quelques autres (e). Mais en 1695. ce district fut retrocedé à l'Empereur moyennant une autre satisfaction (f). DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

§. 26.

*De l'ancienne Prétention sur les Duchez
de Liegnitz, Brieg & Wolau
en Silesie.*

F *Rederic* Duc de Liegnitz, Brieg & Wolau, fit en 1549. un Traité de Confraternité pour la succession mutuelle avec *Joachim* Electeur de Brandebourg, dans l'esperance que l'Empereur ne feroit pas difficulté de l'approuver, parcequ'en vertu d'une concession des Rois de Boheme, lesdits Ducs étoient autorisez à disposer de leurs Etats (g). Cependant le Roi *Ferdinand* refusa absolument d'y donner la main, & le declara au contraire nul & d'aucune valeur (h). En consequence de quoi la Couronne de Boheme s'empara de ces Etats comme devenus vacans par la mort du dernier Duc *George-Guillaume*,
arri-

(e) Puffendorf, *Hist. Brand. L.* 19. §. 25.

(f) Imhoff, d. l. Giovan. d. l. *Europ. Herald.* P. I. p. 278. & P. II. p. 437.

(g) Puffendorf, *Hist. Brand. L.* 18. §. 32.

(h) Henelius, *Siles. Chron. c.* 6.

arrivée en 1675 (i). Mais la Maison de Brandebourg ne voulut point demordre de sa prétention, jusqu'à ce que l'Empereur *Leopold* lui cedât en 1686. le district de Schwibus en Silesie (k), comme il est dit dans le Chapitre précédent.

§. 27.

De la Prétention du Roi de Prusse sur la succession de Meran.

Othon Duc de Meran & le dernier mâle de sa Maison (l) ayant perdu la vie en 1248, ses deux sœurs *Elisabeth* & *Beatrix*, prétendirent à la succession de tous ses Etats, parmi lesquels il y avoit le Palatinat de Bourgogne, la Comté de Tirol (m), & plusieurs Terres situées en Franconie, dans le Nordgow & en Voigtlandt. La première (n) avoit épousé *Frederic* Burggrave

(i) Schuttsfleisch, *Lemmar Hist. ad Silesiam* §. 17. Giovanni German. Prin. L. 2. c. 3. §. 14.

(k) Puffend. *Ibid.* L. 19. §. 25.

(l) Fortunatus Hulberg décrit l'Origine & les Terres des Ducs de Meran dans *Gedac' enis der Machrigen Helden von Taur*, L. 2. c. 14.

(m) Suivant les Annales du Tyrol, l'Empereur Frederic I. investit de cette Comté, Bertaud de Meran.

(n) Giovanni, Auteur de la *German. Princ* la fait fille du dernier Othon, mais cette faute se trouve

grave de Nurnberg ; & la seconde , *Othon II.* Comte d'Orlamunde , & elles furent assez heureuses pour obtenir plusieurs morceaux de la succession de leur frere. Il conste par un Diplome (o) de l'Empereur *Guillaume* datté au Camp d'Ingelheim le 24. Fevr. 1249. que cet Empereur investit effectivement le Burggrave *Frederic* du Palatinat de Bourgogne , & de plusieurs autres biens de son defunt Beau-frere. Un autre Diplome (p) du Roi *Conrad IV.* datté de l'année 1251. fait voir que la forteresse de Creusfen en Franconie avec toutes ses dépendances , fut cedée à *F.ederic* Burggrave de Nurnberg du chef de sa femme , comme appartenant à la succession de Meran ; & un autre Document (q) de l'année 1465. prouve évidemment la même chose à l'égard de Bareith. La seconde sœur (r) *Beatrix* eut la Seigneurie de Plassenbourg & plusieurs autres terres situées dans le Voigtlande , lesquelles

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

ve redressée par l'Auteur d'un Ecrit intitulé, *Notitia Territorio subiectus, &c.* p. 113. qui fut publié en faveur du Marggrave de Bareith.

(o) Rapporté par l'Auteur de l'Ecrit ci-dessus , pag. 113.

(p) Rapporté par le même Auteur p. 147.

(q) Rapporté par le même p. 148.

(r) *Giovanni L. 2. c. 1. p. 488. Litt. a. Addit.* Cadolzburg & Laugenzenn.

quelles lui furent même adjugées par compromis contre l'Evêque de Bamberg, qui lui avoit suscité une querelle à ce sujet; & le Diplome datté de l'année 1293. s'en trouve encore dans les Archives de Plassenbourg (f). C'est sur ces fondemens que les Burggraves de Nurnberg formerent des prétentions (t) sur les autres biens de Meran qu'on leur retenoit; mais ils ne purent empêcher que la Comté de Tirol ne fût occupée & possédée par le Comte *Albert* (v), collateral du dernier Duc de Meran. Il y en a qui prétendent (x), que *Hugues* de Châlons, qui avoit aussi épousé une femme de la Maison de Meran, obtint en 1206. les Etats de Bourgogne, en donnant au Burggrave *Frederic* un équivalent en argent.

(f) Au témoignage de Struvius, in *Syn. J. P.* pag. 1154. *After***.

(t) Giovanni L. 2. c. 3. p. 592.

(v) Ibid. L. 1. c. 2. p. 276.

(x) Ibid. L. 2. c. 1. p. 482.

*Des Differends du Roi de Prusse, comme
Comte de la Marck avec l'Abbaye de
Werden & Helmstadt.*

Cette Abbaye libre de l'Empire est située dans le Cercle de Westphalie sur le Roer, dans la Ville qui porte le même nom. Elle doit sa fondation aux Evêques de Munster (a), à qui *Charlenagne* (b) & ses Successeurs (c) prêtèrent non seulement les mains pour cet effet, mais y contribuèrent même beaucoup. Les Abbez obtinrent depuis des Empereurs *Henri I. Othon I, & II, Conrad II, Henri IV, Conrad III, Rodolphe I, & Charles IV* (d), l'investiture de plusieurs beaux Droits & Privileges, comme celui de battre de la Monnoye, la Jurisdiction secu-

(a) Le Diplôme se trouve dans Lunig, *Spiell. Eccl. T. 3. p. 691.*

(b) Comme le prouvent les Diplomes rapportez *c. l.*

(c) Louis le Begue & Arnoud, dont les Diplomes sont dans Lunig, *c. l. p. 692. & suiv.*

(d) Les Diplomes de tous ces Empereurs en faveur de ces Abbayes se trouvent dans Lunig, *c. l. p. 694. & suiv. jusqu'à 699.*

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

féculière & plusieurs autres Regales (e). Ces graces ont mis les Abbez au rang des Princes de l'Empire, & c'est en cette qualité qu'ils ont voix & séance aux Diètes de l'Empire & aux Assemblées du Cercle, & qu'ils se trouvent quotisez dans les Matricules de l'Empire, quoique l'Electeur de Brandebourg paye à présent leur contingent (f). Les Comtes de la Marck ayant acquis le droit de protection & d'Avocatie héréditaire de cette Abbaye, eurent plusieurs différends avec les Abbez par lesquels l'immediateté de ces derniers souffrit beaucoup. Ces mêmes disputes continuerent sous les Successeurs des Comtes de la Marck, jusqu'à ce qu'elles furent enfin terminées en 1647. par une Convention (g), faite entre *Frederic-Guillaume* Electeur de Brandebourg, & *Henri* Abbé de Werden & de Helmstadt; Titre que les Abbez de Werden portent encore d'un Couvent de Benedictins qui se trouve dans la Ville de Helmstadt dans le Duché de Wolffenbüttel. En vertu de cette Convention la Maison Electorale de

(e) Les Diplomes depuis Charles V. jusqu'à présent sont dans Lunig, *P. S. unter denen Prälaten*, p. 919. & *Spicil. Eccl.* T. 3. p. 711. & 713.

(f) Pfeffinger, *ad Virr.* Tom. II. p. 1038.

(g) Dans Lunig, *c. l.* p. 700.

de Brandebourg demeura en possession non seulement de la protection ; mais aussi de la Jurisdiction à Werden , & de l'administration des Revenus. Peu après sçavoir en 1649 (*b*) , les deux dernieres prerogatives furent rendues à l'Abbé , à condition qu'on pourroit les racheter , & en 1666. & 1667 , (*i*) elles lui furent cedées entierement & à perpetuité avec l'approbation de Sa Majesté Imperiale , sauf néanmoins le Droit de protection & d'Avocatie héréditaire , qui fut expressément réservé à la Maison Electorale de Brandebourg par la susdite dernière Convention. C'est en vertu de ce droit que Sa Majesté le Roy de Prusse ordonna en 1713. par son Commissaire au Chapitre de l'Abbaye de Werden de proceder à une nouvelle Election (*k*) ; ce qui donna occasion à diverses disputes , de la décision desquelles le Conseil Aulique de l'Empire se chargea & publia en 1714. plusieurs résolutions contre Sa Majesté Prussienne (*l*).

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

(*b*) Lunig , *e. l.* p. 703.

(*i*) *Ibid.* p. 707.

(*k*) *Ibid.* p. 715.

(*l*) Elles sont dans Lunig , *e. l.* p. 715. & 716. consultez aussi les *Electa Jur. Publ.* T. 7. p. 935. où l'on trouve l'accord.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

§. 29.

Différend du Roy de Prusse avec la Ville libre & Imperiale de Nordhausen ().*

Etat de
cette pré-
sention.

LE Roy de Pologne, Electeur de Saxe ayant cédé en 1698. par un Traité solennel (a) & pour une somme d'argent à Sa Majesté Prussienne le droit de protection & d'Avocatie de Nordhausen, il s'éleva immédiatement après plusieurs différends entre le Roy de Prusse & ladite ville. La dispute concernant l'exercice de la Charge de protecteur & d'Avocat Imperial fut principalement vidée & terminée en 1704, tellement que le Roy de Prusse y devoit faire exercer ladite Charge par un Baillif exprès, & établir pour cet effet un Tribunal pourvû d'un nombre suffisant d'Echevins & d'Assesseurs (b). Mais il survint dans la suite encore plusieurs nouvelles contestations au sujet d'un District nommé le *Werther-Helmen-Flur*, de même que

(*) Extrait de l'Auteur du *Bucher Cabinets sachsen Eingang.* p. 829.

(a) On le trouve dans le *Monarchischen Staats-Spiegel*, August. 1698. p. 55.

(b) L'instrument de cet accord a été imprimé à Cologne sur la Sprée, il est du 9. Sept. 1704.

que par rapport au droit de patronage du Couvent à Altendorff, & au droit de brasser & de vendre de la Biere, qu'on attribuoit à une Maison dans la Ville, nommée le *Collectur-Hof*. Sa Majesté Imperiale ordonna là-dessus le 31. Octobre une commission à Goslar, & nomma Commissaires le Duc de Brunswick-Lunebourg & le Landgrave de Hesse-Cassel. Le Roy de Prusse y fit remettre une ample déduction (c), par laquelle on a appris les particularitez suivantes :

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Qu'il y a dans la Comté de Hokhenstein un certain District, situé entre les Rivières le Helme & le Saltze d'un côté, & la Ville de Nordhausen de l'autre, que l'Evêché de Halberstadt tenoit autrefois en Fief des Comtes de Hokenstein. Ces mêmes Comtes recevoient en échange de l'Evêché de Halberstadt, & dans la suite de la Maison de Saxe l'investiture de la Charge de protecteur de la ville de Nordhausen. Ledit Evêché les avoit de-plus investis de la Seigneurie de Clettenberg, dont le susdit District fait partie de la Jurisdiction & du Péa-
ge

(c) Elle est dans le *Neueröffener Staats-Spiegel*, T. 23. p. 911. T. 24. 1021. *Appendix ad T. 24. pag.* 1115.

ge hors d'une porte de la Ville appelée *Sieckentor*, & du droit de patronage du Couvent à Altendorff, un des Faubourgs de Nordhausen.

Mais les anciens Comtes de Hohenstein & la Ville Imperiale de Nordhausen ayant eu des démêlez touchant la Jurisdiction territoriale du susdit district, & concernant quelques autres Droits, le Comte Ernest de Hohenstein convint en 1543. avec la ville, à l'insçu & sans la participation de ses Seigneurs Féodaux, qui étoient l'Electeur de Saxe & l'Evêque de Halberstad, que pour la somme de 1500. florins il cederoit à la ville pour lui & pour ses héritiers & successeurs, la Jurisdiction civile & la perception des Revenus du susdit District, de même que les Moulins situez sur le Saltze, dont les bornes seroient marquées par des pierres & son droit sur le Couvent à Altendorff, avec la Jurisdiction qu'il avoit devant une des portes de Nordhausen : à condition néanmoins, que cela ne porteroit aucun préjudice au droit de protection, ni à la Jurisdiction criminelle, non-plus qu'à la féodalité, ni aux autres droits qui en dépendent, & que par-là tous les différends survenus jusqu'alors entre le Comte & la Ville au sujet des Limites & de la Jurisdiction, seroient entierement

termi-

terminez & ajustez. Nonobstant ce Traité les Comtes ont pourtant continué de prendre en 1557. & dans les années suivantes, l'investiture du district cédé sur le même pied qu'ils l'avoient reçûe en 1480. & auparavant, de l'Evêché de Halberstadt, & de se comporter à tous égards comme Feudataires, jusqu'à ce qu'en 1593. les hoirs mâles de cette Maison étant venus à manquer par la mort du Comte *Ernest* le dernier, le Chapitre de Halberstadt conféra la même année ces Fiefs dans toute leur étendue à la Maison Ducale de Brunswick-Lunebourg. La Comté étant de nouveau échûe à l'Evêché de Halberstadt après le décès de *Frederic-Ulric* Duc de Brunswick-Lunebourg, qui mourut en 1634. sans postérité mâle, le Duc *Leopold-Guillaume* comme Evêque de Halberstadt en prit possession après la première Bataille de Leipzig, & l'administra avec toute la dextérité possible pendant les troubles qui agiterent alors si cruellement toute l'Allemagne. A la fin la Comté de Hokenstein, pour autant qu'elle relevoit de Halberstadt, fut entr'autres entièrement cédée au nom de l'Empire avec tous ses droits & dépendances à la Maison Electorale de Brandebourg en échange de la Pomeranie antérieure. S. A. E.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
LECT-DE
BRANDE
BOURG.

ne l'administra pourtant point, ni ne réunit pour lors à la Principauté d'Halberstadt ; mais la promit en 1647. même avant que la Paix n'eût encore été signée, à la famille des Comtes de Witgenstein, & la lui conféra dans la suite effectivement. Ces nouveaux Vassaux demeurèrent dans la possession & administration de ladite Comté jusqu'au mois de Décembre 1699, & les Lettres d'investiture qu'on donna aux Comtes de Witgenstein furent dressées suivant la teneur de celles qu'on avoit autrefois accordées aux anciens Comtes de Hohenstein, particulièrement en 1593, & ainsi inclusivement pour le district & les droits en question, dont il y étoit fait expressément mention. L'investiture donnée sur ce pied-là aux Comtes de Witgenstein fut parfaitement confirmée, approuvée & ratifiée dans tous ses points & clauses en 1654. par l'Empereur *Ferdinand III.* à la Diète de Ratisbonne. Sa Majesté le Roy de Prusse commença donc en 1700. à jouir de cette Comté *jure proprio* comme Seigneur du Fief, & non pas en vertu d'une Cession des Comtes de Witgenstein, ainsi qu'on peut le voir par la déclaration donnée par le Roy à la Maison de Witgenstein. Aussi n'y a-t-il plus à cet égard aucun doute ni différend entre

Sa

Sa Majesté & les susdits Comtes ; mais la Ville de Nordhausen a seulement fait naître depuis l'entière réunion de ce Fief, des disputes par rapport à la Jurisdiction territoriale du district susmentionné, & aux autres droits spécifiés dans les Lettres d'investiture pour Hohenstein. Sur quoi Sa Majesté ayant fait citer trois fois par édit, les possesseurs des Terres pour comparoître devant sa Cour Féodale de Hohenstein, comme le Tribunal compétant pour examiner cette affaire, tous les propriétaires des Terres & des Moulins s'y sont conformez, & ont reconnu, comme de raison, la Jurisdiction du Roy d'e Prusse, excepté le seul Bourguemaître Weber tant pour lui, qu'en qualité de Curateur de l'Hôpital. Aussi a-t-il été déclaré là-dessus contumace par la Cour Féodale, & l'on a procédé à l'exécution contre lui : c'est ce que lui & le Bourguemaître Hofman, ont dénoncé au Conseil Aulique de l'Empire comme une injuste spoliation.

Par ce récit abrégé il est aisé de voir sur quoi roulent les principaux Points de ce differend. On prétend nommément du côté de la Ville de Nordhausen :

I. Que Sa Majesté le Roy de Prusse a occupé de fait sans aucune autorité le district mentionné, & que les raisons

Raisons
de la Vil-
le de
Nord-
hausen.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

qu'on allegue pour justifier ce procedé, ne sont qu'un vain prétexte appuyé sur certains droits de Hohenstein, & qu'on continue toujours à en agir de même: qu'ainsi toute la dispute devoit être renvoyée *ad Petitorium*, & la ville ne pas être privée de sa possession.

II. Qu'on étoit d'autant plus fondé à demander ceci, qu'il n'étoit permis à aucun Membre de l'Empire de faire revivre d'anciennes prétentions, & de se mettre en possession, sans s'être auparavant adressé pour cela aux Tribunaux de l'Empire. Que par conséquent S. M. Prussienne auroit dû avoir recours à quelqu'un de ces Tribunaux suprêmes, & ne rien entreprendre de sa propre autorité.

III. Que quant à l'affaire même, la Ville de Nordhausen avoit acquis par la Transaction mentionnée, faite en 1543. avec le Comte *Ernest* de Hohenstein un *jus quæsitum* sur ce district & les autres droits, en vertu duquel la Ville devoit être maintenue par le Conseil Imperial Aulique dans la tranquille possession.

IV. Que quand même cette acquisition eût manqué de bonne foi d'un Titre légitime, le tems qui s'étoit écoulé depuis & la prescription immémoriale auroient déjà suffisamment suppléé à ce défaut.

défaut. Que cette prescription avoit toujours lieu dans l'Empire entre les Etats du Corps Germanique. Que notoirement la Ville avoit tranquillement possédé le district en question depuis l'année 1543, l'ayant acquis non seulement par un contract d'achat, mais plutôt par une Transaction formelle. Que les loix permettoient à un Vassal de faire des Traitez par rapport à son Fief, & que puisque l'Evêché de Halberstadt n'avoit jamais fait aucune protestation à cet égard, son droit se trouvoit éteint, ou le Chapitre devoit du moins être censé avoir tacitement approuvé cette aliénation.

DE L'E-
L'CT. DE
BRANDE-
BOURG.

V. Que le District en question n'avoit jamais payé aucune Contribution à la Comté de Hohenstein, mais que les Propriétaires en avoient payé les Taxes à la Ville, qui comme un fidele Vassal de l'Empereur & de l'Empire, avoit acquis par une prescription immémoriale, le droit de collecter dans ce Territoire Imperial de Nordhausen.

On répond là-dessus de la part du Roi de Prusse :

I. Que le District en question, pour autant qu'il relevoit de l'Evêché de Halberstadt, faisoit notoirement partie de la Comté de Hohenstein, & que les anciens Evêques, non-plus que S. M.

Réponse
de la
Cour de
Berlin.

F 4 Prus-

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Prussienne, n'en avoit jamais perdu , ni négligé la possession civile & vraie ; mais qu'ils en avoient au contraire investi à chaque échéance , les Comtes leurs Vassaux jusques en 1700. & reçu à cet égard tous les services féodaux. Qu'ainsi la Cour Féodale de Sa Majesté Prussienne étoit , selon tous les Droits Féodaux , le Juge légitime de ces différends , particulièrement selon la Capitulation Imperiale, où l'Empereur avoit religieusement promis de laisser librement faire & agir les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire , par rapport à leurs Fiefs , en quelque endroit qu'ils fussent situez , & de ne les pas obliger à rétablir d'anciens Vassaux , qui étoient déchus de leur droit , pour quelque crime , ni à en recevoir de nouveaux. Que par conséquent les Possesseurs des Terres , ayant été sommez par une citation trois fois repetée , de comparoître devant ce Tribunal competent , & la plupart s'étant soumis , tandis que les contumaces avoient encouru , par leur propre faute , les peines exécutées contre eux , on ne sçauroit qualifier tout ceci d'injuste procédé.

II. Que comme notoirement la Comté de Hohenstein n'étoit pas immédiatement soumise aux Tribunaux de l'Empire

pire , mais qu'il falloit appeller de ses Tribunaux à Halberstadt, la Jurisdiction du Conseil Aulique de l'Empire n'étoit encore nullement fondée dans cette affaire : A plus forte raison, qu'il s'agissoit ici d'un cas tout-à-fait particulier, puisque suivant un très-ancien usage établi, non seulement en Saxe, mais aussi dans les Etats de Sa Majesté Prussienne qui dépendent de l'Empire, tout Vassal, quoique domicilié hors du Territoire de Brandebourg, pouvoit être jugé par les Tribunaux de Sa Majesté *in quâlibet actione reali vel personali extra feudum*, & étoit obligé d'y comparoître. Que la lettre d'investiture faisoit voir, que sans parler du District & des Droits en question, la ville de Nordhausen étoit du nombre des Vassaux de Sa Majesté pour un Moulin qu'elle tenoit en Fief.

III. Que le District en question avoit été de tout tems un Fief de l'Evêché de Halberstadt, qui en avoit été injustement & clandestinement dépouillé par les intrigues de la ville de Nordhausen avec le Comte *Ernest* de Hohenstein, Vassal de l'Evêché. Que puisque le Contrat s'étoit fait de mauvaise foi, la prescription ne sçauroit avoir lieu, à moins qu'on n'indiquât le tems

DE L'E-
LECT-DE
BRANDE
BOURG.

auquel elle devoit avoir commencé. Qu'un Vassal ne pouvoit vendre son Fief sans se rendre coupable de spoliation, & n'étoit pas autorisé d'en faire l'extradition sans l'aveu & le consentement du Seigneur Féodal, comme cela s'étoit pratiqué dans le cas présent. Que de même il n'étoit pas permis à l'acheteur ni à tout autre contractant, d'accepter de semblables biens ou terres qui relevoient d'un tiers. Que d'ailleurs, les Comtes de Hohenstein & les Vassaux qui leur ont succédé dans ce Fief, ayant manqué, & la Comté étant redevenue par-là au Serenissime Seigneur Féodal, tous les artifices & les machinations sourdes du Magistrat de Nordhausen, ne sçauroient plus lui être d'aucun secours contre S. M. Prussienne; parce qu'à suivre le Contrat au pied de la lettre, le Comte *Ernest* n'avoit pris ces engagemens que pour lui & pour ses Héritiers & Successeurs, dont il n'y avoit plus aucun en vie. Que cette Transaction ne pouvoit absolument point obliger le Seigneur Féodal: A plus forte raison que les Contractans mêmes avoient stipulé que cela ne lui porteroit aucun préjudice, & avoient donné le Titre de Seigneur Féodal, non seulement à l'Evêché de Halberstadt pour les

les Districts & Territoires susmentionnez, mais aussi à l'Electeur de Saxe pour la protection & l'avocatie; droits qui se trouvoient à présent réunis en la personne de S. M. le Roi de Prusse. Qu'ainsi s'étant expressément engagez que cette convention ne dérogeroit en rien à la féodalité, ils paroïssoient n'avoir jamais eu le dessein d'acquérir par-là une possession civile. Que le Magistrat de Nordhausen voyant bien que cet artifice ne lui réussiroit pas, avoit pris immédiatement après la mort du dernier Comte de Hohenstein, le parti de demander à l'Electeur de Saxe l'Admodiation de la Jurisdiction criminelle, attachée à la Charge de Protecteur, qui pour lors étoit dévolüe à ce Prince, & l'avoit enfin exercée, à condition néanmoins que la Maison de Saxe, pourroit la racheter, jusqu'à ce qu'enfin S. M. Prussienne l'avoit acquise hereditairement avec la Jurisdiction civile & les autres Droits par la Cession du Roi Auguste de Pologne, Electeur de Saxe: Ensorte que S. M. Prussienne en avoit obtenu la possession à un titre légitime.

V. Qu'on avançoit sans aucune apparence de verité, que le District en question n'avoit jamais payé des Contributions à la Comté de Hohenstein.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Que le Domaine direct & la supériorité & *inde orta præsumptio juris & de jure* sembloit inferer le contraire, vû qu'il en étoit fait mention dans la Matricule de l'Empire de 1521. & des années suivantes, comme d'une partie intégrante de son tout. Qu'il paroïssoit par la convention de Weissenfels, faite en 1481. au sujet de ce District de Nordhausen, entre *Ernest* Administrateur de Magdebourg, comme Evêque de Halberstadt, & *Guillaume* Duc de Saxe, qu'à la vérité le Magistrat de Nordhausen y avoit prétendu quelques Fiefs de l'Empire, & que les Habitans de la Ville avoient tenu ces Terres comme feudataires du Magistrat; mais que la Jurisdiction, qui étoit la marque distinctive de la supériorité territoriale (vû qu'il n'étoit pas extraordinaire de posséder quelques Fiefs dans un territoire étranger) appartenoit incontestablement à ces deux Princes, sçavoir la Jurisdiction civile à la Saxe, en vertu de sa Charge de Bailif, & la Jurisdiction criminelle à l'Evêché de Halberstadt, à cause de la Charge de Protecteur qui en relevoit dans ce tems-là. Qu'il y avoit eu dans ce tems-là quelque dispute à cet égard, entre les deux Princes susmentionnez; mais que l'affaire avoit été ajustée sans la

la participation du Magistrat de Nordhausen, à qui on n'avoit concedé tout au plus, que le *Dominium privatum*. Qu'à present tout ceci, c'est-à-dire la Jurisdiction civile & criminelle, se trouvoit réunie en la personne de Sa Majesté le Roi de Prusse; ce qui avoit entierement terminé la dispute & rendu incontestable le droit territorial de Sa Majesté; tellement qu'Elle en pouvoit disposer ainsi qu'elle le jugeoit à propos, & l'attacher à la Comté de Hohenstein ou à l'Evêché de Halberstadt, sans que la Ville de Nordhausen y dût trouver à redire, pourvu qu'elle conservât son Domaine privé, ou la Féodalité qu'elle pourroit avoir, en quoi consistoient uniquement tous ses prétendus anciens droits, dont elle ne jouissoit cependant, quant au District en question, que comme sujette à la Jurisdiction & au Territoire du Roi de Prusse. Que pour ces raisons Sa Majesté n'empêchoit pas les Bourgeois qui possedoient ces Terres, d'en payer les Taxes au Magistrat de Nordhausen, surtout puisque plusieurs Villes municipales, particulièrement en Saxe, jouissoient de la même Prérogative; mais que toutefois cela ne devoit point déroger au droit territorial de Sa Majesté

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

té ni à celui de faire la Collecte. Que pour ce qui regardoit la vente de la Biere, attribuée au *Collectur-Hof*, il y avoit dans la Ville une maison nommée l'Hôtel de Walckenrieth, qui étoit exempte de toute Jurisdiction du Magistrat, & que le Roi de Prusse avoit acquise à titre onéreux. Que l'Empereur *Frederic II.* avoit accordé à cet Hôtel un Privilege, en vertu duquel on y pouvoit vendre, négocier, trafiquer & faire toute sorte de commerce, sans en payer aucuns Droits. Que les Possesseurs dudit Hôtel s'étoient prévalu entre autres, de ce Privilege Imperial, pour y faire brasser non seulement eux-mêmes de la Biere, mais aussi pour vendre tant chez eux, qu'aux Maisons Bourgeoises des biens & des boissons étrangères. Que Sa Majesté Prussienne ayant acheté l'Hôtel mentionné, avoit cru devoir jouir du même droit; mais que la Ville s'y étoit opposée, en niant absolument que l'Hôtel eût jamais possédé ni exercé tranquillement cette prérogative, & soutenant que puisque dans le privilege de *Frederic II.* il n'étoit pas fait la moindre mention de Biere, ni de tout ce qui en dépendoit, il ne falloit pas non-plus l'étendre là-dessus; mais qu'on devoit se

se contenter des bornes ordinaires suivant la nature des Privileges, &c.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Situa-
tion pré-
sente de
cette af-
faire.

Pour examiner tous ces differends, le Conseil Aulique de l'Empire décréta enfin aux Instances de la Ville de Nordhausen, une commission Imperiale, & nomma pour cet effet le Roi de Suede comme Duc de Bremen, le Duc *Antoine Ulric* de Wolffembuttel & le Landgrave *Charles* de Hesse-Cassel. Le Roi de Prusse y ayant consenti il fut resolu que les Commissaires s'assembleroient le 9. de Mai 1710. à Hambourg; mais comme Sa Majesté Prussienne se plaignoit de la distance du lieu, & que le terme étoit trop court, parce qu'il seroit peut-être besoin d'une inspection sur les lieux mêmes, comme aussi de citer & d'examiner quelques témoins, la commission n'ouvrit ses Séances que le 31. Octobre dans la Ville de Goslar. J'ignore cependant quelle en a été l'issue.

§. 30.

De la Prétention du Roi de Prusse sur la Pomerellie & la Ville de Dantzick.

Les Historiens ne s'accordent pas en parlant de la Ville de Dantzick, sçavoir si elle appartenoit autrefois à la

Etat de
cette pré-
tention.

la Pomeranie ou à la Prusse. Crantz (a) & quelques autres, soutiennent le dernier; mais l'évidence & plusieurs anciens Documens prouvent clairement le contraire. Presque tous les Auteurs conviennent (b), que la Pomeranie ne s'étendoit autrefois que jusqu'aux bords de la Vistule; & l'on voit par l'Histoire que la Ville de Dantzick, aussi-bien que toute la Pomerellie, reconnurent jusqu'au 14^{me} siècle, la Souveraineté des Ducs de Pomeranie, qui à la fin en furent dépouillez par les Polonois & par les Chevaliers Porte-Croix, ainsi qu'on le verra plus amplement parce que nous en dirons ci-après, pour l'intelligence de quoi, nous avons jugé à propos de placer ici la Table Généalogique suivante : (**)

Micislav Roi de Pologne ayant formé environ l'an 1026. le dessein de subjuguier toute la Pomeranie, entra avec une nombreuse Armée dans la Pomeranie ulterieure, accompagné par trois Princes d'Hongrie, nommément André, Bela & Levanta, fils du Roi Ladislas, qui s'étoient retirez chez lui pour éviter la poursuite de leur Oncle *Pierre*. Il tua
le

(a) L. 10. *Wandal.* c. 26.

(b) Schurtzheisch, *Disp. de Orig. Pomer.* §. 2.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

ra &
à sa
fdits

gou-

ans,

frere

avec

rofi-

ouf-

tion

ar-là

qui

aux

fil

rent

7ar-

e ci-

avec

, la

s le

&

que

res,

de

ner-

re

c. l.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

la Po
& qu
nier;
ciens
le co
conv
s'éte
de la
re qu
que
jusqu
des l
furer
par l
qu'o
que
tellig
prop
giqu
M
mé e
jugue
une
ranie
Princ
Bela
qui s
la po

(a)
(b)

le Duc de Pomeranie, s'empara de tout le Païs situé entre la Vistule, la Bra & la Persante, & le donna en Dot à sa fille, qui épousa *Bela* un des susdits Princes d'Hongrie (d). *Bela* ayant gouverné ce Païs pendant près de 35. ans, fut rappelé en Hongrie par son frere *André*, qui partagea le Royaume avec lui. Les Habitans de Pomeranie profiterent de cette conjoncture pour se soustraire insensiblement à la domination des Polonois, & occasionnerent par-là de longues & sanglantes guerres, qui ne furent pas trop avantageuses aux Polonois (e). En 1108. les quatre fils du Duc *Suantibor* de Pomeranie firent le partage des Etats de leur pere. *Wartislas* & *Ratibor* eurent la Pomeranie citerieure; & la Pomeranie ulterieure avec tout le Païs situé entre la Persante, la Fra, la Notez & la Vistule, depuis le Chollenberg, échurent à *Bogslus* & *Suantipolck*, tellement néanmoins, que *Wartislas*, aîné de ces quatre freres, eut seul le Gouvernement general de tous ces Etats (f). Cependant la guerre

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

(d) Cramer, *Lib. 4. Chron. Polon.* Micræl. c. l. l. 2. p. 199

(e) Micræl. c. l. p. 218.

(f) *Ibid.* c. l. p. 226.

re entre la Pologne & la Pomeranie fut toujours continuée, jusqu'à ce qu'enfin les Ducs de la Pomeranie ulterieure furent obligez après plusieurs défaites, de se rendre environ l'an 1120. à la discretion de *Bogislas* Duc de Pologne (g).

Peu après, *Woldemar* Roi de Danemarck porta la guerre dans les Etats des Ducs de la Pomeranie citerieure. La Paix étant faite, *Woldemar* resolut de se vanger de *Zubislas* Duc de la Pomeranie ulterieure, qui pendant cette guerre avoit donné du secours à ses Oncles les Ducs de la Pomeranie citerieure. Ayant armé pour cet effet un bon nombre de Vaisseaux, il fit une descente dans la Pomeranie ulterieure, & y bâtit un Chateau qu'il appella *Dantzick* ou *Dantuvik* (ce qui suivant les Chroniques de Pomeranie veut dire autant que *Retraite des Danois*) d'où il fit faire des courses continuelles en Pomeranie. Le Duc *Zubislas* s'en empara à la fin, & en fit augmenter les Fortifications. Il fit outre cela encore bâtir à deux lieües de *Dantzick*, un autre Chateau nommé *Zoba*, où il fit sa résidence ordinaire.

De-

(g) Hartknoch, *de Rep. Pol. L. I. c. 6. §. 7. Michael. c. l. p. 227.*

Deplus il fonda le fameux Couvent d'Oliva près de Dantzick, qu'il donna aux Religieux Benedictins, & y passa la plupart du tems pendant les dernieres années de sa vie (b). Ayant aussi remarqué que le Chateau de Dantzick, & les Maisons dispersées de tous côtez aux pieds des montagnes, qui faisoient ensemble un Bourg qu'on appelloit du même nom, étoient très-favorablement situez pour le Couvent d'Oliva, il laissa déperir ce Bourg du consentement des Habitans, & bâtit en 1185. la Ville de Dantzick proche de l'endroit où est à present la vieil : Ville, prenant pour cela autant de terrain que les Habitans du vieux Bourg, tant jeunes que vieux, pouvoient en semble embrasser en se tenant par les mains, & faisant revêtir cette nouvelle Ville à ses propres dépens de fossèz & de cloisons (i).

Après la mort de *Zubiflas*, ses deux fils *Sambor* & *Mestorvin* lui succederent dans la Pomeranie ulterieure. Ceux-ci assignerent des revenus considérables au Couvent d'Oliva (k), prirent le Titre

(b) *Ibid. c. l. p. 252.*

(i) *Gasp. Schutz Secret. de Danzick in Chron. Prur. p. 11. Cramer Alten. Pomer. Kirchen Chron. L. 2. c. 7. f. 20. Micræl. c. l. p. 252.*

(k) *Micræl. d. l. p. 270.* On voit encote son Epita-

tre de Seigneurs de Dantzick (1), & y établirent un Bureau de Doüane, dont le produit fut en partie assigné au Couvent de Suckow (m). Le Couvent d'Oлива devint aussi le lieu de la Sepulture de plusieurs Ducs de Pomeranie, vû que *Zubislas*, *Sambor* & *Zubislas* le jeune le choisirent pour y être inhumez (n).

En 1211. *Woldemar II.* Roi de Danemarck se jeta sur le Duc *Mestwin*, & lui prit le Chateau de Dantzick avec tout le Païs voisin, sous prétexte que son pere *Woldemar* ayant fait bâtir ledit Château, il lui appartenoit de droit. Il en demeura en possession pendant 17. ans, qu'il employa à aggrandir & à embellir le Château aussi-bien que la Ville; mais *Suantipolck III.* fils de *Meste-*

Epitaphe & celle de ses fils dans l'Eglise d'Oлива en ces termes : *Subislaus mortuus post se filios reliquit scil. Samborium & Westvvinum. Samborius ergo tanquam senior Patri in Ducatu successit cum filio Subisla juniore, qui ambo Monasterium Olivense possessionibus magnifice dirarunt. Tandem vocante Domino defuncti, sunt eorumque corpora sub spe resurrectionis futura in hoc tumulo requiescunt.*

(1) Micraël. d. l.

(m) Cequi paroît par un Privilege de l'an 1209 où l'on lit : *Ego Westvvinus Dei Gratia, Princeps in Gdansk, omnibus Christi fidelibus, &c.* Voyez *Grunenberg Disp. de Pomer. c. 3. §. 34.*

(n) Micraël. d. l. p. 270. & l'Epitaphe citée ci-dessus.

Mieszewski le reprit enfin sur les Danois (o). A peine les eut-il chassés de ses Etats, que les Polonois lui suscitèrent de nouveaux embarras. *Lescus Albus* Duc de Pologne exigea de *Suantipolck* les devoirs féodaux avec un Tribut annuelle de 1000. marcs d'argent. *Suantipolck* refusa l'un & l'autre, alleguant sa liberté & Souveraineté hereditaire. Là-dessus *Lescus* convoqua en 1227. une Diète à Garfow, Bourg de la Grande-Pologne, & y invita entre autres le Duc *Suantipolck*, dans le dessein de se défaire de lui à petit bruit, ou du moins de le forcer à consentir aux susdites propositions. *Suantipolck* étant informé de ce que *Lescus* brassoit contre lui, fit semblant de vouloir se rendre à la Diète; mais dans le tems que *Lescus* s'y attendoit le moins, il le surprit, le tua, & délivra ainsi son Duché de toute prétention des Polonois (p). Il ne put cependant jouir long-tems du repos; car en 1236. il fut attaqué par les Chevaliers de Prusse, qui entrèrent en Pomerellie, brulerent le Couvent d'Oliva, s'em-

(o) *Micræl. d. 1.*(p) *Micræl. l. 1. c. 271. 272. Schütz in Chron. Prusin. L. 1. f. 18. D'Eulgoß. T. 1. Hist. Pol. L. 6. f. 571. Hartknoch de Rep. Pol. L. 1. c. 6. §. 10.*

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

s'emparerent de plusieurs endroits sur la Vistule, & menacerent la Ville de Dantzick des dernières extrêmités, si elle refusoit de se soumettre à leur ordre. Les progrès de ces Chevaliers obligèrent *Suantipolck* de leur demander la paix, qui fut enfin conclüe en 1242. par la médiation du Nonce du Pape, & par laquelle les Chevaliers lui rendirent toutes leurs conquêtes (q). *Suantipolck* passa le reste de sa vie en repos, & étant mort à Dantzick en 1266. il fut enterré au Couvent d'Oliva (r).

Ses Fils *Mestovvin II.* & *Wartislas*; eurent d'abord des différends avec les Chevaliers Teutoniques, parceque leurs oncles paternels *Wartislas*, *Sambor* & *Ratibor* étoient entrez dans cet Ordre, & lui avoient légué, par un faux zèle, sans aucune considération des égards qu'ils devoient à leur Maison, tout ce qui leur étoit tombé en partage. En cette conformité les Chevaliers demandèrent l'Extradition desdites Terres; mais cette affaire fut bientôt terminée par la voye de la Négociation (s). Peu après il survint des troubles infiniment plus dan-

(q) Micræl. d. l. p. 277.

(r) Ibidem.

(s) Micræl. d. l. p. 284.

dangereux entre les deux freres mêmes. *Mestowin* qui étoit l'aîné , gouvernant seul le Pays suivant l'intention de son pere , & l'Usage introduit en Poméranie , *Wartislas* , son cadet , insista sur le partage , & lui fit même la Guerre avec le secours de *Semovit* Duc de Masovie. *Mestowin* de son côté fut secondé par *Barnim* Duc de la Poméranie citerieure , qui l'aida à chasser *Wartislas*. Après quoi *Mestowin* pour marquer sa reconnaissance à son cousin le Duc *Barnim* , l'institua Héritier de sa portion au cas qu'il vînt à mourir sans posterité. Cette dispute fut néanmoins ajustée à la fin par l'entremise des Princes Polonois , & *Mestowin* consentit au partage , par lequel la ville de Dantzick échut à *Wartislas* , qui y fixa aussi sa Résidence. Cependant comme *Conrad* Marggrave de Brandebourg l'avoit assisté , *Wartislas* lui hypothéqua non seulement la ville de Dantzick pour la sûreté des frais que le Marggrave avoit faits pour lui pendant la Guerre ; mais pour faire dépit à son frere il la ceda entierement à *Conrad* , qui se trouvoit en guerre avec *Mestowin*. Celui-ci derechef aidé par le Duc *Barnim* , marcha contre le Marggrave , qui ne se croyant pas en état de résister à leurs forces combinées , se re-
tira

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

tira pour faire avancer plus de Troupes , & laissa son Armée près de Dantzick. Après le départ du Marggrave les Soldats s'adresserent à *Wartislas* pour leur payement , menaçant de piller la Ville au cas qu'ils ne fussent point satisfaits. Là-dessus *Wartislas* se rendit à Elbingen pour porter aux Chevaliers ses plaintes non seulement contre son frere , mais aussi contre le Marggrave. Il leur offrit en même-tems tous ses Etats , tant ceux qu'il tenoit encore lui-même , que ceux qui étoient occupez par le Marggrave , s'ils vouloient lui prêter la main contre ses Ennemis. Mais ce secours tardant un peu , *Wartislas* tomba malade & mourut en 1275 (1). Son frere *Mestouvin* , assisté par son beau-frere *Boleslas* de Pologne , & par son cousin le Duc de Pomeranie , mit le Siège devant Dantzick , & obligea la Ville de se rendre. Il la donna ensuite en hypothèque à son beaufrere *Boleslas* , qui en demeura en possession pendant toute sa vie. Mais après sa mort , *Mestouvin* reprit le Château & la ville de Dantzick , & fit sa résidence au Château tant qu'il vécut (2).

Pen.

(1) Ibid. p. 285. Schütz c. l. f. 34.

(2) Micraël. p. 287.

Pendant ce tems-là les Chevaliers Teutoniques sommerent plusieurs fois le Duc *Mestouvin*, de leur remettre & ceder les terres qui avoient été léguées à leur ordre par *Wartislav*, *Sambor* & *Ratibor* freres de *Suantipolck*. Mais comme *Mestouvin* n'y voulut point entendre, parceque ces trois Princes n'avoient pas été autorisez de faire une semblable Donation sans le consentement de leurs freres & de leurs parens, les Chevaliers lui déclarerent la Guerre. Il se laissa néanmoins persuader enfin par le Nonce du Pape, qui desaprouva pareillement la prétention de l'Ordre Teutonique, à céder aux Chevaliers le Château de Mewe avec 15. Villages : Et ce fut là le premier établissement de l'Ordre en Pomeranie (x).

Mestouvin avançant toujours en âge sans avoir d'Héritiers mâles, les Etats du Pays le prièrent, que pour prévenir tout desordre après sa mort, il voulût choisir & désigner son Successeur. Sur quoi il déclara, que les Ducs de Pomeranie étoient ses proches parens & héritiers, & que pour cette raison il avoit déjà depuis long-tems promis l'Expectative au Duc *Barnim*, à quoi l'on devoit

(x) *Ibid.* c. l. p. 288.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

voit s'en tenir pour éviter de plus grands maux. Les Etats témoignèrent de la répugnance à y consentir, parce que les Ducs de la Pomeranie citerieure avoient abrogé la maniere de vivre des Vandales qu'on conservoit encore dans la Pomeranie ulterieure, & s'étoient conformez au goût Allemand, affectant en même-tems de ne conférer aucune Charge ni Dignité aux Vandales de Nation, & cherchant toujours occasion de les faire sortir du Pays les uns après les autres. Cela obligea le Duc *Mestouvin* de céder enfin aux instances des Etats, & leur permettre de prêter en 1290, notwithstanding toutes les protestations des Ducs de Pomeranie, l'Hommage éventuel à *Primislas II.* Duc de Pologne. *Mestouvin* étant venu à mourir cinq ans après, les Etats reconnurent effectivement *Sigismond* pour leur Souverain, qui prit là-dessus le Titre de Roi & de Duc de Pomeranie, & porta un *Griffon de gueules en champ d'argent* dans ses armes (y).

Bogislas IV. & *Othon I.* Ducs de la Pomeranie citerieure, fils du Duc *Barnim I.*, envoyerent d'abord des Ambassadeurs pour tâcher de se faire rendre justice

(y) *Frideborn Chron. Stetin. L. I. p. 9. Cramer. L. 9. f. 339. Schütz e. l. f. 24. & L. 2. f. 34.*

justice à l'amiable. Mais les Polonois ne voulant point renoncer à la possession des beaux Etats qu'ils venoient d'acquérir, les susdits Princes entrèrent avec une bonne Armée dans la Poméranie ultérieure, prirent Belgard, Rugenwalde & plusieurs autres endroits, & défièrent les Polonois en Champ de Bataille. Cela mit *Ladislas Loctius* Roi de Pologne, qui étoit aussi en Guerre avec le Marggrave de Brandebourg, dans la nécessité d'entrer en composition avec le Duc *Bogislas*, à qui il céda tout le Païs conquis, ne se réservant que celui qui n'avoit pas encore été occupé par les armes victorieuses des Ducs de la Poméranie citérieure (2).

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Cependant les Polonois n'en demeurèrent pas long-tems en possession. *Pierre Schroventz* Chancelier héréditaire de Pologne, qui en étoit Gouverneur, ayant reçu du Roi quelque sujet de mécontentement, trahit les Polonois, & remit au Marggrave de Brandebourg toutes les Villes & les Châteaux qui lui avoient été confiez. Le Roi recouvra en peu de tems tout ce que l'infidélité de son Ministre lui avoit fait perdre : Mais sur les instigations de *Pier-*

G 2

76

(2) Miczsl. c. l. p. 289. 290.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

re Schvventz, le Marggrave revint à la charge, & s'empara de la Ville de Dantzick. La vigoureuse défense de la Garnison du Château donna au Grand-Maître de l'Ordre Teutonique le tems de la secourir, & les Chevaliers obligèrent les Troupes du Marggrave, de se retirer de la Ville. Le Grand-Maître qui depuis long-tems avoit des vûes sur la Pomeranie, fit monter si haut les frais qu'il disoit avoir faits pour cette Expedition, qu'on fut obligé de lui donner le Château de Bogusla ou de Bidgost avec la moitié du Château de Dantzick en Hypothèque. Le paiement ayant tardé une année, les Chevaliers chassèrent les Polonois tout-à-fait du Château. En étant ainsi demeurez seuls en possession, ils se rendirent en 1310. Maîtres de la ville de Dantzick, après quoi ils passèrent outre & subjuguèrent tout le Pays jusqu'à Stolpe (a). Pour donner cependant quelque couleur à ce violent procédé, ils firent revivre leur ancienne prétention, & publièrent que *Watislas*, *Sanbor* & *Ratibor* avoient autrefois cédé à l'Ordre Teutonique leurs portions de la Pomeranie ultérieure, & que quoique le neveu de

ces

(a) *Ibid.* pag. 291. Schütz *r. l. L. 2.*

cès trois Princes y eût succédé par la médiation de l'Evêque de *Firmian*, cela n'avoit dérogé en rien aux Droits de l'Ordre, qui en devoit jouir à présent que la Maison des Ducs de la Poméranie ultérieure étoit entièrement éteinte, &c. que néanmoins ils étoient disposés à entrer en Négociation là-dessus. Mais comme le Roi rejettoit absolument les propositions également dures & inacceptables des Chevaliers, ceux-ci députerent vers les Ducs de Poméranie, pour les prier de vouloir vendre à l'Ordre leurs Droits sur tout le Pays qui étoit déjà occupé par celui-ci. Sur le refus des susdits Princes, ils s'adresserent à *Woldemar* Marggrave de Brandebourg, qui agissant comme s'il en étoit le Propriétaire, leur vendit d'abord pour une somme peu considérable, savoir pour 10. mille *Schocks*, cette partie de la Pomerellie où est *Dantzick*, *Diesau* & *Schwentz*, & leur ceda dans la suite toute la Pomerellie jusqu'à *Stolpe* pour 100. mille marcs de gros, se réservant la possession du reste de la Poméranie ultérieure (b).

Wartislas Duc de la Poméranie citérieure ,
G 3

(b) *Michæl. d. l. p. 292. Angel L. 2. Chron. Bran. Schütz c. l. L. 2.*

rieure , voyant le préjudice qu'on faisoit par-là à lui & à toute sa Maison , & craignant qu'avec le tems les Chevaliers Teutoniques ne s'emparassent aussi du reste de la Pomeranie ultérieure , assembla promptement son Armée , entra dans cette Province , prit toutes les Villes depuis le Chollenberg jusqu'à Stolpe , chassa les Troupes de Brandebourg , & défendit le Pays contre les entreprises du Marggrave , jusqu'à ce qu'on signa à la fin une Convention , par laquelle celui-ci s'engagea de ne plus troubler le Duc *Wartislas* ni ses Héritiers dans la possession de ces Etats (c).

Le reste de la Pomeranie ultérieure , c'est-à-dire depuis Stolpe jusqu'à Dantzick ou à la Vistule , demeura entre les mains des Chevaliers , qui furent encore pendant long-tems en dispute continuelle là-dessus avec les Polonois. Mais à la fin le Pape *Jean XXII.* nomma des Commissaires pour juger de cette affaire , lesquels après avoir passé une année entière à l'examiner , décidèrent en faveur de la Pologne. Les Chevaliers se mirent peu en peine de cette Sentence , & de l'Excommunication que le Pape

(c) *Micxal. d. l. p. 294.*

Pape prononça contre eux. Cela porta le Roi *Ladislas* à faire une alliance avec le Duc de Pomeranie, par laquelle ils s'engagerent reciproquement, de faire conjointement & chacun à ses propres depens, leurs derniers efforts contre les Chevaliers Teutoniques, & que tout ce qu'on leur enleveroit au-delà de la Riviere la Bra, demeurerait à la Couronne de Pologne; mais que les Ducs de Pomeranie garderoient tout ce qu'on prendroit en-deçà de ladite Riviere. La mort subite du Duc *Wartislas* empêcha l'exécution de ce projet. Nonobstant cela les Polonois & les Lithuaniens continuerent vigoureusement la Guerre, tant contre les Chevaliers Teutoniques, que contre le Marggrave de Brandebourg, qui avoient fait tomber, comme il est dit ci-dessus, la Pomerellie entre les mains du Grand-Maître. Mais après que le Roi *Casimir* fût monté sur le Trône de Pologne, *Charles* Roi d'Hongrie & *Jean* Roi de Bohême interposerent leurs bons offices pour accommoder cette affaire à l'amiable : Et ce fut par leur médiation qu'on convint en 1335. à Weinsbourg en Hongrie, que l'Ordre Teutonique conserveroit la Pomerellie, & que les Polonois se contenteroient des

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

Distriçts de Kiaw & de Dobrzin. Quelque raisonnables que fussent ces conditions, les Chevaliers refuserent d'y souscrire, à moins que le Roi aussi-bien que les Etats de Pologne, ne renonçassent entièrement à toutes leurs prétentions sur la Pomerellie par des Renversaux, & par un serment solennel. Là-dessus le Roi s'adressa en 1339. au Pape *Benoit XII.* qui lui donna d'autres Commissaires, lesquels adjugerent derechef à la Pologne toute la Pomeranie. Cependant comme le Roi *Casimir* se voyoit obligé de faire tête à plusieurs Ennemis à la fois, il fit en 1343. une Convention avec les Chevaliers, par laquelle il leur céda la Pomeranie avec les Distriçts de Culm & de Michalow, & renonça au Titre & aux Armes de Pomeranie, ne se réservant que les Distriçts de Kiaw & de Dobrzin. Mais les Etats de Pologne ne voulant point approuver ce Traité, leur refus fit naître plusieurs sanglantes Guerres, pendant lesquelles les Chevaliers demeurèrent toujours les Maîtres de la Pomerellie. Ils s'y maintinrent jusques au 15^e. siècle, que les Habitans de Pomerellie, aussi-bien que de Prusse, ne pouvant plus supporter l'orgueil & l'insolence des Chevaliers, se souleverent contre eux, & se mirent sous

sous la protection de *Casimir* Roi de Pologne, à qui l'Ordre Teutonique fut enfin obligé de céder par la Paix faite à Torn en 1467, (d) non seulement ce Pays, mais aussi une partie de la Prusse, qui depuis a pris le nom de Prusse Polonoise. Depuis ce tems-là la Pomerellie avec la partie mentionnée de la Prusse, sont constamment demeurées à la Couronne de Pologne.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

Je remets à la décision du Lecteur, si après cela les Ducs de Pomeranie ont encore conservé quelque droit sur la Pomerellie, & s'ils ont pu le transmettre aux Electeurs de Brandebourg, ou au Roi de Prusse d'aujourd'hui, ainsi que *Giovanni* paroît le croire (e)?

§. 31.

De la prétention du Roi de Prusse sur la Ville d'Elbingen.

Lorsqu'on ratifia le 6. Novembre 1657. à Bydgosz ou Bromberg, la Paix de Welau, par laquelle on céda à S.

G 5

A.

(d) Ce Traité est dans Jan. Januszovius P. 3. *Const. Polon.* L. 7. T. 1. p. 863. Jac. Prilufius *Dipl. Reg. Polon.* p. 202. Recueil des Privil. des Etats de Prusse p. 20.

(e) *Germ. Princeps. de Reg. Boruss.* c. 3. §. 12.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

A. E. de Brandebourg la Souveraineté de la Prusse, on y ajouta encore entre autres : „ Qu'on cedoit aussi entièrement & sans réserve à S. A. E. la ville „ d'Elbingen avec tout son District „ & Territoire, de même que les revenus que le Roi & la Couronne de Pologne en avoient tiré jusqu'alors, & „ qu'aussi-tôt qu'on en auroit chassé les „ Suedois, elle lui seroit remise sans „ aucun délai, sans qu'on pût dorenavant faire aucune prétention là-dessus „. En échange, S. A. E. s'engagea de rendre la Souveraineté de cette Ville & de son Territoire au Roi & à la Couronne de Pologne, quand on lui payeroit, ou à ses Successeurs une somme de 400. mille écus (a). De sorte que le droit de Domaine fut changé en un droit d'Hypothèque. Ce Traité fut non seulement approuvé par tous les Senateurs aux Diètes tenues en 1658. & 1659 ; mais aussi confirmé en 1660. par un Article exprès de la Paix d'Oliva (b). Quoique suivant cette Convention la Ville d'Elbingen auroit dû être remise à l'Electeur de Brandebourg immédiatement

(a) Puffendorf. *Hist. Brand.* L. 6. §. 80. & 81.

(b) *Ibid.* L. 8. §. 76. Voyez T. IX. Preuve [FFFF].

tement après la conclusion de ladite Paix , on avoit néanmoins stipulé par le 7^e. Article du Traité d'Oliva , que la Ville seroit remise au Roi de Pologne dès qu'elle seroit évacuée par les Suédois , ainsi que cela s'exécuta effectivement. L'Electeur de Brandebourg en fit des plaintes au Roi de Pologne (*c*) , qui l'amusa par de belles promesses (*d*) , sans que l'Electeur pût obtenir autre chose , parceque les Polonois cherchoient mille chicanes pour éluder le Traitéci-dessusmentionné (*e*). Là-dessus S. A. E. envoya en 1661. une Ambassade à Varsovie , pour proposer cette affaire en pleine Diète. Après mille vains subterfuges , & plusieurs prétentions qu'on avoit formées contre l'Electeur , les Polonois déclarerent enfin aux Ministres de Brandebourg , „ que la Repu-
„ blique avoit plusieurs raisons impor-
„ tantes qui l'empêchoient de remettre
„ la ville d'Elbingen entre les mains
„ de S. A. Electorale ; que cependant on
„ tâcheroit de la satisfaire d'une autre
„ maniere , & qu'en attendant l'Elec-
„ teur pouvoit garder Braunsberg &

G 6

„ Frau-

(*c*) Londorp. *T. VIII. Act. Publ. L. 9. c. 31.*

✶ 37.

(*d*) *Ibid. c. 33.*(*e*) Puffendorf. *c. l. 9. 80. & sequent.*

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

» Frauenbourg dont il étoit encore en
» possession , & qui pouvoient suffire
» pour sa sûreté ». Malgré toutes les
propositions avantageuses que les Mi-
nistres de Brandebourg firent là-dessus,
offrant même de rabattre quelque cho-
se sur le Capital , les Polonois deme-
rerent fermes dans leur résolution (f).
Comme on avoit intérêt du côté de
Brandebourg de ménager la Républi-
que , & de ne pas la heurter de front ,
l'Electeur fit déclarer , qu'il rabattroit
100. mille écus de sa prétention , & gar-
deroit Braunsberg & Frauenbourg ,
jusqu'à ce qu'on lui eût effectivement
remis la Ville d'Elbingen , ou donné
quelqu'autre satisfaction par rapport
aux 300. mille écus qui restoient encore
à payer (g).

Cependant l'Electeur ne put conser-
ver long-tems les deux Endroits men-
tionnez ; car comme ils apartenoient à
l'Evêché d'Ermeland , & que l'Evêque
de ce nom , comme Primat de toute la
Prusse , avoit été nommé en 1663. par
le Roi & la Couronne de Pologne , avec
Jean Leszczynski Vice-Chancelier du Roiaume ,
pour remettre à S. A. E. la Souve-
raineté

(f) Puffendorf. L. 9. §. 17. & 18.

(g) *Ibid.* §. 19.

raineté de la Prusse, qui lui avoit été cédée par la Paix de Welau, & pour assister à la prestation de l'Hommage; l'Evêque profita de cette occasion, & refusa de se trouver à cet Acte, tant qu'il y auroit Garnison de Brandebourg à Braunsberg & à Frauenbourg. Cette incartade obligea l'Electeur, qui souhaitoit fort que la susdite Cérémonie se fit promptement, de consentir malgré qu'il en eût, à la demande de l'Evêque. Les Polonois ont depuis voulu traiter à la Diète l'affaire concernant Elbingen; mais l'Electeur crut n'y devoir plus entrer en matiere avec eux, prévoyant assez qu'on n'y détermineroit rien, vû que la protestation d'un seul Nonce pouvoit empêcher tous les autres de prendre une résolution. D'ailleurs il ne vouloit pas que la République s'arrogeât la décision d'une affaire, qui avoit déjà été ajustée par un traité public, dont elle avoit été elle-même partie contractante. Cependant les Polonois insisterent sur l'ajustement de l'affaire d'Elbingen toutes les fois qu'il y eut des négociations entre la Pologne & le Brandebourg; & comme ils en pressoient particulièrement l'Electeur en 1690. lorsqu'il reçut l'hommage en Prusse, dans l'espérance de la contrebalancer par des

pré-

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

prétentions de leur part, le Roy de Prusse consentit enfin qu'on nommeroit dans l'espace de six mois des Commissaires pour examiner tous les différends (h). Ce terme, & huit années entieres se passerent sans que les Polonois songeassent à la Commission. S. M. Prussienne voyant donc qu'elle n'en pouvoit venir à bout de bonne grace, résolut enfin en 1698. de s'en tenir à l'Hypothèque, & s'empara de la Ville d'Elbingen, qu'elle rendit néanmoins en 1700. à la Couronne de Pologne, qui lui hypothéqua en échange certains Bijoux du Trésor de la République; à condition toute fois, que si on ne les retiroit avant l'expiration de trois ans, S. M. Prussienne seroit autorisée de se remettre en possession de la ville d'Elbingen & de son Territoire, & de la garder aussi-bien que les susdits bijoux jusqu'à ce qu'on lui eût païé la somme de 300. mille Écus. Les Polonois ayant derechef manqué à leur promesse, le Roy de Prusse rentra en 1703. en vertu de cette convention, en

(h) On peut consulter un Ecrit intitulé, *Representatio juris clari & liquidi, quo factus est Sereniss. Elect. Brandeb. possessionem pignoris eidem per aeternum factus & fidem juratam in urbe Elbinga constituta post patientiam 40. annorum apprehendere 1698. in 4.*

sur

la
me
ids
tle
in-

ant
En-
arg
hé-
ie,
ans
rès
ss.
on-
u à
éc-
ites
l'é-
la
ffri-
rent

DE L'E-
JECT. DE
BRANDE
BOURG.

158

pré
se
l'es
pou
Ce
pass
sent
voi
à b
169
s'er
ren
ron
en
de
fois
pira
ser
sior
Ter
que
luit
Les
à le
en

(h
fentra
Elect
num
suri
in 4.

uc

teur

n

d'au

en possession du Territoire d'Elbingen, d'où il a tiré jusqu'à présent certains Révenus.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

§. 32.

*De la Prétention du Roy de Prusse sur
la Lithuanie.*

Cette prétention est fondée sur la descendance de S. M. Prussienne en ligne directe, des anciens Grands Duçs de Lithuanie, comme on peut le voir par la Table Généalogique ci-jointe: (***)

Jean Casimir, Roi de Pologne aiant abdiqué la Couronne & étant sans Enfans, *Frederic Guil'aume* de Brandebourg prétendit en qualité de plus proche héritier, le Grand-Duché de Lithuanie, comme le patrimoine des Descendans de *Jagellon*, qui lui devoit écheoir après la mort de *Casimir*: Ajoutant, qu'en 1655. les Lithuaniens mêmes avoient reconnu son bon droit, & avoient voulu à cause de cela, se mettre sous sa protection contre l'invasion des Moscovites (a). Les Polonois opposerent à ceci l'étroite union de la Lithuanie avec la Couronne de Pologne, laquelle ils offri-

rent

(a) Puffendorf, L. 5. §. 17.

rent néanmoins à S. A. E. si Elle vou-
loit changer de Religion. Mais ce di-
gne Prince aimait mieux renoncer à la
Roiauté & à son patrimoine, que de
les posséder à cette condition (b).

§. 33.

*Des differends du Roy de Prusse avec la
Ville de Magdebourg.*

IL conste par un Ouvrage de Lünig,
intitulé les *Archives de l'Empire* (a),
qu'en 1627. le Duc de *Friedland* ou de
Wallenstein, accorda un Privilège à la
ville de Magdebourg, en vertu duquel
elle jouiroit du droit des Fortifications,
& auroit la liberté d'en construire pour
sa sûreté. L'Empereur *Ferdinand II.* con-
firma effectivement ce Privilège en 1628.
(b). D'ailleurs *Gustave Adolphe*, Roy
de Suede, avoit fait à la Ville plusieurs
promesses en récompense de sa fidélité,
& dont les effets la devoient indemni-
ser de la terrible destruction qu'elle
avoit souffert. Ce ne fut pourtant qu'a-
près

(b) *Ibid.* L. 10. §. 75.

(a) *Par. Spec. Cont. IV. T. 2. sous Hansée und
Municipal Stadren*, p. 665.

(b) *Ibid.* c. 1. p. 666.

près la mort du Roy , que le Comte *Oxenstiern* , qui avoit la direction des affaires de Suede en Allemagne , songea à remplir la parole donnée. Pour cet effet il donna à la Ville des Lettres Patentes , en vertu desquelles elle posséderoit pour son soulagement à perpetuité :

1°. Les dix Villes du Chapitre.

2°. Tous le Biens separez , situez aux environs de la Ville à la distance d'un mille, y compris les Fauxbourg de Neuf-tadt , de Sudenbourg & de St. Michel.

3°. Les Villages , Biens, Terres , Fiefs, Chasses , Cens & Droits de l'Eglise de S. Sébastien.

4°. Les Villages , &c. de l'Eglise de St. Nicolas.

5°. Les Villages , &c. de l'Eglise St. Gangulphe.

6°. Les Villages , &c. de l'Eglise de St. Pierre & de St. Paul.

7°. Le Couvent de Berga avec toutes ses dépendances.

8°. Le Couvent de St. Laurent avec toutes ses dépendances.

9°. Le Bailliage nommé le *Mollen-Vogtey* , avec tous ses Villages & Droits.

10°. Tout le Marché-neuf avec l'Eglise Cathédrale , de même que toutes les autres Eglises & les Monasteres , entre autres aussi,

11°. Le Monastere de Notre-Dame avec toutes ses dépendances.

12°. Le Comte *Oxenstiern* promet aussi à la Ville par les susdites Patentes, non seulement de renouveler ses anciens Priviléges, quand la paix se feroit, mais aussi de les augmenter autant qu'il seroit possible.

13°. D'améliorer sa condition.

14°. De lui procurer l'avantage de pouvoir comparoître à toutes les Diètes de l'Empire, de même que les autres Villes libres Imperiales.

15°. Et de la faire comprendre dans le Traité de Paix comme un Membre confederé.

Tout ceci est clairement prouvé par l'Original que la Ville en peut produire & par l'Acte d'Immission même.

La Ville souhaite fort que ces conditions avantageuses lui fussent assurées & confirmées par la Paix de Westphalie, & se donna pour cet effet tous les mouvemens possibles auprès du Comte d'*Oxenstiern* Plenipotentiaire de la Suede au Congrès. Mais comme les choses avoient un peu changé de face, & que la Ville voioit fort bien qu'il lui seroit tres-difficile & même impossible, d'obtenir l'approbation sur tous les Articles mentionnez, elle fit connoître au susdit Plenipo-

nipotentiaire de Suede, qu'elle se contenteroit, pourvû qu'on lui en accordât quelques-uns. Elle fit pour cela les Représentations & Propositions suivantes.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

I. Que lorsque l'Empereur *Ferdinand III.* avoit renouvelé en 1638. tous les Privilèges que la ville de Magdebourg avoit obtenus des Empereurs Romains, la premiere fondation de la Ville par l'Empereur *Othon I.* ou le Grand en 940. ne s'étoit point trouvée marquée à cause de son antiquité & de l'éloignement des siècles, dans les Archives & dans les Registres de l'Empire. Que pour cela la confirmation de ce privilège en particulier ne lui avoit pas été refusée; mais que l'Empereur l'avoit seulement différée, jusqu'à ce qu'il eût pris les Informations nécessaires à cet égard. Mais que ce privilège se trouvant dans tous les Theâtres de la Saxe, nommément 1°. dans celui que *Nicolas Wollrab* avoit imprimé en 1540. à Leipzig; 2°. dans l'Edition faite en 1582. avec Privilège de l'Empereur *Maximilien II.* & dédiée par *Georg Meniu* à l'Electeur *Auguste*, comme Défenseur du Droit Saxon; 3°. dans l'Edition faite en 1614. à Leipzig par *Gottbard Vogelins*, suivant l'ancienne Edition latine de *Zamoski* en Polo-

Préten-
tions de
la Ville.

gne:

gne : Et comme de plus 4°. on en pou-
voit produire une autre Edition très-an-
cienne , où l'Auteur nommé Benno de
Heinitz Chanoine de Misnie , disoit lui-
même , de s'être servi pour la compo-
sition & l'exacte révision de ce Théâtre
de la Saxe , des Exemplaires authenti-
ques , d'un grand nombre des meilleurs
Auteurs anciens : Le Magistrat de la
Ville de Magdebourg esperoit & s'atten-
doit très-humblement d'obtenir à l'occa-
sion des Négociations pour la paix géné-
rale par la puissante Médiation du Pléni-
potentiaire de Suede, le renouvellement
de ce privilège de la part de S. M. Im-
periale.

II. Que suivant la susdite fondation
d'*Othon* , la Ville avoit été mise au rang
des Villes libres de l'Empire , trente
ans avant la fondation de l'Archevêché.
Qu'elle s'y étoit incontestablement
maintenue pendant plusieurs siècles ,
sans prêter aucun serment aux Evêques ,
jusqu'au malheureux tems du turbulent
Evêque *Burchard III* , qui ayant été tué
en 1325. dans une querelle qu'il eut
avec la Ville , celle-ci fut excommuniée
par le Pape. Que l'Empereur d'alors
avoit déclaré , que la Ville n'étoit abso-
lument point responsable de la mort de
l'Evêque , qui lui avoit fait tort , & qu'elle

le avoit eu toutes les raisons du monde de terminer le cours d'une vie si pernicieuse, ainsi qu'on le voyoit plus amplement par les Patentes d'absolution accordées par l'Empereur *Louis*. Que nonobstant cela, le Pape regardant toujours cette action comme un crime, par lequel on avoit fait violence à l'Oint du Seigneur, avoit forcé la Ville par la privation de tout Service divin à se soumettre au S. Siege, & lui avoit imposé entre autres pénitences, celle de rendre désormais hommage à tous les Archevêques confirmez par la Cour de Rome. Que tout ceci étoit amplement expliqué dans la Bulle du Pape qu'on gardoit encore, & qu'en cas de besoin on pourroit produire une exacte déduction de tout ce Fait. Que comme cette prestation d'hommage causoit continuellement de grandes contestations entre l'Archevêque & la Ville, laquelle avoit été forcée par le Pape à faire une semblable démarche contre les intentions de l'Empereur & contre tout droit, on contribueroit considérablement à la tranquillité & au bonheur de la Ville, en abolissant pour jamais le susdit hommage, & en lui rendant ses anciens Privileges suivant la fondation Otthomienne.

LE E L'E-
DCT DE
BRANDE
BOURG.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

III. Que l'Archevêque *Auguste* Duc de Saxe, refusoit de reconnoître & d'accorder à la Ville la Jurisdiction qui lui competoit hors de son enceinte, & le droit de fortification amplifié par S. M. Imperiale même. Que quant à la susdite Jurisdiction, le Magistrat l'avoit exercée en tout tems, & avoit déjà depuis un tems immemorial soutenu un Procès à cet égard à la Chambre Imperiale. Que l'Empereur *Ferdinand II.* de glorieuse mémoire, avoit augmenté le droit de fortification, en accordant au Magistrat d'étendre les ouvrages de la Ville jusqu'à la distance de 70. verges tout alentour de la Ville, avec permission de demolir les maisons des Fauxbourgs bâties sur ce terrain. Que de-plus il étoit non seulement notoire, mais qu'on pouvoit aussi prouver par de bons documens, que l'Archevêque *Chrétien Guillaume* Marggrave de Brandebourg même, avoit assigné & donné à la Ville pour le même effet tous les Fauxbourgs en general. Qu'il falloit ajouter à cela la donation faite en dernier lieu par le Chancelier du Royaume de Suede, en vertu de laquelle on avoit non seulement donné, mais effectivement remis à la Ville, tout ce qui se trouvoit à un mille alentour de la Ville.

Ville. Que comme les susdits Fauxbourg étoient entièrement ruinez à présent & reduits en cendres, & d'ailleurs compris pour la plûpart sous le susdit droit de Fortification, & si souvent accordez & donnez au Magistrat : Celui-ci supplioit, que pour prévenir toute ulterieure dispute, on voulût lui laisser lesdits Fauxbourgs avec tous les droits que l'Archevêché y avoit eus, & accorder à la Ville la Jurisdiction incontestable, sinon à la distance d'un mille tout alentour, du moins dans toute l'étendue de son propre territoire.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

IV. Que quoiqu'en vertu du susdit Privilege de l'Empereur *Othon I.* la Ville eût été créée libre & Imperiale, les Seances aux Dietes de l'Empire & aux Assemblées du Cercle, n'avoient pas encore été si fort en usage qu'aujourd'hui. Que cependant la Ville avoit été dans la suite citée plusieurs fois pour y comparoître, mais qu'on en avoit négligé insensiblement la continuation. Que le Magistrat se flattoit néanmoins de rentrer à cette occasion dans ses droits par la puissante médiation du Plenipotentiaire Suedois, à plus juste raison, que les exemples des villes de Hambourg, Bremen & Hervorden étoient encore tout recens.

V.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

V. Qu'on ne sauroit trouver des termes assez forts pour exprimer la desolation de la Ville, & le triste état auquel elle se trouvoit reduite, vû qu'il lui seroit absolument & à jamais impossible de rebâtir les Eglises, les Hôpitaux, les Ecoles, l'Hôtel de Ville & d'autres édifices publics, les portes ni les ponts, à moins d'être extraordinairement secourue. Que pour ces raisons le Magistrat osoit se promettre, qu'on laisseroit à la Ville sinon tous, au moins quelques-uns des Monasteres, Bailliages, Villages, Seigneuries, Terres, Bois & Prairies, qu'elle avoit reçu en don, comme il est dit ci-dessus. Que comme principalement le Couvent de Berga près de Magdebourg, & celui de Notre-Dame dans la Ville même, n'avoient actuellement point de propriétaire, on pourroit en bonne conscience les assigner & destiner avec toutes leurs dépendances à la reparation & à l'entretien de la Ville, des Eglises, des Hôpitaux & des Ecoles, sinon à perpetuité, pour le moins pendant l'espace d'un siecle.

VI. Que s'il étoit possible, la Ville fût exemte pour trente ans de toutes sortes d'impôts & des contributions aux charges de l'Empire & du Cercle.

VII. Que la Ville trouveroit aussi quel-

quelque soulagement à sa misere, si on vouloit lui accorder le troisieme *Cammer-Gerichts Zieler*, & si les deux Cercles vouloient faire bâtir pour cet effet la Chancellerie necessaire, le Magistrat étant hors d'état d'y fournir.

VIII. Que l'Archevêque *Chrétien-Guillaume* ayant entierement cédé à la Ville les Articles suivans qui avoient été en contestation, sçavoir; 1°. La confirmation des Corps de métier; 2°. Les Affaires matrimoniales & du Consistoire; 3°. Le payement direct & immediat des contributions dans les charges de l'Empire & du Cercle; 4°. La confirmation du Baillif & des Echevins; 5°. La Jurisdiction appelée *Frohen-Gericht*; & 6°. Le revenu nommé le Denier d'Evêque que les Bourgeois de Magdebourg avoient toujours payé au Magistrat: On pourroit, sans faire le moindre tort à l'Archevêque, & pour conserver la bonne harmonie, laisser desormais toutes ces choses sur le même pied. Qu'attendu que le tems & les conjonctures présentes ne permettoient pas d'esperer qu'on pourroit obtenir tout ce qui étoit spécifié dans le susdit Acte de Donation, c'étoient-là à tout événement, les propositions que le Magistrat prenoit la liberté de faire. Qu'il souhaiteroit

teroit à la verité, que le susdit Acte de Donation fût suivi dans tous ses points ; mais qu'il s'en remettoit entierement à la sage direction & puissante médiation du Comte d'Oxenstiern.

IX. Qu'enfin, comme le Ministre Plenipotentiaire de Suede avoit assuré le Magistrat par l'Acte mentionné, au nom & de la part du Roi & de la Couronne de Suede, de faire comprendre la Ville en vertu des Alliances, comme un Membre confederé, dans les futurs Traitez de Paix, afin de lui faire obtenir pour son dedommagement tout ce qui lui avoit été promis, & de la maintenir & proteger à cet égard selon tout son pouvoir : Qu'ayant de-plus repeté la même chose dans la resolution donnée au Deputé de Magdebourg à Stralsond le 1. Decembre 1635, qui portoit, qu'au cas que l'on fit quelques difficultez par rapport aux biens donnez à la Ville, son Excellence déclaroit, que l'ajustement de ce point seroit differé jusques aux négociations pour la Paix générale, & qu'alors on le regleroit en même-tems que les autres differends. Le Magistrat supplioit le même Ambassadeur Plenipotentiaire de vouloir, en vertu du plein-pouvoir Royal, s'en ressouvenir à l'occasion des présentes négociations, afin

afin de faire comprendre spécialement, nommément & efficacement la ville de Magdebourg dant les Traitez à faire, tout comme les autres Etats & Villes Protestantes d'Allemagne, pour que suivant la résolution mentionnée, elle soit maintenue dans l'exercice de la Religion Protestante, & que tous ses Privileges, Exemptions, Immunitéz, Regales, Dignitez, Revenus & Usages, les droits d'Etape, de Navigation, de Monopole, de Garnison & de Fortification, & généralement tous les autres droits & prérogatives qui lui appartenoient comme à un Etat libre de l'Empire conformément aux fondations des Empereurs & des Rois, lui soient garantis & conservéz.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE
BOURG.

L'Administrateur de Magdebourg n'oublia rien pour contrecarrer la Ville, & fit tout son possible pour la faire échouer. Pour cet effet il fit représenter au Congrès par les Ministres de Saxe :

Opposi-
tion-

I. Que le Privilege de l'Empereur *Orhon I*, dont la Ville faisoit parade, étoit un vain Etre de raison qui n'avoit jamais existé.

II. Que ni les Archives de l'Empire, ni

III. Aucun Historien, faisoient la moindre

dre mention, que les suivans Empereurs eussent jamais confirmé à la Ville un semblable privilege.

IV. Que le Theatre de Saxe n'en parloit pas non-plus, ainsi que le Ministre de l'Archevêque de Magdebourg l'avoit solidement démontré par les cinq raisons peremptoires contenues dans un Ecrit dressé le 13. Novembre 1646.

V. Que la Ville ne sauroit prouver qu'elle eût jamais été élevée au rang des Villes libres de l'Empire, vû que les Lettres de fondation de S. M. Imperiale portoient, que la ville de Magdebourg & tous ses Citoyens devoit être incorporée à l'Archevêché avec tous ses Droits & Jurisdictions.

VI. Que la Ville étoit obligée de rendre hommage aux Archevêques, & de donner à cet égard des Renversaux sollemne's. Que par-là il étoit assez évident, que le droit de Superiorité appartenoit incontestablement à l'Archevêché, à plus forte raison, que la Ville devoit lui fournir de l'argent & des troupes; que l'Archevêché confirmoit les Ordonnances de la Ville & les Corps de métier: connoissoit de toutes les affaires matrimoniales & Consistoriales, & recevoit du Magistrat le contingent de la Ville pour les contributions de l'Empire

pire & du Cercle, qui joint au contin-
gent general de tout Archevêché, étoit
ensuite remis par l'Archevêque à l'en-
droit designé par l'Empire. Que de-
plus l'Archevêché confirmoit le Baillif
& les Echevins, rendoit la Justice au
Frohn-Gerichte, & faisoit percevoir le
Péage.

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

VII. Qu'outre tout cela la Ville ne
sauroit faire conster qu'elle eût jamais
été invitée à une Diete de l'Empire, ou
qu'elle s'y fut trouvée, & y eût joui du
droit de Voix & de Seance.

VIII. Qu'elle ne tenoit aucune terre
ni Fief immédiatement de l'Empire.

IX. Qu'elle ne sauroit pas non-plus
prétendre aucun droit de Fortification,
attendu que c'étoit diametralement op-
posé à plusieurs anciennes conventions
faites avec les Archevêques.

X. Que par consequent la demande
de la Ville pour empêcher l'Archevêché
de retablir les Fauxbourgs de Neufftadt
& de Soudenbourg, & pour obtenir à la
vieille Ville la permission d'exercer toute
sorte de Jurisdiction à un quart de
mille tout alentour, étoit très-injuste;
parcequ'on ne sauroit, sans bonne rai-
son, priver l'Archevêché de ses droits,
pour les conferer à la vieille ville de
Magdebourg.

DE L'E-
RECT. DE
BRANDE
BOURG.

XI. Qu'au reste, quand même on consentiroit que la ville de Magdebourg exerçât tous ses anciens droits Ecclesiastiques & Politiques, pour autant qu'ils n'appartenoient point à l'Archevêché, il ne s'ensuivroit pas qu'il en falloit faire expressement mention dans le Traité de Paix, vû que le Catalogue grossiroit extrêmement, si l'on y vouloit nommément spécifier tous les Etats particuliers.

Situa-
tion de
cette af-
faire.

Toutes ces représentations n'empêchèrent pourtant pas qu'on n'inserât dans le Traité de Paix le passage suivant en faveur de la ville de Magdebourg: *Civitati Magdeburgensi pristina sua libertas, & Privilegium Ottonis I. die septimo Junii anno nongentesimo quadragesimo, quod etiamsi temporum injuriâ deperditum, ad preces ejusdem humiliter porrigendas, à S. Casarea Majestate renovabitur: tum etiam Privilegium muniendi & fortificandi, ab Imperatore Ferdinando II. concessum, quod cum omnimoda Jurisdictione ad quadrantem miliaris Germanici extendatur, sicut ut reliqua illius Privilegia & jura in Ecclesiasticis & Politicis salva & inviolata maneant, cum insertâ clausulâ, quod in præjudicium Civitatis readificari non debeant suburbia, &c.*

Non

Nonobstant cela, l'Archevêché ne discontinua point d'exercer sur la ville son droit de Superiorité, sous prétexte qu'il n'avoit point consenti à ce passage du Traité; mais au contraire solennellement protesté, & qu'on n'avoit pû le dépouïller sur les faux rapports de la Ville, des Droits dont il jouïssoit depuis plusieurs siècles. La Ville en porta ses plaintes au Corps Germanique, qui prit même le 19. Mai 1654. une résolution là-dessus, par laquelle cependant l'affaire ne fut pas encore tout-à-fait ajustée. Mais le Magistrat prévoyant bien qu'il seroit à la fin contraint de plier, s'accommoda le 29. Mai 1666. avec l'Electeur de Brandebourg par rapport à l'hommage éventuel. Depuis ce tems-là il n'y a plus eu de querelles éclatantes sur ce sujet, la Ville s'étant contentée d'opposer simplement à ses Souverains le Privilege d'*Othon* & ceux des autres Empereurs, toutes les fois qu'elle avoit quelque chose à démêler avec eux, quoique ceux-ci n'y ayent pas fait beaucoup d'attention, ayant continué jusqu'à présent de la traiter comme une ville Municipale & absolument sujete.

Nous avons traité dans le Chap. VII. du II. volume de cet Ouvrage, des

DE L'E-
LECT. DE
BRANDE-
BOURG.

prétentions du Roy de Prusse sur la Souveraineté dans la Comté de Mansfeld , sur la Succession au Duché de Mecklenbourg , sur le Marquisat de la Basse Lusace , sur Oppelen & Ratibor , & enfin sur la Succession de Berg & Juliers fort au long ; ainsi on pourra consulter les susdites prétentions dans le Tome II. depuis la page 141. jusqu'à 197.

DE L'E-
LECT.
PALA-
TIN.

CHAPITRE III.

Des Interêts , prétentions & différends
de la Maison Electorale Palatine.

§. I.

Des Interêts de l'Electeur Palatin.

Interêts
de l'E-
lecteur.

LA situation des Etats de l'Electeur Palatin , étant environnez de tous côtez d'Etats de l'Empire , par conséquent amis , S. A. E. n'a guères d'interêts à démêler avec eux. On peut même dire qu'il n'a rien à en craindre , parceque ses Etats étant enclavez dans ceux des Electeurs de Mayence & de Treves , ces Princes Ecclesiastiques ne peuvent avoir que des sentimens très-pacifiques par rapport à l'Electeur , surtout depuis qu'il est

est d'une Maison Catholique Romaine. On peut presque dire la même chose des Ducs de Wirtemberg & de Lorraine dont les Etats confinent à ceux de l'Electeur vers le midi.

DE L'E-
LECT.
PALA-
TIN.

Il n'en est pas de même du voisinage de la France. L'Electeur, qui n'est pas en état de se mesurer avec cette Puissance, est obligé d'avoir pour elle de grands ménagemens ; ses peuples n'ayant pas encore oublié les tristes effets du ressentiment de cette Cour irritée. En effet l'Electeur n'ayant pour ainsi dire point de place, excepté Manheim, en état d'arrêter une Armée Françoisé, ce Prince est obligé de s'accommoder au tems, toutes les fois que la Cour de France tire l'épée contre l'Empire, pour éviter au moins la ruïne de ses Sujets. L'Electeur regnant vient de donner à ses Successeurs le modèle d'une loüable politique dans ces fâcheuses conjonctures. En même tems que comme fidelle Membre du Corps Germanique, il a livré son contingent à l'Empire, il est convenu, comme Prince Souverain, d'une neutralité avec la Cour de France, & par cet expedient satisfaisant à ses obligations envers l'Empire & envers ses Sujets, il a appris à ses Successeurs le moyen de se tirer d'un labyrinthe aussi embarrassant, lorsque le malheur

Avec la
France.

DE L'E- voudra que l'Empire & la France en
LECT. viennent aux mains.
PALA-
TIN.

Avec l'E- L'Electeur, en qualité d'héritier de la
lect. de Maison de Cleves, a des interêts impor-
Brandebourg. tants à menager avec l'Electeur de Bran-
debourg cohéritier de la même Succes-
sion. On fait les grands démêlez qu'elle
a excitez dans l'Empire (a), où elle a
même allumé une Guerre qui a manqué
d'enflammer toute l'Europe par les diver-
ses relations que les Puissances avoient
avec la Maison Palatine, avec celle de
Brandebourg, avec celle de Saxe & avec
l'Empereur. Ce Procès qui a donné lieu
à un volume de Traitez & Conventions,
(*) est prêt à se renouveler par la situa-
tion

(a) Voyez mon Recueil d'Actes, Négociations,
&c. T. 7. p. 294.

(*) 1. Le Traité d'Elzingue entre les Ducs de
Neubourg & de Deux-Ponts pour joindre
leurs Interêts. *Hist. des Traitez de Paix*. T. 2.
L. 8. c. 6. §. 1. p. 486.

2. Traité de la Haye entre l'Electeur de Brande-
bourg, Sigismond Marggrave de Brandebourg,
l'Electeur Palatin & les Etats Generaux pour
la Conservation des Droits de ces Princes.
1605. Dans le *Corps Diplom.* T. V. P. 2. p. 52.

3. Traité de Dortmund entre l'Electeur de Bran-
debourg & le Duc de Neubourg pour adminis-
trer conjointement les Etats de la Succession.
1609. Dans le *Corps Diplom.* c. 1. p. 103. *Hist.*
des Traitez, c. 1. §. p.

4. Traité de Duysbourg entre les mêmes pour la
conservation de la Religion dominante. 1609.
Hist. des Traitez, c. 1. §. 3. p. 488.

tion où se trouve la branche de Neubourg qui regne à présent dans le Palatinat.

H 6

nat.

DE L'E-
LECT.
PALA-
TIN.

5. Actes donnez à Hall par ces deux Princes à la Duchesse de Deux-Ponts pour la Conservation de ces Droits. 1610. *Dans le Corps Dipl. c. l. p. 124. Hist. des Traitez, c. l. §. 4. p. 488.*
6. Traité de Hall entre les mêmes Princes pour convenir d'Arbitres 1610. *Corps Dipl. c. l. p. 121. Hist. des Traitez, c. l. §. 489.*
7. Articles accordez au Gouverneur, Capitaines, Officiers, Magistrats, Bourgeois, Habitans & Soldats de la Ville de Juliers par le Princes de Brandebourg, Palatin, &c. 1610. *Corps Dipl. c. l. p. 153.*
8. Conférence de Cologne sur les prétentions à cette Succession. *Histoire des Traitez, T. 2. Liv. 8. Chap. 6. §. 6. p. 490.*
9. Traité de Jurerbock entre les Electeurs de Saxe & de Brandebourg, & le Palatin de Neubourg 1611. *Corps Dipl. cit. loc. pag. 160. Hist. des Traitez, c. l. §. 7. p. 492.*
10. Traité de Santen entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg, pour le Gouvernement provisionel, &c. 1614. *Corps Dipl. c. l. p. 259. Hist. des Traitez, c. l. §. 8. p. 493.*
11. Traité entre le Marggrave de Burgaw & le Duc de Neubourg pour ceder au dernier les Droits de la France du premier. 1522. *Hist. des Traitez, c. l. §. 9. p. 495.*
12. I. Traité de Dusseldorp entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg pour un partage provisionel. 1624. *Dans le Corps Dipl. c. l. p. 446. Hist. des Traitez, c. l. §. 10. p. 495.*
13. II. Traité de Dusseldorp pour le même sujet. 1629. *ibid. c. l. p. 569. Hist. des Traitez, c. l. §. 11. p. 496.*
14. Traité de la Haye entre le Duc de Neubourg & les Etats Généraux, pour faire ceder au Duc la moitié du Comté de Ravensberg. 1630. *ibid. c. l. p. 612. Hist. des Traitez, c. l. §. 12. p. 497.*

nat. L'Electeur n'ayant point d'héritier mâle, le Roy de Prusse prétend que la portion, que la Maison de Neubourg a eüe dans le partage de cette Succession, doit retourner à sa Maison, & ainsi en exclure non seulement les enfans de la fille

15. III. Traité de Dusseldorp entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg, pour terminer leurs différends. *Corps Diplom. T. VI. Parr. 1. pag. 386. Hist. des Traitez, c. l. §. 13. p. 498.*
16. Traité de Westphalie 1648. *Arr. IV. §. 42. Tom. VIII. des Interets, Preuve [EEEE] p. 248. Hist. des Traitez, c. l. §. 14. p. 499.*
17. Traité entre l'Electeur de Brandebourg & le Duc de Neubourg du 9. Août 1651. pour régler provisionnellement les affaires de Religion, &c. *Hist. des Traitez, c. l. §. 15. p. 500.*
18. I. Traité de Cleves entre les mêmes, 1657. *Corps Dipl. T. VI. p. 11. p. 22. Hist. des Traitez, c. l. §. 16. p. 500.*
19. Traité entre les mêmes par rapport aux Cath. Rom. de ces Etats, 1662. *Hist. des Traitez, c. l. §. 17. p. 501.*
20. Traité de Dorsten entre les mêmes, 1665. par rapport à l'exercice de la Religion. *Hist. des Traitez, c. l. §. 18. p. 501.*
21. II. Traité de Cleves entre les mêmes pour un partage définitif, 1666. *Corps Dipl. T. VI. P. III. p. 117. Hist. des Traitez, c. l. §. 19. pag. 502.*
22. Traité de Cologne sur la Sprée au sujet des Eglises du Duché de Cleves. 1672. *Corps Dipl. T. VIII. P. 1. p. 171. Hist. des Traitez, c. l. §. 20. p. 503.*
23. Traité de Dusseldorp, 1673. *Corps Dipl. c. l. pag. 237. Hist. des Traitez, c. l. §. 21. pag. 503.*

ran- DE L'E-
nd, LECT.
ppe- PALA-
s & TIN.

Duc
cet-
apa-
ppe-
yeul
iné:
cet-

Ma-
oire,
des
qui
nt à
ir la
Suc-
seul
orat.
ora-
nte-
l'in-
ntes
égo-

eu de
, née
, avec
, son
ité 3,

DE L'E- nat.
LECT. mâle
PALA- porti
TIN. a euë
doit
exclu

15.

Bi

te

Pe

4.

16.

T

H

17.

D

gl

gi

18.

C

c.

19.

C

te

20.

pe

de

21.

tu

P.

5.

22.

F

T.

5.

23.

pe

5.

filles (b) de l'Electeur; mais aussi la branche Palatine de *Sultzbach* qui descend, ainsi que l'Electeur regnant, de *Philippe-Louis* Prince Palatin de deux-Fonts & d'*Anne*, seconde fille de *Guillaume*, Duc de Cleves, puisque *Auguste* Chef de cette branche, qui eut *Sultzbach* pour apanage, étoit second fils de *Philippe-Louis*, dont *Wolfgang-Guillaume* ayeul de l'Electeur regnant, étoit le fils aîné: on peut voir cette descendance dans cette Table généalogique. (****)

DE L'E-
LECT.
PALA-
TIN.

La vaste étendue des Etats que Sa Majesté Prussienne possède dans l'Empire, ne peut manquer d'exciter la jalousie des autres Princes & Etats de l'Empire, qui ne voyent que *lippiis oculis*, qu'ils sont à la veille d'être augmentez encore par la réunion de toutes les parties de la Succession de Cleves, qui comprend seul assez de Pais pour former un Electorat. Cette jalousie ne peut être que favorable à la Maison Palatine, dont les intérêts à cet égard ont déjà eu tant d'influence sur les grandes & importantes négoc-

(b) *Elizabethe-Auguste* que l'Electeur avoit eu de sa premiere épouse, *Louisa-Charlotte Razivil*, née le 17. Mars 1693. mariée le 2 Juin 1717. avec *Joséph-Charles* Prince héréditaire de *Sultzbach*, son Cousin, morte le 30. Janv. 1728. elle en a laissé 3, filles, voyez la Table Geneal. ci-dessous.

DE L'E-
LECT.
PALA-
TIN.

négociations qui ont occupé l'Europe & surtout l'Empire depuis le mois d'Octobre 1731. que l'Empereur demanda la garantie de l'Empire touchant l'ordre de Succession qu'il a établi dans sa Maison Archiducal par sa *Pragmatique-Sanction* de l'an 1713. Les Interêts de la France, de la Cour de Baviere & de celle de Saxe se trouvant opposez à cette loy, on a fait joüir tous les ressorts de la politique de part & d'autre, contre & pour cette garantie. Il n'y a rien que la Maison d'Autriche n'ait promis pour parvenir à son but. La grande & premiere regle de la politique est *occasione uti* ; la Cour de Berlin ne l'oublia pas; l'Electeur Palatin contremena de son côté autant qu'il fut possible ; la Cour de Saxe se joignit à S. A. E. celle de Baviere lui promit son concours, pour l'engager à prendre son parti contre la *Pragmatique-Sanction*. La guerre prête à s'allumer entre le Roy de France & l'Empereur, Sa Majesté Très-Chrétienne tantôt tout pour se faire des amis dans l'Empire ; on-y sentit bien que si la Couronne de Pologne passoit pour le prétexte de la guerre, ce n'étoit qu'une foible étincelle qui partoît d'un plus grand brasier ; chacun caressa le Roy de Prusse qui ayant 90. mille hommes sur pied, pou-
voit

voit être d'un grand poids pour le parti qu'il favoriseroit. Que ne promit pas alors le Comte de Seckendorf de la part de l'Empereur ? Que ne promit pas le Marquis de la Chetardie de la part de la France ? Cette Couronne faisoit aussi les mêmes promesses à Manheim, afin d'engager d'un côté le Roy *Auguste III*, & de l'autre, l'Electeur Palatin à une neutralité utile aux vûës de la France. Quoiqu'il en soit, ce qui s'est passé depuis 1731. suffit pour faire comprendre à la Cour Palatine qu'elle trouvera plus d'un Etat qui appuyera ses interêts par rapport à ce démêlé, & l'on peut mettre de ce nombre la France, la Saxe, la Baviere ; peut-être même Hanovre, sans compter le Corps Catholique Romain de la Diète, & peut-être même la Cour Imperiale, chacun par des vûës particulieres, & qui peut-être se croisent, mais dont la Cour Palatine doit profiter.

§. 2.

*Des Droits de la Maison Palatine sur
toute la Baviere.*

SI la Maison de Baviere venoit à s'éteindre, les Princes Palatins seroient autorisez pour la succession, non seulement par le Droit de Consanguinité &

DE L'E-
LECT.
PALATIN

& de parentage , parce que ces deux Maisons reconnoissent une même origine , *Rodolphe & Louïs* fils de *Louïs le Sévere* ayant formé les deux branches (a) ; mais ils le seroient aussi en vertu du droit de confraternité qui subsiste , à ce qu'on prétend , entre les deux Maisons (b) , tant pour les Etats que pour la Dignité Electorale. C'est à ce titre que l'Electeur Palatin reçoit de l'Empereur l'investiture éventuelle de la Baviere. Je ne déciderai point , si dans le cas mentionné , les Comtes de *Wartenberg* ne pourroient pas prétendre la préférence. Il est vrai que *Guillaume* Duc de Baviere , a promis par le Contract de Mariage qu'il fit avec la mere de ces Comtes qui descendent directement de lui , le droit de succession éventuelle , au cas que la posterité mâle dudit Duc *Guillaume* vînt à manquer. Il n'est pas moins vrai que l'Empereur *Rodolphe II.* nonobstant l'inégalité des conditions , a confirmé le susdit contract le 16. Fevrier 1589. mais il est à préfu-

(a) Marq. Freher. in *Lit. Respons. de Elect. S. R. J. Comitativa Palat. Rhen. Annex ad Christ. Gervold. Obrecht, ad Monxamb. Exercit. 2. c. 2. §. 5. p. 33. Bodin, de Rep. L. 1. c. 2. p. 20.*

(b) *Bilderbeck Teurſchen Reichs-Staat, Part. IV. c. 41. §. 5.*

présumer que la Maison Palatine s'op-
poseroit vivement à cette prétention ,
vu que ce n'est pas la posterité de *Fer-*
dinand , mais les enfans & tous les Des-
cendans du Duc *Maximilien* (*c*) qu'on
a désignez par le Traité d'Osnabrug (*d*).

DE L'E-
LECT.
PALATIN

§. 3.

De la Prétention de la Maison Electorale Palatine sur le Haut-Palatinat.

LEs Historiens ne s'accordent pas
sur la maniere dont la Maison Pa-
latine a fait l'acquisition du Haut-Pa-
latinat (*e*). Quoiqu'il en soit , ce qu'il
y a de bien certain , c'est qu'elle en a
été pendant long-tems en possession.
Frederic Electeur Palatin ayant été dé-
pouillé au siècle passé de tous ses Etats
pour avoir accepté la Couronne de Bo-
heme , ce Prince perdit aussi le Haut-
Palatinat qui fut conféré par l'Empe-
reur en 1628. avec la Dignité Electro-
rale à Maximilien Duc de Baviere. Ce-
lui-

(*c*) *Europ. Herald. Part. I. p. 228.*

(*d*) *Art. 4. §. 3.*

(*e*) On peut voir ces differens sentimens dans
Burgoldenf. ad Instr. Pacis, Part. I. Disc. 25. Memb.
4. §. 10. & dans Giovan. German. Prin. L. 3. c. 2.
pag. 40.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

lui-ci remit en échange à l'Empereur une grosse dette de huit à neuf millions d'Ecus, qu'il lui avoit avancez pendant ces troubles, & pour laquelle somme la Haute-Autriche lui avoit été hypothéquée (f). Tout cela fut confirmé par la paix de Westphalie (g), avec cette clause néanmoins, qu'au défaut de la posterité mâle de *Guillaume* de Baviere, le Haut Palatinat retourneroit à la Maison Palatine (h).

Les choses demeurèrent en cet état jusques en 1707. que *Maximilien-Emanuel* Electeur de Baviere fut mis par l'Empereur au Ban de l'Empire. L'Electeur Palatin se prévalut de cette occasion pour faire revivre sa prétention sur le Haut-Palatinat, représentant, que par cette publication du Ban, les Fiefs de Baviere n'étoient pas moins vacans que si la posterité de *Guillaume* étoit effectivement éteinte S. M. Imperiale trouva d'abord quelque difficulté à y consentir, ayant dessein d'incorporer la Haut-Palatinat à la Couronne de Boheme, sous prétexte qu'il

y

(f) *Wicquefort Tr. de l'Ambassad. Part. II. c. 13. pag. 209.*

(g) *Art. IV. §. 3. & 4. Tom. VIII. des Interets presens, Preuve [EEEE.] pag. 228.*

(h) *Art. IV. §. 7. c. 1. p. 229.*

y avoit appartenu autrefois; mais à la fin elle en accorda l'investiture à l'Electeur Palatin tant pour lui, que pour ses freres (i).

DE L'E-
LECT.
PALATIN

§. 4.

De la Prétention de la Maison Palatine sur les Villes & Bourgs () de Lauff, Altdorff, Herspruck, Velden, Stierberg, Petzenstein, &c.*

LA Ville de Nurenberg prétend que la propriété de ces Villes & Bourgs, excepté Altdorff, appartient à la Couronne de Boheme, & que l'Empereur *Charles VI.* comme Roi de Boheme, les donna aux Ducs de Baviere en guise d'hypothèque, à condition néanmoins qu'il pourroit les dégager dans la suite. Le Duc *George* étant mort en 1503. à Ingolstadt, il s'éleva de grands différends & même une guerre ouverte pour la succession, entre ses cousins les Ducs *Albert* & *Wolfgang* de Baviere, & son gendre *Robert* Comte Palatin du Rhin, fils puîné de *Philippe* Electeur Palatin.

Robert

(i) Fabri, *Staats-Cantzley*, *Part. XIII.* c. 10. pag. 439.

(*) Ces Endroits sont dans le Cercle de Franconie à l'Orient de Nurenberg, & constituent à présent une bonne partie de son Territoire.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Robert ayant refusé de se contenter de ce que l'Empereur *Maximilien I.* lui avoit juridiquement adjugé en 1504. à Augsbourg, fut mis au Ban de l'Empire avec son pere l'Electeur *Philippe*, & avec tous ses adhérens. L'exécution en fut conférée entr'autres à la ville de Nurenberg, qui s'empara là-dessus des endroits susmentionnez & de plusieurs autres, & disposa le susdit Empereur à les lui céder en propriété en 1505. pour la dédommager des frais qu'elle avoit faits à cette occasion. Les deux Comtes Palatins *Louïs & Frédéric*, freres de *Robert*, ayant été rétablis dans leurs droits en 1515. la possession de ces endroits fut confirmée à la ville de Nurenberg. Mais comme, nonobstant cela, ces deux freres formerent peu-après des prétentions sur les endroits cédés à la ville de Nurenberg, on signa en 1521. une convention entre les Comtes Palatins & la Ville, par laquelle les endroits en question de même que les Droits sur Grundsberg, & ceux de protection & d'Avocatie du Couvent d'Engelthal furent cédés à la ville de Nurenberg pour une somme considérable (a) qu'elle devoit

(a) H. T. Leodius *de Vita & Gestis Frederic II Elect. Palat. L. 5. pag. 84.* dit que c'étoit 32000. florins.

devoit payer aux Comtes Palatins, qui se réservèrent en même tems la préférence, au cas que jamais le Magistrat voulût revendre un ou plusieurs des biens mentionnez. Les Comtes Palatins ratifierent & confirmerent tout ceci en 1525. tant pour eux que pour leurs freres, & leurs héritiers, successeurs & descendans, renonçant en même tems à tous leurs droits là-dessus. Et comme c'étoit des Fiefs de Boheme, la Ville pour mieux s'en assurer, en demanda & obtint l'investiture de *Ladislav* Roi de Boheme.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Tout demeura dans cet état jusques en 1580. que le Comte Palatin *Jean-Casimir*, en qualité de Tuteur de son Neveu *Frederic IV.* forma de nouvelles prétentions sur ces endroits, alleguant pour cet effet les argumens suivans (b):

Raison
de l'E-
lect. Pa-
latin.

I. Que par la publication du Ban contre le Comte Palatin *Robert* son pere & son frere, on n'avoit pû préjudicier aux autres parens, qui n'avoient point eu de part à leur crime.

II. Que les susdites Villes & Bourgs avoient été incorporées à l'Electorat Pala-

(b) Ce qu'on a dit jusques ici est tiré de *Limnæus Tom. IV. Addit. ad L. 7. Jur. Publ. c. 35. pag. 268.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Palatin, ou du moins y avoient appartenu comme d'anciens Fiefs qu'aucun Comte Palatin n'avoit été autorisé d'aliéner, vû que dans le partage hereditaire fait en 1410. entre *Louis*, *Jean*, *Etienne* & *Othon*, tous quatres fils de l'Empereur *Robert*, ces endroits avoient été mis au nombre des biens appartenans à l'Electorat.

La ville de Nurenberg de son côté tâcha de prouver son droit à la Chambre Imperiale de Spire par une déduction fort ample, dans laquelle elle fit principalement valoir les raisons suivantes. (c)

Réponse
de la vil-
le de Nu-
renberg.

I. Quel'Empereur *Maximilien I.* avoit donné de son propre mouvement au Magistrat de Nurenberg, la propriété des Bourgs conquis sur le Comte Palatin, *Philippe*, pour le dédommager, tant des pertes que ce Prince avoit causé à la Ville, que des frais faits pour la guerre. Qu'en même tems Sa Majesté Imperiale s'étoit engagée, que quand même le Comte Palatin *Philippe*, ses héritiers ou descendans obtiendroient un jour leur pardon & seroient rétablis dans leurs Etats, on en excepteroit les endroits mentionnez.

II.

(c) Limnz. d. l. p. 268. & seq.

II. Que d'ailleurs les Loix portoient expressement, *quod restituo Banniti ex gratiâ factâ, non porrigatur ad bona alienata; & quod in bello per Imperatorem legitimè indicto, ab hostibus capta, fiant occupantis.*

III. Que lorsqu'en 1515. l'Empereur Maximilien I. avoit de nouveau investi, par pure grace, les deux freres Louis & Frederic Comtes Palatins, Sa Majesté avoit fait connoître au Magistrat par écrit, qu'elle ne permettroit pas qu'on entreprît rien au préjudice des Patentes que la Ville avoit obtenuës concernant la propriété des Bourgs conquis durant la guerre de Baviere.

IV. Que par la convention faite en 1521. & renouvelée en 1525. les susdits Comtes Palatins avoient pour une somme considérable payée par le Magistrat, renoncé de la maniere le plus solennelle, tant pour eux que pour leurs successeurs à toute prétention sur les Bourgs mentionnez.

V. Que ces endroits étant des Fiefs de Boheme, la ville de Nurenberg en avoit reçu l'investiture du Roi Ladislas & de tous les Rois de Boheme ses successeurs, & qu'en qualité de féudataire de la Couronne elle avoit effectivement rendu en plusieurs occasions les services
auf-

auxquels elle étoit obligée par rapport aux susdits Fiefs.

VI. Que quoique les Comtes Palatins n'ignorassent point que la ville de Nurenberg tenoit les Villes & Bourgs en question comme Fiefs de la Couronne de Boheme, ils ne s'y étoient jamais opposés; & qu'ainsi y ayant tacitement consenti, & souffert sans murmure ces investitures souvent réitérées, ils avoient par-là même perdu leur droit, supposé qu'ils eussent pû former encore quelque prétention là-dessus.

VII. Qu'on avoit fait depuis diverses conventions entre les Comtes Palatins & la ville de Nurenberg, comme en 1523. 1525. 1529. 1532. & 1542. par lesquelles on avoit reglé plusieurs choses concernant les endroits mentionnez: Ensorte que les Comtes Palatins avoient reconnu par-là le Magistrat comme légitime possesseur.

VIII. Que les susdites conventions avoient toujours été observées; ce qui marquoit incontestablement leur ratification: Et que toutes les fois qu'il étoit survenu des differends, les Comtes Palatins aussi-bien que la Ville les avoient allegué comme la regle de leurs disputes.

IX. Que le Magistrat de Nurenberg
avoit

avoit été généralement reconnu par l'Empereur, le Roi de Bohême, les Electeurs & Princes de l'Empire & par la Maison Palatine même, comme Seigneur légitime des susdits endroits, & avoit en cette qualité fourni aux Taxes pour la guerre d'Hongrie, aux contributions, & autres charges de cette nature.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

X. Que la Ville exerçoit le droit de sauf-conduit dans les Bourgs en question.

XI. Que vû l'accroissement du territoire de la Ville par l'accession de ces Châteaux, Villes & Bourgs, le contingent du Magistrat pour les Contributions de l'Empire & pour l'entretien de la Chambre Imperiale, avoit été notablement augmenté dans la Matricule de l'Empire. Tellement qu'au lieu de ce qu'elle fournissoit auparavant, elle se trouvoit à présent taxée à 40. Cavaliers & 200. Fantassins. Que ce réhaussement de la Matricule s'étoit fait du consentement de tous les Etats, & par conséquent aussi de celui de l'Electeur & des autres Princes Palatins; desorte que par-là, comme par un Decret public de l'Empire, les Comtes Palatins se trouvoient à jamais privez de tout droit & prétention à cet égard.

XII. Qu'on n'accusoit pas juste. en disant, que ces Villes & Bourgs étoient des anciens Fiefs patrimoniaux de la Maison Palatine, qu'aucun Comte Palatin n'avoit été autorisé d'aliéner, vû qu'anciennement Altdorff avoit appartenu aux Comtes de Nassau, ensuite aux Bourggraves de Nurenberg, & enfin à un Duc de Pomeranie, qui l'avoit vendu en 1393. au Comte Palatin *Robert*. Que quant à la petite ville de Lauff, les Bourggraves de Nurenberg l'avoient venduë, en se reservant néanmoins le droit de rachat, &c. & que les autres Comtes Palatins n'avoient jamais trouvé à redire à cette alienation. Que parmi les autres Villes qu'on prétendoit appartenir au Palatinat, il n'étoit point fait mention des Châteaux & Villes de Velden, Stierberg, Petzenstein & Lauff. Que d'ailleurs les endroits en question & plusieurs autres situez dans le Haut-Palatinat, étoient des Fiefs de Boheme, & qu'il n'étoit pas apparent qu'un Electeur relevât de son Collegue, ainsi qu'étoit la Couronne de Boheme, pour quelque partie intégrante de son Electorat.

XIII. Que le Prince *Jean-Casimir* & son pupille, étoient, soit médiatement ou immédiatement, héritiers & successeurs

seurs universels de tous les Comtes Palatins susmentionnez ; sçavoir de l'Electeur *Philippe*, de son fils *Robert* & de son neveu *Othon-Henri*, comme aussi des deux freres de *Philippe*, *Louis* & *Frederic* ; (parce que celui à qui tous les biens de quelqu'un reviennent, doit être censé son héritier) & que par conséquent ils n'étoient pas en droit de combattre les conventions faites par leurs prédecesseurs.

XIV. Que depuis la conquête des susdits endroits, il s'étoit déjà passé 85. ans, & que pendant cet intervalle la ville de Nurenberg avoit constamment possédé tous les biens spécifiés de bonne foi, à juste titre & par des raisons très-légitimes, & en avoit jouï sans interruption comme d'un bien dont la propriété paroïssoit ne pouvoir lui être contestée, &c.

Je n'ai trouvé nulle part ce qui s'est ultérieurement passé dans cette affaire. Il est certain cependant que la ville de Nurenberg se trouve encore en possession des endroits mentionnez.

*Des Différends de la Maison Palatine
avec le Prélat de Kayfersheim, tou-
chant la Superiorité Territoriale & le
droit de protection héréditaire.*

LE Couvent de Kayfersheim est si-
tué dans le Duché de Neubourg
près de Donawerth. C'est depuis long-
tems que les Ducs de Neubourg & l'Ab-
bé s'en sont disputé la Jurisdiction ter-
ritoriale & le droit de protection hé-
réditaire. En 1609. & 1610. les deux
parties exposèrent leurs droits par des
écrits publics (a).

Raisons
de l'Ab-
baye.

On allegua de la part de l'Abbaïe :
I. Que depuis un tems immémorial
elle avoit toujours été sous la protec-
tion immédiate des Papes & des Em-
pereurs Romains, ainsi qu'on en pou-
voit encore produire une Bulle de pro-
tection

(a) En 1609. la Cour Palatine fit imprimer une
Deduction sous le titre de *Summarischer Bericht von
des Fürstlichen Pfaltz, Graßlichen Klosters Kayfersheim
Subjection*, &c. à laquelle ce Cloître opposa en
1610. une Reponse sous le titre de *Kayfersheimische
Confutation*, &c. on les trouve dans Lunig, R. A.
Spicil. Eccles. T. III. p. 326.

tection (b) du Pape *Lucius III.* de l'année 1184. de même que les Protectoires (c) des Empereurs *Frederic II.* de 1217. *Rodolphe d'Habsbourg* (d) de 1274. & *Charles V.* de 1545. (e).

II. Que l'Abbaïe avoit obtenu des Embereurs divers privileges, qui de tems en tems lui avoient été immédiatement confirmez : ce qu'on pouvoit prouver par les Lettres confirmatoires des Empereurs *Loüis de Baviere*, *Charles IV.* & *Sigismond*, aussi-bien que par celles du Pape *Urbain VIII.*

III. Que quoique les Comtes Palatins du Rhin & les Ducs de Baviere se fussent arrogé de tems en tems quelques droits sur l'Abbaïe, celle-ci s'étoit néanmoins, malgré ces oppressions, constamment maintenüe dans son immédiateté, & avoit même obtenu du Concile de Constance une Sentence (f) datée du 25. Septembre 1417. par laquelle il étoit enjoint à *Loüis* Duc de Baviere de ne plus empiéter sur les droits & libertez de l'Abbaïe de *Keyfersheim.*

IV. Que les Ducs de Baviere *Loüis*

I 3 le

(b) Lunig, R. A. *Spicil. Eccl. T. II.* p. 326.

(c) *Ibid. c. l.* p. 328.

(d) *Ibid. c. l.* p. 329.

(e) *Ibid. c. l.* p. 818.

(f) *Ibid. c. l.* p. 335.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

le Vieux & le jeune avoient approuvé cette décision, & s'y étoient soumis, témoins un Acte exprès (g) passé à ce sujet.

V. Que depuis ce tems-là les Ducs de Baviere avoient un peu relâché de leurs prétentions sur l'Abbaïe & s'étoient contentez de la simple protection. Qu'ils avoient obtenu ce droit en 1452. du Marggrave *Albert* de Brandebourg, à qui l'Empereur *Sigismond* l'avoit conféré en 1441. & qu'ils auroient pû se passer de cette cession, si le droit de protection leur eût déjà appartenu en qualité de Seigneurs territoriaux.

VI. Que les Comtes Palatins & les Ducs de Baviere s'étant prévalu de ce droit nouvellement acquis, pour s'emparer par des conventions & des renverfaux extorquez de plusieurs droits au préjudice de l'Empire & de l'immédiateté de l'Abbaïe; l'Empereur *Charles V.* avoit expressément cassé & aboli (h) toutes ces conventions & tous ces renverfaux, & maintenu efficacement la liberté & les prérogatives de l'Abbaïe.

VII. Qu'elle même les avoit soigneusement conservées, & se trouvoit encore

(g) *Ibid. c. l. p. 336.*

(h) *Ibid. c. l. p. 818, 822.*

re actuellement en possession des droits de Souveraineté.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Du côté de la Maison Palatine on a fait valoir :

I. Que les anciens Comtes de Lechs-Gemunde & Greifsbach avoient fondé & doté cette Abbaïe , & que les Ducs de Baviere & les Comtes Palatins , du Rhin , comme Ducs de Neubourg leur avoient succédé.

Raisons
de la
Cour Pa-
latine.

II. Qu'il étoit notoirement juste , qu'un Fondateur demeurât toujours Seigneur territorial de la nouvelle fondation , à moins qu'il ne renonçât expressément à son droit ; & qu'on ne concevoit point les raisons qui en pourroient priver les Comtes de Greifsbach.

III. Que ceci étoit d'autant moins douteux , qu'on avoit encore entre les mains plusieurs preuves qui faisoient conster la Jurisdiction exercées par les Comtes. Qu'entr'autres *Bertholde* Comte de Lechs-Gemunde avoit accordé un privilege à l'Abbaïe , & que *Bertholde* Comte de Greifsbach lui avoit donné des lettres de protection & de franchise.

IV. Que les Comtes Palatins & les Ducs de Baviere voulant marcher sur leurs traces , avoient confirmé à diverses fois tous les privileges & immunitiez de

DE L'E-
LECT.
PALATIN

l'Abbaïe, & que les Abbez se feroient bien gardez d'accepter cette confirmation des Comtes Palatins, s'ils avoient pû se vanter de quelque immédieté. Que ce qu'on vient de dire pouvoit être prouvé par les Actes confirmatoires accordés à l'Abbaïe de Keyfersheim par les Comtes Palatins *Etienne* en 1349. *Etienne & Frederic* en 1372. *Jean* en 1377. & *Etienne* en 1393.

V. Que ce qui donnoit le plus d'avantage aux Comtes Palatins, étoit qu'en vertu de leur Souveraineté ils avoient effectivement levé des Contributions sur les biens de l'Abbaïe, & que cette prérogative leur étoit même assurée par des conventions; vû que suivant le système des Jurisconsultes, cette régale seule étoit en elle-même un argument très-fort pour la supériorité territoriale.

Voici ce qu'on opposa aux motifs de l'Abbaïe :

Reponse
aux rai-
sons de
l'Abbaïe

Au I. Que la protection immédiate de l'Empire & des Papes ne constituoit point l'immédieté, étant notoire que plusieurs Abbaïes & Monasteres dont la médieté étoit incontestable, en avoient été gratifiez.

Au II. Que de même beaucoup de Villes municipales avoient obtenu des Empe-

Empereurs divers privileges.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au III. Que par la Sentence renduë à Constance , les Comtes Palatins & Ducs n'avoient pas été privez de la Souveraineté de l'Abbaïe ; mais qu'il leur étoit seulement enjoint par-là , de laisser jouïr l'Abbaïe des privileges accordez par les Empereurs & les Comtes Palatins.

Au IV. Que pour cette raison ils avoient fort bien pû se soumettre à la Sentence mentionnée , sans déroger à leur superiorité territoriale.

Au V. Qu'il n'étoit point extraordinaire qu'un Seigneur étranger obtînt la protection d'un Monastere médiat , & que , pour prévenir tout inconvenient , le Seigneur naturel l'achetât de lui.

Au VI. Que nonobstant l'adresse dont les Abbez s'étoient servis pour arracher à l'Empereur *Charles V.* par subreption les cassations mentionnées , dans le dessein de préjudicier par-là à la Maison Palatine : Ils n'avoient pas tardé à reconnoître l'injustice de ce procédé , ayant déclaré peu de tems après , qu'ils regardoient la Régence Palatine de Neubourg comme préposée & établie sur eux par leur Souverain légitime (i).

I 5

Ce

(i) *Ibid. c. l. p. 821. & 1555.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Ce differend fut à la fin terminé en 1656. par une convention (k) aux conditions suivantes :

I. S. A. E. renonce pour elle , & pour ses héritiers & successeurs , à la prétenduë protection hereditaire , Jurisdiction & avocation , avec tous les droits qui en dépendent , & permet dès à présent à perpétuité , que le Prélat , le Supérieur & le Chapitre aient la liberté & le pouvoir de choisir à leur gré , tel arrière-protecteur qu'il leur plaira , cela devant dépendre absolument de la volonté & de la disposition de l'Abbaïe. Par où la susdite protection & avocation hereditaire ont été entièrement éteintes.

II. S. A. S. reconnoit tant pour elle , que pour ses Héritiers & Successeurs , Ducs de Neubourg & possesseurs de la Comté de Graispach , dès à présent & à perpétuité , le Prélat , Supérieur & Chapitre de Keyfersheim , comme un Etat immédiat du St Empire Romain , non seulement dans l'enceinte de l'Abbaïe même , mais aussi dans le District désigné dans la Carte & dans la description des Limires jointes à la Transaction , que S. A. S. a fait faire exprès , & qui a été

(k) *Ibid.* c. l. p. 342.

été approuvée de part & d'autre : Aiant accordé & cédé ledit district au Prélat, Supérieur & Chapitre, avec toute son Immédiateté, Haute & Basse Justice, Droit de Convoi, & autres Prérogatives & Jurisdiction territoriales, Droit de Chasse, Régales, Privilèges & Immunité, de la même manière que cela auroit pu ou dû appartenir à S. A. S. ou à ses Héritiers & Successeurs, sans aucune exception ni réserve.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

§. 6.

Du Différend de la Maison Palatine avec l'Evêché de Spire, touchant le Droit de Convoi dans ledit Evêché.

LA Maison Palatine & l'Evêché de Spire ont long-tems disputé sur le Droit de Convoi dans ledit Evêché, & dans la Prévôté immédiate de Weissenbourg.

L'Electeur Palatin se fonde (a) :

Raisons
de l'E-
lecteur.

I. Sur quelques Conventions faites en 1491, 1521. & 1607.

II. Sur une longue possession dont la Maison Palatine a joui depuis l'Electeur *Philippe*.

I 6

III.

(a) Sprenger, *Luccerna Sac. Imper.* p. 1515.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

III. Sur les Régistres publics.

IV. Sur une lettre de l'Evêque *Everhard*, datée du 24. Octobre 1508, qui contient, dit-on, un aveu formel que ce Droit appartient à l'Electeur.

Reponse
de l'E-
vêque.

L'Evêché de Spire y objecte :

I. Que le Droit de Convoi est inséparable du Territoire, principalement d'un tel auquel la Souveraineté est attachée; & que personne ne pouvoit douter que l'Evêque de Spire ne fût Seigneur territorial & Souverain de l'Evêché.

II. Que les aliénations faites par les Evêques précédens n'étoient d'aucune valeur n'ayant point été approuvées par le Chapitre, ni confirmées par les Papes.

III. Que l'aveu particulier de l'Evêque *Everhard* ne pouvoit déroger aux Droits de l'Evêché.

La contestation survenue au sujet du Droit de Chasse a fait revivre le différend en question : Mais on le termina préliminairement le 31. Octobre 1665. par la Convention d'Oppenheim (b), & le parfait Ajustement suivit en 1667. par la fameuse Sentence rendue à Heilbron (c). Il survint cependant dans la suite de

(b) Lunig, *R. A. Parc. Spec. sous Mayence* p. 406.

(c) *Ibid.* c. l. p. 424.

de nouvelles Disputes à cet égard , qui furent réglées en 1709. par une Tran-
saction (d) générale de la maniere sui-
vante :

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» Concernant le Droit de Convoi ,
» nous *Jean-Guillaume* Electeur , y re-
» nonçons parfaitement pour nous , nos
» Héritiers & Successeurs , de même qu'à
» toutes ses Dépendances dans la partie
» ultérieure de l'Evêché de Spire , c'est-
» à-dire du côté des montagnes & de la
» Ville de Spire , aussi-bien que dans tous
» les endroits appartenans à la Cathédra-
» le ou aux Chapitres subordonnez , com-
» me étant parties intégrantes & incor-
» porées de l'Evêché , excepté néanmoins ,
» & en nous réservant expressement le
» Convoi pour les Foires & celui des
» Juifs : Celui-ci ne devant s'étendre
» qu'au nommè *Taschen-Glait* , & l'au-
» tre , aux Foires ordinaires de Francfort ,
» Strasbourg & Spire , & au cas qu'on
» en établît un à Landau , pour être
» exercé sur les grands chemins expres-
» sément spécifiez pour cet effet. Au reste
» ce qui est dit touchant l'exercice du
» Droit de Convoi pour l'avenir , doit
» s'entendre tellement , que les Officiers
» de l'Evêché de Spire l'exerceront quasi
» con-

(d) Lunig , *Spicil. Eccles. T. II. p. 850.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» conjointement avec les nôtres dans le
 » Territoire de l'Evêché , & dans les
 » endroits que nous venons de lui ce-
 » der ; & que par conséquent lorsque
 » quelqu'un de ceux qui doivent escorter les Marchands , ou bien quelqu'un
 » de ces derniers, aura commis quel-
 » que crime ou insulte chemin faisant ,
 » soit en violant le Droit de Sauf-Con-
 » duit , ou en rendant le passage dan-
 » gereux, les Officiers de part & d'au-
 » tre feront la poursuite, l'appréhen-
 » sion & l'incarcération au premier en-
 » droit du Territoire de Spire où ils
 » pourront , supposé néanmoins qu'on
 » attrape le coupable dans la Jurisdiction
 » de l'Evêché ; & que la connoissance
 » & la punition de son crime apartien-
 » dra en ce cas-là également aux deux
 » Parties. Dans notre Territoire au
 » contraire , les Officiers de l'Evêché
 » de Spire éviteront toute apparence
 » d'escorte , & suivront simplement les
 » nôtres tout comme les autres Voya-
 » geurs, ou retourneront sur leurs pas ,
 » & ne s'arrogeront plus aucun Droit ,
 » ni n'entreprendront quoi que ce soit
 » pour cette fin ; mais abandonneront
 » absolument à nos Officiers tout ce qui
 » peut avoir rapport au Convoi , & leur
 » cederont toujours le Rang sur la rou-
 » te,

» te, soit dans notre Territoire, ou dans DE L'E-
 » celui de l'Evêché de Spire. Quant au LECT.
 » Droit de Convoi dans la partie cité- PALATIN
 » riure de l'Evêché, & dans les en-
 » droits appartenans au Chapitre & aux
 » Eglises qui en dépendent, du côté de
 » Heidelberg & en-deçà du Rhin, nous
 » acquiesçons à ce qui a été dit ci-des-
 » sus touchant l'escorte des Juifs, ou
 » le *Taschen-Gleit*, le libre passage des
 » Troupes, & autrement, en nous ré-
 » servant l'exercice du Convoi pour les
 » Foires ordinaires de Francfort & au-
 » tres, sur les grands chemins particu-
 » lierement spécifiés. Nous renonçons
 » cependant à tout autre Droit de Con-
 » voi dans le Territoire de l'Evêché de
 » Spire & dans les endroits incorporez,
 » en-deçà ou au-delà du Rhin, soit qu'il
 » s'agisse de conduire quelque Prince
 » ou grand Seigneur, ou bien des person-
 » nes de distinction, soit enfin qu'il soit
 » question de Bohémiens ou autres for-
 » tes de Convois. On est aussi conve-
 » nu, que si l'on jugeoit nécessaire de
 » visiter les chemins avant que d'y con-
 » duire les Passagers, cette Inspection
 » se fera dans le Territoire Episcopal
 » par les Officiers de part & d'autre,
 » & que par conséquent ceux qui vou-
 » dront examiner les chemins, en averti-
 » ront à tems les autres. §. 7.

*Des Différends de diverses Branches de la
Maison Palatine au sujet de la suc-
cession de Veldentz. (*****)*Com-
ment
s'est éta-
bli le
Duché de
Veldentz
ou Law-
sereck.

Pour bien comprendre le fond de cette dispute, il est besoin, non seulement de se mettre devant les yeux la Table Généalogique que nous venons de donner, mais aussi d'étudier exactement la maniere dont la Principauté de Veldentz a été composée, & les pactes de Famille & autres engagements qu'elle a contractez. Il est donc à remarquer, que le Duc *Alexandre*, (b) souche commune des branches de *Neubourg*, *Deux-Ponts*, *Birckenfeld*, & *Veldentz*, voyant que ses Etats étoient considérablement diminuez du tems de son pere, tant par les troubles de la Guerre, qu'autrement, fit en 1414. un Testament, par lequel il ordonna pour les raisons alléguées, ainsi qu'il s'en explique clairement, que pour conserver la dignité & le Lustre de

(b) On trouve dans *Lunig*, P. II. des *Grundfesten Europ. Pot. Gerechtsf.* p. 86. une Deduction sous le Titre de *Wahrhaftige facti species und Deduction, &c.* qui contient l'Etat de cette prétention.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Des
Ma

Com-
ment
s'est éta-
bli le
Duché de
Veldenz
ou *Lau-*
sereck.

Pi
te d
de l
Gén
ner,
man
a été
& a
tez.

Ale.
brai
Birc
Etat
nue:
trou
fit e
il o
ainl
pou

(6
Euro
Titre
qui

de la Maison, on ne feroit point de partage; mais que tous ses Etats passeroient à son fils aîné *Louis*: Que les deux autres *Georges* & *Robert* se feroient d'Eglise, & renonceroient à la succession paternelle & maternelle, moïennant une rente viagere de 500. florins, dont ils devroient se contenter. Les trois freres se soumirent à la Disposition faite par le Testament; & reglerent ensemble en 1520. ce qui regardoit le payement de leurs pensions & plusieurs autres choses. Les deux cadets passerent même à cet égard un Acte de renonciation dans toutes les formes, & se firent recevoir Chanoines des Chapitre de Cologne & de Strasbourg. *Georges* demeura dans l'état qu'il avoit embrassé; mais *Robert* changea de sentiment quelque tems après, résigna son Canoniat, & épousa *Ursule* fille du Rhingrave *Jean VII.* Environ ce tems-là, sçavoir en 1532, *Louis* son frere aîné vint à mourir, laissant un fils mineur appelé *Wolfgang*, dont *Robert* fut nommé Tuteur, & en même tems Administrateur du Duché de Deux-Ponts. Pour s'épargner le reproche comme si par son mariage, il songeoit à préjudicier à son neveu & pupille, il renouvela envers lui en 1537. de la maniere la plus solemnelle, la ren-

non-

nonciation qu'il avoit faite autrefois. Les choses demeurèrent sur ce pied-là jusques en 1543, que le Duc *Wolffgang* étant devenu majeur, prit lui-même en main les Rênes du Gouvernement. Le Duc *Robert* qui dans ce tems-là avoit déjà deux enfans, sçavoir un fils & une fille, trouva sa condition extrêmement dure, en ce que sa postérité n'avoit ni biens ni héritage, sa pension n'étant qu'un simple Appanage dont il ne devoit jouir que sa vie durant. Ayant ainsi commencé à ouvrir les yeux sur son état, il se repentit beaucoup d'avoir passé les Actes de renonciation mentionnez ci-dessus. Il songea donc à mettre ses affaires sur un pied plus avantageux, & employa pour cet effet la médiation des Princes ses Alliez, particulièrement celle de *Philippe* Landgrave de Hesse, dont le Duc *Wolffgang* épousa dans la suite la fille. Des intercessions si respectables portèrent le Duc *Wolffgang* à faire attention aux motifs allégués ; en sorte que non seulement pour prévenir toute contestation & querelle qui en pourroit résulter ; mais aussi pour récompenser le Duc *Robert* son oncle, des fideles soins qu'il avoit eus pendant la tutele, il lui céda le Château & Bourg de *Lauterneck* dans le Duché de Deux-Ponts

Ponts, avec toutes ses dépendances, de même que le Château de Veldentz avec la Vallée & tout ce qui y appartient, & enfin 725. florins de pension annuelle que le Convent du Mont de Saint Remi tiroit du Bailliage de Lichtenberg, outre diverses prérogatives particulieres, comme droit de Pêche, de Chasse & autres semblables, ainsi qu'on le voit plus amplement par la Convention faite à ce sujet à Marckbourg en 1543. La cession de ces biens se fit héréditairement & à perpétuité, y compris tous les revenus, rentes, contributions, & taxes, de même que toute sorte de Jurisdiction, quelque nom qu'elle pourroit avoir, de la même maniere & sur le même pied que le feu Duc *Louis*, Comte Palatin du Rhin, en avoit joui comme Prince regnant. Le Duc *Robert* de son côté s'engagea de se contenter à jamais des susdits Châteaux, Bourgs, Villages & Terres, & de ne plus former soit en Justice ou autrement, aucune prétention ou Action contre le Duc *Wolfgang* & ses héritiers, par rapport aux Etats, Sujets, Succession & Biens paternels ou maternels. On y joignit finalement un Pacte de Succession mutuelle & de *Fidei-commis*, portant, que s'il arrivoit que suivant les Decrets de la Providence,

ce,

DE L'E-
LECT.
PALATIN

ce, une des Parties contractantes ou ses Descendans, vinssent à mourir sans héritiers mâles & légitimes, alors tous les Etats & Sujets, Châteaux, Villes, Bours, Villages, & Terres, avec tous leurs Habitans & Fiefs, de même que tous leurs droits & dépendances, seroient entièrement dévolus & échus à l'autre. *Item*, qu'on ne doteroit point les filles de la Maison de biens immeubles, & que si l'une des Parties contractantes en laissoit une ou plusieurs après son décès, celui qui succederoit au Défunt dans ses Etats, seroit tenu de les doter suivant l'usage introduit dans la famille. Pendant que tout cela se passoit, & même dans le tems que le Duc *Robert* étoit encore tuteur de son neveu *Wolfgang*, l'ancienne branche Electorale pencha vers sa fin, vû qu'aucun des Princes qui la composoit, n'avoit point d'héritiers mâles. Et comme, au cas que la Maison Electorale vînt à manquer, la Succession devoit échoir à la postérité du Duc *Etienne*, qui étoit partagée en deux branches, sçavoir celle de *Simmeren* & de *Deux-Ponts*, les Descendans d'*Etienne* tinrent plusieurs conférences pour éviter toute dispute lorsque le cas viendrait à exister. Et enfin on convint éventuellement en 1541. à *Dasiebodenberg* entre

tre le Duc *Jean de Simmeren* pour lui & pour ses fils, & le Duc *Robert*, tant pour lui, que comme tuteur de *Wolffgang* Duc de Deux-Ponts, que si la Maison Electorale venoit à manquer, cette Succession, qui depuis fort long-tems, sçavoir depuis l'an 1395. avoit été un *Fidei-commis* perpetuel, seroit partagée en deux portions : Que l'une seroit composée des Etats qui en vertu de la Convention faite entre les fils de l'Empereur *Robert*, étoient principalement destinez & attachez à l'Electorat, & que dans l'autre on mettroit ceux qu'on nommoit communément Pays héréditaires : Que la branche de *Simmeren* auroit l'une, & celle de *Deux-Ponts* l'autre de ces portions, & que l'aîné des parens auroit la liberté de choisir. Ceux de la Maison Electorale voyant enfin eux-mêmes, que l'espoir d'avoir des enfans diminuoit de jour en jour, & qu'ainsi leur patrimoine passeroit infailiblement quelque jour à leurs cousins les Ducs de *Simmeren* & de *Deux-Ponts*; & ayant eu quelque vent de la convention faite entre ceux-ci à *Dasiebodenberg* pour le partage des Etats Electoraux, dont ils ne voyoient le démembrement qu'avec peine, ils résolurent de regler eux-mêmes cette affaire. Pour

DE L'E-
LECT.
PALATIN

cet

DE L'E-
LECT.
PALATIN

cet effet l'Electeur *Frederic II.* convoqua tous ses parens à Heidelberg, & y menagea en 1553. une convention entre eux, par laquelle il fut stipulé, que toute la Succession Electorale passeroit indivisiblement à la branche de Simmeren, supposé que le cas de la Succession arivant elle se trouvât au même degré de proximité avec la branche de Deux-Ponts : Et que celle-ci, savoir le Duc *Wolfgang* & son neveu le Duc *George Jean* fils du susdit Duc *Robert* qui étoit décédé en 1544, auroit pour la part qu'elle pourroit prétendre de ce *Fidei-commis*, la valeur de 12 mille florins de revenus annuels en biens fonds & terres: Qu'on employeroit pour cela la moitié de la partie ultérieure de la Comté de Sponheim, qui étoit le patrimoine des Ducs de Simmeren, & qu'on y joindroit de la succession Electorale la Comté de Lutzelsheim, la Communauté à Guttenberg, celle à Alsentz, avec la dîme du vin à Weisenbourg & Cleebourg, & que par-dessus cela on assureroit aux Duc de Deux-Ponts une pension annuelle de 1000. florins sur le Bailliage Electoral de Germersheim; laquelle pourroit néanmoins être rachetée dans la suite par 20. mille florins de capital une fois pour toutes. Cette convention fut

fut reçue dans ce tems-là comme la règle & la base du partage de la succession Electorale : Et *Othon-Henri* étant parvenu à l'Electorat après la mort de l'Electeur *Frederic*, y ajouta encore son Duché de Neubourg qu'il possédoit du chef de sa mere, dont il fit présent à son cousin le Duc *Wolffgang* par un Acte de donation *inter vivos*. Il le lui ceda effectivement de son vivant, & lui en confirma même solennellement la possession par le Testament qu'il fit en 1555, à condition toutefois qu'il le conserveroit à titre de *Fidei-commis*, & que sa posterité venant à manquer, le dit Duché retourneroit à la Maison & aux Descendans du Roi *Robert*. Dans le même Testament ce Prince fit aussi mention de la convention faite à Heidelberg, répétant la disposition qu'on y avoit faite comme une institution formelle d'Héritier. La mort de l'Electeur *Othon - Henri* étant arrivée en 1559, & l'ancienne Maison Electorale se trouvant éteinte en sa personne, on exécuta la susdite convention de Heidelberg. En conformité de cette convention & en vertu du Testament du dernier Electeur, *Frederic III.* de la branche de Simmeren lui succéda & prit possession de l'Electorat & de tous les Etats qui y appar-

par-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

partenoient. En même-tems il ceda & remit au Duc *Wolffgang* & à son neveu le Duc *George-Jean*, la moitié de la partie ultérieure de la Comté de Sponheim, avec les Territoires de Lutzelsstein, Guttenberg, Alsentz, & en un mot tout ce qui avoit été stipulé ci-dessus. Le Duc *Wolffgang* possède ces derniers *in communione*, & reçut sur ce pied-là l'investiture de Lutzelsstein de l'Evêque de Strasbourg. Il jouit néanmoins de tous les revenus sans partage, tant que dura la minorité du Duc *George-Jean* dont il étoit tuteur. Mais celui-ci ayant atteint l'âge de majorité, & ne voulant plus demeurer en communion de biens avec lui, on fit en 1564. plusieurs Traitez de partage à Deux-Ponts & à Ettlingen, & l'on signa à la fin en 1566. une Transaction générale à Ausbourg, par laquelle les Terres qu'on avoit possédées jusques-là en commun, furent partagées. La moitié de la partie ultérieure de la Comté de Sponheim faisoit une portion. La Seigneurie de Lutzelsstein, Guttenberg, Alsentz & la Dîme du vin à Weissembourg & Cleebourg, constituoient l'autre. Le Duc *George-Jean*, à qui on avoit laissé la liberté de choisir, prit la dernière. Le Duc *Wolffgang* se réserva en même tems l'investiture

ture simultanée des trois quarts de Lutzelstein qui relevoient de l'Evêque de Strasbourg, ainsi qu'on le voit par les Lettres qu'on s'écrivit là-dessus de part & d'autre. Cependant comme tout ceci étoit compris sous le *Fidei-commis* & le Pacte de Succession mutuelle, le Duc *Wolfgang* refusa de s'en contenter, & forma encore de grandes prétentions sur toute la Succession de Heidelberg. Il déclara même expressément pardevant Notaire & témoins, qu'il n'acceptoit ni ne regardoit ce qui venoit de lui être adjugé, que comme une partie de ce qu'il avoit encore à prétendre sur toute la Succession Electorale. C'est de ces Terres, & de celles que le Duc *Wolfgang* avoit données au Duc *Robert* par la convention de Marbourg, qui toutes ensemble furent possédées par le Duc *George-Jean* avec une parfaite superiorité sans aucune restriction ni dépendance, & auxquelles d'autres furent encore jointes dans la suite, comme le *Bas-Stein-Thal* en Alsace, &c. que la Principauté de Veldentz, ou autrement nommée de Lautereck, a été formée. Et c'est en qualité de Princes de ce nom, que le Duc *George-Jean* & ses Successeurs, ont obtenu voix & séance aux Diètes de l'Empire, tout

DE L'E- comme les Ducs de Deux-Ponts mêmes,
LECT. & autres Princes , & ont été regardez
PALATIN & reconnus par tout le Corps Germa-
nique comme Princes Souverains &
Membres immédiats & indépendans de
l'Empire.

Quelque tems après, ſçavoir en 1600.
le Duc *George-Guſtave* fils du Duc *Geor-
ge-Jean* , fit à *Lichtenberg* une nouvelle
convention avec *Jean* Duc de Deux-
Ponts , fils du Duc *Wolffgang* , par la-
quelle il troqua ſa portion à *Alſentz*
contre quelques autres Terres & Droits.
Quant au Duc *Wolffgang* il poſſeda paiſi-
blement juſqu'à ſa mort non ſeulement le
Duché de Deux-Ponts , qui étoit ſon an-
cien patrimoine ; mais auſſi le Duché de
Neubourg qui lui avoit été cédé par l'E-
lecteur *Othor-Henri* , & la moitié de la
partie ultérieure de la Comté de *Spon-
heim*. Mais comme il eut 5. fils , il or-
donna pour conſerver la dignité de ſa
Maison , par un Teſtament qu'il fit en
1568 , „ que les deux aînez ſeuls ſuc-
„ céderoient à la Souveraineté de ſes
„ deux Duchez ; tellement que l'aîné de
„ tous , *Philippe-Louis* , auroit le Duché
„ de *Neubourg* avec toutes ſes Préro-
„ gatives, Priviléges & Droits, & le puî-
„ né *Jean* , celui de Deux-Ponts pareil-
„ lement avec toutes ſes Prérôgatives,
Pri-

» Privilèges & Droits , & que ces deux
 » Duchez passeroient constamment sui-
 » vant le droit de primogeniture à l'aî-
 » né de chaque branche. Par rapport
 » aux trois cadets, ils devoient se con-
 » tenter de certains Appanages, ceux des
 » deux premiers, nommément *Othon-*
 » *Henri & Frederic* étant assignez sur le
 » Duché de Neubourg, & celui de
 » Charles sur Deux-Ponts ; ce dernier
 » devant avoir spécialement pour sa part
 » la moitié de la partie ultérieure de la
 » Comté de Sponheim. En vertu de la
 » même disposition, lorsqu'un jour il
 » viendrait à écheoir à la Maison quel-
 » que autre Succession quelle qu'elle
 » soit, non seulement les deux aînez,
 » qui comme on vient de voir, avoient
 » été nommez & instituez Princes Sou-
 » verains des deux Duchez mention-
 » nez ; mais aussi les trois cadets, &
 » ainsi tous ensemble, & après eux, leurs
 » Descendans mâles & légitimes y de-
 » voient avoir droit & prétention, sui-
 » vant l'ordre des Loix & la Bulle d'Or,
 » sauf pourtant la prérogative du dé-
 » gré. Pour mieux assurer cette dispo-
 » sition testamentaire, & pour la ren-
 » dre constante & inviolable dans tous
 » ses points & clauses ; pour empêcher
 » aussi les cadets de troubler leurs aînez

DE L'E-
 LECT.
 PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» dans la jouissance des grandes préro-
» gatives attachées à leur condition, &
» ceux-ci de s'en prévaloir pour faire
» tort aux cadets, par rapport à ce qui
» y étoit réglé en leur faveur, le Duc
» *Wolffgang* y ajouta une clause pénale
» portant, que celui qui contreviendrait
» au moindre article de ce Testament,
» perdrait tous les avantages qu'il seroit
» en droit de prétendre. Ce Testament
» ayant été solennellement confirmé par
» Sa Majesté Imperiale, a été constam-
» ment regardé jusques à présent com-
» me un sacré Pacte de famille, & a
» servi de regle & de base à toutes les
» successions présentes & futures de la
» Maison, pour autant qu'on n'y avoit
» pas pourvû autrement par des con-
» ventions & des Pactes particuliers.
» La branche de *Veldentz* ayant manqué
» en 1694. par la mort du Comte Pala-
» tin *Leopold-Loüis*, ceux qui préten-
» doient à la Succession furent ».

Raisons
de Sultzbach.

La Maison Palatine de *Sultzbach*,
qui allegua :

I. La proximité & la prérogative du
degré de parentage.

II. La clause du Testament du Duc
Wolffgang comme ayeul commun, qui
porte, que » si le Tout-puissant faisoit
» échoir un jour à sa Maison d'autres suc-

» successions soit du côté paternel ou DE L'E-
 » maternel , ou de quelqu'autre Chef LECT.
 » que ce fût , non seulement ses deux PALATIN
 » fils aînez ; mais aussi les cadets , la
 » partageroient ensemble , sauf néan-
 » moins la prérogative du degré . Que
 par cette clause le Testateur avoit vou-
 lu mettre des bornes à la Primogéni-
 ture , & rendre les cadets cohéritiers ,
 & même leur assurer la succession en-
 tière lorsqu'ils avoient sur les autres l'a-
 vantage de la proximité du degré.

III. Que cela étoit d'autant plus in-
 contestable , que le Testament du Duc
Wolfgang ne donnoit pas à l'aîné la
 succession du Duché de Deux-Ponts ,
 au cas que le Duc *Jean* vînt à mourir
 sans héritiers ; mais aux cadets de la
 Maison. Que même les appanages des
 trois freres cadets (sous lequel nom on
 ne sauroit comprendre *Veldentz* , qui
 étoit une Principauté indépendante ,
 ayant voix & séance aux Diètes de l'Em-
 pire , & étant composée pour la plû-
 part des biens *Fidei-commis*) ne devoient
 pas , suivant la teneur du susdit Tes-
 tament , échoir aux aînez au cas que
 quelqu'un d'eux mourût ; mais être par-
 tagez entre les puînez & les autres ca-
 dets. Que cela s'étoit effectivement pra-
 tiqué ainsi par rapport aux Etats du Duc

DE L'E- *Othon-Henri* de Sultzbach , & de *Fre-*
LECT. *deric* de Vohenstraus , comme aussi à
PALATIN l'égard de ceux de *Jean-Frederic* Duc de
Hipoltstein.

IV. Qu'il ne falloit point douter que cette disposition Testamentaire n'eût encore toute sa force , & ne dût à présent favoriser les branches cadettes à leur tour , après avoir déjà sorti tout son effet à l'avantage des aînez , vû qu'en vertu de ce même Testament , les Duchez de Neubourg & de Deux-Ponts étoient encore actuellement possédez par les Descendans des susdits deux freres aînez : Et que le Duché de Deux-Ponts étoit dévolu en 1681. après la mort du Duc *Frederic-Louis* , par cette seule raison , que ledit Duc avoit adoptée dans son Testament , au Roi de Suede , à l'exclusion de son oncle paternel le Duc *Alphonse-Jean*..

V. Que cette clause favorable aux cadets de la Maison , qui se trouvoit dans le Testament du Duc *Wolffgang* par rapport aux Successions futures , avoit paru si naturelle , si juste & si équitable à tous ses Descendans , que chacun d'eux l'avoit repetée en propres termes dans son Testament , & l'avoit ainsi confirmée comme une Loi fondamentale , & pragmatique. Que le Duc *Philippe-Louis*

Louis, pour prévenir tout d'un coup toutes les sinistres interprétations & ultérieures extensions, y avoit sagement pourvû en 1592. en s'exprimant au §. 9. de la maniere suivante » : Que si outre le Duché de Neubourg, la Provi-
 » dence favorisoit sa Maison de quel-
 » ques autres successions vacantes, soit
 » du côté paternel ou maternel, &c.
 » Les cadets y devoient avoir droit aus-
 » si-bien que les aînez, fauf la préro-
 » gative du degré ». Qu'en général le Duc *Jean* avoit fait la même disposition en 1591, & le Duc Charles en 1597, & que *Jean II.* Duc de Deux-Ponts avoit accordé à ses freres cette succession collaterale par la convention faite avec eux.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Le Prince Palatin de Birckenfeld représenta :

I. Que sa portion étoit la plus petite de toutes, & qu'ainsi il seroit juste qu'elle fût renduë égale aux autres.

Raisons
de Bri-
ckenfeld.

II. Qu'on le lui avoit fait espérer ci-devant.

III. Que le dernier Comte Palatin de Veldentz le touchoit au même degré de parentage qu'il touchoit le Prince Palatin de Sultzbach.

IV. Qu'il avoit pardevers lui le Testament du Duc *Wolffgang*, & la clause alléguée ci-dessus.

DE L'E-
LECT.
PALATINRaisons
de Deux-
Pons.

Le Prince Palatin de Deux-Ponts se fonda (c).

I. Sur le droit de réincorporation au Duché de Deux-Ponts, vû que suivant la déduction Historique rapportée ci-dessus, les Etats de Veldentz n'avoient été separez du Duché de Deux-Ponts qu'en certaine façon & à de certaines conditions en faveur du Duc *Robert*, savoir par maniere de dispensation, & malgré la disposition Testamentaire du Comte Palatin *Alexandre*. Que toutes ces raisons ayant cessé à présent, & l'effet existant toûjours, il étoit juste que Veldentz & tournât à Deux-Ponts, & que ces deux Duchez fussent de nouveau consolidez.

II. Que le dernier Comte Palatin de Veldentz avoit parfaitement reconnu ce Droit, ayant nommé dans son Testament fait à Strasbourg, pour son successeur le Roi de Suede *Charles XI.* pour lors Duc de Deux-Ponts : Et que cette même disposition devoit aussi favoriser le présent possesseur de Deux-Ponts, qui

y

(c) On peut voir sur ce sujet un Ecrit intitulé *Ohn-massgebliche kurtze Vorstellung, was man Königl. Schwedischer seiten wider die von Chur-Pfalz un Veldentzischen lertzhin eigenmachrig genommene possession einwenden konte*, dans *Fritsch in Nor. ad. Instrum. Pac. Risvicens. Art. X. p. 186.*

y avoit succédé au Roi de Suede dans tous ses Droits.

DE L'E-
LECT.
PALATIN
Raifons
de Neu-
bourg.

Du côté du Prince Palatin de Neubourg, & de l'Electeur Palatin on infista (*d*).

I. Sur le droit de primogeniture, parceque la branche de Neubourg étoit l'aînée de toutes, & Chef de la Maison, étant en possession de la Dignité Electorale. Que l'état & la constitution de toutes les familles dans l'Empire qui suivoient le droit de primogeniture, exigeoient, que tous les appanages vacans retournaissent au Corps, ou au Chef de la Maison, sans que les autres appanages fussent en droit d'y prétendre.

II. Sur la Constitution faite en 1395. par *Robert* Comte Palatin de Veldentz qui porte : Et si quelques-uns de nos fils venoient à mourir, leurs portions seront dévoluës à l'aîné d'entre eux & à ses Héritiers.

On objecta principalement de la part de Sultzbach & de Birckenfeld à ces argumens de l'Electeur Palatin :

Au I. Que le droit de Primogeniture

K 5 n'é-

(*d*) Voyez dans Lunig, c. I. p. 91. l'Ecrit intitulé *Churfurst Joh. Wilhelms zu Pfaltz anworts und Information Schreiben*, &c.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

n'étoit pas encore reçu en 1543. lorsque la Branche de Veldentz s'étoit formée, & qu'on avoit signé la Convention de de Marbourg; que par conséquent on ne sauroit le faire valoir dans le cas présent.

Au II. Que la constitution du Comte Palatin *Rebert*, ne regardoit que ses descendans, & n'avoit obligé que la Branche de Veldentz; mais que par là ce Prince n'avoit pû priver les Collatéraux de leurs justes droits. Que d'ailleurs ce Decret n'avoit jamais été mis en execution, ainsi que la pratique du contraire pendant trois siècles le faisoit voir.

Reponse
de l'E-
lecteur.

Sur quoi l'Electeur repliqua aussi-bien que sur les argumens précédens :

I. Que la supposition, comme si le droit de primogeniture qui compete à la Maison Electorale, derivoit uniquement au Testament du Duc *Wolfgang*, & se bornoit au Duché de Neubourg, étoit absolument fausse & sans fondement; attendu que non seulement l'Electeur *Othon-Henri* l'avoit confirmé par son Testament, & avoit, en repetant les clauses & additions expressees qui se trouvent dans les Testamens des Ducs *Wolfgang* & *Philippe-Louis*, ordonné par rapport au susdit Duché de Neubourg:

bourg : „ Qu'il demeureroit tout entier „ & sans partage à l'aîné, qu'on n'en „ alieneroit rien, & que les cadets se- „ roient obligez de se contenter d'une „ pension „ ; (à l'égard de quoi on se re- „ servoit expressement tous les benefices des Loix) mais aussi, que particuliere- „ ment l'Électeur *Robert* le vieux, qui avoit aidé à dresser la Bulle d'Or, l'Électeur *Robert* l'aîné, ensuite Empereur Ro- „ main, & le Duc *Robert* le jeune, avoient statué, tant par rapport aux Etats qu'ils possédoient alors, qu'à l'égard de ceux qui pourroient écheoir dans la suite à leurs successeurs, que ce qu'on en don- „ neroit aux cadets pour leur entretien, ne devoit pas être regardé comme de- „ membrement ou partage ; mais que ceux-ci venant à mourir sans heritiers mâles & legitimes, leur portion retourneroit à l'aîné de la Maison. Que la dis- „ position testamentaire du Duc *Alexandre*, souche commune de la Branche Electorale & de celle de Veldentz, por- „ toit évidemment la même chose, & que dans le cas présent elle devoit d'autant plus servir de regle & de fondement, que ledit Duc *Alexandre* avoit été en possession des mêmes Comtez & Sei- „ gneuries de la succession desquelles il s'agissoit actuellement, & qui lui étoient

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

devoles en partie du côté paternel , & en partie du côté maternel , savoir de son ayeule *Anne* , fille du dernier Comte de *Veldentz*. Qu'on se flattoit , qu'en considération de toutes ces circonstances les parties opposées renonceroient au faux préjugé qu'elles avoient conçu , comme si le droit de primogeniture étoit uniquement fondé sur le Testament du Duc *Wolfgang* , & borné au Duché de Neubourg , & ne voudroient plus contester à la Maison de Neubourg , ou plutôt Electorale Palatine , les benefices qui lui competoient incontestablement en vertu des dispositions faites par ses Ancêtres , & alléguées par Elles-mêmes ; mais qu'Elles accorderoient volontiers ces justes avantages à ladite Maison , qui ne leur avoit jamais donné aucun sujet de mécontentement.

II. Que quoique le Duc *Wolfgang* eût substitué par rapport au Duché de Deux-Ponts ses fils cadets à leur frere puîné le Duc *Jean* , la Maison de *Sultzbach* ne pouvoit pas s'en prévaloir à son avantage , parce qu'elle ne descendoit point de ces cadets , & n'étoit par conséquent point comprise dans ladite Substitution , ni en tirer parti au préjudice du droit notoire de primogeniture de la
Mai-

Maison Electorale Palatine sur les Comtez & Seigneuries en question; parce que la Substitution mentionnée, nommément établie pour le Duché de Deux-Ponts, qui sans cela même étoit *Stricti juris*, ne sauroit en aucune maniere ni sous aucun prétexte être étendue à d'autres Biens *Fidei-commis* & Fiefs patrimoniaux, qui n'y appartenoint point, mais qui cependant provenoient des Prédecesseurs dans l'Electorat.

III. Que ce qu'on disoit par rapport à la teneur des Testamens du susdit Duc *Wolfgang*, du Duc *Philippe-Louis* & du Duc *Jean*, particulièrement à l'égard du droit de Succession qui y étoit réservé aux cadets dans tous les héritages qui pourroient échoir à la Maison, soit du côté paternel ou maternel, ou de quelqu'autre Chef que ce fût, pour y participer suivant l'ordre des Loix, & conformément à la Bulle d'Or, sauf la prérogative du degré, n'étoit pas de plus de poids que tout le reste. Qu'il ne s'agissoit ici d'aucun semblable héritage, mais de la succession, ou, pour mieux dire, de la consolidation, d'anciens Fiefs patrimoniaux & de Biens *Fidei-commis*, dont les susdits Testateurs n'avoient ni pû ni voulu priver les aînez par leurs dispositions. Qu'au contraire

traire ils avoient plutôt expressement réservé & confirmé le droit de succession & de consolidation en faveur de ceux-ci , en n'attribuant aux cadets la succession, que suivant l'ordre des Loix, & conformément à la Bulle d'Or, sauf la prérogative du degré. Que cela faisoit voir, que leur intention n'avoit point été, de limiter le droit de succession qui competoit notoirement aux aînez mentionnez dans la même disposition, & qu'ils pouvoient prétendre suivant l'ordre des Loix & conformément à la Bulle d'Or, sauf la prérogative du degré, sur les anciens Fiefs patrimoniaux & Biens *Fidei-commis*, & qu'ils n'avoient pas voulu les en priver, ni renverser l'ordre de succession, pour en gratifier les cadets au grand préjudice des aînez.

IV. Que l'exemple qu'on alleguoit d'un partage fait entre l'aîné & ses cadets, & ce qui regardoit les successions du Duc *Othon-Henri* de Sultzbach, de *Frederic* de Vohenstrauss, & du Duc *Jean-Frederic* de Hipolstein, ne prouvoit rien dans le cas présent. Que les biens qu'on avoit ainsi partages n'avoient point été *Fidei-commis*, ni d'anciens Fiefs patrimoniaux de la Maison, ainsi qu'étoient ceux dont on se disputoit actuellement

lement la succession. Que les Comtez & Seigneuries possédées par le dernier Comte Palatin *Leopold-Louis* & par les ancêtres, étoient de vrai anciens Fiefs patrimoniaux, & Biens *Fidei-commis* de la Maison, dont ils n'avoient joui qu'à titre d'appanage, parcequ'ils avoient été cadets de Maison; & que tous ceux qui examineroient avec un esprit impartial & sans préjugé les susdites dispositions des *Roberts*, & particulièrement le Testament du Duc *Alexandre*, ou il étoit parlé fort clairement de la même Principauté & des mêmes Comtez & Seigneuries sur lesquelles rouloit la présente dispute, ne sçauroient disconvenir de cette vérité. Que par ces mêmes dispositions les susdites Principauté, Comtez & Seigneuries, avoient été adjudgées à l'aîné avec exclusion expresse des cadets, & que l'aîné seul y avoit été expressement nommé & déclaré Prince regnant de toutes les Seigneuries, Comtez, Châteaux, Villes, Sujets, Etats, Fiefs, Biens & du susdit Duc *Alexandre*, avec ordre aux cadets d'y renoncer pour eux & pour leurs Descendants. Qu'en conséquence de ceci, 1°. les Ducs *George* & *Robert*, freres cadets du Duc *Louis*, avoient non seulement effectivement fait cette renon-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

non-

nonciation en 1520. mais aussi que le Duc *Robert* ayant résolu de se marier, l'avoit renouvelée de la manière la plus solennelle en 1537. après la mort du Duc *Louis*, envers le Duc *Wolfgang*, son fils. Que de plus ledit Duc *Wolfgang* en cédant héréditairement au Duc *Robert* par la convention de Marbourg de 1543. en considération des soins qu'il avoit eus de lui pendant sa minorité, les Châteaux, Bourgs & Terres dont il n'avoit eu jusques-là que l'Usufruit, avoit expressément limité cette cession héréditaire aux Descendans mâles & légitimes du Duc *Robert*, & s'étoit réservé la réincorporation lorsque la postérité mâle dudit Duc *Robert* viendrait à manquer, comme le cas existoit actuellement; qu'il s'étoit réservé de même 2. très-expressément pour lui & pour ses Héritiers la Collation des Fiefs, & la réception de l'investiture pour ceux qui dépendent de l'Empire, ou des Electeurs, Princes & Prélats du Corps Germanique; que de plus il avoit 3^o. stipulé qu'en qualité de Souverain & de Prince regnant, il n'appartiendrait qu'à lui seul de payer les taxes de l'Empire & autres contributions générales, sans que le Duc *Robert* ni ses héritiers dussent être obligez d'y concourir. Qu'il con-

toit

toit par le premier point, que la susdite cession hereditaire des Châteaux, Bourgs & Terres, dont le Duc *Robert* n'avoit auparavant que l'usufruit sa vie durant étoit éteinte d'elle-même par le défaut de Descendans mâles, ayant été faite uniquement en leur faveur, & qu'ainsi ces Châteaux, Bourgs & Terres étoient indubitablement rédevolus en vertu de la susdite reservation expresse, à la Maison Electorale qui descendoit incontestablement du Duc *Wolfgang*, & avoit hérité tous ses droits. Que de-plus il étoit évident par les deux autres points, que l'intention du Duc *Wolfgang* en cedant hereditairement au Duc *Robert* les Châteaux, Bourgs & Terres dont il n'avoit auparavant que l'usufruit, avoit été, de leur conserver à tous égards la nature & les qualitez d'appanage qu'ils avoient déjà notoirement, & qu'il y avoit effectivement attaché des marques évidentes & caractéristiques en s'y réservant, comme il est dit ci-dessus, les droits de superiorité & de domaine suprême, n'ayant au reste alteré ni changé en rien la nature des Appanages ordinaires, qu'en stipulant que les susdits biens retourneroient à la Maison, non pas immédiatement après la mort du Duc

Duc *Robert*, mais seulement après l'extinction de sa posterité mâle. Que d'un autre côté il ne faisoit rien à l'affaire que Veldentz eût voix & séance aux Dietes de l'Empire, parce qu'il n'étoit pas incompatible que des Principautez, Comtez & Seigneuries eussent cette prérogative, & fussent néanmoins cedées & possédées d'une certaine façon à titre d'appanage, sans que ni le droit de voix & de séance à la Diète, ni le droit territorial que l'Empereur accordoit quelquefois par grace spéciale aux appanages, fussent capables de changer la nature de l'appanage. Que la Branche Palatine de Sultzbach concevroit aisément par tout ce que dessus, que la prérogative du degré, qui suivant les dispositions alleguées des Ducs *Wolfgang* & *Philippe-Louis*, de même que suivant l'ordre des Loix & la Bulle d'Or, étoit inséparablement attaché à la proximité de la Branche, ne sauroit lui donner aucun avantage; & que la Maison Electorale Palatine seule étoit en droit, tant par les dispositions des Ancêtres, & particulièrement par le *Fidei-commis* établi par le Duc *Alexandre*, que par la rédevolution expressément réservée & stipulée par le Duc *Wolfgang* pour le cas qui existoit actuelle-

tuellement , ſçavoir l'extinction des
 descendans mâles du Duc *Robert* , de
 prétendre les Principautez , Comtez ,
 Seigneuries & Terres , vacantes par la
 mort du Comte Palatin *Leopold-Louis* ,
 comme étant d'anciens Fiefs patrimo-
 niaux & des biens *Fidei-commis* , quo
 le ſuſdit Comte Palatin & ſes predeceſ-
 ſeurs avoient poſſédé ſimplement à ti-
 tre d'appanage.

DE L'E-
 LECT.
 PALATIN

Immédiatement après la mort du
 dernier Comte Palatin de Weldenzt la
 Regence du Roi de Suede à Deux-
 Ponts , prit poſſeſſion civile au nom de
 S. M. Suedoiſe. Mais l'Electeur Palatin
 ayant envoyé quelques Troupes dans la
 Principauté de Veldentz , le Roi de
 Suede en prit occaſion de faire publier
 l'écrit dont l'extrait ſe trouve ci-deſſus,
 & de ſe plaindre amèrement de cette
 entrepriſe de la Cour Palatine. Le Prin-
 ce de Birckenfeld ſ'adreſſa pour ob-
 tenir juſtice au Tribunal François éta-
 bli à Colmar , qui cita tous les intereſ-
 ſez pour comparoître devant lui. Mais
 comme ils refuſerent tous de ſ'y con-
 former à cauſe de l'incompetence du
 Juge , ledit Prince en obtint en 1695.
 une Sentence favorable. Cette Sentence
 fut caſſée en 1697. par la paix de Ryſ-
 wyck , & la Principauté de Veldentz
 reſti-

Suite &
 état pré-
 ſent de
 ce démê-
 lé.

restituée à l'Empire, sauf pourtant les droits de chacun des prétendans tant en petitoire qu'en possessoire. Nonobstant cela le Prince de Birckenfeld s'adressa de nouveau au Grand Conseil de Colmar, & demanda l'exécution des Sentences rendûes, particulièrement à l'égard de la Comté de Lutzelstein, & de la Communauté de Gутtenberg. Il y réussit même si bien que le 25. Fevrier 1699. cela lui fut adjugé par un Arrêt, qui fut publié peu de tems après dans la Comté par un Officier François nommé Fouquerolle, assisté du Prince de Birckenfeld, avec ordre exprès aux Habitans accompagné de menaces, de ne reconnoître personne pour leur légitime Seigneur, que le Prince Palatin de Birckenfeld. L'Electeur Palatin en porta le 16. Septembre 1699. ses plaintes à la Diète de Ratisbonne, priant le Corps Germanique de vouloir prendre des mesures efficaces contre une entreprise qui tendoit au préjudice de l'Empire & de sa Maison. La Maison Electorale Palatine fut même assez heureuse pour obtenir le 13. Mai 1718. au Conseil Aulique de l'Empire un Mandement Imperial contre Birckenfeld. qui fut suivi le 3. Novembre 1724. d'un Mandement pénal *sub comminatione arctiorum*.

Le

Le Corps Evangelique étoit cependant d'avis, que cette maniere de procéder, avant que d'être convenu avec la France, si Lutzelsstein & Guttenberg appartenoient à l'Alsace, ou non, pourroit occasionner de grandes collusions entre l'Empire & ladite Couronne; & d'ailleurs il ne voyoit pas de bon œil qu'on travailloit si fortement pour faire passer les Sujets Protestans de la Comté de Lutzelsstein sous la domination de l'Electeur Palatin. Ces considérations le porterent à faire à Sa Majesté Imperiale le 10. Janvier 1725. les représentations suivantes à ce sujet : Que tout le Corps Germanique étoit informé des différends survenus dans la Maison Electorale & Ducale Palatine par rapport aux successions qui lui étoient dévolues de tems en tems, particulièrement depuis l'extinction de la Branche Palatine de Veldentz; comme aussi de ce qui avoit été résolu & stipulé par le dixieme article de la paix de Ryfwyck, concernant la restitution de cette Principauté, qui avoit déjà été comprise en 1681. dans la réunion Francoise de ce tems-là, relativement néanmoins à l'article quatrieme de ladite paix & à la liste exhibée par les Ambassadeurs de France, & sauf les droits
de

DE L'E-
LECT.
PALATIN

de chacun des prétendans tant en possession qu'en petitoire. Que de même il étoit notoire, que de tous ces prétendans, les Princes Palatins des Branches de Sulzbach & de Birckenfeld, comme les plus proches collatéraux du défunt Comte Palatin *Leopold-Loüis* de Veldentz, avoient été les premiers, qui immédiatement après la mort du dernier possesseur arrivée en 1694. avoient pris civilement & naturellement possession des Etats de Veldentz, & en avoient non seulement joui tranquillement par rapport à l'Electeur Palatin, jusques à la conclusion de la paix de Ryswyck; mais que la susdite clause ayant été inserée audit Traité sur leurs instances & en leur faveur, ils s'étoient même maintenus après la conclusion de la paix dans cette possession légitimement acquise, qui leur avoit été de nouveau juridiquement, civilement & naturellement conferée & confirmée. Qu'ils avoient tranquillement continué d'en jouir, jusques deux mois après la conclusion de la paix, que l'Electeur *Palatin* s'étoit emparé de force des Bailliages de Veldentz qui avoient été restituez à l'Empire par la France, & avoit tâché de les priver pareillement de leurs droits sur les autres

tres Bailliages , de la Souveraineté desquels on avoit pas encore pû convenir avec ladite Couronne , par un Mandement Imperial qu'il avoit sù obtenir du Conseil Aulique de l'Empire. Que ces entreprises avoient donné lieu à des oppositions & défenses expresses de la part des Tribunaux François , du ressort desquels ces derniers Bailliages étoient encore dans ce tems-là ; mais que l'Electeur Palatin s'en mettant peu en peine , avoit poussé sa pointe , & avoit obtenu du Conseil Imperial Aulique des Paritoires contre le Duc de Birckenfeld seul , mais point contre la Maison Palatine de Sultzbacz , qui jouissoit pourtant de la possession également avec le susdit Prince , qui fut en même-tems menacé de l'exécution , dans laquelle l'Electeur Palatin avoit sans doute en vûë les Terres immédiates de l'Empire que le Duc de Birckenfeld possédoit dans la partie ulterieure de la Comté de Sponheim. Qu'il avoit même disposé les choses en sorte , que lorsque le Duc de Birckenfeld se fiant sur la justice de sa cause , voulut faire ses plaintes à la Diète de l'Empire par un mémoire daté du 26. Fevrier 1718. & demander l'intercession de tout le Corps Germanique , le Directoire avoit refusé

TE L'E-
LECT.
PALATIN

fé de le porter à la Directure, sous pré-
texte qu'il rouloit sur une affaire litif-
pendante. Que cependant l'Electeur
Palatin, de même que tous les autres
Electeurs, Princes & Etats de l'Empire
savoient parfaitement bien, que si avant
qu'on n'eût ajusté le differend qui sub-
sistoit encore entre l'Empire & la Cou-
ronne de France touchant la séparation
des limites, & vuidé la question, si
Lutzelstein & Guttenberg doivent ap-
partenir à l'Alsace, ou non, on enjo-
gnit en Justice aux susdits Collateraux
qui avoient notoirement pardevers eux
la proximité du degré, & le possesseur
momentané, de renoncer aux biens
mentionnez; & quand même le Com-
te Palatin de Birckenfeld s'y soumettroit,
il n'en reviendrait pas les moindres
avantages ni à l'Electeur Palatin ni au
Corps Germanique, mais que cela se-
roit plutôt capable de faire venir à la
France la pensée de s'emparer entière-
ment des susdits Bailliages & Districts.
Qu'en examinant avec attention la cau-
se & les plaintes du Comte Palatin de
Birckenfeld, on s'appercevoit aisément
& sans peine, que toute l'affaire se ré-
duisoit aux questions suivantes, qu'il
convenoit de discuter & de décider sui-
vant les Constitutions de l'Empire: Sa-
voir,

voir; ce qu'il falloit entendre par la restriction de l'article 10. de la paix de Ryswyck, qui se rapportoit au quatrième article du même Traité, & à la liste exhibée par les Ambassadeurs de France? *Item*; quel sens on doit proprement donner à la clause qu'on avoit ajoutée en faveur de tous les prétendans à la succession de Veldentz? Qu'en faisant cette examen on découvreroit infailliblement, si les Bailliages en question, au sujet desquels l'Electeur Palatin obtenoit un Mandement & un paritoire menaçant après l'autre contre ce Prince de Birckenfeld, devoient être compris dans la restitution promise par la Couronne de France au susdit dixième article; & par conséquent, si avant le reglement des limites, ils étoient du ressort du Conseil Imperial Aulique ou non? Comme aussi, si suivant l'intention des parties contractantes, & la force de la clause, sauf les Droits de chacun des prétendans tant en possessoire qu'en petitoire, l'Electeur Palatin avoit pû regarder comme vacante la succession de Veldentz, en prendre possession, & en priver ainsi de force les susdits Collateraux qui jouissoient de la proximité du degré, & qui, tant avant qu'après la conclusion de la

paix, en avoient été tranquilles possesseurs? Ou bien, si suivant cette même intention & la clause, il ne falloit pas plutôt laisser lesdits Collatéraux dans la paisible possession du Droit qu'ils avoient acquis, jusqu'à ce que d'autres prétendans eussent fait conster contre eux en petitoire, la solidité de leurs prétentions?

Le tems devra faire voir quelle sera l'issuë de cette affaire.

§. 8.

*Des Différends de la Maison Palatine avec
l'Evêque de Worms touchant le Condi-
rectoire du Cercle du Haut-Rhin.*

Avant la guerre d'Allemagne l'E-
vêque de Worms & la Maison
Palatine de Simmeren, ou pour mieux
dire, l'Electeur Palatin, en qualité de
Comte Palatin de Simmeren, étoient
Directeurs du Cercle du Haut-Rhin
(ou si l'on en croit l'Evêché de Worms
avec pouvoir seulement de convoquer
les autres.) Mais comme le Comte Pa-
latin de Simmeren, fut obligé de quitter
ses Etats pendant la guerre avec la Sue-
de, comme ayant eu part aux troubles
de Bohême, le Condirectoire du Cer-
cle

cle du Haut-Rhin fut conféré au Landgrave de Hesse, qui l'exerça jusqu'à la conclusion de la paix de Westphalie.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

(a) Cette paix ayant rétabli les Comtes Palatins dans tous leurs anciens Droits, le Condirectoire mentionné leur fut pareillement rendu, & ils l'exercerent dans plusieurs occasions sans aucun empêchement. Ce ne fut qu'en 1664. que l'Evêque de Worms s'avisa de le leur contester, voulant bien admettre les Princes Palatins de Simmeren pour la convocation, & leur communiquer les matieres qui devoient être proposées, sans leur permettre néanmoins de concourir effectivement aux propositions mêmes non-plus qu'à la Direction à l'Acte de recueillir les Voix, ni à celui de dresser les Conclusions du Cercle (b). Les Ministres du Comte Palatin de Simmeren non seulement protesterent contre cette innovation; mais on publia même de la part de ces Princes un écrit (c) où l'on tâcha de prouver les Droits

L 2

de

(a) *Limnx. T. IV. Add. ad L. 9. Jur. Pub. c. 1. pag. 415.*

(b) *Francis. Irenicus ad Burgoldensf. Part. III. p. 54. Sprenger, in Lucer. Stat. Imp. p. 598.*

(c) Sous le titre de *Kurtze doch grundliche information*, &c. qu'on trouve dans *Fritsch, in Not. ad Instr. Pacis Art. XVII. p. 591. & suiv.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Raifons
de la
Maison
Palatine.

de la Maison Palatine par les argumens
fuivans.

I. Que depuis que l'Empire avoit été
partagé en certains Cercles, la Maison
de Simmeren avoit constamment exer-
cé, conjointement avec l'Evêché de
Worms, le Directoire de celui du Haut-
Rhin, & jouï de tous les Droits qui y
appartiennent.

II. Que le Banc séculier qui étoit re-
présenté dans le Cercle par le Directoi-
re du Prince de Simmeren, l'emportoît
sur le Banc Ecclesiastique, non seule-
ment pour le nombre, mais aussi à tout
autre égard, & qu'ainsi il n'étoit pas à
présumer qu'on eût jamais cédé à cet
égard quelque préférence à l'Evêché de
Worms.

III. Que du tems des anciens Com-
tes Palatins de Simmeren les Evêques
de Worms n'avoient eu aucune préfe-
rence dans le Directoire du Cercle; mais
qu'ils avoient fait tenir protocole, &
s'étoient conformez au reste avec les
autres Etats, comme cela paroissoit par
la Relation que le Docteur *George-
Pzurglocken*, Conseiller du dernier Duc
Richard avoit fait en 1508. à la requi-
sition de *Frederic IV.* Electeur Palatin,
qui succeda à *Richard* dans la Princi-
pauté de Simmeren.

IV.

IV. Que les Electeurs Palatins s'étoient non seulement constamment maintenus dans ces droits, tant à l'Assemblée tenuë en 1598. & à toutes les autres Assemblées posterieures du Cercle, sans vouloir ceder à l'Evêché de Worms d'autres prérogatives que celle de donner son sentiment le premier, de présider, & de tenir registre aux Assemblées du Cercle; mais qu'ils avoient même prétendu le Rang toutes les fois qu'on avoit expédié des Lettres circulaires, &c.

V. Que le Prince Palatin de Simmeren avoit lui seul convoqué en 1650. à Creutzenach la premiere Assemblée du Cercle, qui fut tenuë après la conclusion de la paix de Munster, sans que personne y eût trouvé à redire: Que les Etats y avoient comparu pour la plupart, & qu'après s'être légitimés auprès du Directoire séculier, ils avoient concouru à délibérer & à prendre une résolution sur les matieres proposées, &c. Que le Prince Palatin de Simmeren avoit aussi fait expedier par sa Chancellerie toutes les dépêches concernant les affaires du Cercle, & les avoit envoyez à l'Evêque de Worms pour les signer & sceller, sans que celui-ci s'y fût opposé en aucune maniere, comme il pa-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E- roît par les réponses dudit Evêque.
LECT.
PALATIN

VI. Qu'ayant été jugé à propos en 1652. de convoquer derechef les Etats du Cercle à Worms, le susdit Prince avoit fait de nouveau dresser & expedier par sa Chancellerie, les lettres de convocation, sous l'approbation de l'Evêque de ce tems-là qui les avoient signées & adressées aux Etats sans aucune opposition: Qu'à l'Assemblée même, les Députés de Worms avoient communiqué à ceux de Simmeren les propositions à faire, en les leur envoyant chez eux, & avoient admis sans aucune difficulté, tous les changemens, retranchemens ou additions qu'on avoit trouvé à propos d'y faire de la part de Simmeren: Que les lettres qu'on avoit cru devoir expedier pour les besoins du Cercle, avoient été à la verité dressées en partie par les Députés de Worms; mais que pourtant la plûpart l'avoient été par ceux de Simmeren, que toutes les résolutions, même la résolution generale, prise avant la séparation des Etats, avoient été concertées auparavant entre les deux Directeurs, & communiquées aux Etats après avoir été ainsi approuvées de part & d'autre: Que quant au Protocole, le Secretaire du Prince Palatin de Simmeren avoit été nommé pour l'écrire. VII.

VII. Que la même chose s'étoit pratiquée en 1653. à la Diète de Ratisbonne , pendant la vacance du Siège de Worms , attendu que tous les Ministres des Princes qui se trouvoient alors en Ville , avoient comparu unanimement sans témoigner la moindre difficulté à cet égard , ainsi qu'on pouvoit le prouver par les Actes.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

VIII. Que ce n'avoit été qu'à l'Assemblée des Etats du Cercle , tenuë à Worms en 1655. que les Députés de l'Evêché avoient voulu faire des innovations , en refusant de communiquer par écrit à ceux de Simmeren , les propositions projetées , pour y faire leurs remarques , voulant seulement conferer là-dessus avec eux dans un troisième lieu ; mais que les Députés de Simmeren avoient refusé d'y donner la main , & que celui de Worms ayant nonobstant cela , proposé son avis aux Députés des Etats , ceux-ci l'avoient contredit en pleine Assemblée , comme n'étant point concerté avec le Directoire séculier : Que par-là il s'étoit vû contraint de se rendre chez le Député de Simmeren pour lui communiquer son projet & le rendre par-là acceptable : Que comme dans la suite les sentimens des Etats avoient été partagez lorsqu'on étoit

DE L'E-
LECT.
PALATIN

allé aux Voix , les deux Directoires avoient conféré particulièrement ensemble dans un troisiéme lieu nommé le *Burger-Hoff*, & avoient repassé les Actes de concert. Que le Condirectoire de Worms ayant excédé en quelque maniere dans cette Assemblée les bornes de son pouvoir , en s'arrogant plus d'autorité qu'il ne lui en appartenoit , les Députez du Prince de Simmeren en avoient fait de vives plaintes à ceux de Worms , & les avoient exhortez de renoncer à leurs injustes prétentions , &c.

Raisons
de l'Evê-
que de
Worms.

Du côté de Worms on publia en 1668. pareillement un Ecrit, (*d*) où l'on allegua les raisons suivantes pour prouver que le Directoire appartenoit à l'Evêque seul.

I. Que le Directoire & la Chancellerie du Cercle dont l'Evêque de Worms se trouvoit en possession , avoient généralement & toujours été reconnus , soit aux Assemblées du Cercle ou autrement , tant de bouche que par écrit , même par la Maison Palatine de Simmeren , comme le seul Directoire du Cercle.

II.

(*d*) *Wolgegründete kurze Widerlegung der jungsthin in ausgegangener Fürstl. Simmerscher also genante kurze doch gründliche Information*, &c. qu'on trouve dans *Diar. Europ. Contin. XVIII. in Append. pag. 137. & seq.*

II. Que dans la Chancellerie du Cercle établie à Worms on conservoit les Actes & les Archives du Cercle ; que c'étoit-là qu'on dressoit les lettres de convocation, lorsqu'il étoit besoin d'assembler les Députez du Cercle, & que c'étoit cette Chancellerie qui avoit soin de la Dictature & qui la dirigeoit : Que le protocole de Worms étoit censé le seul protocole Directorial, duquel on tiroit des Extraits & des Attestations, & qu'on les recevoit partout comme authentiques & dignes de foi, &c.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

III. Que les Députez de tous les Etats en general, & particulièrement ceux de Simmeren même, s'étoient legitimés uniquement à la Chancellerie de Worms, & y avoient déposé les Originaux de leur plein-pouvoir : desorte que l'Electeur Palatin ayant eu en 1655. quelques differends avec le Prince Palatin de Simmeren au sujet des pleins-pouvoirs, l'Evêché de Worms, comme ayant la Direction du Cercle, avoit publiquement décidé quels devoient être les Etats & les pleins-pouvoirs admissibles à l'Assemblée, & qu'on s'étoit tenu à cette décision.

IV. Que tous les Officiers du Cercle sans distinction, avoient été citez par écrit pour comparoître à la Chancellerie

DE L'E- rie de Worms, à laquelle ils avoient
 ILCT. prêté le serment de fidélité,
 PALATIN

V. Que les Ministres du Prince Palatin de Simmeren s'étoient toujours rendus en personne chez ceux de Worms. avant que de faire la proposition generale, pour en conférer de bouche; mais non pas pour reduire leurs considerations en forme d'écrit; & que quand ils étoient venus un peu plus tard qu'à l'ordinaire, ils en avoient même fait leurs excuses.

VI. Que les Ministres de l'Evêque de Worms avoient toujours obtenu du Baillif de la Ville de ce nom, un Officier de la Chancellerie du Cercle pour les servir durant l'Assemblée des États.

VII. Que suivant le propre aveu de la Maison de Simmeren, les Ministres de Worms avoient indiqué le lieu & le tems pour les conférences; qu'en qualité de Directeurs ils y avoient présidé tout seuls, fait la proposition generale, représenté sans aucune communication préalable, tout ce qui avoit été jugé devoir être porté à l'Assemblée après l'ouverture de la proposition generale, pris les avis des Députés, fait de la part du Directoire les exhortations nécessaires, & recueilli les Voix sans la participation de qui que ce soit;
 que

que de même ils avoient pris des conclusions, & qu'ils en avoient fait ouverture à l'Assemblée, proposé & lu publiquement les dépêches, lettres & résolutions projetées par la Chancellerie de Worms, & qu'après avoir ainsi remis les choses à la délibération de tous les Etats en general, il avoit été libre aux Ministres Palatins de Simmeren, de même qu'à ceux des autres Princes & Etats, de faire leurs remarques là-dessus, & de les communiquer à l'Assemblée.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

VIII. Que les Ministres Imperiaux & autres, s'étoient toujours adressez à celui de Worms comme Directeur, qui en cette qualité avoit aussi présenté à l'Assemblée leurs Lettres de créance & fait les propositions dont ils étoient chargez.

IX. Qu'en un mot, l'Evêché de Worms avoit fait toutes les fonctions qui sont communément attachées à la Charge de Directeur.

X. Que dans une Lettre que l'Empereur *Rodolphe* avoit écrite aux Etats du Cercle le .1. Decembre 1596. ce Prince avoit dit en termes exprès : Que l'Evêque de Worms avoit eu en tout tems les Registres & les Actes de la Chancellerie du Cercle du Haut-Rhin en sa garde, com-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

meen étant le Directeur ; & qu'il étoit juste que l'Evêché de Worms demeurât & fût laissé paisiblement dans la possession de ce droit & de cette ancienne prérogative, y joignant cette clause, qu'avant toute chose l'Evêque de Worms feroit laissé dans la tranquille possession du Directoire, & que de même qu'il avoit eu ci-devant la garde des Archives, de la Chancellerie & des Actes, il continueroit d'en jouir sur le même pied, &c.

XI. Que le Comte Palatin *Reinhard*, comme Prince Condirecteur du Cercle du Haut-Rhin, confessoit dans une Lettre dattée à Simmeren l'an 1596. qu'il ne lui appartenoit point de prescrire des loix à la Chancellerie de l'Evêché de Worms qui jusques-là avoit été en possession du Directoire, &c.

Réponse
de l'Evê-
ché de
Worms.

Voici ce qu'on répondit de la part de Worms, aux argumens du Prince Palatin de Simmeren :

Au I. Qu'on ne sçauroit jamais prouver, que la Maison Palatine de Simmeren eût jamais exercé le Directoire conjointement avec Worms : Que la charge de convoquer les Etats du Cercle du Haut-Rhin étoit à la vérité commune à ces deux Princes ; c'est-à-dire, à l'Evêque de Worms & au Prince Palatin de Sim-

Simmeren ; mais qu'il y avoit une grande différence entre cette Charge & celle de Directeur, laquelle avoit été uniquement attachée à l'Evêché de Worms dès le tems qu'on avoit commencé à former les Cercles de l'Empire ; & que ce qui prouvoit incontestablement cette vérité, étoit l'usage notoire du tems passé, & la coutume qui s'observoit encore actuellement, & que l'on pouvoit produire des témoignages irréfragables que cela s'étoit constamment pratiqué tant avant qu'après la dernière guerre.

Au II. Qu'une prétendue présomption de droit & la parité du droit de suffrage entre les Ecclésiastiques & les séculiers, de même que la pluralité & supériorité du Banc séculier ne pouvoit servir d'argument, pour prouver le Condirectoire, tant parceque la nature des choses s'y opposoit, que parceque cela donneroit champ libre à une multitude d'absurditez des Electeurs que l'on pourroit inférer de ce principe, au préjudice de toutes les Assemblées des Electeurs & autres, soit de l'Empire ou des Cercles : vû surtout qu'il étoit évident par ce qui a été dit ci-dessus, que l'Evêque de Worms comme seul Directeur, représente non seulement le Banc Ecclésiastique, mais aussi le Banc Séculier, & même tout le Cercle.

Au

Au III. Que ce que les Conseillers & Ministres du Prince Palatin de Simmeren alleguoient pour établir leur prétendu Condirectoire, ne s'accordoit point avec les remontrances faites ci-dessus de la part de Worms, non-plus qu'avec le propre aveu de leur Cour, & pouvoit encore moins prouver, quoique ce soit, au préjudice de l'Evêché : Que quand même il seroit vrai, qu'un Secrétaire du Prince Palatin de Simmeren eût été assis à la même table où ceux de Worms tenoient le Protocole directorial, supposé aussi qu'il eût tenu Protocole de son côté, cela ne suffiroit pourtant point pour en inférer le Droit de Condirection ; vû que si l'on admettoit une semblable proposition, il s'ensuivroit que la ville de Worms devoit aussi avoir tenu un Protocole Condictorial, & jouir par conséquent du Condirectoire du Cercle, un de ses Officiers ayant aussi été admis à la même table où l'on tenoit le susdit Protocole : Que cette conséquence étoit néanmoins notoirement fausse, & que la Cour Palatine de Simmeren avoit elle-même reconnu & confessé dans un de ses Ecrits, que son Secrétaire n'occupoit la place mentionnée que par rapport à la Charge qu'elle avoit de convoquer les Etats.

Au IV. Que loin d'être avantageux, il étoit plutôt contraire & préjudiciable au Prince de Simmeren, que l'Electeur *Frederic* comme possesseur du Duché de ce nom, eût prétendu le rang devant Worms, & exigé que son nom fût mis avant celui de l'Evêque dans l'expédition des Lettres circulaires, vû qu'on étoit obligé d'avoüer en même tems, que l'Evêché de Worms n'avoit jamais voulu y acquiescer : Que par-là & par plusieurs autres choses de cette nature, il étoit aisé de voir, que quoiqu'on eût entrepris d'empiéter insensiblement & peu-à-peu sur le Directoire & les autres anciennes prérogatives de Worms, on n'y avoit pourtant rien gagné, l'Evêché ayant toujours été attentif à conserver ses Droits.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au V. & VI. Que ce qu'on disoit s'être passé du tems de l'Evêque *Jean-Antoine*, immédiatement après la conclusion des Traitez de Munster & d'Osnabrug, ne pouvoit déroger en rien à l'Evêché : Que personne n'ignoroit que ledit Evêque, n'ayant pas encore auprès de lui les Archives du Cercle, qu'il avoit été obligé de faire transporter ailleurs, pour les sauver des mains de l'Ennemi, & ne pouvant même tenir sa Résidence dans l'Evêché, à cause des troubles de
la

DE L'E
LECT.
PALATIN

la guerre, fut obligé de prier le Prince Palatin de Simmeren, qui aussi-bien que lui étoit en droit de convoquer les États, de vouloir bien lui faire le plaisir de le soulager dans l'exercice de sa Charge, & d'en faire les fonctions pour quelque tems seulement: Que le susdit Prince Palatin y avoit acquiescé, quoiqu'avec quelque répugnance, ayant prié l'Evêque de l'en dispenser: Que dans cette occasion il avoit assez fait connoître qu'il n'agissoit point de son propre chef par rapport au directoire; mais qu'il l'exerçoit à la requisition de Worms, comme simple Vicaire, & par conséquent sauf les Droits du Directoire de Worms: Que d'ailleurs l'Assemblée tenue à Creutzenach en 1650. n'avoit pas été générale, tous les États du Cercle ne s'y étant point trouvez en Corps, mais seulement quelques-uns d'entre eux.

Au VII. Que ce qui s'étoit passé en 1653. à Ratisbonne pendant la vacance du Siège, & tandis que l'Evêque n'y avoit eu ni Ministre ni aucun autre Officier dépendant du Directoire du Cercle, ne pouvoit pareillement lui préjudicier en rien, principalement parce que peu de tems après, même encore avant l'Élection du nouvel Evêque, le Chapitre de Worms, & ensuite l'Evêque Hugues

Ever-

Everhard voulant faire cesser ce Vicariat de Simmeren, & exercer lui-même le Directoire pleinement & sans la concurrence de personne, s'en étoit effectivement chargé derechef : Que la Cour de Simmeren avoit reconnu la justice de cette démarche, & ne sauroit disconvenir que depuis ce tems-là l'expédition de toutes les Lettres & dépêches circulaires, n'ait été constamment faite par la Chancellerie du Cercle qui se trouve à Worms.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au VIII. Que le Prince Palatin de Simmeren avoit à la vérité entrepris à l'Assemblée tenue à Worms en 1655. d'introduire un Condirectoire; mais que loin d'y donner les mains en aucune manière, on s'étoit au contraire publiquement opposé de la part de Worms à une innovation si manifeste, & qu'on avoit continué d'exercer le directoire depuis le commencement jusqu'à la fin de ladite Assemblée : Que nonobstant les objections de la part de Simmeren, la susdite Assemblée du Cercle avoit été terminée sous la seule Direction de Worms, la résolution finale ayant été dressée & signée de la manière accoutumée, ainsi que les Princes Palatins de Simmeren l'avoüoient eux-mêmes : Que la Convention faite entre les deux Princes, par rap-
port

DE L'E-
LECT.
PALATIN

port à la Convocation des Etats du Cercle, & touchant les matieres qui devoient être mises en délibération à l'Assemblée, ne pouvoit absolument rien en faveur du prétendu Condirectoire de Simmeren, parceque c'étoit-là une prérogative du Droit de Convocation, qui n'avoit jamais été contestée au Comte Palatin de Simmeren par l'Evêché de Worms : Que cependant on ne sauroit jamais verifler, qu'on eût été obligé de convenir ensemble par écrit touchant la forme des propositions à faire, &c.

Etat de
ce dé-
mêlé.

Cette dispute a été à la fin ajustée à Weinsheim le 30. Août 1690. Quelque tems après, il survint de nouvelles contestations à cet égard, qui furent terminées en 1705. par une ulterieure Transaction (e) entre *Jean-Guillaume* Electeur Palatin, & son frere *François-Louis* Evêque de Worms. Par ce Traité S. A. E. après avoir examiné & approuvé la susdite Convention de Weinsheim, déclara à son frere pour lors Grand-Maître de l'Ordre Teutonique & Evêque de Worms, que voulant lui donner une marque de son affection fraternelle, & prévenir en même tems, autant qu'il étoit

(e) Rapportée dans Lunig, *R. A. T.* 2. *Spicil. Ecclief.* Sous Worms, p. 9304

étoit possible, tous les différends préjudiciaux à l'Assemblée du Cercle & au Public, elle vouloit, 1°. & 2°. quant aux Expéditions de la Chancellerie, s'en tenir à la Déclaration de l'Evêque de Worms du 28. Octobre 1697, en vertu de laquelle l'Evêché devoit conserver le droit de dresser & d'expédier seul les Lettres circulaires, à condition néanmoins que l'on communiquât auparavant comme de coutume, toutes ces dépêches, pour être lûes & revûes, d'autant que l'Evêque de Worms avoit consenti que l'engagement & la prestation du serment des Officiers du Cercle se feroit toujours en présence d'un Député du Prince Palatin de Simmeren. 3°. Qu'on se conformeroit à la Convention de Weinsheim par rapport aux billets d'indiction, & que désormais on permettroit aux Députés de Worms de les signer immédiatement sous la formule ordinaire, qui se trouve au bas de ces billets, & est conçûë en ces termes : *Von gesamen Craysß Auffschreib-Amts wegen.* 4°. Que quant à l'insinuation des Lettres de Convocation & autres dépêches à expédier pour les affaires du Cercle, S. A. E. vouloit bien permettre qu'elle se fit par la Chancellerie de Worms, & que celle-ci adressât lesdites Dépêches

DE L'E-
LECT.
PALATIN

aux

DE L'E-
LECT.
PALATIN

aux Etats du Cercle, après qu'elles auroient été signées & rendues à ladite Chancellerie. 5°. Que par rapport à l'ouverture des Lettres & autres Dépêches adressées aux Princes chargez de la Convocation du Cercle en commun, elle pourroit se faire indifféremment par ladite A. E. comme Duc de Simmeren, ou bien par le Grand-Maître de l'Ordre Teutonique en qualité d'Evêque de Worms, & que celui qui auroit reçu le premier, & ouvert ces Lettres, les communiqueroit à son Colleague. Que s'il arrivoit que de semblables Lettres ou autres, concernant les affaires du Cercles, furent présentées à l'Assemblée en présence des Députez de part & d'autre, celui de Worms auroit seul le droit de les ouvrir ; mais qu'en son absence le Député de Simmeren auroit la liberté de faire la même chose, à condition néanmoins que suivant l'usage ils se communiqueroient réciproquement les Lettres qui leur seroient parvenues.

Au reste on s'en est tenu à la Lettre & à la teneur de la susdite Convention de Wernsheim.

§. 9.

*De la Prétention de la Maison Palatine
sur la Ville Imperiale de Geln-
hausen (a).*

Cette Ville avec plusieurs autres & quelques Droits de l'Empire fut hypothéquée avec toutes ces dépendances & prérogatives en 1349. par l'Empereur *Charles IV.* au Comte *Gunther de Schvartzbourg* & aux Comtes de *Hohenstein* pour une somme de vingt mille marcs d'argent que l'Empereur *Charles* étoit obligé de donner au Comte *Gunther de Schvartzbourg*, pour les frais de la guerre, après que celui-ci lui eût cédé l'Empire. Ce fut le Dimanche après la fête-Dieu de la même année, que cette Ville reçut ordre de rendre foi & hommage aux susdits Comtes. Celui de *Hohenstein* ayant perdu dans la suite la portion qu'il avoit dans cette hypothèque, le Comte *Henri de Schwartzbourg* en demeura seul en possession. Il la vendit

(a) Ceci est pris d'une Dédution imprimée en 1707. sous le Titre de *Grundliche Deduction, wodurch gezeigt wird was es mit der Reichs Pfandschafft der Stadt Gelnhausen vor eine eigentliche Bewandniß habe, &c.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

dit en 1435. héréditairement à *Louis II.* Electeur Palatin, & à *Reinhard* Comte de Hanau, de la même maniere & aux mêmes conditions qu'elle lui étoit dévolue du Comte *Gunther* & de ses descendans (b). Le Contract d'achar fait à cet égard fut confirmé en 1435. par l'Empereur *Sigismond*, & en 1499. par l'Empereur *Maximilien I.* les Comtes *Philippe* & *Reinhard* de Hanau, ayant même été obligez de donner à ce dernier encore 6000. florins de Rhin sur l'hypothèque de la ville de Gelnhausen.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'on a formé la question, si après cet engagement la ville de Gelnhausen étoit demeurée immédiate, & Ville libre de l'Empire, ou non? Mais c'est depuis long-tems qu'on a disputé sur cette matière. L'Electeur Palatin & le Comte de Hanau comme Protecteurs & Possesseurs de la Ville, ont non seulement représenté en 1696. à S. M. Imperiale les Droits qu'ils prétendoient y avoir, dans deux lettres fort amples qui servoient en même-tems de reponse aux plaintes de

(b) Au Rapport de Zeiler in *Contin. Itin. Germ.* c. 1. f. 30. & de *X. Circul. P. III.* p. 185. Munster. *L. III. Cosmogr.* c. 355. Sprenger in *Lucer. Star.* Imp. c. 6. p. 310.

de la Ville; mais ils ont aussi protesté solennellement en 1661. contre l'hommage que l'Empereur s'y faisoit prêter. Cette protestation a été renouvelée le 28. & le 29. Octobre 1705. lorsque l'Empereur *Joseph* exigea de cette Ville après la mort de *Leopold*, le serment de fidélité, & se le fit prêter tout comme dans les autres Ville libres & immédiates de l'Empire. Les Princes intéressés par cet démarche de l'Empereur en prirent occasion d'exposer en 1707. plus amplement le droit qu'ils avoient sur cette Ville. Les argumens par lesquels l'Electeur Palatin & les Princes & Comtes de Hanau soutenoient, que la ville de Gelnhausen avoit perdu son Immédiateté, étoient les suivans.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

I. Que notoirement toutes les hypothèques en Allemagne, principalement celles de l'Empire, étoient suivant l'usage & la coutume d'une nature à ne pouvoir être regardées comme un *pactum antichreticum*, ni être déterminées suivant les regles générales des Loix Civiles; mais que c'étoit une *emptio, venditio cum pacto de retrovendendo*, ou pour mieux parler, un *pignus fiducia*, adjectō *pacto*, *fructus in sortem imputentur*; par où, suivant les Loix Germaniques, non seulement la possession, mais aussi le

Raisons
contre la
Ville.

Domai-

Domaine de l'hypothèque, se trouvoient transférez aux Créanciers: Que principalement les Etats de l'Empire avoient constamment regardé jusqu'à présent les Confirmations des hypothèques faites par les Capitulations Imperiales, comme irrévocables, se trouvant mêlées sans distinction, parmi les Confirmations des Droits Allodiaux, Féodaux & Régaliens, Jurisdic-tions & Privilèges, & que par conséquent, étant de la même force & valeur que ces derniers, l'Empereur même ne pouvoit ni ne devoit les casser ou abolir.

II. Que suivant la teneur des lettres d'hypothèque, la ville de Gelnhausen avoit été hypothéquée moyennant l'Entremise & le consentement des Electeurs, avec tous ses Droits, Jurisdic-tions, Prérogatives, revenus, &c. sans aucune exception, pour la pacification générale de tout l'Empire, & pour servir de récompense à la Cession de la Couronne Imperiale: Que par conséquent on n'avoit réservé à la Ville ses Privilèges & Immunitéz que pour autant qu'ils n'étoient point incompatibles avec la sujétion inséparable des biens hypothéquez, sauf néanmoins à l'Empire de la dégager, & la rétablir par-là dans la jouissance de ses anciens Droits.

III.

III. Que toutes les Villes Imperiales DE L'E-
LECT.
PALATIN hypothéquées perdoient leur immédiate-
té, & qu'elles ne la conservoient ja-
mais tant que duroit l'engagement.

IV. Qu'immédiatement après que
l'Empereur & l'Empire eurent signé le
Contrat d'hypothèque de la Ville de
Gelnhausen, elle avoit été obligée de
rendre hommage à ses nouveaux Sei-
gneurs, & qu'elle leur devoit encore
actuellement faire serment de fidélité
suivant un certain Formulaire dont voici
la teneur: Que la ville de Gelnhausen
avec tous ses habitans, sans exception
de personne, sera fidelle, soumise,
obéissante & prête à rendre toutes sor-
tes de devoirs & de services à ceux qui
ont sur elle le droit d'hypothèque.

V. Que dans le premier Renversal
datté du Mardi avant Saint Gall, 1435.
la ville de Gelnhausen confessoit d'être
obligée de seconder ses nouveaux Sei-
gneurs en cas de guerre, supposé qu'el-
le fût juste, & qu'on l'en eût requise.

VI. Que suivant le Renversal men-
tionné de la Ville, & conformément
à l'Acte d'hypothèque, les Princes qui
avoient acquis ce droit, possédoient &
devoient posséder tous les droits dont
l'Empire avoit joui ci-devant à Geln-
hausen.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

VII. Que la Ville stipuloit expressement & demandoit par son Renversal, que ses nouveaux Seigneurs la maintiendroient, protegeroient & defendroient tout comme ils faisoient à l'égard de leurs propres Etats & Sujets.

VIII. Que dans un autre Renversal la Ville avouoit en termes exprès, que les susdits Princes avoient pouvoir & autorité d'y établir un Baillif, & de disposer parfaitement de sa Charge. Qu'en cette conformité il y avoit encore actuellement à Gelnhausen un Baillif qui dépendoit de l'un & de l'autre des Princes mentionnez, & qui dirigecit en leur nom tout ce qui regarde la Jurisdiction de la Ville.

IX. Qu'en 1505. la ville de Gelnhausen avoit été mise au nombre des Villes exemptes, & que son nom avoit été entierement omis dans la Matricule de l'Empire faite à Worms en 1521. laquelle étoit generalement regardée comme la plus exacte, & que depuis ce tems-là elle avoit toujours été censée exemte.

X. Qu'il paroïssoit par les actes de l'Empire, que la ville de Gelnhausen avoit soutenu en propres termes non seulement contre le Fiscal, mais aussi en d'autres Ecrits. Que depuis son en-
gage-

gagement, & tant que dureroit l'hypothèque, elle n'étoit plus Ville libre de l'Empire, ni ne relevoit immédiatement du Corps Germanique; mais qu'elle étoit uniquement sujete & dépendante de l'Electeur Palatin, & des Comtes de Hanau, auxquels il lui avoit été enjoint de rendre hommage.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

XI. Qu'avant l'année 1548. la Ville n'avoit jamais contribué aux charges & taxes ordinaires de l'Empire, ainsi qu'elle s'en étoit prévalu elle-même contre le Fiscal Imperial, témoins les Actes de l'Empire.

XII. Que la Ville n'avoit pas le droit de Voix & de Séance aux Diettes de l'Empire, mais que le Ministre de l'Electeur Palatin avoit voté pour elle, au nom & de la part de ceux à qui elle étoit hypothéquée: Que cela avoit été non seulement prouvé au Fiscal de l'Empereur & de l'Empire par les résolutions prises à la Diète depuis 1525 jusqu'en 1566; mais que cela paroissoit encore évidemment par une lettre de l'Electeur Palatin au Comte *Philippe de Hanau* de l'année 1522. Que pour ces raisons, la ville de Gelnhausen ayant été taxée dans la Matricule pour contribuer aux subsides accordez à l'Empereur *Maximilien I.* par les Diettes de Cologne & de Conf-

M 2 tance,

DE L'E-
LECT.
PALATIN

tance, elle s'y étoit fortement opposée, & avoit prié les Princes à qui elle étoit hypothéquée, de vouloir demander le redressement de ce nouveau grief: Que lorsqu'en 1524. on avoit demandé par méprise à la ville de Gelnhausen quelques subsides pour l'entretien de la Chambre Imperiale, lesquels avoient même déjà été payez à Francfort, le Fiscal de l'Empire avoit été obligé de les lui rendre sur les remontrances qui lui furent faites de la part de la Ville concernant son Exemption. Que là-dessus le Fiscal avoit demandé dans ses Conclusions prises à ce sujet, que si en tout cas la ville de Gelnhausen devoit être exemte, les Princes à qui elle servoit d'hypothèque fussent obligez de payer pour elle.

XIII. Que dans une lettre du 24. Juillet 1573. la ville de Gelnhausen avoit expressément déclaré à l'occasion d'un différend qu'elle avoit avec les Comtes *Philippe & Henri d'Ysenbourg* & de *Budingen*, qu'elle s'accommoderoit à l'amiable, ou bien poursuivroit sa cause en Justice devant des Commissaires de l'Electeur *Palatin* & du Comte de *Hannau*, comme étant ses Souverains immédiats.

XIV. Qu'en 1609. la Ville avoit imploré

ploré & effectivement obtenu la Protection des susdits Princes contre les violences des Comte d'*Ysenbourg*.

DE L'E-
LECT,
PALATIN

XV. Qu'il constoit par les Actes & par plusieurs autres Documens, que les Seigneurs mentionnez avoient prescrit à la ville de Gelnhausen divers Reglemens tant pour les Affaires Ecclesiastiques que Politiques, qu'ils lui avoient aussi donné des Loix & des Statuts, & levé sur la Ville certains revenus annuels. Qu'en cas de besoin ils avoient condamné le Magistrat aussi-bien que les Bourgeois à certaines amendes, & qu'il avoit dépendu d'eux de les modérer ou de les leur remettre entierement. Que suivant l'exigence des affaires ils avoient privé quelquefois les Magistrats de leurs Charges, accordé des Lettres de Protection & de Sauf-conduit, reçu les plaintes des Bourgeois contre le Magistrat, & remedié à leurs griefs, exerçant ainsi la Justice dans toute les formes.

XVI. Que depuis que la Ville avoit été hipothequée le droit de Convoi n'avoit plus été exercé au nom de la Ville, pas même dans son territoire incontestable, mais au nom des Princes susmentionnez qui avoient fait, & qui faisoient encore actuellement exercer

DE L'E-
LECT.
PALATIN

cette prérogative soit immédiatement par leurs Baillifs, ou bien médiatement par le Magistrat de la Ville, toujours cependant eu leur nom.

XVII. Que depuis le tems de l'hipothèque on n'avoit plus appelé des Sentences & Décisions du Magistrat de la Ville aux Tribunaux supérieurs de l'Empire, mais au contraire aux Conseils Auliques des Princes Protecteurs.

XVIII. Que le Grand-Baillif ou Drosfard de la Comté de Hanau, *Curt Till de Berlips*, ayant été commis le 10. Mars 1578. pour recommander au Magistrat & aux Bourgeois de Gelnhausen de prêter hommage à *Loui. Electeur Palatin*, & à *Philippe Louis* Comte de Hanau, avoit été en même tems chargé d'enjoindre serieusement à la Ville, qu'elle eût à se ranger incessamment à son devoir par la prestation effective de foi & d'hommage, & à témoigner désormais une parfaite soumission & obéissance à ses nouveaux Seigneurs.

XIX. Que le Receveur Général de l'Empire ayant donné en 1652. à *Philippe-Louis* Duc de Holstein, une Assignation de 4208. florins à la charge de la Ville de Gelnhausen, les Bourguemaîtres & le Magistrat en avoient écrit le 12. May de la même année à *Frederic Casimir*

Casimir Comte de Hanau, le suppliant de vouloir maintenir auprès de S. M. Imperiale, la Ville hipothequée dans l'exemption des Contributions de l'Empire dont elle avoit jouï jusques-là, ainsi que ledit Comte l'avoit fait.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

XX. Qu'en 1691. tous les Bourgeois en Corps, avoient présenté Requête à la Régence de la Comté de Hanau, contre les Bourguemaîtres & le Magistrat de Gelnhausen, se plaignant, que s'étant laissé prendre à l'appas d'une prétendue liberté & immédiateté de la Ville, ceux-ci témoignoit beaucoup de répugnance à se soumettre aux Décrets des Princes leurs Souverains.

XXI. Que lorsqu'on avoit voulu faire passer cette Ville en 1703. pour un Membre du Cercle du Haut-Rhin, & l'admettre en cette qualité à l'Assemblée des Etats, les Ministres de l'Electeur Palatin avoient solennellement protesté & réservé les droits de leur Cour à cet égard.

XXII. Que la ville de Gelnhausen s'étant fait nommer en 1704. de sa propre autorité dans la liste de ceux qui avoient fourni les 6. mois Romains destinés à l'entretien des Ouvrages des Magasin de la forteresse de Philisbourg, les Seigneurs de l'Hipothèque avoient pro-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

testé de la maniere la plus solemnelle contre cette entreprise , non seulement auprès de la ville de Francfort , mais aussi au Collége Electoral à Ratisbonne.

XXIII. Que sans compter plusieurs autres prétentions considérables que la Maison de Hanau avoit à la charge de la ville de Gelnhausen , la somme avancée par le Comte de Schwartzbourg , jointe à ce que les Comtes de Hanau avoient encore fourni à l'Empereur *Maximilien I.* sur cette hypothèque, montoit à un capital de 120000. florins ; mais que la Maison de Hanau ne tiroit annuellement de la Ville que 231. florins 24. albus 3. deniers , quoiqu'elle eût fait tous les deboursez à peu de chose après, cette somme modique que la Ville lui payoit n'étant qu'une simple reconnaissance de son Domaine. Qu'il n'étoit pas à présumer que l'Empire voulût jamais se résoudre à amortir un capital si considérable pour jouir d'un revenu si peu considérable.

XXIV. Que les Seigneurs de l'hypothèque avoient donné à la Ville le Titre d'Amée & Féale dans toutes les Lettres qu'ils lui avoient écrites depuis le commencement de cet engagement jusqu'ici , & continuoient encore actuellement à lui écrire sur le même pied : ce
qui

qui étoit le stile ordinaire , dont les Souverains se servoient envers leurs Villes municipales.

DE L'É-
LECT.
PALATIN

XXV. Que le Comte *Philippe-Louis* de Hanau étant mort , on avoit prononcé à Gelnhausen son Oraison funebre avec beaucoup de solennité.

XXVI. Que depuis l'an 1525. la ville de Gelnhausen n'avoit plus été mise sur la liste des Villes libres & immédiates de l'Empire , outre que son exemption se trouvoit spécifiquement rapportée par divers Historiens & autres Auteurs qui ont écrit sur le Droit Public.

Voici ce que la ville de Gelnhausen y oppose (*d*) :

I. Qu'elle avoit été anciennement une Ville libre & Imperiale.

Reponse
de la Vil-
le.

II. Qu'elle tenoit son indépendance & sa Jurisdiction des Empereurs Romains.

III. Que les Empereurs Romains avoient confirmé ses Privilèges dans la jouissance desquels les Seigneurs de l'hypothèque avoient promis par leurs Renveraux de ne la point troubler.

IV. Que quoique la Ville fût engagée pour une somme d'argent , les Sei-

M s. gneurs

(*d*) On peut y ajouter ce qu'on trouvera ci-après dans le Chap. des prétentions de Hanau.

gneurs de l'hipothèque ne devoient pas pour cela s'en arroger la propriété, ni aucune espèce de superiorité; mais qu'ils devoient être contens du remboursement de leurs avances.

V. Que dans le Contract d'hipothèque qu'on avoit produit, on lisoit en termes exprès, que cet engagement n'apporteroit aucun préjudice aux Droits de l'Empire.

VI. Que par le Chapitre I. §. 11. (e) de la Bulle d'Or qui avoit été publiée en 1356. & par conséquent peu d'années après la premiere oppignoration de la ville de Gelnhausen, elle avoit été chargée conjointement avec quelques autres Villes libres & Imperiales, du soin de conduire l'Archevêque & Electeur de Cologne.

VII. Qu'on appelloit des Sentences du Magistrat de Gelnhausen immédiatement aux Tribunaux supérieurs de l'Empire, savoir à la Chambre Imperiale, ou au Conseil Aulique de l'Empire.

VIII. Que par le Contract d'hipothèque les Villes de Goslar, Nordhausen, Mulhausen & Friedberg avoient été engagées en même tems; mais que celles-ci avoient notoirement conservé leur li-

liberté & leur immediateté, & qu'il n'y avoit aucune raison qui dût rendre la condition de Gelnhausen à cet égard, pire que celle des Villes mentionnées.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

IX. Que *Limnaus L. VII. Jur. Publ. Cap. 1. pag. 17. Cap. 17. pag. 285, & Cap. 20. pag. 315. & 329. de même Matth. Stephani de Ictione. L. 2. Part. 2. Cap. 1. N°. 85*, mettoient Gelnhausen au nombre des Villes Imperiales.

X. Que dans l'ancien Procès d'exemption de la Ville, un Conseiller de l'Electeur *Palatin* avoit fait la Charge de Syndic; mais qu'il n'avoit point été autorisé d'inserer dans les Ecrits, que depuis le tems que Gelnhausen avoit été hipothéquée, elle avoit cessé d'être Ville Imperiale.

XI. Que la Ville avoit toujours été comprise dans les Lettres expédiées pour la convocation des Diettes de l'Empire, & qu'on l'y invitoit encore actuellement.

XII. Que la Ville avoit comparu en cette conformité aux Diettes, soit par Deputez, comme on le voyoit par la signature des résolutions de l'Empire des années 1525 & 1530, ou bien qu'elle avoit chargé quelque autre de son suffrage: Qu'en 1641 & 1654. le Deputé de la ville de Francfort s'étoit légitimé à la Diette de la part de la ville de

DE L'E- Gelnhausen , & avoit signé pour elle les
LECT. résolutions de l'Empire,
PALATIN

XIII. Que les Empereurs Romains s'étoient fait prêter Hommage par la Ville même depuis son oppignoration : Que suivant un vieux Rescript Imperial, le Roi *Robert* l'avoit fait en 1400 , que l'Empereur *Maximilien I.* avoit fait la même chose en 1506. l'Empereur *Leopold* en 1661. & l'Empereur *Joseph* en 1705.

XIV. Que la Ville étoit comprise dans la Matricule de l'Empire , & particulièrement dans la nouvelle réparation faite à Nurenberg en 1647.

XV. Que la Ville avoit toujours contribué directement aux charges de l'Empire, ayant été obligée autrefois par une Sentence juridique , de payer non seulement l'ancienne taxe appelée *Vor-rath & Bau-Geld* ; mais qu'elle avoit aussi fourni en 1544. son contingent pour la Guerre contre les Turcs : Qu'ayant sollicité en 1645. auprès des Modérateurs établis par l'Empire, pour obtenir quelque diminution des charges, cela lui avoit été accordé : Et enfin qu'il étoit notoire , que l'Empereur *Leopold* avoit plusieurs fois renvoyé la Ville à l'Electeur de Treves , pour lui payer son contingent dans les mois Romains , ainsi qu'elle l'avoit fait effectivement.

L'E-

L'Electeur Palatin & le Comte de Hanau repondent à ces Argumens :

Au I. Qu'on ne disconvenoit point que Gelnhausen n'eût été une Ville Imperiale, pourvû qu'on n'étendît point cette qualité au-delà de l'époque de l'hipothèque.

Au II. Qu'il étoit vrai aussi, que jusques au tems de son oppignoration, elle avoit tenu sa superiorité & sa Jurisdiction des Empereurs Romains; mais que depuis ce tems-là les Seigneurs de l'hipothèque y avoient établi un Baillif.

Au III. Que chaque Particulier dans l'Empire, de quelle condition qu'il fût, pouvoit obtenir de S. M. Imperiale la Confirmation de ses Privileges; mais que cela ne devoit point les empêcher de demeurer immédiatement soumis à leurs Seigneurs : Que quoique les Seigneurs de l'hipothèque étoient engagez de laisser à la Ville la jouïssance de leurs Privileges, cela ne s'entendoit néanmoins que de ceux qui n'étoient point contraires au Contract d'hipothèque : Qu'on ne sçauroit regarder comme tel, le Droit ou le Privilege d'immédiateté, parce que rien n'étoit plus contradictoire que d'être sujet aux Seigneurs de l'hipothèque, & de vouloir conserver l'immédiateté.

Au

DE L'E-
LECT.
PALATIN
Repli-
que des
Princes.

Au IV. Qu'on voyoit par ce qui étoit dit ci-dessus , que par l'oppignoration des biens de l'Empire , on en perdoit en même tems le Domaine : Qu'il étoit évident que la même chose devoit avoir lieu dans le cas présent , surtout si l'on faisoit attention que la Ville avoit été dispensée & dechargée du serment qui l'attachoit à l'Empire , & qu'il lui avoit été enjoint de prêter Hommage aux Seigneurs de l'hipothèque , vû qu'à moins de cela il n'y auroit aucune proportion entre la somme considérable qu'on avoit avancée & l'hipothèque même.

Au V. Que les paroles alleguées du Contract de l'hipothèque s'entendoient seulement du droit que l'Empire s'étoit réservé de faire cesser l'oppignoration par le remboursement des deniers avancez.

Au VI. Que tous ceux à qui la Bulle d'Or deféroit le droit d'escorter les Electeurs , n'étoient pas des Etats immédiats de l'Empire , parceque le Mandement Imperial s'étendoit aussi sur les Militaires , & Clients , Nobles & Roturiers : Que la ville d'Erford s'y (*) trouvoit entre autres aussi chargée du devoir d'escorter l'Electeur de Saxe , quoique celui de Mayence en fût actuel-

(*) Chap. 1. §. 14.

tuellement en possession , & qu'elle n'eût jamais été une Ville immédiate de l'Empire. Que pardessus tout cela le Syndic de la ville de Gelnhausen avouoit clairement sur le rapport veritable de ses Principaux , que ce Droit & ce Convoi n'avoit jamais été exercé de memoire d'homme.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au VII. Qu'on ne sauroit produire un seul exemple que depuis l'oppignoration on eût appelé des Sentences du Magistrat immédiatement aux Tribunaux suprêmes de l'Empire : Qu'il paroisse plutôt par ce que dessus , que les Appels interjettez avoient été faits directement aux Seigneurs de l'hipothèque : Que d'ailleurs de semblables Appels adressez immédiatement aux Tribunaux suprêmes de l'Empire , ne sauroient préjudicier à la Jurisdiction du Juge mediat , auquel suivant l'ordre , on auroit dû avoir recours auparavant , parceque les Droits de celui-ci demeuroient toujours reservez.

Au VIII. Que l'hipothèque des Villes mentionnées ci-dessus , n'avoit pas sortit tout son effet , & étoit d'ailleurs d'une nature toute différente : Qu'ainsi les conditions n'étant pas les mêmes , on ne sauroit s'en prévaloir avec raison en faveur de Gelnhausen.

Au

Au IX. Que l'autorité des Ecrivains ne prouvoit rien à cet égard , surtout puisque *Limnaeus* lui-même parloit & traitoit dans un autre endroit , savoir *Tom. 3. Lib. 2. Cap. 20. & Tom. 4. in Addit. ad Lib. 2. Cap. 7. & ad Lib. Cap. 20.* très-clairement de l'exemption de la ville de Gelnhausen : Que l'énumération que *Matth. Stephanus* faisoit des Villes libres Imperiales , étoit fort ancienne & peu sûre ; mais que *Paurmeister de Inétione Lib. 2. Cap. 1. N^o. 17. pag. 330. & suivantes*, en donnoit une liste plus correcte, dans laquelle Gelnhausen ne se trouvoit point.

Au X. Que lorsque le Fiscal Imperial avoit entamé le procès d'exemption , il avoit pris ses conclusions , pas tant contre les Seigneurs de l'hipotheque, que principalement contre la ville de Gelnhausen même : Que celle-ci , comme Partie principale , ayant comparu en Justice & répondu aux plaintes du Fiscal , &c. & s'étant servi pour toutes ses affaires d'un Conseiller de l'Electeur Palatin qu'elle avoit employé à défendre sa cause , quoiqu'il auroit dépendu de son libre-arbitre d'en charger un autre, elle s'étoit par-là même avouée exempte , & avoit voulu être considérée comme telle durant le procès. Que depuis

puis ce tems-là il y avoit eu encore plusieurs Actes semblables, d'où il falloit conclure, que le Magistrat de la ville de Gelnhausen, qui pour lors étoit en charge, ne faisoit pas difficulté de convenir bonnement de la verité du fait; mais que celui d'aujourd'hui en agissoit très-différemment & de fort mauvaise foi.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au XI. Qu'on auroit de la peine à prouver, que la Ville de Gelnhausen fût endroit d'être invitée & admise aux Diettes de l'Empire: Qu'il étoit vrai, qu'elle y avoit été invitée plus d'une fois; mais que les Seigneurs de l'hipotèque l'en avoient toujours exemptée: Que d'ailleurs la seule Convocation aux Diettes ne prouvoit pas l'immediateté, ni n'étoit une marque certaine qui caractérisoit un Etat libre de l'Empire; parcequ'il arrivoit souvent, que par méprise on invitât une Ville, qui n'étoit pourtant rien moins que libre & Imperiale.

Au XII. Qu'on feroit pareillement fort embarrassé de verifier, qu'avant l'année 1641. la ville de Gelnhausen avoit comparu aux Diettes de l'Empire, soit par Deputez exprès ou par Mandataires: Que c'étoit les Ministres de l'Electeur Palatin qui avoient signé les résolutions alleguées au nom & de la part
des

des deux Seigneurs de l'hipothèque lorsqu'ils avoient exempté & représenté la ville de Gelnhausen : Que ce qu'on disoit du Deputé de la ville de Francfort , étoit vrai en effet ; mais que c'étoit un attentat contre lequel les Seigneurs de l'hipothèque avoient fait protester sur le champ auprès du Directoire de Mayence , laquelle protestation avoit été insérée dans les Actes de l'Empire : Que ces mêmes Princes avoient reproché par écrit à la ville de Gelnhausen toute l'injustice de sa criminelle démarche , & en avoient demandé réparation par un Renversal formel : Que là-dessus la Ville avoit donné ausdits Princes le 6. Juillet 1655. une Déclaration par écrit , portant , que dorénavant elle souffriroit tranquillement qu'ils la représentassent aux Diettes , à condition pourtant que cela ne préjudicieroit point aux affaires actuellement litispendantes à la Chambre Imperiale : Que la Ville ayant voulu derechef comparoître en 1662. à la Diette de Ratisbonne , les Seigneurs de de l'hipothèque s'y étoient fortement opposés , & que depuis ce tems-là elle n'avoit plus rien tenté à cet égard. Qu'outre cela les signatures des résolutions de l'Empire ne pouvoient pas être regardées comme un Argument solide
en

en faveur de l'Immediateté, ni prouver que celui qui l'avoit fait, fût effectivement au nombre des Etats de l'Empire, vû qu'il étoit arrivé plusieurs fois que des Princes étrangers avoient signé ces mêmes resolutions, & qu'd'un autre côté il y avoit plus de deux siècles que les Rois de Boheme ne signoient plus du tout : Qu'au reste les Etats de l'Empire s'étoient souvent réservé leurs droits contre les signatures irrégulières des Recès de la Diette, en y faisant insérer une clause expresse de *non prajudicando*.

Au XIII. Que le Document touchant l'hommage rendu au Roi *Robert* étoit fort apocriphe, & que sans parler de plusieurs autres circonstances on pouvoit avec raison le soupçonner, tant par rapport à sa forme, qu'à l'égard de la matiere même : Que l'hommage que l'Empereur *Maximilien I.* s'étoit fait prêter, à ce qu'on disoit, n'étoit qu'une pure chimere, & contredisoit directement ce que la ville de Gelnhausen même avoit avancé ailleurs, principalement dans les Actes du procès de l'exemption : Que quant à ce que les Empereurs *Leopold* & *Joseph* avoient trouvé bon de faire, les Seigneurs de l'hipothèque s'étoient réservé leurs Droits à cet égard par une protes-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

protestation solennelle ; & que la ville de Gelnhausen même avoit temoigné dans une Lettre du 31. Janvier 1660. combien elle avoit été surprise lorsqu'on la somma pour la premiere fois en 1659. de rendre immédiatement Foi & Hommage à l'Empire.

Au XIV. Que la specification du contingent de la Ville pour les contributions de l'Empire , qui se trouvoit dans la Matricule de l'année 1647. ne prouvoit rien en faveur de Gelnhausen , n'y ayant été vraisemblablement inserée qu'afin que si jamais l'Empire prenoit la resolution de degager l'hipotheque , l'on pût sçavoir à combien la Ville avoit été taxée autrefois dans les charges générales : Que d'ailleurs il falloit principalement s'en rapporter à la Matricule de l'année 1521. parceque la Ville avoit déjà été exempte depuis l'année 1505.

Au XV. Que le payement de l'ancienne taxe dont on parloit , nommée *Vor-rath & Bau-Geld* , s'étoit fait en 1548. ou après ; mais que de memoire d'homme on n'avoit rien fourni là-dessus : Que les Seigneurs de l'hipotheque avoient protesté par rapport à ces mêmes taxes , & s'étoient réservé leurs Droits ; en sorte que nonobstant le payement mentionné , le procès d'exemption avoit été poussé
avec

avec la même vigueur à la Chambre Imperiale. Que les subsides pour la guerre en Hongrie étoient des subsides privilégiés auxquels les exempts, aussi bien que ceux qui les exemptoient, avoient été obligez de contribuer, sans que cela pût néanmoins préjudicier à ces derniers, comme il paroissoit par la résolution de l'Empire de l'année 1544. §. 7. & suivans : Qu'outre cela la ville de Gelnhausen n'avoit pas fourni les subsides mentionnez immédiatement à l'Empire, mais à ses Seigneurs médiats, qui avoient là-dessus fait remettre cet argent à la Caisse de l'Empire. Que la modération qu'on avoit obtenue, ne regardoit que les contributions privilégiées de l'Empire, lesquelles avoient été généralement réglées sur le pied des anciennes Matricules, & qu'on n'avoit sollicité ce bénéfice que pour en obtenir quelque diminution. Enfin qu'on ne sauroit disconvenir que l'Empereur *Leopold* n'eût ordonné plusieurs fois à la Ville de payer son Contingent dans les mois Romains à l'Electeur de Treves; mais qu'il étoit vrai aussi, que les Seigneurs de l'hipotheque avoient toujours protesté contre de pareilles sommations, comme étant contraires à leurs Droits : Et que S. M. Imperiale n'y avoit trouvé rien à redire. En

DE L'E-
LECT.
PALATIN
Etat pré-
sent du
démêlé.

En 1708. les Seigneurs de l'hypothèque savoir, l'Electeur Palatin & le Comte de Hanau bloquerent la ville de Gelnhausen pour la faire rentrer, disoient-ils, dans son devoir ; mais tous les Etats voisins ayant intercedé pour elle , le Blocus ne dura pas long-tems. La mémoire de cet événement est encore trop fraîche pour qu'il soit besoin d'entrer en détail là-dessus. Nous ajoûterons cependant , qu'autant qu'il nous en est revenu , ces différends ne sont pas encore tout-à-fait ajustez.

§. 10.

De la Prétention de la Maison Palatine sur la Superiorité territoriale de la Commanderie des Chevaliers de Malthe à Haimbach , & autres Villages qui appartiennent à cet Ordre dans le Palatinat.

L'Electeur Palatin fonde sa prétention sur les argumens suivans : (a)

I. Que le Village de Haimbach & tous les autres qui en dépendent , sont situez dans le Territoire & le District de l'Electorat.

II.

(a) Voyez Merckelbach , *Ap. Klook T. I. Consil. 9. n. 1. & seq. & T. III. Consil. 151.*

II. Que les Sujets de l'Ordre appelloient communément des Sentences rendues dans les Villages mentionnez, au Bailliage de Germesheim.

DE L'E-
LECT.
PALATIN •

III. Qu'en vertu de cette Souveraineté & Superiorité territoriale dans les Villages de l'Ordre, l'Electeur Palatin y avoit fait plusieurs changemens en fait de Religion, sans que personne s'y fût opposé.

IV. Que l'Electeur Palatin avoit dans ces Villages le droit de nommer & de confirmer des Tuteurs ou des Curateurs.

V. Que les Chevaliers de Malthe avoient cédé à l'Electeur le parfait exercice de la Jurisdiction criminelle sans aucune réserve.

VI. Que l'Electeur avoit sur ces Villages le droit de protection & d'Avocatie.

VII. Que l'Electeur pouvoit prétendre d'être défrayé lorsqu'il venoit à la Commanderie de Haimbach.

VIII. Que les Sujets de l'Ordre dans le Palatinat étoient obligez de fournir en tems de guerre un chariot de bagage avec tout ce qui y appartient, & de l'entretenir à leurs propres dépens, comme aussi de rendre encore plusieurs autres services militaires.

IX. Que dans l'affaire qui avoit été traitée

DE L'E-
LECT.
PALATIN

traitée au Conseil Aulique de l'Electeur à Heidelberg, savoir le procès de *Kurtzen* contre *Heckman*, le premier avoit allegué dans sa replique sur les exceptions déclinatoires de sa partie, les paroles suivantes fidèlement traduites :
 » Quoique S. A. le Seigneur Grand-
 » Maître de Malthe, fût Seigneur ou
 » propriétaire de Ober-Luchstat, & y
 » exerçât la Jurisdiction, le Bailliage de
 » Germesheim étoit néanmoins en droit
 » de recevoir les appels des Sentences
 » qu'on y rendoit de sa part, &c » : Et
 que le Procureur autorisé par le Grand-
 Maître de Malthe pour cette affaire, n'y
 avoit point contredit, y ayant plutôt
 consenti tacitement.

X. Que dans tous les susdits Villages de l'Ordre, on voyoit les Armes de l'Electeur *Palatin* suspendues aux Eglises & placées à la droite de la Croix de l'Ordre.

XI. Que l'Electeur Palatin avoit le droit général de convoi dans les susdits Villages des Chevaliers de Malthe, en conséquence de quoi il jouïssoit aussi des revenus que cela rapportoit.

Raisons
de l'Or-
dre de
Malthe
contre
l'Elec-
teur.

L'Ordre de Malthe de son côté alle-
gua les argumens suivans pour prouver
son Droit de Souveraineté (b) :

L

(b) Klook, d. l. *Confil.* 9. n. 34. & seqq.

I. Que le Grand-Maître avoit toujours eu un Domaine absolu & une Jurisdiction parfaite sur toute les Commanderies & sur tous les Bailliages de l'Ordre, en quelque endroit qu'ils fussent situées dans le Saint Empire, de même que sur tous les Châteaux, Villages, Bourgs, &c. qui étoient incorporez, & soumis à l'Ordre : Que le Grand-Maître, comme un Membre du Corps Germanique & immédiatement Sujet à l'Empereur & à l'Empire, payoit toutes les contributions ordinaires accordées par la Diète, tant pour lui, que pour tous les Sujets, Etats, Commanderies, & en un mot, pour toutes les possessions de l'Ordre en Allemagne.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

II. Que quoique les habitans de Hochstat & de Nieder-Luchstat fussent Serfs de l'Electeur *Palatin* (laquelle servitude ne donne néanmoins aucun Domaine ni Jurisdiction) ils avoient pourtant toujours prêté au Grand-Maître & à tout l'Ordre de Malthe foi & hommage, ce qui étoit une marque indubitable du droit de Supériorité.

III. Qu'entre plusieurs autres Regales & prérogatives qui démontroient la prééminence & la supériorité de l'Ordre, le Grand-Maître avoit le droit de lever des contributions & des taxes sur les ha-

bitans & Sujets de Haimbach; & qu'il en avoit jouï jusques ici tranquillement, sans que ni l'Electeur *Palatin*, ni quelqu'autre, eût pensé à le troubler dans cette possession.

IV. Que toutes les Terres situées dans les Districts de l'Ordre quoiqu'elles appartenoiént à des Sujets Palatins domiciliés ailleurs, payoient à l'Ordre de Malthe sans aucune difficulté, un certain droit appelé le *Beeth*.

V. Que par les Sentences de la Chambre Imperiale dans le Procès de *Kurtzen* contre *Heckmam*, il constoit que hormis les affaires criminelles & quelques autres qui étoient du ressort de l'Electeur *Palatin*, presque tout le reste de la Jurisdiction competoit à l'Ordre de Malthe.

VI. Que jusqu'à présent les Sujets avoient fait sans difficulté toutes sortes de Corvées pour la Maison de Haimbach, & n'avoient jamais manqué aux ordres qu'on leur avoit insinué à cet égard.

VII. Que la Souveraineté de l'Ordre étoit efficacement confirmée par plusieurs Privileges Imperiaux (pour ne rien dire de ceux qui ont été accordez par les Papes) particulièrement par celui que l'Empereur *Frederic* lui accorda en 1180, où ce Prince s'exprime en ces termes : *Quod hospitales domus Hierosolymita-*

lymitano Xenodochio pertinentes in loco Imperii ubique sitæ, cum omnibus pertinentiis suis tam hominibus quàm rebus sub tuitione Imperiali sint constituta, avec ordre exprès: Ut nulla Ecclesia vel secularis persona Imperio subiecta in prædictis domos & ipsarum bona aliquam Jurisdictionem exerceat, vel molestiam faciat, &c. Que ces privileges avoient été particulièrement confirmez par l'Empereur Rodolphe en 1274. & par l'Empereur Adolphe en 1295.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

VIII. Que suivant la Confirmation de l'Empereur Charles V de l'année 1545. c'étoit justement les Comtes Palatins & Electeurs du Rhin, qui avoient été expressément nommez pour conserver & protéger conjointement avec les Gouverneurs Imperiaux en Suabe & en Alsace les droits, privileges & immunités de l'Ordre de Malthe.

Voici ce que les Chevaliers répondirent en même tems pour réfuter les preuves & les raisons de l'Electeur Palatin :

Au I. Que la présomption tirée de la situation du Territoire, étoit un argument peu solide, étant notoire que presque dans tous les Electorats & autres Etats, il y avoit des Terres & des Biens appartenans à des Electeurs, Princes, Comtes, & Seigneurs étrangers, & dont le Seigneur territorial ne sauroit préten-

Répon-
ses aux
raisons
de l'E-
lecteur.

dre Souveraineté ; mais que ceux-là les possédoient avec tous leurs droits & toutes sortes de Jurisdic-tions dont jouissent ordinairement les Etats immediats de l'Empire ; que d'ailleurs les Biens & les Sujets de l'Ordre étoient affranchis par les Privileges Imperiaux de la Jurisdic-tion de tout autre Etat Ecclésiastique ou séculier.

Au II. Que ce n'avoit été que dans des affaires difficiles ou de grande importance, & simplement par la voye de consultation, ou par maniere de prorogation volontaire, que les Sujets de l'Ordre avoient appelé à la ville de Gernersheim, qui dépendoit autrefois immédiatement de l'Empire, & point au Baillif de l'Electeur Palatin: Que de semblables Appels avoient été autrefois assez communs dans l'Empire, & étoient même encore actuellement en usage en plusieurs endroits ; mais que quand même l'Electeur Palatin pourroit se vanter avec raison, du Droit de recevoir les Appels, on n'en pourroit tirer aucun argument par rapport aux autres Regales ou à la Souveraineté même.

Au III. Que les changemens faits en matiere de Religion n'étoient pas une preuve infaillible du Droit de Souveraineté, vû que l'Electeur Palatin avoit fait

fait la même chose à Spire sans y avoir ni Territoire, ni Jurisdiction Ecclesiastique, ni Souveraineté: Que d'ailleurs l'Electeur Palatin n'avoit effectué ces changemens que par violence & par usurpation.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au IV. Que le droit de constituer des Tuteurs ne faisoit non plus rien à l'affaire: car les Sujets de l'Ordre étant serfs de l'Electeur Palatin, & la nomination des Tuteurs regardant principalement le droit qu'ont sur les personnes qui sans cela se trouvent déjà sous le joug de la servitude, il étoit probable que l'Electeur Palatin se seroit arrogé ce droit sous prétexte de la servitude mentionnée; mais communément ni ce droit ni la servitude même n'étoit pas un titre pour prétendre à la Souveraineté.

Au V. Que l'Electeur Palatin ne sauroit se prévaloir de la Jurisdiction criminelle, pour en inferer une Superiorité & une Jurisdiction absolüe à tous égards, n'étant pas extraordinaire dans l'Empire, de voir un Etat immédiat exercer dans l'occasion le même Droit de Jurisdiction criminelle dans le Territoire d'un autre.

Au VI. Que le droit de protection ne donnoit pas non-plus aucune Jurisdiction ni Superiorité, comme étant déri-

vée du Droit d'Avocatie: Que comme les Commanderies, Terres & Sujets de l'Ordre étoient dispersez par-ci par-là dans les Etats de divers Princes, & que l'Ordre, à cause de ses expéditions continuelles, avoit été obligé de les faire administrer par des Baillifs, & n'avoit pû les protéger commodement lui-même, il en avoit conféré le patronage à ses voisins, afin de les secourir en cas de besoin; mais que cela pouvoit être révoqué.

Au VII. Qu'on avoit lieu de douter que l'Electeur Palatin fût en droit de prétendre le défrayement à Haimbach, attendu qu'en vertu des privileges Imperiaux, particulièrement celui de *Ferdinand* du 16. Juin 1559. l'Ordre de Malthe & tous ses Biens étoient absolument dispensez & exemts de ces sortes d'hospitalitez & autres choses de cette nature: Qu'il se pouvoit qu'anciennement la Maison de Haimbach eût donné quelquefois à manger par pure honnêteté aux Officiers & Domestiques de l'Electeur Palatin; mais que cela n'obligeoit à rien pour la suite.

Au VIII. Que c'étoit à cause de la protection dont les Sujets de l'Ordre jouissoient, qu'ils étoient obligez d'entretenir en tems de guerre un chariot de baga-

bagage, & de rendre plusieurs autres Services Militaires.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au IX. Que l'Electeur Palatin ne devoit pas trop faire valoir l'argument tiré des Actes du Procès entre *Kurtzen & Heckman*, parceque ces mêmes Actes avoient été cassez & annullez par une Sentence reformatoire de la Chambre Imperiale, pour passer sous silence que les loix portent clairement, *quod in actibus præjudicialibus præsens & tacens non videatur consentire* : enforte que l'absence de la susdite partie principalement interessée, qui n'a rien sçu de la négligence ou du silence de son Procureur, pouvoit en cet endroit servir d'excuse valable, & de réponse suffisante sur tout ce qu'on disoit à cet égard.

Au X. Que les Armes de l'Electeur Palatin qu'on voyoit au frontispice des Eglises, ne signifioient aucune superiorité ; mais simplement le droit de patronage.

Au XI. Que le droit de convoi n'étoit pas non-plus un argument assez fort pour prouver la superiorité territoriale, personne n'ignorant que les Electeurs & Princes de l'Empire, après avoir notoirement usurpé ce Droit hors de leur Territoire, & après en avoir étendu l'exercice fort avant dans des Terres étrangères, l'avoient enfin fait conside-

rer comme un usage établi , ainsi qu'on pourroit le prouver par plusieurs exemples.

Il ne m'est pas revenu , si ces différends ont été ajustez , ou s'ils durent encore.

§. II.

Du Domaine direct que la Maison Palatine prétend sur quelques endroits de la Comté de Sayn , principalement dans les quatre Paroisses de Kirchen , Fischbach , Gobertzheim & Daden.

EN 1152. le Comte *Everard* & sa femme, de même que le Comte *Henri* de Sayn , remirent le Château & le Fort de Sayn avec toutes ses dépendances à *Hillinus* Archevêque de Treves , & en reçurent l'investiture de ses mains. Ils stipulerent en même-tems , que leurs descendans de l'un & de l'autre sexe auroient droit d'y succeder. Les hoirs mâles des anciens Comtes de Sayn ayant manqué , leurs Biens , y compris le Château & la Ville de Blanckenbourg avec tous les Fiefs qui en dépendent , le Château & la Ville de Hackenbourg avec ses Fiefs, le Château de Droitberg, le Château de Sayn avec ses dépendances , le Château de Schaffenberg avec ses Fiefs ,
&c.

&c. échûrent par testament du dernier Comte, aux fils de sa sœur *Adelaide* mariée au Comte de Sponheim. De ceux-ci il ni eut que l'aîné *Jean*, qui laissoit deux fils, lesquels partagerent en 1264. leurs Etats patrimoniaux ; tellement que *Henri* continua la Branche de Sponheim, & *Godefroi* celle de Sayn. Ce dernier reçut en 1273. du Comte Palatin *Louis*, l'investiture de toute la Comté de Sayn & de ses dépendances. On ne sauroit dire au juste si ce fut-là la premiere inféodation, ou si, à ce qu'on prétend du côté de l'Electeur Palatin, les Comtes avoient déjà été investis auparavant de cette Comté par la Maison Palatine. Quoiqu'il en soit, les deux fils de *Godefroi*, *Jean* & *Engelhard* firent en 1294. un nouveau partage des Etats de leur pere. L'aîné *Jean*, se réserva la Comté de Sayn, & *Engelhard* son cadet eut la Valander, la moitié de la Seigneurie de Hombourg & quelques autres Biens, à condition pourtant qu'il les tiendrait en Fief de son frere aîné & de ses descendans. Le Comte *Engelhard* donna à l'occasion de ce partage, un Renversal à *Jean*, par lequel il renonça sous serment à toutes prétentions sur la Comté de Sayn & autres Biens qui y étoient demeurez attachez. *Jean*

N s' fils

DE L'E-
LECT.
PALATIN

filz dudit Comte *Jean*, reçut en 1340. de Baudouin Archevêque de Treves, de nouvelles Lettres d'investiture pour le Château de Sayn & autres Fiefs de l'Archevêché. Il est à remarquer par rapport à ce même *Jean*, qu'en 1378. il soumit à l'Archevêché de Treves, le Château & le Fort de Freusbourg avec toutes ses dépendances, & reçut ensuite l'investiture, ainsi que la copie de la Lettre d'inféodation, produite par l'Electeur de Treves, le fait voir clairement.

Ces deux Branches (desquelles celle de Hombourg acquit aussi Witgenstein par mariage) se sont continuées jusqu'en 1606. que la posterité mâle de l'une, sçavoir decelle de *Jean* Comte de Sayn, se trouva éteinte par la mort du Comte *Henri*. Avant cet événement & encore du vivant dudit Comte *Henri*, les plus proches parens Collateraux, les Comtes de Witgenstein, reçurent en 1594. & 1598. l'investiture éventuelle des Electeurs de Treves & Palatin pour succeder après sa mort dans toutes la Comté de Sayn, & dans la possession des deux Châteaux de Sayn & de Freusbourg. De-plus *Guillaume* Comte de Witgenstein avoit épousé *Anne-Elisabeth*, fille d'un frere de Herman Comte de Sayn, qui étoit decedé sans héritiers mâles, & avoit eu
de

de ce mariage le Comte Ernest de Sayn & de Witgenstein.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Ce Comte *Henri* de Sayn se voyant sans enfans, ceda sous divers prétextes, vendit & aliena plusieurs morceaux considérables de la Comté à *Lothaire* Archevêque & Electeur de Treves, au préjudice de ses Collatéraux les Comtes de Witgenstein & des autres interressez. Ce procédé porta l'Electeur Palatin à mettre en 1602, tant pour ces raisons, que pour plusieurs autres en séquestre toute la Comté de Sayn, y compris le Bailliage de Freusbourg, comme relevant du Palatinat du *Rhin*; & en cette conséquence il la fit non seulement effectivement occuper, mais reçut aussi l'hommage de tous les Sujets. L'Electeur de Treves qui avoit des Droits sur les Maisons & Châteaux de Sayn & de Freusbourg, s'intéressa beaucoup pour les Paroisses de Kirchen, Fischbach Gebertzheim & Daden, situées dans le voisinage. Il envoya même pour conserver son prétendu droit de propriété, des Commissaires exprès à Freusbourg, avec ordre de maintenir l'Archevêché dans la possession de son Domaine direct, & continuer en même tems son Feudataire le Comte *Henri* de Sayn dans la jouissance du Domaine utile. Nonobstant cela l'Electeur

Palatin poursuivit fermement le sequestre de toute la Comté, & ne voulut absolument rien céder au Comte *Henri* que les revenus des deux Châteaux de Sayn & de Freusbourg. Cette affaire fit naître de grandes disputes, non seulement entre *Henri* Comte de Sayn, & ses parens les Comtes de Witgenstein; mais aussi entre les deux Seigneurs féodaux, savoir les Electeurs de Treves & Palatin, & donna lieu à plusieurs Ecrits qui parurent sur cette matiere (a). La contestation entre l'Electeur de Treves & l'Electeur *Palatin* regardoit principalement les dépendances de la Comté de Sayn, & se reduisoit à la question suivante: si les quatre grandes Paroisses, situées dans le voisinage du Château de Freusbourg, savoir, Kirchen, Fischbach, Gebertzhaim & Daden, dépendoient de Freusbourg ou de la Comté de Sayn? L'Electeur de Treves soutenoit la premiere, & l'Electeur *Palatin* la seconde de ces deux propositions.

Raisons
de l'E-
lecteur de
Treves.

L'Electeur de Treves representa pour appuyer son sentiment: (b).

I.

(a) Tout ce qu'on a rapporté jusqu'à présent est tiré d'un Ecrit intitulé, *Gründelicher Bericht und Beweiß des Herrn Graff Ernestens contra Churjursten zu Trier*, où sont tous les Documens de cette affaire.

(b) Voyez *Vorum Johan. Schoneri Juri & Consil. Fasar*, dans le *Gründelicher Bericht* p. 213.

I. Que Freusbourg avec son Bailliage & ses Paroisses, étoit uu District séparé de la Comté de Sayn, ayant été autrefois une Seigneurie à part, & que pour cela les possesseurs de Sayn avoient porté le titre de Seigneurs de Freusbourg.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

II. Que le Comte *Jean* de Sayn avoit soumis en 1378. le Château & Fort de Freusbourg avec tous ses droits, Sujets &c. à l'Archevêché de Treves, & en avoit reçu l'investiture.

III. Que dans les lettres d'investiture des Comtes *Palatin-Robert* & *Louis*, des années 1398. 1411. le Château & *District* de Freusbourg étoit spécialement excepté; & que par le mot de *District* il falloit entendre tout le Bailliage & les quatres Paroisses.

IV. Que la lettre d'investiture de l'Electeur de Treves de 1452. portoit, que ce Prince avoit investi les Comtes de Sayn du Fort de Freusbourg avec tous ses Sujets, droits & dépendances.

V. Que les quatres Paroisses étoient situées tout près, & comme contigues du Château & de la Maison de Freusbourg, & que les Comtes de Sayn les y avoient effectivement joint.

L'Electeur *Palatin* de son côté se fonda

da

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Raïsons
de l'E-
lecteur
Palatin.

da sur les argumens suivans (c) :

I. Que les Comtes de Sayn avoient tenu des Electeurs *Palatins* toute la Comté de ce nom ; que Freusbourg avoit été de tout tems une dépendance & un ancien Fief de la Comté de Sayn, & que par conséquent le Château de Freusbourg & les quatre Paroisses avoient été compris dans l'investiture de la Comté, puisqu'il n'y étoit fait mention d'aucune exception.

II. Que dans les lettres d'investiture *Palatines* de l'année 1390. on avoit à la verité accepté le Château & le district de Freusbourg, mais qu'on n'y trouvoit pas le moindre mot touchant les quatre Paroisses ; & qu'il étoit certain, *quod Dominus & Vassallus non censetur ab investiturâ primâ recessisse, nisi hoc expresse inter ipsos actum sit, ut recedatur.*

III. Que lorsque le Comte de Sayn avoit offert à l'Archevêché de Treves la Maison de Freusbourg pour la rendre féodale, ils n'avoient simplement fait mention que du Château & du fort.

IV.

(c) Voyez le *Vorum* cité ci-dessus, dans le *Grundlicher Bericht*, p. 34. & un Ecrit intitulé, *Kurtzer Bericht das die ganze Graffschafft sey von viel hundert Jahren Chur-Pfaltz Mann-Lehn gewesen und noch sey.*

IV. Que Lothaire Archevêque de Treves n'auroit pas eu besoin de se donner tant de mouvemens pour conclure le marché avec le Comte *Henri* malgré les oppositions de toutes parts, s'il étoit vrai que les terres dont il prenoit l'acquisition si fort à cœur, eussent déjà été auparavant des Fiefs de Treves.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Les raisons que l'Electeur Palatin opposa aux argumens alleguez par l'Electeur de Treves, furent :

Au I. Que ce n'étoit rien prouver, que de dire, que Freusbourg & les quatre Paroisses étoient un district séparé de la Comté, parce que c'étoit justement-là le point litigieux; que quand même Freusbourg eût été une Seigneurie à part, il n'étoit pas encore démontré pour cela, que les quatre Paroisses y eussent toujours appartenu; ou bien si les Comtes Palatins ne se les étoient pas expressement réservées comme des dépendances de la Comté de Sayn, (à laquelle elles avoient indubitablement appartenu ci devant aussi-bien que Freusbourg) quoique le Château & le district mentionnez en eussent été exceptez.

Raisons
de l'E-
lecteur
Palat. à
celui de
Treves.

Au II. Que la copie de la lettre d'investiture de l'année 1378. qu'on avoit produite, étoit sujette à beaucoup d'exceptions

ceptions

ceptions, l'original n'ayant pas encore été exhibé jusques ici, & la copie n'étant point vérifiée dans la forme requise par les loix féodales. Que quand même il n'y auroit rien à dire contre l'authenticité de ce document, il ne prouvoit pourtant point que les quatre grandes Paroisses mentionnées, eussent été offertes à l'Archevêché de Trèves en même tems que le Château & Fort de Freusbourg, vû qu'il n'en étoit pas fait la moindre mention; à quoi probablement on auroit point manqué, parce que la chose étoit de trop grande importance; & enfin qu'il étoit notoire, *quod contractus investitura sit strictissimi juris, & ejus verba, ut jacent, accipienda, præsertim in præjudicium tertii.*

Au III. Que le mot de *Distrikt* qui se trouvoit dans les lettres d'investiture Palatine, s'entendoit du pais voisin & des environs du Château de Freusbourg, principalement puisqu'il n'y étoit fait aucune mention des dépendances, sous quel nom on devoit comprendre les quatre Paroisses; mais que dans l'oblation faite par le Comte de Sayn à l'Archevêché, il n'étoit parlé d'aucun district.

Au IV. Que la lettre d'investiture de 1452. devoit être expliquée par la première lettre d'inféodation de l'année

1378. Que dans celle-ci le mot de *Dépendance* ne se trouvoit point, mais qu'il y avoit seulement, le Château avec ses Sujets, Droits, &c. qui y appartiennent; & qu'ainsi il étoit palpable qu'on avoit pû accorder aux Comtes par la dernière lettre d'investiture, plus que le Comte *Jean* n'avoit autrefois soumis à l'Archevêché.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au V. Que la contiguité du Terrin, les arrangemens pris par les Vassaux & autres choses de cette nature, ne prouvoient point la féodalité, parce que les Comtes de Sayn en avoient disposé pour leur commodité comme ils avoient jugé à propos.

Suite &
état pré-
sent de
cette
préten-
tion.

Après qu'on eût long-tems débattu cette querelle, les deux Branches, sçavoir le Comte *Henri de Sayn*, & les Comtes de *Witgenstein*, s'accommodèrent enfin ensemble, le Comte *Guillaume de Witgenstein* fut reçu en 1603. pour lui & pour ses héritiers en communion de possession de la Comté de Sayn, qui lui fut même cedée toute entière en 1605. par le Comte *Henri*, qui ne se réserva qu'une pension annuelle. L'Electeur Palatin ratifia non seulement & approuva tout ceci mais leva aussi en 1603. le sequestre de la Comté de Sayn, la remit effectivement au susdit *Guil-*
laume

laume Comte de Sayn & de *Witgenstein*, & releva les Officiers & les Sujets de la Comté de leur serment.

L'Electeur de Treves s'y opposa d'abord, & trouva beaucoup à redire à cette cession amiable; mais sur les remontrances qui lui furent faites, & sur les instances réitérées pour le renouvellement de l'investiture, il la promit enfin au Comte *Guillaume* à certaines conditions. Bien-loin pourtant d'exécuter cette promesse, l'Electeur de Treves prit occasion en 1605. de la maladie du Comte *Henri* de Sayn, pour s'emparer de force du Château de Sayn. Le Comte *Henri* étant mort audit Château au mois de Janvier 1606. en présence de *Guillaume* Comte de Sayn & de *Witgenstein*, & celui-ci ayant suivi le Convoi funebre jusques à Hachenbourg, eut à son retour la mortification de se voir refuser l'entrée du Château. L'Electeur de Treves qui en avoit les clefs, fit là-dessus transporter de Sayn & de Freusbourg tous les meubles, papiers, & autres effets, y fit suspendre les armes de Treves & se fit prêter Hommage par les Habitans. Non seulement le Comte *Guillaume* de Sayn protesta contre ce procédé, en faisant à l'Electeur de vives plaintes de toutes ces

ces violences; mais l'Electeur Palatin en témoigna aussi son mécontentement tant de bouche que par écrit. Cependant comme on ne pouvoit rien obtenir par la voye de la douceur, que de vagues promesses, & la dispute continuant toujours entre l'Electeur de Treves, l'Electeur Palatin, & le Comte de Sayn, la Cour Palatine résolut en 1609. de poursuivre cette affaire en Justice. Le 14. Avril 1610. l'Electeur de Treves obtint de la Chambre Imperiale une citation *ex L. Diffamari*, & depuis ce tems-là jusqu'en 1626. les trois parties intéressées continuerent le Procès qui fut enfin décidé le 7. Juillet de ladite année par la Sentence suivante:

» En affaires du feu Seigneur *Lothaire* à present Seigneur *Philppe-Christophe* Archevêque de Treves, Com-
 » plaignant : Contre l'Electeur Palatin
 » & adjoints, à present ses héritiers
 » nommez dans l'Acte, Intimez; con-
 » cernant une citation *ex L. Diffamari*,
 » particulièrement touchant Sayn, &c.
 » il a été décidé : Que la possession des
 » quatre Paroisses qui dépendent sui-
 » vant les Actes, du Château & de la
 » Seigneurie de Freusbourg, nommé-
 » ment Kirch, Fischbach, Gebertzeim
 » & Daden, avec leurs dépendances,
 » de

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» de même que les biens allodiaux
 » achetez du feu Seigneur *Henri Com-*
 » te de Sayn, & situez dans les quatre
 » dites Paroisses, devront être adjugez
 » au Complainant, avec deffense aux
 » Intimez de n'y apporter aucun empê-
 » chement, ni d'y troubler en aucune
 » maniere le Complainant jusqu'à ce
 » qu'il en soit décidé autrement, soit
 » *in possessorio plenario* ou *in petitorio* :
 » Ainsi que nous l'adjugeons respecti-
 » vement, & défendons expressément
 » par la presente, &c. »

Quatre jours après la prononciation de cette Sentence, l'Electeur de Treves la fit executer de sa propre autorité, sans avoir obtenu auparavant les Lettres executoires nécessaires pour cet effet. Il envoya quelques Troupes pour prendre possession du Bailliage de Freusbourg & des quatre Paroisses en question, forçant les Sujets malgré leurs instantes prieres, & nonobstant la protestation & les remontrances du Comte de Sayn, à lui prêter le serment de fidelité. Depuis ce tems-là les endroits mentionnez sont toujours demeurez à l'Electeur de Treves, & lui appartiennent encore actuellement.

*De la Souveraineté que l'Electeur Palatin
prétend sur la Comté & Seigneurie de
Blanckenheim & Gerhardstein.*

THéodoric Comte de Manderscheid acquit cette Comté & Seigneurie avec plusieurs autres biens par son mariage avec *Elizabeth*, fille de *Jean* Comte de Schleiden. Il la soumit conjointement avec ses fils *Cunon*, *Jean*, & *Guillaume* en 1464. à *Gerard* Duc de Juliers & de Bergues, & en reçut ensuite l'investiture à certaines conditions. Les Comtes de Manderscheid refusèrent de reconnoître dans la suite ce nœud féodal, & voulurent en agir en Comtes immédiats de l'Empire. Cette conduite fit naître des disputes entre le Duc de Juliers & les susdits Comtes, parce que les premiers prétendoient d'exempter la Comté comme un Fief qui relevoit d'eux (a). La Maison Palatine de Neubourg ayant succédé dans le Duché de Juliers, fit valoir fortement cette prétention : ce qui obligea les Comtes de Manderscheid de présenter

(a) *Imhoff Not. Proe. L. 9. c. 4. 5. 3.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

ter en 1653. un memoire à la Diète de Ratisbonne, où ils tâcherent de prouver leur immediateté par les argumens suivans (b) :

Raisons
deBlanc-
kenheim

I. Que ces Comtez se trouvoient regulièrement nommées dans toutes les Matricules de l'Empire soit anciennes ou nouvelles, avec leur quotifation.

II. Qu'en cette conformité lefdites Comtez n'avoient payez des contributions à personne, qu'aux Empereurs & à l'Empire.

III. Que les anciens Ducs de Juliers ayant tenté de longue main de faire valoir leur prétendu droit d'exemption, contre Blanckenheim & Gerhardstein pour les soumettre à leur Jurisdiction, avoient été obligez de proceder en Justice contre le Fief Imperial; mais que malgré toutes les exceptions des Ducs de Juliers, les Comtes avoient été confirmez par une Sentence formelle après une mûre deliberation sur cette affaire, avec parfaite connoissance de cause, dans le droit de contribuer immédiatement aux taxes de l'Empire. Que
cette

(b) Le Memoire de Blanckenheim est dans Londorp T. VI. *Aff. Publ. L. 8. c. 86.* Voyez aussi Limnz. *Tom. V. Addit. ad L. 4. Jur. Publ. c. 7. pag. 291.*

cette Sentence avoit passé *in rem judicatam*, & qu'en cette consequence les Comtes avoient toujours fourni les contributions à l'ordinaire, ainsi qu'on pouvoit le prouver par les quittances.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

IV. Que les Ducs de Juliers comme Princes Directeurs du Cercle de Westphalie, avoient invité & convoqué les susdits Comtes comme membres du Cercle, à toutes les Assemblées des Etats, & les avoient par-là reconnus incontestablement eux-mêmes, en qualité d'Etats immédiats de l'Empire.

V. Que lesdits Comtes avoient été, invitez à toutes les Diètes de l'Empire, & qu'ils y avoient eu & y avoient encore actuellement le droit de Seance & de Suffrage.

VI. Qu'il étoit vrai qu'en 1544. le Duc de Juliers se trouvant en personne à la Diète de Spire, avoit refusé d'y admettre les Comtes: Qu'il s'étoit même adressé pour cette effet à Sa Majesté Imperiale & à l'Empire, & avoit tâché de faire valoir par ses sollicitations son prétendu droit d'exemption; mais qu'on le lui avoit nettement & expressément refusé en ces termes: Que puisque l'Empire étoit en possession de la superiorité immédiate desdites Comtez, & que les Comtes étoient immé-
diate-

DE L'E- diatement Sujets à l'Empire, les choses
LECT. devoient demeurer dans cet état.
PALATIN

VII. Que cela avoit mis le susdit Duc dans la nécessité de voir & de permettre tranquillement, que le Comte Arnault de Manderscheid, Blankenheim & Gerhardstein prît Seance à la susdite Diète, donnât son Suffrage, & signât les résolutions tout comme les autres Comtes & Membres de l'Empire.

VIII. Que les Comtes mentionnez avoient eu & avoient encore actuellement à la Chambre Imperiale plusieurs Procez contre la Maison de Juliers & autres Comtes & Seigneurs du premier ordre, dans lesquels l'immediateté des deux parties étoit absolument requise pour fonder la Jurisdiction ; & que lorsque du côté de Juliers on avoit tâché de decliner l'affaire per l'exception de la prétenduë exemption, la Chambre Imperiale avoit enjoint par Sentence au Duc, de faire conster incessamment sa parition.

IX. Que lorsque par la conclusion de la paix, on avoit été obligé de payer une certaine somme pour la satisfaction & indemnisation stipulée, lesdits Comtes avoient fourni leur Contingent à l'exemple des Etats de l'Empire à l'E-
lecteur

lecteur de Cologne, pour lors Directeur du Cercle du Bas-Rhin. J'ignore ce qui s'est passé ultérieurement dans cette affaire. Cependant l'Auteur de la Matricule de l'Empire (c) qu'on a joint à l'*Illustre Allemagne*, assure que l'Electeur Palatin, en qualité de Duc de Juliers, exempte actuellement ces Comtes & Seigneuries; & *Struvius* dans la Matricule de l'Empire qui se trouve derrière son *Corpus Juris Academicum*, qui suivant le titre doit être dressé exactement selon l'état présent de l'Empire, dit page 923. la même chose.

§. 13.

*De la Prétention de l'Electeur Palatin
sur Kayferswerth.*

Cette Ville avec son Château, Fort & Doüane, a été hipothéquée aux Comtes de Juliers pour des sommes considérables par les Empereurs *Rodolphe I. Henri VII. & Louis V.* (a) Ce dernier confirma cet engagement en 1336.

(c) Page 63.

(a) Tout ceci est tiré d'une Dédiction intitulée *Iustitia Possessionis Palatina super Caesaris-Insulâ, vulgò Kayferswertz & Appertinensis.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

1336. au Comte *Guillaume* de Juliers, tellement que l'hipotheque mentionnée demeurerait toujours à la Maison de Juliers, & qu'il ne seroit permis à personne de la dégager qu'à Sa Majesté Imperiale seule & à ses successeurs à l'Empire, qui avoient le pouvoir de la retirer, soit pour leur propre argent, soit pour celui de l'Empire. Cette confirmation fut approuvée en 1348. par l'Empereur *Charles IV.* nonobstant cela *Guillaume* de Juliers, Bergues & Ravensberg, neveu du susdit Comte *Guillaume*, ceda l'hipoteque de la forteresse, Château & Ville de Kayferswerth avec ses Droits & sa Jurisdiction & generalement toutes ses dependances, à son beau-pere *Robert* le jeune, Comte *Palatin* du Rhin & Duc de Baviere, pour lui & pour ses héritiers & successeurs, pour la somme de 57593 $\frac{1}{2}$ florins argent de Cologne, payables en Or; stipulant en même tems, que lorsque lui cessionnaire, ou ses héritiers, rembourseroient le Duc ou ses héritiers de ses avances, en quelque tems que ce pût être, ledit Duc ou ses heritiers accepteroient la somme, & rendroient l'hipotheque avec toutes ses dépendances. Le Duc *Robert* s'y engagea effectivement par un renversal expedie sous la même

me datte, & cette réoppignoration fut confirmée en 1370. par l'Empereur *Charles IV.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Le fils du Duc & Comte *Palatin-Robert*, qui portoit le même nom & qui parvint ensuite à la Dignité Imperiale, donna en 1399. 25593 ; florins sur l'hipotheque de *Keyferswerth* en dote à son gendre le Comte *Adolphe* de *Cleves*, & reçut de celui-ci les 32000. florins restans en argent comptant. Outre les conditions concernant la redevolution, en cas qu'il y eût des enfans, & touchant le droit de retirer l'hipotheque toutes & quantes fois qu'on voudroit, & plusieurs autres clauses semblables, il y fut particulièrement stipulé, que NB. quand le Duc & la Duchesse *Bergues*, leurs héritiers ou successeurs voudroient dégager *Keyferswerth* conformément au contract d'hipotheque, que lui, Empereur *Robert*, avoit remis à son gendre alors celui-ci, aussi-bien que ses filles, leurs heritiers & successeurs devroient se prêter audit dégagement en quelque tems que ce fût. Pour mieux assurer cette nouvelle cession d'hipotheque, *Guillaume* Duc de *Juliers* & de *Bergues* de même que ses trois fils, *Gerard*, *Adolphe* & *Guillaume* l'approuverent en 1399. se reser-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

vant néanmoins de faire eux-mêmes le dégagement en payant leur propre argent. La Comtesse de Cleves étant décédée sans enfans, la réoppignoration de la Ville, &c. de Keyferswerth, faite par le Comte de Bergues en faveur de *Guillaume*, redevolut aux hoirs mâles de la Maison Palatine, sauf néanmoins au Comte de Cleves de jouir des revenus sa vie durant. L'Empereur *Robert* étant mort, ses fils partagerent ses Etats, & cette hypotheque tomba dans la portion du cadet, le Comte Palatin *Othon*, qui la ceda en 1440. à son tour à *Thierry Archevêque de Cologne de la même maniere & sur le même pied que son pere l'avoit eue, & qu'elle étoit dévolüe à ses fils & à leurs héritiers*, comme il porte par l'acte de cession qu'il fit agréer par ses autres freres, lesquels renoncerent en même tems aux droits qu'ils y pourroient encore avoir.

Les choses demeurèrent en cet état jusqu'en 1569. que *Guillaume Duc de Juliers* envoya des Députés à *Salentin* pour lors Archevêque & Electeur de Cologne, pour l'informer de la résolution où il étoit de dégager l'hypotheque de la Ville & du Chateau, &c. de *Kayferswert*, & prier en même tems ledit Electeur de ne le pas trouver

mau-

mauvais, & de recevoir les deniers de rechat conformément aux Actes passés à ce sujet. L'Electeur tâcha de tirer l'affaire en longueur, en alleguant mille frivoles excuses; mais le susdit Duc envoya au mois de Decembre de ladite année, quelques-uns de ses Conseillers à Cologne, comme le lieu désigné pour le payement, y fit réellement offrir le payement de la somme due, & produire aux Ministres de l'Electeur de Cologne l'original des renversaux; mais ceux-ci persisterent toujours à ne vouloir point accepter ce qu'on venoit de leur offrir. Le Duc insista là-dessus auprès de l'Archevêque, de vouloir s'expliquer sur les difficultez qui pouvoient le faire agir de la sorte, & mit le 11. Janvier 1570. la somme destinée au dégage- ment, en dépôt entre les mains des Bourguemaîtres & du Magistrat de Cologne, faisant ensuite signifier cette démarche à l'Electeur par Notaire & Témoins; mais tout cela fut encore inutile. Dans ces entrefaites l'Archevêque vint à mourir, & comme l'Archevêque se trouvoit agité par de grands troubles sous son successeur, les choses en demurerent-là jusques en 1596. Ce fut alors que *Jean-Guillaume* Duc de Juliers, Cleves & Bergues, lassé de tant de

DE L'E-
LECT.
PALATIN

délais, porta enfin l'affaire à la Chambre Imperiale, où elle fut agitée jusques en 1607. qu'elle se trouva en état d'être décidée. Avant la publication de la Sentence, *Jean-Guillaume* dernier Duc de Juliers Cleves, & Bergues, mourut sans enfans, & attira par sa mort une longue & sanglante guerre sur ses Etats, qui mit dans la suite toute l'Allemagne à feu & à sang, & qui jointe à plusieurs autres incidents, empêcha la décision de cette affaire. L'Electeur de Cologne ayant commencé à fortifier la ville de Kayferswerth, *Philippe-Guillaume* Electeur Palatin fit protester solennellement devant Notaire & Témoins contre cette entreprise. Les Alliez ayant pris la Ville en 1702. l'Electeur Palatin en fit prendre possession, & reçut l'hommage des Habirans, se fondant sur le droit d'hipotheque que les Comtes de Juliers & de Bergues avoient eu depuis quatre siècles sur la Ville & la Douane de Keyferswerth, & dont ils n'avoient jamais été privez par autorité Imperiale.

Raisons
de l'E-
lecteur
Palatin.

Opposi-
tion de
Cologne

Le Chapitre de Cologne en fit des plaintes ameres, qualifiant cette prise de possession de fait contraire à la sureté publique & aux Constitutions de l'Empire, & y fit protester solennellement le 21. Juillet. Il se fonda sur ce
que

que la forteresse de Keyferswerth étoit incorporée depuis quelques siècles à l'Archevêque de Cologne par une possession continuelle & jamais interrompue; que l'expiration d'un tems si considérable suffisoit seule, suivant toutes les Loix, pour confirmer le titre & le droit de propriété de l'Eglise de Cologne, & qu'ainsi il n'étoit pas besoin qu'elle produisît d'autres preuves que la durée de sa possession pour démontrer combien son droit étoit incontestable, &c.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

L'Electeur Palatin s'y opposa non seulement par une contre-protestation du 27. Septembre 1702; mais il fit en même tems publier la déduction de ses droits dont il est fait mention ci-dessus, & où il dit entre autres, par rapport à la possession continuelle dont le Chapitre se vantoit, & touchant la prescription qu'on en vouloit inférer,

Reponse
de l'E-
lecteur
Palatin.

I. Que le Chapitre avoit grand tort de faire sonner si haut son prétendu droit de propriété; qu'outre que ce droit résidoit encore en la personne de S. M. Imperiale, dont les Prédécesseurs dans l'Empire avoient seulement hypothéqué la Ville, le Château & la Douanne de Keyferswerth aux Comtes de Juliers & de Bergues, l'Electeur de Cologne n'a-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

voit acquis par la cession faite par le Comte Palatin *Othon*, que simplement l'usage & l'usufruit de l'hypothèque, & autant de droit qu'il y en avoit lui même; & que d'ailleurs on concevroit aisément qu'*Othon* n'avoit pû transférer à l'Archevêché un droit qui ne lui compétoit point.

II. Que la prescription alleguée par le Chapitre ne pouvoit pas avoir lieu dans le cas présent, 1°. *Quia juri reluendi seu offerendi nunquam præscribatur per L. 13. ff. de Usucap.* 2°. Parcequ'on avoit expressement prévenu & exclu la prescription par le Contrat d'Hypothèque passé entre *Guillaume* de Juliers & son beau-pere en ces termes : Si le Duc & la Duchesse de Bergues & leurs héritiers vouloient dégager un jour l'hypothèque, ceux qui l'auront alors entre les mains s'y conformeront, & permettront que le dégagement se fasse en quelque tems que ce soit. 3°. Que le tems de la prescription avoit toujours été interrompu : Qu'après le Cession faite en 1440. par le Comte Palatin *Othon* à l'Archevêque *Théodoric*, il étoit survenu de grands troubles dans l'Empire, qui n'avoient pû être appaîsez que par la Paix générale conclüe à Worms en 1495, & qu'on savoit, *quod tempore belli non cur-*
rat

rat præscriptio : Que ces troubles avoient été suivis quelque tems après, de ceux que l'Electeur *Herman de W'eda* avoit causez dans l'Archevêché de Cologne, & dont on n'avoit pû voir la fin qu'en 1532 : Qu'après cela, *Guillaume* Duc de Juliers, Cleves & Bergues étoit entré en guerre avec l'Empereur Charles-Quint, laquelle n'avoit fini qu'en 1544 : Que la prescription n'avoit pû commencer pendant tout ce tems-là, vû des obstacles continuels & insurmontables ; mais qu'à peine l'Empire avoit vû renaître la paix au-dedans & au-dehors, que ledit Duc *Guillaume* avoit offert en 1569. de faire le dégagement, en offrant réellement la somme nécessaire pour cet effet, qu'il avoit consignée & mise en dépôt ; & que par-là même il avoit empêché que la prescription ne pût avoir lieu dans la suite : Qu'afin de la prévenir pour jamais, le Duc *Jean-Guillaume* avoit intenté procès sur cette affaire devant la Chambre Imperiale de Spire dès que la tranquillité eût été rétablie dans l'Archevêché, qui avoit été agité par de nouveaux troubles sous l'Electeur *Gerard Fruches* ; mais qu'il n'avoit pû obtenir la justice qu'il avoit demandée, la mort l'ayant surpris dans le tems que son affaire alloit être décidée : Que

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

les différends survenus ensuite touchant la succession aux Etats de Juliers & de Cleves, & la guerre avec la Suede qui affligea l'Empire pendant 30. années consécutives, de même que plusieurs autres incidens particuliers, comme les alliances contractées par les Electeurs de Cologne avec des Puissances Etrangères, & la supériorité que cela leur avoit donné, avoient causé tous les empêchemens connus, & formé des obstacles humainement invincibles par rapport au dégagement amiable, & avoient par conséquent aussi fermé le chemin pendant tous ce tems-là à toutes sortes de prescriptions, &c. L'Electeur de Cologne ayant été rétabli par le Traité de Bade dans la jouissance de tous ces droits & possessions, la ville de Keyserwerth lui fut aussi rendue, sauf néanmoins les droits de la Maison Palatine.

*Du Droit de juger l'Empereur, que l'E-
lecteur Palatin prétend avoir.*

Pour établir ce droit les Historiens Palatins & autres allèguent (a).

I. Que les anciens Empereurs Romains avoient déjà reconnu la Jurisdiction que le Préfet du Prétoire avoit sur eux, même pour les affaires criminelles, vû qu'on lisoit (b) de l'Empereur *Trajan*, que remettant l'épée à son Préfet du Prétoire, il s'étoit servi de ces propres termes: *Tibi istum ad munimen-*

Raisons
de l'E-
lecteur.

O 6 *tum*

(a) Consultez sur cette importante prétention Goldast in *Rationali Constit. Imper.* p. 99. Rumelinus, ad *A. B. Part. I. Dissert. V. §. 4.* p. 142. Burgoldenſis, ad *instrum. Pac. Part. II. Discurs. 20. §. 20.* p. 230. Carpzovius, de *Lege Regiâ Cap. 14. sect. 14. §. 25.* p. m. 364. Limnæus, *Jur. Publ. Lib. 3. C. 9. §. 24. p. 100.* &c. ad *A. B. Cap. V. §. 3. Observ. XII. §. 2. p. 364.* Dn. Thulemarius, *Offovirar. Cap. XVIII. §. 21. p. 249.* Le Comte Guill. de Wurimbrandt, in *Dissert. de Foro S. R. I. Germanici Principum Cap. I. §. 6. p. 12.* & Dn. Multzius, *Corpus Jar. Publ. Part. I. Cap. XVI. §. 2. & 15. pag. 105.*

(b) Dans Aurel. Victor, *Breviar. Hist. Rom.* Dans Frid. Sylburg. *T. I. Hist. Rom. p. m. 515.* Dans Xiphilin, in *Epir. Hist. Rom.* Dans Dion Cassius, de *XXV. Imp. Rom. L. 6. in visâ ejusd.*

latin *Gode roi* en témoignage , & lui donna expressement la qualité de *Sacri Romani Imperii Judex* (e).

DE L'E-
LECT.
PALATIN

V. Que dans le *Théâtre de Suabe* (f) , ou Recueil des Loix féodales & communes de ce Cercle , on trouvoit le Passage suivant : » Quand les Princes » voudront se plaindre d'une injustice » que le Roy leur aura faite , ils s'adresseront pour cela au Comte Palatin du Rhin qui jouit seul de cette prérogative. »

VI. Qu'on lisoit la même chose & à-peu-près dans les mêmes termes au Chapitre 41. du Code ou Recueil des Loix féodales d'Allemagne (g) , & que dans le Chapitre 142. (h) il étoit dit : » Le Comte Palatin jouit de cet honneur » (de donner l'investiture aux Etats de l'Empire) en conséquence du droit » qu'il a de juger le Roy.

VII. Que le Droit Provincial d'Allemagne (i) s'accordoit parfaitement avec ceci , vû qu'il portoit : » Le Roy ne

(e) Petrus Diac. Lib. 4. Chr. Cassinensis, c. 109. §. 2014. p. 546.

(f) L. 2. c. 43. §. 6. Dans Goldast , P. I. des *Reichs Statzung*, p. 124.

(g) Dans Schilt. p. 50.

(h) Ibid. p. 195.

(i) Cap. 147.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» ne pourra retenir avec justice aucune de
» ces Terres au-delà d'une année : Mais
» il devra les conférer en Fief à quel-
» qu'un. S'il ne le fait point, les Princes
» & autres Etats en peuvent porter leurs
» plaintes, & demander justice à cet égard
» au Comte *Palatin* du Rhin, qui a été
» constitué Juge du Roy; ce qui fait
» beaucoup d'honneur au *Palatinat*.

VIII. Que dans ce même Code des Loix Provinciales d'Allemagne Chap. 156. §. 3. on lisoit encore, que le Roy pouvoit être poursuivi en Justice devant le Comte *Palatin* du Rhin.

IX. Qu'on trouvoit dans le *Théâtre de Saxe*: (k) *Judex absque Præfecto, id est, Sculteto, legitimum judicium habere minimè potest, quia si de Judice conquerantur, coram Sculteto respondere tenetur. Scultetus enim est Judex culpa judicis, & Palatinus, seu Palans-Gravius, Imperatoris judex est.* Dans la Version Allemande on rend ces derniers mots de la manière suivante: *Alsoes Palanzgrave over* (suprà) *dem Kayser.* Ce qu'on peut rendre en François: de même que le Comte *Palatin* l'est sur l'Empereur.

X.

(k) L. 3. Arr. 52 §. 5. Dans Goldast, de *Coursuer. Imp.* p. 160.

X. Que le Glossateur du *Weichbild* (l) assuroit : » Qu'on devoit juger l'Empereur, & lui couper la tête avec une hache d'or sur le bord d'un bouclier ; » ce qui devoit se faire par le Comte » *Palatin* du Rhin, comme étant constitué Juge du Roy ». Que ces paroles marquoient assez clairement la Jurisdiction criminelle du Comte *Palatin* sur l'Empereur, & ne contenoient rien qui ne s'accordât parfaitement avec l'usage de ce tems-là. Qu'on savoit par l'Histoire (m) que les anciens Empereurs d'Allemagne avoient fait porter autrefois devant eux, à l'imitation des anciens Consuls de Rome, une hache d'or, à laquelle on avoit substitué depuis une épée nuë, en signe du droit qu'ils avoient de punir les coupables, & que les Consuls de Rome avoient été sujets à cette Jurisdiction aussi-bien que les Empereurs en Allemagne.

XI. Que conformément à cet ancien Droit du *Palatinat*, le Pape *Urbain IV.* (n) avoit renaové *Richard* Roy d'Angleterre & *Alphonse* d'Espagne, qui se dis-

pu-

(l) *Art.* 8. p. 16.

(m) C'est le raisonnement de *Marc Wagner* dans *Spangenberg*, L. X. c. 17. p. 305 B.

(n) Dans un Bref rapporté par *Leibnitz*, in *Prodr.* T. I. *Cod. Dipl. Jur. Gent.* p. 15.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

putoient la Dignité Imperiale , au Comte Palatin , *tanquam ad ejusmodi discordie Judicem* , comme le Pape s'en exprimoit en propres termes , ayant sans doute par-là en vûe le Droit dont il est parlé ci-dessus.

XII. Que lorsque les Ennemis de l'Empereur *Adolphe de Nassau* , avoient accusé ce Prince en 1297. & 1298. de plusieurs crimes capitaux devant le Duc de Saxe , en l'absence du Comte Palatin *Rodolphe* , ils avoient expressément déclaré (o) que cela ne dérogeroit en rien au droit du Comte Palatin & que l'on ne s'étoit servi pour le coup de cet expédient , que parce qu'il n'avoit pas été présent lui-même.

XIII. Qu'en 1301. les Electeurs de l'Empire avoient accusé l'Empereur *Albert* d'Autriche comme meutrier de Roy , devant le Comte Palatin du Rhin , alléguant pour raison *ad Comitem Palatinum Rheni pertinere , assequè officium Palatina dignitatis ex quadam Consuetudine , de causis cognoscere ; quæ ipsis Regi moventur* ; & que là-dessus le Comte Palatin avoit déclaré ledit Empereur incapable

(o) Au rapport d'Aventin , in *Annal. Bojar.* c. 12. §. 12. p. 628.

pable de porter la Couronne (p). DE L'E-

XIX. Qu'il étoit à remarquer à cet égard, que *George Alten*, Secrétaire de la Ville de Nurenberg, Historien très-digne de foi, rapporte dans sa Chronique (q), qu'à l'occasion de cette affaire de l'Empereur *Albert*, tous les Electeurs & Princes de l'Empire avoient signé une Constitution, par laquelle ils avoient confirmé à perpétuité au Comte Palatin, le Droit de juger les Empereurs. LECT.
PALATIN

XV. Que *Frederic* Burggrave de Nurenberg avoit appelé d'une Sentence de l'Empereur *Charles IV.* au Comte Palatin *Robert*, & en avoit obtenu de lui la réformation.

XVI. Que l'Empereur *Venceslas* avoit offert de se soumettre à la Jurisdiction du Comte Palatin en ces termes : » Et » s'ils refusent d'y acquiescer, nous » voulons bien proceder contre lui en » Justice pardevant l'Electeur du Rhin, » & satisfaire ainsi aux Loix mentionnées.

XVII. Que les Députez des Cantons Suisses ayant demandé en 1443. à la

(p) C'est ce que rapporte en propres termes *Henr. Rebdorffens* in *Annal. ad ann. 1300. Tom. I. Script. Rer. Germ. Freheri* p. 412. & *Henri Siero* in *Cronic. Altha.*

(q) Dans *Befold. Thes. Voc. Pfaltzgrafe* p. 736.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

la Diète de l'Empire tenuë à Constance, que l'Empereur *Frederic III.* confirmât leurs privileges, celui-ci le leur avoit refusé, sous prétexte qu'ils devoient auparavant restituer les États de la Maison d'Autriche dont ils s'étoient emparez : Que les Suisses se croyant en droit de se plaindre de ce procedé, l'Empereur avoit offert de remettre la chose à la Décision du Comte Palatin (*coram Præfecto Prætorii Rhenani, ubi omnes Imperatoris causa controversa decidi solent*). (r)

XVIII. Qu'à l'occasion du differend de la Maison Palatine touchant la Tutelle legitime, le Comte Palatin *Jean Casimir*, avoit provoqué à cette prérogative de sa Maison dans un écrit de l'année 1583.

XIX. Que dans les démêlez que *Frederic V.* Electeur Palatin avoit eus avec l'Empereur *Ferdinand II.* il avoit clairement prouvé & démontré à l'Empereur le droit en question. Que dans une lettre dattée à Prague le 1. Juiller 1620. & adressée à l'Empereur, (s) il s'exprimait

(r) Comme le temoigne Gerhard de Roo, *L. 5. Annal. Austr. p. 195.* & Dietz de Widenburg in *Verf. Germ.* Gerardi.

(s) *Londorp, T. II. Aff. Publ. c. 30. p. 42.*

primoit ainsi : » Que si Sa Majesté Imperiale comme Empereur Romain , » étoit attaqué par quelque autre en » Justice, Elle étoit obligée par la Bulle » d'Or de l'Empereur *Charles IV.* de » proceder & de se justifier devant un » Comte Palatin & Electeur ». Que la même chose étoit répétée dans un écrit intitulé, *Deduction des Nullitez qui se trouvent dans la publication du Ban contre l'Electeur Palatin.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

XX. Que les Princes qui s'étoient liguez ensemble au sujet de l'union , avoient représenté en 1610. la même chose à Sa Majesté Imperiale, & avoient demandé qu'Elle se justifiât devant l'Electeur Palatin, tant à cet égard, que par rapport aux griefs de la Religion.

XXI. Que ce droit étoit principalement fondé dans la Bulle d'Or, où on lisoit au Chapitre V. §. 3. ces termes exprès : *Et quamvis Imperator sive Rex Romanorum super causis, pro quibus impetitus fuerit, habeat, sicut ex consuetudine introductum dicitur, coram Comite Palatino Rheni, Sacri Imperii Archidapifero Electore Principe respondere : Illud tamen judicium ipse Comes non alibi, præterquam in Imperiali curia, ubi Imperator seu Rex Romanorum præsens extiterit, poterit exercere.* C'est-à-dire : » Et quoi qu'un

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» qu'un Empereur ou Roi des Romains
» soit obligé, comme on assure que
» c'est l'usage, de se justifier devant le
» Comte Palatin du Rhin Archi-Grand-
» Maître (1) & Prince Electeur du Saint
» Empire, par rapport aux affaires qui
» sont portées à sa Charge : Le Comte
» Palatin ne pourra cependant exercer
» cette Jurisdiction ailleurs qu'au Pa-
» lais Imperial, en présence de l'Empe-
» reur ou du Roi des Romains.

XXII. Que par cette Sanction-Prag-
matique & Loi publique de l'Empire,
cette affaire étoit abondamment prou-
vée, & que même le lieu où cette Ju-
risdiction devoit être exercée, y étoit
clairement exprimé aussi-bien que les
rencontres où elle devoit avoir lieu,
sçavoir dans toutes les causes qui re-
gardent l'Empereur comme Chef Suprê-
me de l'Empire, & non pas comme
simple Archiduc d'Autriche, ainsi que
la susdite Déclaration de l'Empereur
Frederic III. & les autres passages des
recueils alleguez, suivant lesquels mê-
me les affaires criminelles n'en devoient
pas

(1) C'étoit la dignité de l'Electeur Palatin avant
la Paix de Westphalie ; mais depuis c'est l'Elec-
teur de Baviere qui en est revêtu, & l'Electeur
Palatin est Archi-Tresorier.

pas être exceptées, le démontreroient suffisamment : Qu'ainsi on ne concevoit point sur quel fondement on pourroit contester ce droit au Comte Palatin, vù que par la paix de Westphalie il avoit été retabli dans tous ses anciens Droits, & que la Bulle d'Or se trouvoit generalement confirmée & autorisée par toutes les Loix posterieures de l'Empire, de même que par les Capitulations Imperiales.

On a fait en general plusieurs objections (v) contre ce droit, que je ne trouve pourtant pas assez importantes pour entrer là-dessus en détail. Ceux qui auront assez de curiosité pour souhaiter de les voir, les trouveront chez *Pfessinger ad Vitriar. Tom. III. pag. 886.* Mais voici ce qu'on repond à chacun des articles en particulier :

Reponse
à ces
Raisons.

Au I. Que ce seroit se méprendre grossierement, que de vouloir comparer & mettre en paralelle les Grandes Charges de l'Empire Germanique, sur le

(v) Entre autres *Christ. Gorl. de Friedeberg* dans un Traité intitulé *Neues Calvinisches Modell des Heil. Rom. Reichs* dans *Londorp, T. III. c. 12. p. 696.* l'Auteur *der Rechtfertigung der Kayserl. Achts-Erklärung Pfaltzgraff Friderichs oder Justitia Banni Imperialis Prop. XVIII. Fab. Hercynian. in Responsione ad Camerar.* dans *Londorp, T. III. L. 7. c. 6. p. 314.*

le pied qu'elles sont aujourd'hui, de même que les fonctions & les droits qui y appartiennent avec l'état souverain de l'ancien Empire Romain.

Au II. Que dans les écrits d'Eginhard & d'Hincmar qui marquoient soigneusement toutes les fonctions des Comtes Palatins du tems des anciens Rois des Frâncs, on ne trouvoit pas le moindre vestige qu'un Comte du Palais eût eu une semblable Jurisdiction sur la personne desdits Rois, mais bien qu'il avoit reçu les appels (x) & décidé les differends des personnes de la Cour; mais que quand même cela seroit, les Grandes Charges de l'Empire différoient extrêmement de ce qu'elles avoient été autrefois, en sorte que les anciennes Constitutions & Coutumes des Frâncs ne pouvoient aucunement servir de bâte & de fondement dans le cas present (y).

Au III. Que par plusieurs passages des Ecrivains contemporains (z), où les Etats prioient l'Empereur, de vouloir

(x) On trouve la preuve dans Pfeffinger *ad Virriar. L. 1. T. II. P. I. p. 936.*

(y) Mascovius *in Dissert. de Originibus Archi-Officiorum Imp.*

(z) Lambert d'Aschaff. & le Moine d'Hersfeld *ad ann. 1075. 1076. p. 523. & 329.*

loir terminer tel differend, ou punir
 quelqu'un suivant les *Loix Palatines*,
 il conſtoit clairement que par cette
 dénomination, on n'entendoit point la
 Jurifdiction du Comte Palatin; mais
 les Loix de l'Empire, ſuivant lesquelles
 l'Empereur & les Etats du Corps Ger-
 manique devoient être jugez.

DE L'E-
 LECT.
 PALATIN

Au IV. Qu'il ne ſ'enſuivoit point
 que le Comte Palatin Godefroi eût eu
 quelque Jurifdiction ſur l'Empereur,
 parce qu'il avoit été honoré du titre
 de *Juge du Saint Empire Romain*: Que
 de même il n'étoit pas encore démon-
 tré, que cette Charge fût hereditaire-
 ment attachée à ſa Maifon; mais qu'il
 étoit plutôt probable qu'elle étoit per-
 ſonnelle, & qu'elle lui avoit été con-
 férée par l'Empereur.

Au V. VI. VII. VIII. & IX. Qu'il
 étoit évident par un grand nombre d'e-
 xemples, combien peu les anciens
 Ecrivains & Gloſſateurs ſ'étoient atta-
 chés à la vérité par rapport aux affai-
 res de l'Empire Germanique, & que
 les Sçavans des derniers ſiècles avoient
 démontré à l'œil, que la plupart de
 leurs récits étoient fabuleux; enſorte
 que leur autorité & témoignage ne
 pouvoient être d'aucune conſideration
 dans une affaire de cette importance.

Au

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au X. Que les niaiseries que le Glos-
fateur débitoit touchant la décapitation
d'un Empereur avec une hache d'or,
repugnoient à la lettre & au sens du
Tvéatre de Suabe même, qui portoit
au Chapitre XXIII: » Il n'est per-
» mis à qui que ce soit, de juger la
» personne du Roi, qui doit être con-
» damné à perdre la Royauté par Sen-
» tence des Princes. Il n'y a que ceux-
» ci qui puissent prononcer contre la
» personne & l'honneur du Roi: Et s'il
» est en dispute avec quelqu'un pour
» des biens ou autres choses qui appar-
» tiennent à l'Empire, les Princes & Com-
» tes, &c. de l'Empire en devront juger.

A L' XI. Que jamais il n'étoit tom-
bé dans l'esprit d'aucun Auteur Alle-
mand, de dire qu'un Comte Palatin
avoit le droit de décider entre deux Su-
jets élus à la fois à la Dignité Impe-
riale, & de nommer celui à qui devoit
demeurer la Couronne, bien-loin que
cette proposition eût été jamais érigée
en loi fondamentale de l'Empire. Mais
que le Pape s'étant conduit sur cette
fausse supposition, il étoit évident qu'il
avoit bien entendu parler en general
des Droits & Prérogatives des Comtes
Palatins, mais qu'il n'en avoit pas sçu
au juste le détail.

Au

Au XII. Qu'aucun Auteur ne faisoit mention de la réservation faite en faveur du Comte Palatin Rodolphe : Qu'Aventin même n'en parloit point, mais qu'il disoit seulement de son chef, & par parantese, quelques mots touchant le droit que le Comte Palatin devoit avoir de juger l'Empereur, sans ajouter néanmoins que ce droit lui eût jamais été réservé.

Au XIII. Que si les Electeurs Ecclesiastiques avoient vivement poursuivi l'Empereur *Albert* devant le Comte Palatin, ce Prince n'étoit demeuré en reste avec eux, leur ayant constamment opposé l'incompetence du Juge, ainsi qu'on pouvoit le voir par *Henri de Rebdorff*, *Steron*, & autres Auteurs alleguez ci-dessus. Que comme des plaintes faites à quelqu'un, ne prouvoient pas la competence de sa Jurisdiction, ni ne suffisoient point pour soumettre l'Accusé à un Juge étranger, de même aussi cette entreprise des Electeurs Ecclesiastiques contre l'Empereur *Albert*, ne sauroit servir d'argument pour établir la Jurisdiction du Comte Palatin, surtout puisque ledit Prince étoit accusé d'avoir assassiné l'Empereur; pour quelle affaire, suivant le susdit passage du *Théâtre de Suabe*, un Empereur, ou

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

ne pouvoit pas être jugé du tout, ou du moins ne pouvoit être condamné par tout l'Empire en Corps, que simplement à perdre la Couronne, & à être pour jamais inhabile de la porter.

Au XIV. Qu'il paroïssoit que le Secrétaire de Nurenberg Altin, n'avoit pas été instruit de l'Affaire, tant parce qu'il plaçoit ce fait dans l'année 1250. & par conséquent avant le regne de l'Empereur *Alibert*, que parce qu'il débitoit ce droit du Comte Palatin, comme une nouvelle prérogative qui lui fut conférée dans ce tems-là; tandis que les Auteurs susmentionnez des *Théâtre de Suabe, de Saxe, &c.* l'attribuoient déjà dès leurs tems à la Maison Palatine. Que d'ailleurs la Constitution alléguée par Alten n'existoit plus, & ne se trouvoit nulle part.

Au XV. Qu'en parlant du Bourggrave *Frederic*, on ne marquoit point, s'il s'étoit agi d'une affaire entre l'Empereur même & le Burggrave, ni par conséquent, s'il avoit été Juge & partie, avant ou après la publication de la Bulle d'Or? Si l'Empereur n'avoit rien trouvé à redire à l'Appel? Et si la Sentence reformée avoit été mise à exécution? Que tant qu'on ignoroit toutes ces circonstances, le susdit exemple
ne

ne feroit rien prouver. Que si cependant il étoit question d'une dispute entre des personnes tierces, il y auroit beaucoup d'incongruité à admettre un Appel fait d'un Supérieur à un Inférieur, & de vouloir en inferer la prétendue Jurisdiction du Comte Palatin sur l'Empereur. Qu'il paroisse par le règlement de la Chambre Imperiale, auquel l'Electeur Palatin avoit concouru par ses conseils, que jamais pareille chose n'étoit tombée dans l'esprit des Etats, vu qu'au titre des appels (a), & par tout ailleurs où il en étoit fait mention dans les résolutions de l'Empire, on ne trouvoit pas le moindre mot touchant les Appels à l'Electeur Palatin, ni aucune reservation faite à cet égard; que de plus, les Princes qui étoient en possession des Etats de Juliers, à l'occasion desquels on avoit fait valoir l'exemple mentionné du Burggrave, n'avoient pas imité cet appel, ayant au contraire appelé, à *Cesare malè informato, ad melius informandum*.

Au XVI. Qu'on pouvoit appliquer la même réponse à ce qu'on avançoit touchant l'offre de l'Empereur *Venceslas*:

P 2

Au 2

(a) *Recht. II. Tit. XVIII.*

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Au XVII. Que ce que l'Empereur *Frederic* avoit fait, tendoit plutôt à gagner du tems qu'à reconnoître la Jurisdiction du Comte Palatin. Qu'il y avoit plusieurs exemples que les Empereurs, pour se tirer de quelque embarras, ou pour éluder quelque prétention, s'étoient servis de ces sortes de subterfuges, & avoient offert de faire des choses, qui, lorsqu'il étoit ensuite question d'en venir au fait, n'avoient pas eu lieu.

Au XVIII. & XIX. Que les prétentions des Comtes Palatins *Jean Casimir* & *Frederic V.* étoient tout au plus des témoignages dans leur propre cause, & par conséquent de nulle valeur : Qu'outre cela l'Empereur *Ferdinand* les avoit suffisamment réfutées, ainsi qu'il paroissoit assez clairement par un Traité composé par *Friedberg*, & intitulé, *Nouveau modele des Calvinistes pour l'Empire Romain* (b), de même que par plusieurs autres Livres.

Au XX. Que les Etats liguez ensemble au sujet de l'union, avoient eu notoirement l'Electeur Palatin pour chef,

(b) Dans la Dispute de *Fabius* contre *Camera-rius*, dans *Londorp*, T. III. *Aff. Publ.* L. 7. c. 6. pag. 315.

chef, qui avoit sans doute fait valoir ce droit à ses confederez, & en avoit fait inserer quelque chose dans les écrits sortis de sa Chancellerie; ce qui rendoit ce témoignage domestique, & le mettoit de niveau avec le précédent.

Au XXI. & XXII. Que la Bulle d'Or portoit plusieurs choses qui n'avoient jamais été mises en execution; que de ce nombre étoit entre autres, le cas présent, comme on pouvoit le voir par le témoignage des Auteurs (c) qui avoient écrit sur les changements faits à la Bulle d'Or: A quoi il falloit ajouter (d), qu'on ne savoit pas au juste ce que la Bulle d'Or avoit voulu indiquer par la dénomination de *Curia Imperialis*: (e) Sil falloit entendre par-là la Diète de l'Empire, ou la Cour de l'Empereur. Que de-plus elle n'expliquoit pas assez la nature des affaires par rapport auxquelles l'Empereur devoit être sujet à la Jurisdiction du Comte Palatin: Que cela paroïssoit pourtant fort

P 3 necess-

(c) Comme Becmann, *Singulari Dissert.* & Stryck cité dans l'*Hist. Polem. de Glafeyn* p. 457.

(d) C'est le sentiment de Pfeffinger, *c. l. T. III.* p. 887.

(e) Consultez *Virriar. Lib. 3. Tit. 12.* & Pfeffinger *T. III.* p. 893.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

nécessaire, puisque suivant le *Theatre de Suabe*, ce ne pouvoit être, ni les affaires criminelles, ni les affaires féodales, l'Empereur ne pouvant être jugé pour les premières, & ne reconnoissant dans les autres pour Juges, que les Princes & Etats de l'Empire en Corps.

Quoique les Ecrivains Palatins aient repliqué plusieurs choses sur les argumens generaux dont il est fait mention ci-dessus, ainsi qu'on le voit dans le Traité susmentionné de Pffeffinger, au même endroit où l'on trouve les objections contre la prétention Palatine : Il ne m'est pourtant revenu rien d'assez solide pour servir de refutation aux argumens que nous venons de détailler. Il faudra voir à présent quels nouveaux documens la Maison Electorale Palatine aura pû déterrer dans les Archives pour prouver ce droit ; & le tems devra nous apprendre si le cas de la Jurisdiction litigieuse venant à exister, elle pourra réussir à remettre ce droit en exercice, soit en tout ou en partie.

§. 15.

Du Droit que la Maison Palatine prétend, de dégrever les Hypothèques de l'Empire.

Plusieurs Auteurs (a) fondent ce droit de l'Electeur Palatin sur certain privilege de l'Empereur *Maximilien I.* datté du Mercredi après le jour de Saint *Denis* 1495 La plupart (b) sont cependant d'opinion, que ce privilege a été énérvé & aboli par la paix de Westphalie & par les Capitulations Imperiales, dans lesquelles il est expressément stipulé, que chacun demeureroit dans la possession des hypotheques qu'il avoit alors de l'Empire. La Maison Palatine s'y oppose, & allegue les argumens suivans :

I. Que la paix de Westphalie confirmoit tous & chacun des Etats de l'Empire dans ces justes Droits, & leur en assuroit la possession, pour autant que l'on n'y avoit point fait de changement

P 4 exprès :

(a) *Giovanni in Germaniâ Principe* L. 5. p. 86. & les Auteurs citez par *Pfessinger ad Variar. T. III. p. 917.*

(b) Comme *Struvius in Syst. Jur. Publ. p. 808.* *Nitchius, in Comment. ad Capit. Tsf. Art. 3. p. 207.*

exprès : Et que comme il n'y avoit rien de stipulé touchant les hypotheques de l'Empire , relativement à la Maison Palatine , il s'ensuivoit qu'elle devoit continuer à jouir tranquillement de son droit à cet égard.

II. Que cela étoit d'autant plus indubitable , que la Maison Palatine avoit été rétablie en termes exprès , par la paix de Westphalie , dans tous ses anciens droits , à l'exception seulement de quelques-uns qui se trouvoient nommément spécifiés dans ledit Traité : Que la Maison Palatine ne tireroit pas grand avantage de cette restitution , si l'on avoit eu dessein de casser & d'annuler par un article , ce qui avoit été stipulé en sa faveur dans un autre.

III. Que le Traité de Westphalie ne permettoit pas la conservation perpétuelle & illimitée des hypotheques de l'Empire , mais en accordoit seulement la jouissance jusqu'à ce que les Electeurs, Princes & Etats de l'Empire fussent ultérieurement convenus à ce sujet.

IV. Qu'il en étoit de même des Capitulations Imperiales , & qu'il en falloit d'autant moins douter , que l'Electeur de Mayence prétendoit le même droit , quoique lui , aussi-bien que l'Electeur Palatin , eussent concouru aux
Capi-

Capitulations Imperiales, & qu'ainsi il n'étoit pas à présumer, que ces Princes eussent voulu renoncer à leurs droits & privileges par lescdites Capitulations.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

§. 26.

De la Prétention de la Maison Electorale Palatine sur le Bergstrasse, & particulièrement sur le Couvent de Lorsch.

T *Hierri* Comte d'Isenbourg (a) ayant été élu Archevêque de Mayence en 1459. le Pape lui refusa la Confirmation, parce qu'il n'avoit pas voulu s'engager par serment, tant pour lui que pour ses Successeurs à l'Archevêché, de ne pas convoquer les Electeurs de l'Empire pour l'élection d'un Roi, à l'insçu & sans le consentement du Siège de Rome. Ce refus obligea ledit Comte *Thierry* d'avoir recours à l'Electeur Palatin *Frederic*, surnommé le Victorieux, afin de pouvoir mieux faire tête à *Adolphe* Comte de Nassau, qui avoit été déclaré Archevêque par le Pape. Il fit pour cet effet en 1463. un

P 5 Traité

(a) Tolner. *Hist. Palat.* p. 69. & 70. où il cite un Manuscrit des Archives Palatines.

Bailliages de Mayence, situez dans le *Bergstrasse* & hypothéquez à la Maison Palatine, à condition que l'Archevêché payeroit dans un certain tems les susdit 52000. florins. Pour satisfaire à cette disposition du Traité, l'Electeur de Mayence offrit immédiatement après la conclusion de la paix, de payer la somme mentionnée; mais il ne put s'accorder avec l'Electeur Palatin sur les Bailliages & les endroits qui avoient été hypothéquez, & dont la restitution devoit se faire. L'Electeur de Mayence prétendoit indistinctement tout le *Bergstrasse*; mais l'Electeur Palatin lui opposa le contract d'hypothèque & le Traité de paix, où il étoit seulement fait mention de quelques endroits situez dans le *Bergstrasse*: Deplus l'Electeur Palatin contesta à l'Archevêché de Mayence quelques droits de supériorité, sous prétexte que sa Maison en avoit déjà été en possession avant cet engagement. Cependant l'Electeur de Mayence se trouvant déjà en possession de *Bergstrasse*, l'Electeur Palatin se vit dans la nécessité d'en demeurer-là quant au possessoire; mais quant au petitoire, les deux Parties convinrent le 16. Septembre & 13. Novembre 1650. que tout ce qui avoit appartenu

DE L'E-
LECT.
PALATIN

DE L'E-
LECT.
PALATIN

à la Maison Palatine avant l'engagement par rapport aux fufdits Bailliages & particulièrement au Couvent de Lorsch ou ailleurs dans le *Bergstraffe*, de même que tout ce qu'elle y avoit acquis depuis, & qui avoit été restitué de trop, lui seroit rendu. C'est en vertu de cette clause que la Maison Palatine prétend plusieurs biens dans le Village de Ferth, la Regale & le droit de chasse dans un certain district, & particulièrement la Souveraineté du Couvent, à présent Bailliage de Lorsch. Pour soutenir la dernière de ces prétentions on allègue les argumens suivans :

Raisons
de l'E-
lecteur
Palatin.

I. Que les anciens Comtes Palatins avoient fondé cette riche Abbaye, ainsi que les lettres de donation (d) du Comte Palatin Concors & de sa femme Angela de l'année 763. & 770. en pouvoient encore servir de preuve incontestable.

II. Que depuis ce tems-là cette Abbaye étoit toujours demeurée sous la domination des Comtes Palatins, qui en avoient été les Souverains, les Trésoriers, les Directeurs, les Protecteurs, comme il constoit suffisamment par les an-

(d) Rapportée par Tolmer in *Hist. Palat. in Codic. Diplom.* p. 1.

anciennes Chroniques de Laurisheim. DE L'E-
LECT.
PALATIN

(e).
III. Que supposé pourtant que les Comtes Palatins n'eussent eu aucun droit sur cette Abbaye du Chef de sa Fondation, on ne sauroit disconvenir que l'Empereur *Frederic II.* & son fils le Roi *Henri*, ayant donné en 1232. (f) cette Abbaye en pleine propriété à l'Archevêché de Mayence, le Comte Palatin Othon ne l'eût conquise de bonne guerre en 1238 (g). & n'y eût par conséquent acquis un juste Titre, s'y étant même maintenu malgré toutes les oppositions de l'Archevêché de Mayence.

IV. Qu'en cette conformité l'Abbé & tous ceux du Couvent s'étoient toujours adressez à la Maison Palatine lorsqu'ils avoient des griefs ou des plaintes à faire.

V. Qu'après la réformation *Jean Carpentarius*, pour lors Prévôt de l'Abbaye, avoit même cédé & donné en 1557. à l'Electeur Palatin *Othon-Henri*, le Couvent avec toutes ses dépendances : Et que les Comtes Palatins s'é-
toient

(e) Toiner, *Hist. Palat.* p. 309.

(f) *Ibid.* c. l. p. 395.

(g) Alberic. *in Chron. ad ann.* 1238.

toient prévalu de cette donation pour
séculariser cette Abbaye & l'ériger en
Domaine.

VI. Qu'il étoit expressément stipulé
par l'article V. §. 2. & 14. du Trai-
té de Westphalie , que chacun de-
meureroit dans la possession des biens
Ecclesiastiques dont il avoit jouï le pre-
mier Janvier 1624 , n'importe à quel
titre qu'il pût en avoir fait l'acqui-
sition : Que cette disposition devoit don-
ner le même avantage à la Maison Elec-
torale Palatine par rapport à l'Abbaye
de Lorsch , vû qu'outre le droit d'hipo-
theque elle avoit commencé en 1557. de
la posséder *jure proprio*.

VII. Que le Contract d'hipotheque
passé par l'Archevêque de Mayence ,
s'accordoit parfaitement avec ceci , ou
qu'il n'y étoit fait mention que de la
Charge de Justicier de la Prévôté de
Lorsch : Que suivant l'opinion des meil-
leurs Auteurs qui ont écrit sur le Droit
Public , il ne falloit entendre par ces
mots , que simplement la Jurisdiction
Civile dont l'Archevêché de Mayence
pouvoit s'être emparé : Qu'il falloit donc
bien distinguer entre celle-ci , & entre
la Prévôté ou le Bailliage même , avec
ses autres droits & revenus , surtout
aussi entre ladite Jurisdiction & la Sou-
ve-

veraineté ou Superiorité territoriale.

Au commencement de la présente Diète l'Electeur Palatin *Charles-Louis* a fait à tout le Corps Germanique de nouvelles representations à ce sujet contre l'Electeur de Mayence, priant qu'on ne voulût point priver sa Maison des avantages qui lui avoient été si solennellement assurez par la paix d'Osna-brug. Mais je ne fais pas au juste, s'il a obtenu là-dessus quelque resolution favorable, ou si l'Archevêché de Mayence s'est accommodé à l'amiable avec la Maison Palatine.

DE L'E-
LECT.
PALATIN.
Etat de
cette
préten-
tion

§. 17.

*Des différends de la Maison Electorale Pa-
latine avec la ville de Donauwerth au
sujet du Monopole du Sel.*

Cette dispute n'a commencé qu'en 1707. après que la ville de Dona-
werth eût été rétablie dans son imme-
diateté & dans la jouissance de tous ses
droits & privileges. Voici de quelle
maniere on representa l'affaire du côté
de l'Electeur Palatin.

Que *Maïnard* Duc de Baviere avoit
accordé en 1362. à la ville de Neubourg
dans le Haut-Palatina, le Privilege du
Mo-

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Monopole du Sel, & que cette Ville y avoit été maintenüe jusqu'au commencement du 17. siècle : Qu'en 1600. *Maximilien* Duc de Baviere ayant été nommé pour executer la Commission Imperiale qui avoit été contre la ville de Donawerth, laquelle s'étoit revoltée, l'avoit occupée, & en étoit demeuré en possession jusqu'au remboursement des frais de l'exécution. Que pendant cet intervalle il avoit eu occasion de faire de nouvelles dispositions par rapport au commerce du sel avec la Baviere, en faisant transporter & venir par la Riviere l'Isar, & de la ville d'Inn sur le Danube, celui que les Bavarois avoient acheté des habitans de l'Archevêché de Saltzburg, ayant établi pour cet effet de nouveaux magasins à Stadt-am-Hof, Kelheim & Ingolstadt, pour faire transporter de-là le sel à Donawerth : Que le Prince Palatin Duc de Neubourg avoit constamment protesté contre cette innovation, sans obtenir pourtant aucun redressement : Que la derniere guerre ayant inopinément changé l'état des choses, la Maison Palatine de Neubourg avoit appris *ex post facto*, que la ville de Donawerth, qui de Ville mediate du Cercle de Suabe avoit été mise au rang des Villes libres Imperiales, avoit entre-

trepris de se prévaloir du Monopole Bavarois qui y avoit été établi ci-devant, & qu'elle avoit même fait là-dessus une convention avec le Directoire de la Chambre des Finances à Munich, par laquelle on avoit stipulé la Franchise des droits pour tout le sel que ladite Ville transporterait par le Danube, & qui passerait à Neubourg & à Marxheim : Que cela avoit porté Son Altesse Electorale à faire faire des représentations là-dessus, non seulement à l'Administration Imperiale établie à Munich; mais aussi à Sa Majesté Imperiale même pour la prier de vouloir bien lui accorder pour Neubourg & Hochstadt ou Laringen, le Monopole du sel de Donawerth, aux mêmes conditions auxquelles il avoit été accordé à la susdite ville Imperiale de Donawerth pour un certain nombre d'années.

Que S.A.E. croyant qu'Elle obtiendrait plus facilement ce qu'Elle avoit demandé, si Elle étoit secondée par la Diète de l'Empire, avoit fait remettre le 18. May 1710. un memoire (a) au Corps Germanique, pour le prier de prendre là-dessus, conjointement avec S. M. Imperiale, une résolution favorable, & de

(a) Il est dans le *Straats-Canzley* T. XVII. p. 281.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

de diriger les choses en sorte , que conformément au susdit ancien Privilege touchant le Monopole du sel , le commerce que la ville de Donawerth s'étoit arrogé fut transferé sans plus de délai , aux mêmes conditions & avec les mêmes avantages à Neubourg & Hochstadt ou Lavingen , demandant en même-tems un Privilege confirmatoire à cet égard.

La ville de Donawerth y repondit par écrit (b) , & remontra :

Raisons
Donawerth.

Qu'au-delà de memoire d'homme elle avoit constamment joui du Monopole du sel , qui dépendoit principalement de la Maison de Baviere , & qu'elle avoit paisiblement exercé ce trafic jusqu'à ce que S. M. Imperiale eût occupé les Etats de Baviere : Que l'Administration Imperiale établie à Munich avoit promis là-dessus à la Ville , par la Convention signée le 3. Août 1705. en consideration d'une somme de 90000 florins qu'elle avoit avancée en plusieurs termes , que ce Monopole du sel lui seroit continué comme auparavant , & qu'on l'y maintiendrait , s'engageant particulièrement qu'on n'établirait aucun autre Monopole sur le Danube , soit au-dessus ou

au-

(b) Ibid. p. 292. *Elect. Juris Publ.* T. 2. p. 763.

au-dessous de cette Ville, depuis Ingolstadt jusqu'à Ulm ; mais qu'elle seroit seule dans tout ce District qui jouiroit de ce Privilege : Que quant au Privilege qu'on vantoit de la part de Neubourg, il étoit douteux s'il eût jamais existé : Que supposé néanmoins qu'il y en eût un effectivement, il resteroit encore à prouver qu'il eût jamais été mis en exécution : ce qui n'avoit pû se faire, parce qu'il n'avoit pas été permis au Duc de Baviere de préjudicier en quoique ce soit aux Droits incontestables d'une ancienne Ville libre Imperiale, par un semblable Privilege accordé à une de ses Villes municipales ; & qu'en tout cas, ce Privilege devoit être censé expiré, ou volontairement abandonné par le non usage pendant un tems si considérable.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

La ville de Donawerth a repeté toutes ces representations, non seulement par un memoire qu'elle a fait présenter à la Diete de l'Empire, mais aussi par des Lettres particulieres, adressées à l'Empereur & à divers Etats du Corps Germanique, les priant de vouloir concourir à ce que le droit de Monopole du sel, dont elle avoit jouï jusqu'alors, lui fût continué & confirmé ; parce qu'autrement, la plupart de ses habitans qui étoient presque reduits à la be-
face

Suite de
cette af-
faire.

face par les maux inseparables de la guerre, & qui ne vivoient plus uniquement que de ce trafic, se trouveroient dans l'état le plus pitoyable du monde, abîmez dans une extrême pauvreté, & absolument hors d'état de payer jamais à l'Empire & au Cercle les contingens considerables auxquels ils étoient taxez, &c.

Le Directoire du Cercle intercédâ aussi fort efficacement pour la Ville par une Lettre écrite à la Diète de l'Empire le 26. Juin 1710, & s'y interessa d'autant plus vivement, qu'outre la ville de Donawerth, plusieurs autres Villes dudit Cercle ne pouvoit manquer d'en souffrir considerablément; parce que les Traitez faits avec la Baviere, par l'Evêché de Passau, par la ville Imperiale de Ratisbonne, & l'Archevêché de Saltzbourg même, alloient être entiere-ment renversez par-là. Toutes ces circonstances ont fait croire que la Ville pourroit bien réussir dans sa sollicitation, d'autant plus que l'Electeur de Baviere ayant été rétabli dans ses Etats par le Traité de Bade, la Ville ne pouvoit manquer de l'être également. Je ne fais cependant pas trop ce qui en est.

*Des différends entre les Princes de la Mai-
son Palatine touchant la tutelle d'un
Electeur mineur.*

F *Rederic IV.* Electeur Palatin étant mort en 1610. & ayant laissé pour héritier son fils *Frederic V.* dans un âge fort tendre, il survint de grands différends touchant la tutelle entre *Jean Comte Palatin de Deux-Ponts*, qui avoit été nommé tuteur par le Testament du défunt Electeur, & *Philippe-Loüis Comte Palatin de Neubourg*, qui prétendoit être autorisé pour cette Administration, comme étant le plus proche parent du Pupille. *Marquardus (a) Freher & Dionysius Gothofredus (b)* ont écrit en faveur du premier sur les motifs suivans. (c).

I. Que la volonté & la disposition expresse du testateur excluait le tuteur légitime. Raisons
de Deux-
Ponts.

II. Qu'un pere étoit présumé par les Loix

(a) *Traët. de Tutelâ legitimâ*, Heidelberg 1611.

(b) *Traët. de Tutelâ Testamentariâ*, &c.

(c) Il a encore paru d'autres Traitez sur cette matiere de la part du Duc de Deux-Ponts, tant en Allemand qu'en Latin, dont on pourroit faire un gros Volume, en y comprenant les piéces publiées de part & d'autre.

Loix, de connoître mieux que parson-
nece, qui convenoit le plus à ses enfans.

III. Que personne n'étoit censé sa-
voir mieux distinguer un tuteur capable,
d'avec celui qui ne l'étoit point, que le
pere du Pupille même.

IV. Que chacun étoit le maître de
disposer de sa famille comme il trouvoit
à propos.

V. Que l'Empereur *Charles IV.* qui
parloit presque dans tous les Chapitres
de la Bulle d'Or, avec tant de distinc-
tion des grands Privileges, des Droits,
& des éminentes prérogatives des Elec-
teurs, y auroit effectivement beaucoup
derogé, s'il leur avoit retranché une li-
berté qui compétoit indistinctement à
tous les Habitans & Sujets de l'Empire,
savoir celle de donner des tuteurs à leurs
enfans : Qu'*Auguste* Electeur de Saxe
& *Jean-George* de Brandebourg s'é-
toient expliquez à ce sujet dans leurs
Lettres écrites à l'Electeur Palatin le 31.
Janvier 1586, de la maniere suivante :
Qu'il seroit difficile à prouver, que la
Bulle d'Or en conferant la tutele au plus
proche parent, eût voulu dire que dans
les Maisons Electorales, les peres de-
voient avoir les mains tellement liées,
qu'il ne leur seroit pas permis de nom-
mer par leur Testament ou derniere vo-
lon-

lonté pour la tutele de leurs enfans encore plusieurs personnes ou amis dans lesquels ils auroient beaucoup de confiance, &c.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

VI. Qu'on ne trouvoit nulle part que le susdit Empereur eût exclus les tuteurs testamentaires de l'Administration des Etats Electoraux.

VII. Qu'il n'y avoit pas non-plus aucun exemple que le contraire eût prévalu *en contradictoire*.

VIII. Qu'il étoit de notorieté publique que *Louis III.* Electeur Palatin, mort en 1436. avoit passé dans son Testament *Jean & Etienne*, freres aînez d'*Othon*, & avoit nommé exclusivement celui-ci, tuteur de ses enfans, savoir *Louis IV.* surnommé le Débonnaire, *Frederic* dit le Victorieux, & *Robert* : Et que ledit *Othon* avoit eu soin de la tutele jusques en 1441. & avoit assisté à cetitre en 1439. à l'élection de l'Empereur *Albert II.*

IX. Que de même l'Electeur *Louis IV.* le Débonnaire, mort en 1449. avoit nommé avant son decès *Henri* Archevêque de Mayence, & *Ulric* Comte de Wirtemberg, pour être tuteurs de *Philippe* son fils unique.

X. Que *Louis VI.* Electeur Palatin, surnommé le Facile, ne voulant pas confier la tutele de son fils *Frederic IV.* à son
son

DE L'E- son frere *Jean-Casimir* seul , lui avoit
LECT. adjoint par son testament de l'année
PALATIN 1583. trois con-tuteurs savoir *George-Frederic* Marggrave de Brandebourg ,
Louïs Landgrave de Hesse-Darmstadt ,
& *Louïs* Duc de Wirtemberg.

XI. Que *Chrétien I.* Electeur de Saxe ,
avoit par son testament du 30. Août
1591. nommé outre *Frederic-Guillaume*
Duc de Saxe Altenbourg , qui étoit tu-
teur légitime de ses enfans (son oncle
Jean-Frederic qui comme aîné de la Mai-
son , auroit dû être chargé de la tutele
se trouvant dans ce tems-là prisonniere
à Steyer par rapport aux affaires de
Grumbach) pour con-tuteur *Jean-Geor-
ge* Electeur de Brandebourg en ces ter-
mes : » Quant à la curatele de sa Di-
» lection (en parlant de sa femme) &
» la tutele de nos enfans , nous voulons
» que le très-Illustre Prince , notre bien
» aimé cousin , frere & parain le Sei-
» gneur *Frederic-Guillaume* Duc de Sa-
» xe , &c. (à qui elle appartient tant
» en vertu de la Bulle d'Or que pour
» d'autres raisons) en ait l'Adminis-
» tration conjointement avec le très-Il-
» lustre Prince le Seigneur *Jean-Geor-
ge* Marggrave de Brandebourg , Ar-
» chi-Chambellan & Electeur du Saint
» Empire : Et sa Dilection ledit Elec-
teur

» teur de Brandebourg sera en même-
 » tems curateur de notre chere fem-
 » me » .

DE L'E-
 LECT.
 PALATIN

XII. Que l'Empereur *Rodolphe* même avoit approuvé & reconnu (d) *Jean* Comte Palatin de Deux-Ponts en qualité de tuteur de *Frederic V*, & de *Louïs-Philippe*, fils de l'Electeur Palatin *Frederic IV*. Qu'il falloit encore ajouter à tout ceci le Diplome (e) du Vicariat que ledit *Jean* de Deux-Ponts avoit publié à Heidelberg le 21. Janvier 1612. en qualité de tuteur du Pupille Electoral après la mort de l'Empereur *Rodolphe*, où il s'exprimoit ainsi : » Quoique
 » nous ne dourions point que vos Di-
 » lections & vous, ne soyez parfaite-
 » ment instruits de ce droit, Privilege &
 » prérogative qui compéte aux Elec-
 » teurs Palatins : Nous avons néan-
 » moins, comme seul Administrateur
 » legitime de l'Electorat, confirmé en
 » cette qualité par Sa Majesté Imperiale,
 » reconnu comme tel par tous les Elec-
 » teurs de l'Empire, & admis au Col-
 » lege Electoral; voulu faire connoître
 &

(d) Comme il paroît par la déclaration dans *Conringius ad Lampadium. P. 3. c. 4. §. 25. p. 167.*

(e) Dans *Londorp. T. I. Art. Publ. L. 1. c. 29. p. 101.* & dans *Lunig, Parr. Spec. R. A. Cont. 2. 4. Abch. 1. Absarz §. 49. p. 73.*

Tome XII.

Q

DE L'E-
LECT.
PALATIN

„ & divulguer en tous lieux par nos
„ présentes Patentes , que nous nous
„ sommes effectivement chargé de cet-
„ te Administration & du Vicariat , &c.
„ Que dans le préambule de la Capitu-
lation de l'Empereur *Matthias* , il étoit
dit : „ Ayant été depuis peu de jours
„ élevé & nommé par la Grace de la
„ Divine Providence , à la Dignité d'un
„ Roi des Romains , dont le titre &
„ l'autorité nous a été conféré par l'é-
„ lection légitime des Reverendissimes
„ & très-Illustres , *Jean Schuveickart* de
„ Mayence , *Lothaire* de Treves , *Fer-*
„ *dinand* de Cologne , *Jean* Comte Pa-
„ latin du Rhin, tuteur & Administra-
„ teur du Palatinat , &c. „ . Que la si-
gnature de la résolution de l'Empire ,
prise à Ratisbonne , s'étoit faite de la
maniere suivante : „ Au Nom & de la
„ part de *Jean* Comte Palatin du Rhin ,
„ comme tuteur de l'Electeur & Admi-
„ nistrateur du Palatinat , &c. *Philippe*
„ *Baron de Winnemberg* , &c. „ .

Dans ce même-tems *Jean Zeschlinus*
(f) , & *Zacharie Friedenreich* (g) écri-
virent en faveur de *Philippe-Louis* Com-
te

(f) *De Tutelâ Elect. legitimâ. Lavingz. 1713.*

(g) *In Synopsi Controversiâ de Tutelâ & Administr.*
Elect. Palat. Colon. 1613.

te Palatin de Neubourg. Ils ont été suivis par *Armaeus* (h), *Besoldus*, (i) *Diettericus* (k), *Wurmser* (l), *Stephani* (m), *Schoënborn* (n), *Quirinus Cuhach* (o), *Harprecht* (p), *Kolck* (q), *Rumelinus* (r), & *Linnaeus* (s).

DE L'E-
LECT. &
PALATIN

Les fondemens sur lesquels tous ces Auteurs insistent principalement sont les suivans (r).

Raisons
de Neu-
bourg.

I. La disposition expresse des principales Loix de l'Empire, savoir la Bulle d'Or de l'Empereur *Charles IV*, qui portoit au Chap. VII. §. 4. ces propres termes : *Si Principem Electorem, seu ejus primogenitum, aut filium seniore Lai-*

Q 2 Lai-

(h) *Discurs. Academ.* 19. 20. 21. & 31. & ad *A. B. Disc.* 4. §. 10.

(i) *Tr. de Elect. & Success. Regum* L. 3. c. 4. §. 14.

(k) *Ad A. B. c.* 7. p. 52.

(l) *Exercit.* 2. *Jur. Publ.* §. 16. p. 85. &c.

(m) *De Jurisd.* L. 2. *Part. I.* c. 5. §. 65. &c.

(n) *Lib.* 2. *Polir.* c. 14.

(o) *Lib.* 2. *Jurispr. Public.* Cap. 31. §. 33. &c.

(p) *Disput. Instit.* 7. §. 8. *Part. I.* Edit. 2. p. 125.

(q) *Vol. Conf.* VI. §. 28. &c.

(r) *Ad A. B. Part. I. Diff.* VII. §. 3. p. 199. ubique *Mylerus in Addit.* p. 202.

(s) *Ad A. B. Cap.* 7. §. 2. *Observat.* 21. p. 383. &c. *Er Libr. I. Jur. Publ.* C. II. §. 130. &c. p. 179. & seq. & *T. IV. Addit. ad L. 1. Cap. II.* §. 100. p. 122.

(r) Outre ces Auteurs on publia encore plusieurs piéces particulieres en prose.

Laicos, defectum atatis patientes, relinquere contigerit; tunc frater senior ejusdem primogeniti, Tutor eorum & Administrator existat, donec senior ex eis legitimam aetatem attigerit, &c.

II. La Constitution de l'Empereur Charles IV. concernant le droit & la succession des Electeurs de Saxe datté à Francfort sur le Main le 10^{me}. Juin 1376. qui portoit: *Si aliquem ex eis (Electores, eorumve proximis Successoribus) modo premisso, ab hac luce migrare contingeret, masculi sexus heredes legitimos, Laicos, post se relinqueret, debite patientes defectum atatis; ex tunc senior frater, nepos, aut consanguineus proximior in linea genitura, si frater non extiterit ejusdem defuncti; Laicus duntaxat, dicti pupilli & juvenis, ad quem prescripta devolventur, de jure Tutor esse debeat & Curator tamdiu, donec debitam pertingat aetatem.*

III. La Bulle de l'Empereur Sigismond sur le droit & la succession des Electeurs Palatins, dattée à Aix-la-Chapelle le 8. Novembre 1414. & à Bâle le 8. Mars 1434, où l'on trouvoit expressément la même chose, à-peu-près dans les mêmes termes.

IV. Que par ces Constitutions on avoit prescrit à la tutèle des Electeurs
une

une certaine forme constante, qui ne pouvoit être changée par aucune Disposition contraire du Testateur, *Cum forma det esse rei, & ex forma rem cognoscamus, quod sit id, quod est*: Que par conséquent la Disposition d'une seule personne ne pouvoit, ni ne devoit jamais déroger à la Disposition de la Loi, mais au contraire devoit y être toujours conforme: Que ce seroit pourtant y déroger que d'attribuer à un Electeur le pouvoir de donner à ses enfans un autre tuteur que celui qui est désigné par les Loix.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

V. Que la condition sous laquelle, suivant les Loix alléguées ci-dessus, principalement la Bulle d'Or, un Prince Electoral mineur devoit succéder à son pere, savoir *ut sub tutelâ proximi agnati majorennis, justam aetatem attingat*, ne sauroit être changée ni renversée par aucun Testateur de son autorité privée.

VI. Que la succession à l'Electorat étoit réglée par les Loix, & que par conséquent il ne dépendoit point de la volonté ni du bon plaisir du Testateur, de laisser l'Electorat à son fils aîné ou bien à quelqu'un de ses cadets: Et que de même la tutèle Electorale, qui étoit adjudgée par les Loix au plus proche parent, lui pouvoit d'autant moins man-

DE L'E-
LICT.
D'ALATIN

quer, que non seulement tout le Collège Electoral, mais même tout l'Empire étoit intéressé à ne pas souffrir qu'il en fût privé par une Disposition Testamentaire, vu qu'il ne lui devoit pas être indifférent par qui le droit de Voix & de Séance, la Souveraineté & les autres prérogatives Electorales s'exerçoient pendant la minorité de l'Electeur: Que tout ceci ayant été sagement réglé en faveur des Héritiers présomptifs après la mort des pupilles, on ne voyoit point comment ils en pourroient être frustrés par un Testament.

VII. Que les clauses insérées à ce sujet dans lesdites Bulles & Constitutions, étoient fort remarquables: Que la Bulle d'Or portoit: (x) *Statuimus, & Imperiali autoritate, presenti lege, perpetuis temporibus valiturâ decernimus, &c.* Que dans la Constitution ci-dessus mentionnée de l'Empereur Charles IV. de l'année 1376. touchant le droit & la succession des Electeurs de Saxe, il étoit dit (y): *Talis Successio & Devolutio, ne in his committantur errores futuris temporibus, debet, ut premittitur in omnibus*

(x) Voyez au T. IX. p. 158. & 159. la Preuve Arr. [KKKK.] VII. §. 3.

(y) *Ibid.* §. 7.

*bus & singulis præscriptis sine innovatione, DE L'E-
perpetuò observari inviolabiliter, &c. Et LECT.
un peu après: Nulli ergo penitus homi- PALATIN
num liceat, hanc nostra Pronunciationis,
Decreti, Statuti, Declarationis, Sanctio-
nis, Authorisationis, Approbationis, Ra-
tificationis & Confirmationis paginam in-
fringere, aut ei ausû temerario quolibet
contraire, sub pœnâ mille marcarum auri
parissimi, &c. Que la même chose se
trouvoit aussi dans la Bulle de l'Empe-
reur Sigismond faite à Aix en 1414. &
à Bâle en 1434: ce qui étoit un argu-
ment manifeste & une preuve incon-
testable, qu'il n'étoit permis à aucun
Electeur d'enfreindre ces Constitutions
à moins que de vouloir être taxé de
contravention, & encourir l'amende de
mille Marcs du plus pur or; surtout
puisque suivant la regle triviale du
Droit, *pro infectis habeantur, quæ contra
jus sunt.**

VIII. Que l'intérêt des familles avoit
été parfaitement menagé dans ces dis-
positions, vû qu'il ne seroit guères con-
venable de donner à un autre, occasion
d'apprendre à fond tous les secrets d'une
Maison.

IX. Que pour cette raison l'Empereur
Rodolphe II. avoit écrit à *Philippe-Louis*
Duc de Neubourg, qui se plaignoit déjà

DE L'E-
LECT.
PALATIN

à cet égard du vivant de l'Electeur *Frederic IV.* en s'exprimant ainsi : *Se jam dudum de molitionibus illis admonitum, non posse non fateri, rem esse perniciosi exempli : (scilicet proximum agnatum contra Aurea Bulla tenorem, ab Administratione tutela Electoris excludi :) & Electori Palatino minimè convenientem. In tempore igitur occurrendum, ne per moram altius radices agat, quàm ut evelli facile deinceps possit. Hocque Sua Majestati pro tempore videri optimum consilium, ut quàm primùm de toto hoc negotio edoceantur non modò propinqui & sanguine conjuncti, verùm etiam omnes & singuli tam Ecclesiastici, quàm Laici Electores; eorum enim omnium plurimum interessè, ut Aurea Bulla sarta tecta maneat, &c.* Que Jean Adam Electeur de Maïence avoit aussi écrit au même Prince dans les termes suivans : *In eâ sumus opinione, Electoris fortassè animum non esse, ut negligere velit, aut etiam infringere ea, quæ in eventum mortis, quam Deus longo tempore avertat, cum in Aureâ Bullâ, tum in aliis Palatina Familia Pactis atque Conventionibus sunt expressa; Si quid autem omnino controversiæ inde oriatur, quod minimè speramus, dubium nullum est, quin Caesar imploratus, facturus sit officium suum, & operam daturus, ut & illæsa maneat*

maneat Aurea Bulla, & pax atque concordia propagetur, &c. Que les Electeurs Lothaite de Treves, *Ernest* de Cologne, & *Chrétien II.* de Saxe, avoient été parfaitement du même sentiment.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Quant aux passages du Droit Civil, & aux exemples tirez de l'Histoire, rapportez en faveur d'une libre Disposition testamentaire, les mêmes Auteurs tâchent de réfuter les uns & les autres par les argumens suivans :

I. Qu'il n'étoit pas question ici de ce qui s'étoit fait, ni par qui ou comment ; mais de ce qui auroit dû se faire conformément aux Loix.

Reponse
aux Rai-
sons de
Deux-
Pons.

II. Que dans la Bulle d'Or il n'étoit fait mention que de l'aîné des plus proches parens ; d'où il s'ensuivoit incontestablement, qu'il n'étoit libre à personne de choisir un Tuteur, ou d'en nommer un autre à la place de celui qui étoit designé par les Loix.

III. Que quoique l'Electeur Palatin Louis le Débonnaire eût nommé en 1449. l'Archevêque de Maïence & *Ulric* Comte de Wirtenberg, tuteurs de son fils *Philippe*, son Frere *Frederic* le Victorieux, avoit néanmoins administré lui seul la tutele Electorale, à l'exclusion

Q 5

des

des Tuteurs mentionnez (2), constituez par Testament.

IV. Que *Jean Casimir* avoit prouvé & démontré par treize argumens, après la mort de son frere l'Electeur *Louis* arrivée en 1583, qu'en vertu de la Bulle d'Or, le droit de tutele sur son neveu ne compétoit qu'à lui seul; & que là-dessus l'Empereur l'avoit effectivement reconnu & confirmé comme tuteur légitime.

V. Que *Frederic-Guillaume* Duc de Saxe-Altenbourg, avoit volontairement consenti à la con-tutele de l'Electeur de Brandebourg sur les pupilles Electoraux de Saxe, par une Convention faite exprès à ce sujet, (a) & signée à Dresde le 12. Novembre 1591. Que conformément à cette Transaction, on s'étoit servi dans les Dépêches de la Chancellerie de la formule suivante: » Par la
» Grace de Dieu, nous *Fred-ric-Guillaume*
» Duc de Saxe, Administrateur de l'E-
» lectorat de Saxe & Tuteur, savoir
» faisons pour nous, & pour le très-il-
» lustre

(2) Struvius, *Jur. Publ. Dissert. XVI. §. 28. p. 340.* & Puhel, *Traët. de Tutelis Elect. Princip. aliorumque S. R. I. Statuum Edit. Jenens. 1699. c. 7. §. 70.*

(a) Rapporté par Pfeffinger *ad Virriar. T. 3. Lib. 3. Tit. II. p. 778.*

» lustre Prince, le Seigneur *Jean-George* DE L'E-
 » Marggrave & Electeur de Brande- LECT.
 » bourg, notre très-cher & bien-aimé PALATIN
 » cousin, &c. chargé conjointement
 » avec nous de la tutele des jeunes Prin-
 » ces du feuSeigneur*Chrétien*Electeur &
 » Duc de Saxe. » Que cela faisoit voir
 que le titre d'Administrateur de l'Electo-
 rat de Saxe avoit été donné uniquement
 au susdit Duc *Federic-Guillaume*: Que ce-
 ci se trouvoit encore mieux confirmé par
 le formulaire de l'hommage ou du ser-
 ment de fidelité que les Etats de l'Elec-
 torat avoient prêté à Dresde le 19. Mars
 1592. (b), qui étoit conçu en ces ter-
 mes: » Vous devez promettre & jurer
 » aux Serenissimes & Très-Illustres Prin-
 » ces & Seigneurs, au Seigneur *Chrétien*,
 » au Seigneur **Jean-George*, & au Sei-
 » gneur *Auguste*, Ducs de Saxe, &c,
 » & de leur part pendant leur minorité,
 » & jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge
 » compétent, au Serenissime & Très-Il-
 » lustre Prince & Seigneur, le Seigneur
 » *Federic-Guillaume* Duc de Saxe, &c.
 » Administrateur de l'Electorat de Saxe,
 » chargé tant pour lui, que pour le Sé-
 » renissime & Très-Illustre Prince &

Q 6

(b) Dans *Mullerus Annal. Saxon. ad h. a. p. 207.*
 & 208.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

» Seigneur, le Seigneur *Jean-George*
» Marggrave & Electeur de Brande-
» bourg, de la tutele de leurs susdites
» Altesſes Sereniſſimes, &c. » Qu'il
étoit encore à remarquer à cet égard,
que ledit Duc ſeul avoit ſigné en
1594. au Collège Electoral, les réſolu-
tions priſes à la Diète de Ratiſbonne
de la maniere ſuivante : » *Frederic-Guil-*
» *laume* Duc de Saxe, Tuteur, & Ad-
» miniſtrateur de l'Electorat de Saxe,
» Landgrave de Thuringe, Marggrave
» de Miſnie, &c. » Et peu après au
Collège des Princes : » Au nom & de
» la part de *Frederic-Guillaume*, Tuteur
» & Adminiſtrateur de l'Electorat de
» Saxe, & de *Jean* ſon frere, Ducs de
» Saxe, &c. pour leurs Etats hérédi-
» taires ; *Wolfgang Spelt*, Docteur en
» Droit, &c. » Nonobſtant tout cela
Pfeffinger eſt du ſentiment, que la
regle connue du Droit, *potiores regu-*
lariter Tutor's legitim' ſunt partes, n'eſt
pas ſi univerſelle qu'elle n'admette quel-
quefois des exceptions, ou qu'il ne puiſ-
ſe y avoir des Cas où il faudroit pan-
cher en faveur d'un Tuteur Teſtamen-
taire, *comme par exemple :*

Senti-
ment de
Pfeffin-
ger.

I. Quand le bien public ou le pupil-
le auroit quelque danger à craindre de
la part du Tuteur légitime.

II.

II. Quand le Tuteur légitime se trou- DE L'E-
LECT.
PALATIN
veroit en prison, ainsi que cela étoit
arrivé à la mort de l'Electeur *Chrétien*

I. qui survint justement dans le tems
que *Jean Frederic II.* Duc de Saxe-Gotha
étoit prisonnier à Steyer.

III. Quand le Tuteur légitime n'é-
toit pas Séculier, mais Ecclésiastique, ce
cas étant nommément excepté dans la
Bulle de l'Empereur *Charles* de l'année
1376. & dans celle de *Sigismond* de 1414.
& 1434, ainsi que cela se pratiquoit
encore chez les Princes Catholiques Ro-
mains.

VI. Quand le Tuteur légitime ne pro-
fessoit aucune des Religions tolérées
dans l'Empire.

V. Quand il n'étoit pas encore ma-
jeur lui-même.

VI. Quand il n'y avoit pas de plus pro-
che parent que le Tuteur Testamentaire.

VII. Quand il n'y en avoit point du
tout.

VIII. Quand aucun des parens n'a-
voit reçu l'Investiture éventuelle.

IX. Ou bien, quand aucun d'entre
eux ne pouvoit prouver sa proximité ou
son droit sur la succession par quel-
que pacte de confraternité, ou de toute
autre maniere, afin de prétendre de ce
Chef à la tutele légitime.

X.

X. Que d'ailleurs il n'étoit pas encore décidé, si la Disposition de la Bulle d'Or à cet égard s'étendoit uniquement sur les grandes Charges de l'Empire & sur le droit d'Electiō ; ou bien en même tems sur l'administration des Etats ? De même que , si en ce dernier cas elle regardoit seulement les Etats Electoraux proprement dits , ou si généralement tous les Etats appartenans au pupille y devoient être compris ? Que dans le premier cas il pouvoit y avoir un Tuteur Testamentaire , aussi-bien qu'un Tuteur légitime , & qu'alors on prétendoit avec raison , qu'il devoit être permis aux Electeurs aussi-bien qu'aux autres Princes , de donner par Testament à leurs Enfans , tels Tuteurs qu'ils voudroient : Que cela paroissōit même publiquement reçu & approuvé par la teneur de la résolution de l'Empire prise à Ratisbonne en 1054 , laquelle avoit été signée au nom d'*Albert Duc des deux Bavières & du Haut-Palatinat , &c.* NB. comme Administrateur de l'Electorat de Bavière , par *Maximilien Comte de Kuerz* , & par *Maximilien Wilibald Comte de Wolffegg* , Grand-Maître héréditaire du Saint Empire , &c. Et ensuite sous la Rubrique des *Dépuz des Princes Séculiers* : De la part de *Mariane Duchesse*
des

DES PUISS. DE L'EUROPE. *Ch. III.* 375
 des deux Bavières & du Haut-Palatinat, DE L'E-
LECT.
PALATIN
 &c. NB. Electrice Douairière, autori-
 sée pour la Régence de la tutelle de son
 fils *Ferdinand-Marie*, Duc & Electeur
 de Bavière, &c. pour les Duchés de la
 Haute & de la Basse Bavière, &c. par
Herman Egon Comte de Furstenberg.

C H A P I T R E I V.

Des Intérêts, Droits & Prétentions de la
 Maison Electorale de Hanovre.

§. I.

Des Intérêts de l'Electeur de Hanovre.

LA situation des Etats de cet Elec- DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.
 torat ne leur donne, pour ainsi dire
 que deux Voisins, l'Electeur de Brande-
 bourg & celui de Saxe, avec qui des
 liens sans nombre doivent unir l'Elec-
 teur de la plus étroite amitié, outre que
 ces liens ont été souvent fortifiés par
 des Traitez d'alliance, où ont été re-
 glés les intérêts respectifs.

Il faut pourtant avouer qu'il semble
 que des intérêts particuliers s'opposent
 à la grande harmonie qui pourroit sans
 cela subsister plus particulièrement en-
 tre

tre les Cours de Hanovre & de Berlin. Mais quelque puissant que soit le Roy de Prusse, l'Electeur de Hanovre n'a rien à en appréhender, parceque outre que l'Electeur est en état de se defendre, il peut compter sur de prompts secours de plusieurs voisins dont le véritable intérêt ne permet pas qu'ils souffrent qu'un Membre de l'Empire excède un autre en forces, jusqu'au point de pouvoir l'absorber.

Le zele que la Maison de Brunswik a toujours fait paroître pour celle d'Autriche, à laquelle elle est alliée de si près, lui donne droit de prétendre à la protection de l'Empereur, d'une maniere particuliere. Elle a les mêmes esperances du côté de la Saxe, de Hesse-Cassel, du Dannemark, & du Holstein. Ensorte qu'il n'y a guères de Prince dans l'Empire, qui puisse esperer, dans un cas de besoin, plus de secours que l'Electeur de Hanovre.

D'un autre côté comme son ambition se borne à ses Etats, & qu'il ne cherche pas à les aggrandir, il ne peut se faire d'ennemis de ses voisins. Si l'on joint à cette considération celle que ce Prince est Roy de la Grande-Bretagne, quel poids cette puissante Couronne ne donne-t-elle pas à son credit dans l'Empire;

car

car quoiqu'il soit certain que le Parlement de la Grande-Bretagne n'est pas obligé de prendre la défense des Etats héréditaires de Sa Majesté Britannique, il est fort apparent que si ce Prince y étoit attaqué, la Nation Britannique ne seroit pas des dernières à voler à son secours.

DE L'E-
LECT-DE
HANO.
VRE.

Cette situation met l'Electeur en état d'avoir beaucoup d'influence dans le Nord, sur-tout depuis qu'il possède le Duché de Bremen; en sorte que le Danemark, le Duc de Holstein & la Ville de Hambourg, ont intérêt de cultiver son amitié, & de contribuer de toutes leurs forces à le maintenir dans le degré de Puissance où il est à présent, parcequ'ils peuvent en recevoir chacun en particulier des secours qui souvent leur ont été nécessaires.

§. 2.

Differend de l'Electeur de Hanovre par rapport à la Dignité Electorale.

L'Empereur *Leopold* ayant résolu en 1692. de récompenser les mérites d'*Ernest-Auguste*, Duc de Brunswic-Hanovre, & de lui conférer la Dignité Electo-

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Electoral (a), en considération des grands services qu'il avoit rendus à l'Empire, communiqua ses intentions au Collège Electoral, & demanda son avis là-dessus. Les Electeurs de *Treves*, de *Cologne*, & *Palatin* s'y opposerent; mais ceux de *Mayence*, de *Baviere*, de *Saxe* & de *Brandebourg* y consentirent, quoiqu'il restât encore quelques petites Difficultez à regler touchant la maniere dont cela devoit se faire. Dans le College des Princes la chose rencontra plus de difficulté: *Munster*, *Hildesheim*, *Saxe-Gotha*, *Brunswic-Wolffembutel*, *Hesse-Cassel*, *Holstein-Gluckstadt*, *Mecklenbourg-Gustrau*, & plusieurs autres, refuserent absolument d'y acquiescer, & résolurent de maintenir fortement la liberté des Princes, formant pour cet effet le 16. (26.) Janvier 1693. par leurs Ministres à la Diette de *Ratisbonne*, une étroite union contre ce nouvel Electoral (b).

Les raisons pour lesquelles on contesta la dignité Electoral à la Maison d'*Hanovre*, se reduisent à ce qui suit :

De

(a) Le Traité est dans *Europ. Herold. Parr. I. pag. 313.*

(b) *Ibid. d. l. p. 315.*

De la part des Electeurs (c) :

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

I. Que le nombre des Electeurs avoit été fixé une fois pour toutes par la Bulle d'Or, & que l'on devoit s'en tenir là : Que quoique ce nombre eût été augmenté par le Traité de Westphalie, l'extrême nécessité où l'on s'étoit trouvé alors , & le déplorable état de l'Allemagne , ruinée de fond en comble , avoit indispensablement exigé cette démarche : Que les mêmes raisons n'existoient point dans le cas présent , & que de-plus il avoit été expressement stipulé par le susdit Traité, qu'après l'extinction de la Branche Guillelmine de Baviere , le huitième Electorat cesseroit , pour en revenir au nombre prescrit par la Bulle d'Or.

Opposi-
tion des
Elec-
teurs.

II. Que l'autorité des Electeurs diminueroit considérablement , si l'on continuoit toujours à en augmenter le nombre , & qu'il y auroit toujours quelques Princes de l'Empire , qui aspireroient à la dignité Electorale , dès qu'on auroit une fois excédé le nombre stipulé par les Loix,

III.

(c) On peut consulter dans Thucelius *in Elect. Jur. Publ. c. 2. p. 4* l'Ecrit intitulé *Vorstellung des Hohen Reichs-Rechtens*, &c. & Gletle *Disp. de novemviratu*. Franckenberg, d. l. p. 315.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

III. Que lorsqu'on avoit établi le huitième Electorat Sa Majesté Imperiale avoit fait connoître clairement, qu'Elle souhaitoit fort d'être dispensée de la création d'un nouvel Electeur; témoin Londorp Tom. VI. *Act. Publ.* pag. 253.

Opposi-
tion du
College
des Prin-
ces.

Voici les représentations qu'on fit de la part du College des Princes de l'Empire :

I. Qu'il en feroit fait de leur splendeur, si on les privoit absolument de tout pouvoir: Que les Electeurs ne manqueroient pas de s'emparer de toute l'autorité, pour gouverner désormais les affaires de l'Empire uniquement à leur fantaisie, & convenablement à leurs propres interêts, quand ils n'auroient plus à redouter le credit & les forces du plus puissant Prince du Corps Germanique: Que les Ministres de Zell & de Hanovre avoient été jusqu'à présent les plus signalez antagonistes des Electeurs, & que par consequent le College des Princes étoit d'autant plus sensible de se voir à la veille de les perdre: Qu'aux Dietes de l'Empire ce n'étoit pas toujours le nombre des Suffrages, mais très-souvent le credit & la puissance des Princes Votans, qui l'emportoit: Qu'il y avoit même des occasions où les plus foibles

foibles n'osoient faire connoître leurs veritables sentimens , qu'après que quelque Prince accredité les avoit précédé , & leur en avoit frayé le chemin.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

II. Que par-là on donnoit une nouvelle interpretation à la Bulle d'Or , au Traité de Westphalie , & à plusieurs autres Constitutions de l'Empire , ou plutôt qu'on les renversoit entierement : Que sans le consentement unanime des Etats , on ne pouvoit pas abolir les anciennes Loix , ni en établir de nouvelles dans l'Empire ; & que chaque Membre du Corps Germanique étoit obligé de faire tous ses efforts pour maintenir inviolablement les Loix fondamentales.

III. Que toutes les affaires qui concernoient l'Empire , au nombre desquelles on devoit aussi mettre l'augmentation de l'ancien nombre des Electeurs , comme étant une chose qui changeoit notablement l'Etat & la forme du Gouvernement , appartenoient incontestablement à la délibération de tout l'Empire , qui devoit donner son suffrage , & prendre une résolution là-dessus : Que suivant l'Article 8. §. *Gaudeant* du Traité de Westphalie , la pluralité des Voix ne suffisoit même pas pour terminer une affaire de cette importance.

IV.

IV. Que l'Empereur *Ferdinand II.* avoit déclaré lui-même, qu'il n'étoit pas au pouvoir d'un Empereur Romain d'établir un nouvel Electorat, sans le consentement general de tous les Etats de l'Empire.

V. Que le huitieme Electorat avoit été établi de l'aveu non seulement des Electeurs, mais en même tems de celui de tous les Membres du Corps Germanique, comme il paroissoit par l'Article 4. §. *Quod ad domum Palatinam* de la Paix de Westphalie.

VI. Que ce n'étoit que pour la forme & après coup, si l'on faisoit semblant à présent de vouloir consulter là-dessus les Princes de l'Empire, & qu'une Déclaration de *non prejudicando in futurum*, seroit d'un foible secours pour reparer la breche faite à la liberté Germanique.

VII. Qu'on rendoit volontiers justice aux merites & aux grands services de la Maison d'Hanovre; mais en tout cas, si l'Empire avoit encore besoin d'Electeurs, on ne manquoit pas de Princes qui avoient acquis tout autant de gloire par les services signalez rendus à la Patrie.

Opposi-
tion de
Wolffen-
butel.

La Maison de Wolffenbutel objecta particulierement :

I.

I. Que cet honneur lui étoit dû pré-
ferablement à la Maison de Hano-
vre, la Branche de Wolfenbutel étant
l'aînée.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

II. Que par-là le *Seniorat* introduit
dans la Maison, & observé jusqu'à pré-
sent, se trouveroit entierement aboli
dans la principale Branche.

La Maison de Hanovre repondit à
tout ceci (d), savoir aux Electeurs :

Au I. Que la Bulle d'Or faisoit men-
tion de sept Electeurs, parce qu'il y en
avoit justement autant dans ce tems-là ;
mais qu'il n'étoit stipulé nulle part,
qu'il ne devoit jamais y en avoir davan-
tage : Qu'au Chapitre XXV. de la Bul-
le d'Or il étoit réglé à la verité, qu'on
ne partageroit point un Electorat en
deux ; mais que cela s'étoit fait pour
prévenir le préjudice qu'un semblable
partage feroit au lustre & à la puissan-
ce des Electeurs, & pour empêcher les
Maisons Electorales de prendre trop
d'autorité l'une sur l'autre, & d'abuser
de la pluralité des suffrages dont elles
seroient assurées : Que l'abolition du
huitie-

(d) Consultez l'Ecrit intitulé, *Anrevort und
Refutation uber die Vorstellung*, &c. dans Thucelins
6^{te} Elect. Jur. Publ. c. 2. p. 83. Gletle in *Disp. d. &
Franckenberg Parr. I. p. 316, 317.*

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

huitieme Electorat n'avoit point été stipulée par le Traité de Westphalie dans le dessein de rétablir par-là l'ancien nombre de sept (puisque en ce cas-là on auroit aussi naturellement dû regler, que si quelqu'autre Maison Electorale venoit à manquer la premiere, cet Electorat seroit éteint en même tems) mais parcequ'on avoit établi deux Electorats dans une même Maison contre la teneur expresse de la Bulle d'Or: Que quant au pressant besoin qui avoit donné occasion à l'établissement du huitieme Electorat, le danger où l'on se trouvoit actuellement par rapport à la guerre contre les Turcs & contre la France, étoit infiniment plus pressant, & que ce n'étoit qu'à condition d'obtenir le Chapeau Electoral que la Maison de Hanovre. avoit fourni des secours si considerables en argent & en troupes.

Au II. Que l'autorité des Electeurs ne sauroit souffrir par l'augmentation du College Electoral, principalement si cet honneur étoit conféré à des Maisons qui avoient d'ailleurs beaucoup de credit & de pouvoir dans l'Empire.

Au III. Que ce que l'Empereur Ferdinand avoit fait, ne pouvoit point préjudicier à l'Empereur d'aujourd'hui, à qui il étoit libre de faire tout ce qui
ne

ne lui étoit pas interdit par la teneur DE L'E-
de sa Capitulation & par la Bulle d'Or. LECT. DE
HANO-
VRE.

Voici ce qu'on répondit au College des Princes :

Premierement en general : Que tout comme on ne pouvoit pas empêcher les Princes de recevoir quelque nouveau Membre dans leur College (vû que sans cela le College des Comtes auroit eu souvent grand sujet de se plaindre, de ce que beaucoup, & même les plus puissans d'entre eux, avoient été agregez au College des Princes) de même ils ne sauroient trouver à redire, lorsqu'il plaisoit aux Electeurs d'augmenter leur nombre. Et spécialement :

Au I. Que l'augmentation du College Electoral par un seul Membre de plus, ne derogeoit en rien aux droits du College des Princes, vû que pour prendre une resolution generale à la Diète, on ne consideroit point le nombre des suffrages, mais le resultat des Colleges, & qu'au bout du compte c'étoit la même chose s'il y avoit eu sept ou neuf voix dans le College Electoral; en sorte que le resultat du College des Princes ne perdrait rien de sa valeur, quand même le Duc d'Hanovre n'y voterait plus : Que le poids que donnoit aux affaires le suffrage de la Maison

Ducale de Brunswic, ne pouvoit pas non plus apporter aucun préjudice au Collège des Princes, parceque le droit de voter aux Diètes de l'Empire, n'avoit rien de commun avec l'autorité que quelques Maisons pouvoient avoir d'ailleurs; à plus forte raison que le suffrage de chacun des Etats, suffisoit sans autre secours, & avoit *pro rata* la force de conclure & de décider: Que ce prétexte meritoit d'autant moins d'attention, que le nouvel Electeur offroit par-dessus tout cela, de demeurer dans le College des Princes, qui au reste étoit beaucoup plus considerable que celui des Electeurs, soit par rapport au nombre ou aux forces de ses Membres, ayant non seulement été augmenté de plusieurs Princes qui n'étoient auparavant que des Comtes; mais ayant aussi pour Collègues deux puissans Rois, savoir le Roi d'Espagne & celui de Suede, qui y avoient Séance pour certaines Provinces; & que de-plus la Maison d'Autriche, qui sans compter plusieurs autres Etats, possédoit les Royaumes de Hongrie & de Boheme, y avoit le Directoire conjointement avec l'Archevêque de Saltzbourg.

Au II. Que l'interpretation authentique des Loix appartenoit à la verité à la Diète

Diète , mais non pas l'interprétation
usuelle & doctrinale.

DE L'E-
LECT.D.
HANO-
VRE.

Au III. Qu'il n'étoit pas aussi évident que l'on croyoit , que l'établissement d'un nouvel Electorat fût moins du ressort de S. M. Imperiale & du College Electoral , que de celui de tous les Etats de l'Empire ; parceque suivant le Chapitre XII. de la Bulle d'Or , & l'Article VI. de la Capitulation Leopoldine , il étoit permis aux Electeurs de traiter & de regler seuls avec l'Empereur , sans la concurrence des autres Etats , toutes les affaires qui concernoient particulièrement les Droits & les Prérogatives du College Electoral : Que l'usage & les exemples temoignoient qu'il n'étoit pas besoin du consentement general de tout le Corps Germanique pour la creation d'un nouvel Electorat : Que l'Empereur Charles-Quint avoit fait occuper par Maurice Duc de Saxe , la place de l'Electeur *Jean-Frederic* , seulement de l'aveu & en présence des Electeurs ; & que l'Empereur *Maximilien I.* s'étant proposé de conferer la dignité Electorale au Prince de Transilvanie , ne s'en étoit ouvert qu'au College Electoral : Qu'on oppo-
soit vainement à tout ceci l'Article VIII.
§. *Gaudeant* du Traité de Westphalie ,
puisque'on n'avoit pas eu dessein de

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

priver par-là l'Empereur & le College Electoral des Droits & des PrérogatIVES dont ils avoient joiï auparavant, & que par conséquent le pouvoir de créer & de conferer de nouvelles dignitez, étoit demeuré à S. M. Imperiale : Qu'on avançoit aussi sans aucun fondement, que l'état & la forme du Gouvernement de l'Empire souffroient par l'augmentation des Electeurs : Que quoique le College Electoral fût essentiel à la forme de l'Empire, le nombre de ses Membres n'y faisoit pourtant rien, comme étant purement accidentel & arbitraire : Que si cependant il ne devoit pas être permis aux Electeurs de changer le nombre de leurs Collegues sans le consentement des autres Etats, il n'auroit pas été libre non-plus au College des Princes de recevoir sans le consentement general de nouveaux Membres pris d'entre les Comtes de l'Empire.

Au IV. Que ce que l'Empereur Ferdinand avoit dit, ne pouvoit servir d'argument contre l'Empereur d'aujourd'hui, les droits duquel ne dépendoient point du caprice & des raisonnemens de ses Prédecesseurs ; mais qu'il pouvoit faire librement tout ce qui lui étoit permis par la Capitulation & par la Bulle d'Or.

Au VI. Que supposé même que le
consen-

consentement de tous les Etats fût requis pour l'établissement de ce nouvel Electorat, il ne s'ensuivroit pourtant point, parceque les Princes n'avoient pas été invitez dès le commencement pour concourir à une semblable affaire par rapport à laquelle les loix n'ordonnoient rien positivement, & sur laquelle on n'étoit pas encore d'accord, qu'ils n'avoient plus d'autre ressource à présent que de s'y opposer, soit en détruisant par eux-mêmes l'autorité suprême de l'Empereur & les prérogatives du College Electoral, soit en appelant au secours ceux qui se feroient une maligne joye de renverser non seulement les loix fondamentales de l'Empire; mais aussi de détruire tout le Corps Germanique: Que les Droits des Princes seroient suffisamment assurez, si Sa Majesté Imperiale consentoit que l'affaire fût portée à présent aux Colleges de l'Empire, pour demander là-dessus l'avis de tous les Etats: & que tout Membre impartial devoit acquiescer à la pluralité des voix dans cette affaire, d'autant plus que c'étoit un usage constamment pratiqué aux Diètes de l'Empire, de se conformer à la pluralité des suffrages dans toutes les affaires qui concernoient le bien & la prospérité de tout le Corps Germanique.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

R 3 Voici

Voici enfin ce qu'on repliqua aux objections de la Maison de Wolfenbutel :

Que Sa Majesté Imperiale, en créant ce nouvel Electorat, n'avoit pas eu en vûë de recompenser les mérites de toute la Maison de Lunebourg en général ; mais seulement les services de la Branche de Hanovre en particulier : & que les Conventions & Pactes de famille concernant le *Séniorat*, n'avoient rien de commun avec cette affaire.

Quoique ce nouvel établissement rencontrât, comme on vient de voir, beaucoup d'obstacles, Sa Majesté Imperiale ne s'y arrêta point ; mais cedant à la force des motifs qui la faisoient agir, elle proceda effectivement le 9 (19) Decembre de l'année 1693. à l'investiture solennelle du susdit neuvième Electorat, & les Ministres Plénipotentiaires du Duc *Ernest-Auguste* reçurent des mains de l'Empereur le nouveau Chapeau Electoral avec toutes les cérémonies ordinaires. Les Ministres des Princes ci-dessus mentionnez, & ceux de quelques autres Etats Ecclésiastiques & séculiers de l'Empire, insinuerent le 4. (14) Février 1693. une Déclaration de nullité (e) à la Commission Imperiale à Ratisbonne: Et quoique

(e) Rapportée par Frankenberg, d. l. p. 312.

que le Duc *Ernest-Auguste* eût reçu l'investiture Imperiale, obtenu par-là la dignité & le Titre d'Electeur, il ne lui fut pourtant pas possible de parvenir si-tôt à l'exercice de ses droits dans le College Electoral; parcequ'on ne cessoit de protester contre son élévation à la Diète de Ratisbonne, & l'animosité des Etats qui lui étoient opposez, alloit jusqu'à menacer de ne plus comparoître aux Assemblées, si l'on entreprenoit de l'introduire dans le College Electoral. Le nouvel Electeur ne voulant pas qu'on pût lui reprocher une scission ouverte & le retardement des délibérations nécessaires, jugea à propos de renoncer pour quelques tems à l'exercice de ses Droits à la Diète de l'Empire, & de ne plus insister sur le Titre d'Archi-Porte-Enseigne, en attendant des conjonctures plus favorables pour faire valoir ses prétentions à cet égard, soit à l'occasion d'une Paix générale, ou lorsque l'introduction du Roy de Boheme se feroit (f). Enfin la chose réüssit à souhait: *Rodolphe-Auguste* Duc de Wolffenbutel renonça solennellement à ses Droits par une Convention faite en 1703. avec *George-Guillaume* Duc de Zell, & recon-

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

N 4 nut

(f) Franckenberg, d. l. p. 319.

nut l'Electeur de Hanovre en cette nouvelle qualité , sur les assurances qu'il reçut , tant de cet Electeur , que du Duc de Zell , qu'ils employeroient conjointement tous leurs soins & feroient tous leurs efforts poureffectuer que la Branche Ducale de Wolffenbutel fût reçûë à l'investiture éventuelle de l'Electorat. Plusieurs autres Princes se laisserent pareillement de traverser le nouvel Electeur ; & enfin ce differend fut ajusté en 1708. par une résolution générale prise le 3. Juillet par les 3. Colleges de l'Empire , dont voici la teneur : » Qu'on reconnoîtroit la dignité Electorale que » l'Empereur *Leopold* avoit conferée à la » Maison de Hanovre , suivant l'ordre » de primogeniture , à condition néanmoins que s'il arrivoit qu'il ne restât » plus aucun héritier Catholique de la » Maison Palatine , soit de la Branche » *Rodolphe* ou *Guillelmine* , pour succéder à l'Electorat *Palatin* , & que celui-ci fût dévolu à un Prince Protestant , sauf toutes la préférence dûë » aux descendans de la Maison Electorale & à tous les Princes de la Maison Palatine ; & si suivant les Décrets impénétrables de la Providence , ces deux cas existoient effectivement dans le tems que la susdite Maison Electorale

„ rale de Hanovre subsisteroit encore :
 „ alors on accorderoit aux Catholi-
 „ ques en échange de la dignité Electo-
 „ rale, conserée à la Maison de Brunf-
 „ wic-Hanovre, un suffrage surnume-
 „ raire dans le College Electoral, ainsi
 „ que par la présente cela leur étoit effe-
 „ ctivement adjugé pour jamais au nom
 „ de tout l'Empire, & dans la meilleure
 „ forme que cela se pouvoit : Que ce suf-
 „ frage seroit donné sans aucune opposi-
 „ tion ni empêchement, sous quel prétexte
 „ que ce pût être, par celui des Electeurs
 „ Catholiques, qui présideroit, après qu'il
 „ se seroit dûement légitimé à cet égard,
 „ & qu'il voterait à toutes les Diètes de
 „ l'Empire & d'Electio, de même qu'aux
 „ Assemblées Collegiales, de députation
 „ & autres, suivant la résolution que les
 „ autres Electeurs Catholiques auroient
 „ prise par pluralité, ou telle autre ma-
 „ niere qu'ils pourroient s'entendre en-
 „ semble là-dessus : Qu'on stipuloit néan-
 „ moins & qu'on se réservoît expressément
 „ par la présente, de convenir ultérieure-
 „ ment ci-après par rapport à la substitu-
 „ tion reciproque, demandée de part &
 „ d'autre, touchant laquelle on entame-
 „ roit les délibérations nécessaires pour
 „ tâcher de prendre une résolution satis-
 „ factoire sur la question, si & comment

DE L'E-
 LECT. DE
 HANO-
 VRE.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

» l'affaire pourroit être réglée : Que s'il
» arrivoit après avoir terminé entière-
» ment tout ce qui regarde cette matiere,
» que la posterité mâle de la Maison Ele-
» ctorale de Hanovre manquât avant l'ex-
» tinction des deux Branches *Palatines*
» susmentionnées, ou si l'Electorat *Pala-*
» *tin* venoit à écheoir dans la suite à un
» Successeur Catholique, ou bien enfin si
» la Maison Electorale de Brunswick se
» trouvoit entierement éteinte, comme il
» est dit ci-dessus : alors le suffrage sur-
» numeraire adjudgé aux Catholiques par
» la présente, uniquement pour le cas
» spécifié plus haut, n'auroit pas lieu ;
» mais seroit aboli & cesseroit de soi-
» même, &c.

En conséquence de ceci l'introduc-
tion de l'Electeur de Hanovre au Colle-
ge Electoral se fit enfin le 6. Novembre
de la même année.

§. 3.

*Des Droits de la Maison de Hanovre sur
la Préfecture de Hohenstein en
Thuringe.*

LEs anciens Comtes de Hohenstein en Thuringe possédoient autrefois les Préfectures de Hohenstein, Lohre, Klettenberg & autres, qui toutes ensemble portoient le nom de Comté de Hohenstein. Les deux dernières de ces Préfectures sont depuis long-tems au pouvoir du Roy de Prusse, comme possesseur de l'Evêché ou de la Principauté de Halberstadt; mais il y a près d'un siècle & demi que les Maisons de Saxe & de Brunswick se sont disputé la Souveraineté de la première.

La Maison de Brunswick-Lunebourg allègue principalement :

Raisons
de Brunf-
wick.

I. Qu'elle avoit été investie par l'Empereur & l'Empire, de la Maison de Hohenstein, avec toutes ses Regales, Droits & prérogatives, & qu'on en pouvoit encore produire une Lettre d'investiture de l'année 1420.

II. Que la Maison Ducale de Brunswick ayant à son tour conféré cette Préfecture en arrière-Fief aux Comtes de

R 6 Hohen-

Hohenstein, & ensuite à ceux de Stollberg, qui l'avoient acquise des premiers à un titre onereux & la possédoient encore, témoins les Lettres d'investiture des années 1504, 1539, 1555. & principalement 1590; (a) on ne pouvoit douter que ladite Maison n'en eût conservé la Souveraineté.

III. Que les Comtes n'avoient pû y apporter aucun préjudice, ni se soumettre de leur chef à quelque autre.

IV. Que la Maison de Brunswick avoit constamment maintenu cette Souveraineté & l'avoit assurée en partie par la Convention faite à Nordhausen en 1608. avec l'Electeur de Saxe.

V. Que depuis ce tems-là on avoit renoncé de la part de Saxe à la prétendue Souveraineté, & laissé la Maison de Brunswick dans la paisible jouissance de ses droits.

Raisons
de Saxe.

Mais il faut considerer en échange :

I. Qu'il y a dans l'Empire Germanique plusieurs Fiefs, directs ou immediats, qui sont situez, aussi-bien que des Fiefs mediats, sous la Jurisdiction d'un autre.

II. Que d'un côté ce qu'on avance
de

(a) Dans Lunig, *R. A. Pars. Spec. Contr. II. p.*
332.

de la part de Brunswick touchant l'investiture Imperiale de la Préfecture de Hohenstein & de toutes les Regales , n'est point du tout conforme aux Lettres d'investiture susmentionnées ; & que de l'autre , les investitures se donnent toujours dans l'Empire *salvo jure tertii*.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

III. Qu'anciennement le Landgraviat de Thuringe s'étendoit jusqu'à la *Sachsen-Warte* au-delà d'*Ulrick* , ainsi que la Maison de Brunswick même n'avoit pu en disconvenir dans la transaction de l'année 1608 , & preuve de cela , avoit accordé à la Maison Electorale de Saxe , le droit de se faire escorter jusqu'aux endroits mentionnez.

IV. Que la Préfecture & la Maison de Hohenstein est située dans ces limites , & par conséquent dans le Landgraviat de Thuringe.

V. Que le Landgraviat de Thuringe est un Territoire clos , & comprend sous sa Souveraineté toutes les Comtez & Seigneuries qu'il renferme , tellement que les limites du Landgraviat de Thuringe ne diffèrent point de celles de la Province de ce nom , ainsi que cela a été démontré par plusieurs argumens très-solides , mis au jour à l'occasion des différends de la Maison Electorale & Ducale de Saxe avec les Comtes de Schwartzbourg.

VI.

VI. Que le Landgraviat de Thuringe, tel qu'il étoit lors de son établissement, a eu entr'autres pour Sujets, les Comtes de Hohenstein, qui furent donnez aux Landgraves pour être mis au nombre des Officiers héréditaires de leur Cour (b).

VII. Que les Comtes de Hohenstein, se trouvent nommément spécifiés parmi ceux qui se soumirent en 1349. (c) au Marggrave *Henri* surnommé l'*Eclairé*, & le reconnurent pour leur legitime Souverain & Seigneur.

VIII. Que les Comtes de Hohenstein ont comparu N.B. indistinctement à toutes les Assemblées des Etats de Saxe, rendu hommage à la Maison de Saxe pour tous leurs Biens, executé dans la Préfecture de Hohenstein les Reglemens Electoraux touchant la Monnoye & autres, & renvoyé aux Tribunaux supérieurs de l'Electorat de Saxe les habitans de la susdite Préfecture, ainsi que tout cela conste suffisamment par les Documents que la Maison Ducale de Saxe-Weimar a fait publier dans l'*Appendix* joint

(b) Témoin une ancienne Chronique de Thuringe, dont l'Extrait est dans *Deductio Vinariensis contra Schwartzburg Arnstadt Lir. C.*

(c) Les Patentes sont dans *Lunig, R. A. Para. Spec. Contr. II. p. 177.*

joint à sa déduction du droit de fait
contre Schwartzbourg-Arnstadt.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

IX. Que les Comtes de Stollberg ,
comme possesseurs de la Préfecture de
Hohenstein , ont donné en 1585. à l'E-
lecteur Auguste , un Renversal portant
qu'ils ne contesteroient plus à l'avenir
à la Maison Electorale de Saxe le droit
de supériorité sur la Préfecture de Ho-
henstein , non-plus que sur leurs autres
Fiefs étrangers.

X. Que la Maison Electorale de Saxe
s'est constamment maintenue dans sa
Souveraineté sur la Préfecture de Hohen-
stein , par des immissions & plusieurs
autres actes de Supériorité dont on
trouvoit un grand nombre sous les Elec-
teurs *Auguste , Chrétien I. & Chrétien II.*

XI. Que la Convention de Nordhau-
sen n'est qu'une simple transaction pro-
visionnelle , & qu'on y a expressément
stipulé que cette Convention provi-
sionnelle en vertu de laquelle l'Electeur
de Saxe aussi-bien que la Maison de
Brunswic , devoient conserver l'exerci-
ce de la Supériorité dans tous les en-
droits de la Préfecture de Hohenstein ,
dont chacune des susdites Parties con-
tractantes étoit pour lors actuellement
en possession , ne pourroit leur donner
plus de droit qu'ils n'en avoient en au-
para-

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

paravant, ni préjudicier ou déroger en aucune manière à leurs anciens Titres.

XII. Que depuis ce tems-là la Maison Electorale de Saxe a souvent insisté sur un accommodement plus décisif, sans avoir pû rien obtenir à cet égard de la Maison de Brunswick.

XIII. Que cette dernière s'est souvent écartée dans la suite elle même de cette Convention provisionnelle, & a par conséquent dispensé par-là la Maison Electorale de Saxe de s'y conformer de son côté.

Etat pré-
sent.

Il est évident par ce détail que la Maison Electorale de Saxe est très-fondée à prétendre le Droit de Supériorité sur la Maison & la Préfecture de Hohenstein. Nonobstant cela le défunt Roy de Pologne voulant conserver la bonne intelligence avec Sa Majesté Britannique, lui ceda en 1715. ce droit par une Convention expresse. On avoit cru qu'après cette démarche il n'y auroit plus de différends à régler ; mais il survint bientôt de nouvelles disputes sur les limites de la Préfecture mentionnée. La Maison Electorale d'Hanovre prétendoit que le grand chemin de Nordhausen bor-
noit son Territoire du côté des Préfec-
tures de Heringen & de Kelbra, & vou-
loit le prouver par les Lettres d'investi-
ture

ture accordées ci-devant aux Comtes de Stollberg par la Maison de Brunswick : mais la Maison Electorale de Saxe rejetta cette prétention par d'autres argumens beaucoup plus solides, & fit cesser par-là cette nouvelle querelle qui ne fut pas l'unique qui survint à cet égard.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

§. 4.

*De la Prétention de l'Electeur de Hano-
vre comme Duc de Brême sur la
Ville de ce nom.*

IL y a plusieurs siècles que cette Ville a eu presque toujours quelque chose à démêler avec ses Archevêques, sous prétexte que ceux-ci s'arrogéient plus de Droit qu'il ne leur competoit. Ces differends augmentèrent considerablement, lorsque la ville entra au 16. siècle dans la Ligue de Smalcalde, & les choses allerent si loin, que Sa Majesté Imperiale fut obligée d'interposer son autorité, & d'enjoindre au Magistrat en 1550. de s'accommoder avec l'Archevêque (a). Mais comme il n'y avoit pas moyen de faire cesser l'animosité des deux partis, ni par conséquent d'en ve-
nir

(a) Voyez Sleidan, L. 2.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

nir à un accord , on poursuivit de part & d'autre sa cause en Justice à la Chambre Imperiale de Spire. Ce fut en 1639. que l'Archevêque commença à contester à la Ville le titre de Ville libre Impériale qu'elle avoit porté jusqu'alors ; & quoiqu'on parvint enfin le 4 Octobre de ladite année , à faire une Convention à Srade , la dispute touchant l'immediateté ne cessa point pour cela , & l'on se réserva à cet égard ses droits de part & d'autre (*b*). La Ville ayant été invitée là-dessus en 1641. à la Diète de l'Empire (*c*), & en 1645. au Congrès assemblé pour la Paix de Westphalie , cette affaire fut poussée avec plus de vigueur que jamais (*d*), & l'on publia des Ecrits de côté & d'autre pour démontrer la justice de sa cause.

Raisons
de l'Ar-
chevê-
que.

De la part de l'Archevêque , qui prétendoit la Souveraineté , on allegua (*e*) :

I. Que la Ville étoit située sur le Territoire de l'Archevêché.

II.

(*b*) Limnæus, *T. 4. Addit. ad L. 7. Jur. Publ. c. 7. p. 197.* où l'on rapporte cette transaction.

(*c*) Londorp, *T. 5. Aff. Publ. L. 1. c. 50.*

(*d*) Knichen, *Op. Polit. L. 2. Parr. 3. Sect. 4. c. 1. p. 477.*

(*e*) Limnæus, *d. l. p. 203.* Knipschild, *de Jure Civit. L. 3. c. 6.* Merckelback, *T. 1. Conf. 14. n. 2.* Burgold, *ad Instrum. Pac. Differt. 13. §. 3.*

II. Que lors de la fondation de l'Evêché de Brême, la ville avoit non seulement été destinée pour servir de Résidence & de Siege aux Evêques, ce qui emportoit nécessairement la sujétion de l'une & la Superiorité de l'autre; mais que de-plus elle avoit été particulièrement concédée aux Evêques.

III. Que la Ville avoit été accoutumée ci-devant de prêter Foi & Hommage à l'Archevêque.

IV. Que dans le Formulaire du Serment de Fidelité, & dans plusieurs autres écrits, la Ville donnoit à l'Archevêque le Titre de *Souverain* & de *Seigneur*, &c. & qu'en échange, celui-ci avoit qualifié les Habitans de Brême de *Sujets obéissans*.

V. Que les Evêques avoient confirmé les privileges de la Ville.

VI. Que les les Archevêques avoient toujours entretenu un Officier dans la Ville, pour y exercer la Jurisdiction civile & criminelle.

VII. Que les Bourguemaîtres & le Magistrat mêmes avoient reconnu les Archevêques pour leurs legitimes Souverains, & que lorsqu'on avoit porté quelque part ailleurs des plaintes contr'eux, ils avoient demandé que l'affaire fût renvoyée aux Archevêques, &
inter-

interposé des exceptions déclinatoires contre l'incompétence d'un Juge étranger. Que le Magistrat avoit de même obtenu de l'Empereur *Henri V.* un privilège (f), en vertu duquel la Ville pouvoit recuser tout autre Juge dès qu'elle vouloit se soumettre à la Jurisdiction de l'Archevêque ; que de-plus, toutes les affaires qui pourroient occasionner ou fomenter une sédition, devoient, en vertu de la Transaction signée à Verden en 1568. être portées à la connoissance de l'Archevêque.

VIII. Que le Magistrat comparoissoit aux Assemblées des Etats du Pais, envoyoit des Députez au Conseil Aulique & aux autres Tribunaux, & étoit compté entre les Etats libres de l'Archevêché.

IX. Que la Ville avoit fourni à la Caisse generale de l'Archevêché le contingent qu'elle devoit contribuer aux Taxes de l'Empire & du Cercle, & qu'elle s'étoit même engagée de payer sa portion aux dettes generales de l'Archevêché.

X. Que par le renversal que la Ville avoit donné en 1246. à l'Archevêque *Gerard II.* elle avoit reconnu la Souveraineté

(f) Dans *Limnæ. d. l. p. 275.*

raineté Archi-Episcopale, & promis de ne rien entreprendre qui pût y être contraire.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

XI. Que dans la matricule de l'Empire de l'année 1321. on avoit joint ensemble la Quote-part de l'Archevêché & celle de la Ville.

XII. Que l'Empereur Charles-Quint avoit aboli le 11. May 1544. divers privileges, que la Ville avoit eu l'adresse d'obtenir au préjudice de l'Archevêché, & que l'Empereur *Maximilien II.* avoit réitéré cette cassation.

XIII. Qu'avant l'année 1641. la Ville n'avoit jamais été invitée aux Diètes de l'Empire.

XIV. Que les Droits de l'Archevêque avoient été efficacement maintenus, & confirmez par la convention faite à Stade en 1639. (*).

D'un autre côté la Ville representa pour maintenir sa liberté (g):

Raisons
de la
Ville.

I. Qu'elle jouïssoit d'un Gouvernement libre dans toutes les affaires, soit Eccle-

(*) *Limnx. T. IV. Addit. ad L. 7. Jur. Publ. c. 7. p. 197.*

(g) Dans un Ecrit intitulé, *Affertatio Libert. Brem.* 1641. Dans Gastel, *de Statu publ. Europ. c. 32. p. 1054. Prodrom. oder vorrath Grundlichen Wahrhaffigen Beriches*, &c. dans Londorp, *T. IV. Suppl. L. 2. c. 33. p. 783. Limnxu Knipschild, d. l.*

Ecclesiastiques ou Politiques; qu'elle constituoit des Magistrats selon qu'elle le jugeoit à propos; qu'elle éliſoit des Bourguemaîtres, conſeroit des Charges, demandoit compte aux Officiers, examinait & liquidoit leurs comptes, adminiſtroit les revenus publics, admettoit des Bourgeois, s'en faiſoit prêter ſerment, publioit des Edits & des Reglemens, exerçoit le *merum & mixtum Imperium*, avoit ſoin des Fortifications de la Ville, pourvoyoit aux beſoins de l'Arſenal, & exerçoit enfin pluſieurs autres Droits ſemblables.

II. Qu'elle tenoit des Empereurs pluſieurs Droits Regaliens, non ſeulement dans le Plat-Paiſ, mais auſſi ſur le Weſer; comme par exemple, la Jurisdiction & la protection des grands chemins de l'un & de l'autre bord de ladite Riviere depuis la Ville juſques à la Mer, le Droit de battre Monnoye d'or & d'argent au coin de l'Empire, & d'y prendre le titre de *Republique de Brême*; comme auſſi le droit de Doüane, celui d'Eſape & de Convoi, & généralement toutes les autres Prérrogatives qu'on accordoit pour l'ordinaire aux Villes libres Imperiales.

III. Que la Ville n'étoit reſponſable en Juſtice qu'à la Chambre Imperiale, ſoi:

soit en première ou en seconde Instance. DE L'E-

IV. Que la Ville étoit nommément LECT. DE
spécifiée dans les Matricules de l'Em- HANO-
pire des années 1431. 1467. (*) 1471. VRE.
(†) & dans plusieurs autres encore.

V. Qu'elle avoit été régulièrement invité ci-devant aux Diètes de l'Empire, & avoit eu Voix & Séance au College des Villes Imperiales.

VI. Qu'elle avoit payé immédiatement les Contributions de l'Empire.

VII. Que l'exécution des Sentences de la Chambre Imperiale avoit été conférée plusieurs fois à la Ville conjointement avec d'autres Etats de l'Empire.

VIII. Qu'elle avoit contracté des Traitez & des Alliances tant avec l'Archevêque même, qu'avec d'autres Etats du Corps Germanique.

IX. Qu'en 1532. elle avoit signé la paix de Religion à Nurenberg aussi bien que tous les autres Etats de l'Empire.

X. Que les Empereurs, Princes & Etats de l'Empire lui avoient en tout tems donné le titre de Ville libre Imperiale.

XI.

(*) *Lehman, Chroniq. de Spire* L. 4. c. 4. pag. 291.

(†) *Ibid.* L. 7. c. 112. p. 963.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

XI. Que la présomption devoit toujours être en faveur de sa liberté, jusqu'à ce que le parti opposé eût prouvé le contraire.

Reponse
aux Rai-
sons de
l'Arche-
vêque.

Voici ce que la Ville répondit aux argumens de l'Archevêque (b) :

Au I. Qu'on nioit que la Ville fût située sur le territoire de l'Archevêché; mais qu'il étoit vrai que le territoire de la Ville y étoit enclavé, de même que les Villes de Cologne & de Spire l'étoient dans les Evêchez du même nom.

Au II. Que le Siège Episcopal n'étoit pas toujours une marque certaine de la Jurisdiction civile: Qu'outre que cela n'étoit point essentiel à la Dignité Episcopale, Cologne, Strasbourg, Ratisbonne, Spire, Worms, & d'autres Villes Imperiales, servoient de résidence aux Evêques de ce nom, mais qu'elles ne leur étoient pas sujettes pour cela. Qu'on ignoroit que la Jurisdiction & la supériorité de la Ville de Brême, eussent jamais été spécialement concédées aux Evêques: Que dans le privilege de fonda-

(b) Voyez les Auteurs citez ci-dessus, en y ajoutant Burgoldens, *ad infr. Pac. Part. III. Diss.* 23. §. 3.

fondation & de donation (i) de l'Empereur *Charlemagne*, il n'en étoit pas fait la moindre mention : Que d'ailleurs les Ecclesiastiques de ce tems-là ne s'étoient pas encore beaucoup mêlez des affaires politiques & de gouvernement ; Qu'en 1100. les Princes de *Saxe* s'étoient appropriez cette Ville, & en avoient été encore long-tems après les protecteurs.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Au III. Que la simple prestation d'Hommage ne pouvoit point de sujétion, ainsi qu'on le voyoit par l'exemple de *Hambourg*, de *Spire* & de plusieurs autres Villes : Qu'on pouvoit surtout assurer ceci de la ville de *Brême*, parce que l'Hommage qu'elle prêtoit, étoit très-différent de celui des autres Villes. Qu'on y promettoit aux Archevêques seulement la fidélité, mais point l'obéissance & la soumission : Que d'ailleurs toutes la Bourgeoisie en Corps ne juroit point d'observer cette promesse ; mais que deux des plus anciens Conseillers de la Ville la confirmoient, en donnant simplement la main ; & que cela ne se faisoit qu'après que l'Evêque

(i) Dans *Crantz in Saxon. L. 2. c. 15. & in Metropol. L. 1. c. 7.*

vêque avoit promis que cela ne préjudicieroit en rien aux Immunités, Droits, Privileges, Statuts, Usages, &c. de la Ville.

Au IV. Que le Prédicat de Souverain & de Seigneur, &c. étoit un simple titre qui ne faisoit rien à l'affaire, ni ne pouvoit tendre en aucune manière au préjudice de l'Empire; & que cette qualité avoit été donnée aux Archevêques, non pas par rapport à la Ville même, mais en considération des biens qu'elle possédoit dans le territoire de l'Archevêché.

Au V. Que la Concession & la Confirmation de quelques privileges n'étoit pas d'abord une preuve de la supériorité territoriale, vû l'exemple de la Ville de Spire, des Villes Anféatiques & plusieurs autres: Que les privileges accordez par les Archevêques à la Ville regardoient seulement les biens situés dans l'Archevêché: Qu'au reste c'étoit des Empereurs Romains que la Ville avoit obtenu la plûpart de ses privileges, & que ces derniers n'avoient jamais été confirmez par les Evêques; mais qu'avant la prestation d'Hommage, ceux-ci avoient donné à la Ville un renversal pour l'assurer qu'ils l'en laisseroient jouir tranquillement.

Au

Au VI. Qu'on ne convenoit point que le Baillif eût quelque Jurisdiction civile ou criminelle dans la Ville. Qu'il étoit vrai que quant aux affaires civiles, il avoit ci-devant donné certains Arbitres à ceux qui lui avoient adressé leurs plaintes, & que de la décision de ces Arbitres, on avoit appelé au Magistrat, mais qu'il y avoit fort long-tems que cela n'étoit plus en usage : Que tout le droit qui lui compétoit dans les affaires criminelles, étoit d'avoir communication de la Sentence prononcée par le Magistrat avant que de la notifier au Criminel, comme aussi d'être présent lorsqu'on demandoit à celui-ci avant l'exécution, s'il persistoit encore dans sa confession ? Que si le Criminel répondoit affirmativement, c'étoit au Baillif d'ordonner à l'Exécuteur de faire son devoir, conformément à la Sentence du Magistrat : Mais qu'au cas que le Criminel desavouât le fait, le Baillif en devoit faire rapport au Magistrat, qui alors ordonnoit de reconduire le Criminel en prison, ou bien suivant les circonstances, de passer outre & d'exécuter la Sentence, &c. Qu'au reste le susdit Officier n'avoit absolument rien à dire, ni par rapport au

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

procès, ni par rapport à la prononciation de la Sentence, ni par rapport enfin à l'exécution même.

Au VII. Que quelques Membres du Magistrat avoient à la vérité reconnu la Jurisdiction de l'Archevêque dans un tems de troubles & de division, mais que la plûpart y avoient protesté & opposé des exceptions déclinatoires: Que l'Empereur lui-même, qui avoit renvoyé l'affaire à la décision de l'Archevêque, avoit revoqué dans la suite cette démarche: Que le privilege de l'Empereur *Henri V.* étoit plutôt favorable que défavantageux à la Ville, parce qu'il n'auroit pas été besoin de privilege, si l'Archevêque avoit été le Juge naturel & compétant: Que la Transaction signée à Verden n'avoit jamais été observée ni mise en pratique: Que d'ailleurs elle avoit été conclûe dans des conjonctures turbulentes, & dans un tems où il étoit impossible de peser si scrupuleusement la valeur & toute la force des termes; & enfin que le Magistrat n'avoit été autorisé de rien accorder au préjudice de l'Empire & de la Ville, & que pour peu qu'on voulût faire attention aux paroles mêmes, on en pouvoit plutôt inferer une Jurisdiction ordinaire. Au

Au VIII. Que la comparition aux Assemblées des Etats & la Députation aux Tribunaux & aux Colleges, ne regardoit que les biens de la Ville situez dans le Territoire de l'Archevêché.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE. ,

Au IX. Que les Contributions que la Ville avoit payez à la Caisse generale du Pais, n'avoient été que le Contingent qu'elle avoit dû fournir pour ces mêmes Biens aux taxes de l'Empire & du Cercle. Que c'étoit pareillement par rapport ausdites terres que la Ville avoit concouru à l'amortissement des dettes publiques; mais qu'elles avoit toujours payé immédiatement à la Caisse de l'Empire, son propre Contingent dans les Contributions generales.

Au X. Qu'on ne trouvoit pas dans les Archives le moindre vestige des renversaux dont on faisoit mention; mais que, quand même ils y seroient, ils n'obligeroient plus à rien, parce que le contraire s'étoit déjà pratiqué depuis fort long-tems.

Au XI. Que la conjonction mentionnée, s'étoit faite par abus dans la Matricule de l'Empire de l'année 1521. vû que dans les autres, la Ville avoit été nommée séparément, & que cette

combinaison qui s'étoit faite à l'insçu & pendant l'absence des Députés de la Ville, n'avoit point préjudicié à la possession & à la liberté de Brême. Qu'il y avoit des Matricules où l'Archevêché & la Ville se trouvoient ensemble, sous la Rubrique des Archevêchez, & que dans les mêmes Matricules on trouvoit la Ville séparément nommée sous la Rubrique des Villes Imperiales: Que de semblables conjonctions s'étoient faites, non seulement par rapport à Brême, mais aussi à l'égard de plusieurs autres Villes, & qu'on voyoit par diverses autres Matricules, qu'on y avoit joint ensemble des Etats qui ne dépendoient absolument pas l'un de l'autre: Que par exemple, on avoit combiné dans la Matricule de l'année 1500. l'Evêché de Halberstadt avec l'Archevêché de Magdebourg, & l'Evêché de Munster avec l'Archevêché de Brême, &c.

Au XII. Qu'il étoit vrai qu'on avoit aboli en 1544. quelque privilèges de la Ville; mais que celle-ci n'avoit pas été citée, n'y entenduë auparavant là-dessus. Qu'en 1554. l'Empereur l'avoit solennellement retablie dans tous ses Privileges, Droits & Régales, qui par
après

après lui avoient été de nouveau confirmés par ses successeurs.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Au XIII. Qu'on ne sauroit prouver qu'elle n'eût été appelée aux Diètes de l'Empire avant l'année 1641. Qu'au contraire la Ville pouvoit démontrer, que non seulement elle y avoit été souvent invitée, mais même qu'elle avoit été admise à l'exercice du droit de Voix & Séance.

Au XIV. Que la convention de Strade n'avoit dérogé en rien à l'immédiateté de la Ville, parce que celle-ci n'y avoit promis autre chose, sinon, que suivant la teneur du Formulaire d'hommage & suivant celle des lettres de confirmation, elle reconnoîtroit l'Archevêque comme son gracieux Souverain & Seigneur, en se réservant néanmoins expressement son ancienne liberté, ses Droits, ses Privileges & généralement toutes les Prérogatives dont elle avoit joui sous les précédens Evêques. Qu'à cette occasion les Ministres de Dannemarck avoient assuré, qu'on ne prétendoit point priver la Ville de ses Droits; mais qu'au contraire ils lui demeureroient toujours inviolablement, d'autant qu'on n'étoit pas en droit de faire ce tort à l'Empire;

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VERE.

Que les Députés de la Ville avoient aussi publiquement protesté & déclaré devant Notaire & témoins, aussi-bien qu'en pleine assemblée, en s'adressant particulièrement aux Ministres Impériaux, que ce n'étoit que dans le sens ci-dessus mentionné qu'elle souscrivoit audit article de la convention.

Suite de
ce démen-
lé.

Après bien des débats, ce différend parut enfin terminé par une déclaration que l'Empereur *Ferdinand III.* fit en 1646. portant que la Ville de Brême étoit une ancienne Ville libre & immédiate de l'Empire (k), & l'on crut avoir tout réglé par la paix d'Osnabrug (!) où on lui avoit assuré sa liberté par la clause suivante, qui fut ajoutée à la cession que l'on fit de l'Archevêché de Brême à la Couronne de Suede : *Civitati verò Bremensi, ejusque territorio & subditis, præsentis suas status, jura & privilegia in Ecclesiasticis & Politicis, sine impeditione relinquuntur. Si quæ autem ipsi cum Episcopatu seu Ducatu aut Capitulis sint, aut in posterum enascantur controversiæ, ea vel componantur am-*
cabi-

(k) Le Diplôme est dans *Limnæ. d. l. p. 210.*
Gastel. de Statu Publ. Europ. c. 32 p. 1070.

(!) *Artic. X. §. 8. Tom. VIII. aux Preuves.*

cabiliter , vel jure terminentur , salvâ interim cuique parti suâ quam obtinet possessione. Mais les Suedois interpréterent cet article tout autrement , & supposèrent vivement , lorsque la Ville voulut prendre en 1653. Voix & Séance à la Diète de Ratisbonne. Ils présenterent divers Mémoires (m) par lesquels , aussi-bien que par d'autres Ecrits , ils tâcherent d'appuyer leurs prétentions sur la Souveraineté de la Ville.

DE L'E-
LECT.
PALATIN

Voici à quoi se réduisoient principalement les Argumens du Roy de Suede (n).

Raisons
de la
Cour de
Suède.

I. Que lors des Négociations pour la paix de Westphalie , la Couronne de Suede avoit demandé tout l'Archevêché de Brême , qui lui avoit aussi été cédé & effectivement remis avec tous ses droits & dépendances , & avec toutes ses Prérogatives soit Ecclesiastiques ou Séculières , sur le même pied & de la même maniere que les derniers Archevêques en avoient jouï.

S 5 II.

(m) Londorp , T. VII. *Aff. Publ.* L. 6. c. 279. 296.

(n) Tirez d'un Ecrit qui est dans *Theatr. Europ. ad ann. 1653. p. 383.*

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VER.

II. Que les Ministres Imperiaux ayant voulu exempter la Ville de Brême lors des Négociations pour la paix d'Osna-brug, & la mettre au rang des Villes Imperiales, ceux de Suede s'y étoient opposez, en representant qu'elle avoit toujours été une Ville Provinciale & Municipale de l'Archevêché; & que là-dessus on avoit stipulé que la Ville demeurerait dans l'état où elle étoit alors (*in presenti statu;*) Que cet Etat présent n'avoit pas été celui dont la Ville s'étoit formé des idées chimeriques, fondées sur une prétendue possession, mais celui qui étoit conforme aux Droits des Princes de l'Empire, aux Actes d'abolition des Empereurs, & à la possession notoire de l'Archevêque ou du Souverain; & que c'étoit-là le sens que Sa Majesté Suedoise y avoit toujours attaché, & qu'Elle y attachoit encore.

III. Que le Diplome que la Ville avoit secretement obtenu de l'Empereur en 1646. durant les Négociations pour la paix, concernant son immédiateté, ne sauroit préjudicier en rien à la Couronne de Suede, vû que cela s'étoit fait à son insçu, & qu'elle n'avoit point été écoutée auparavant là-dessus,

dessus, quoique principalement intéressée dans cette affaire : Qu'aussi-tôt que la Reine Christine en avoit été informée après la conclusion de la paix, elle y avoit fait protester, non seulement à la Diète de Ratisbonne, mais aussi à plusieurs Cours d'Allemagne : Que d'ailleurs ce Diplôme avoit été donné privativement par l'Empereur, & qu'il étoit notoire que Sa Majesté Imperiale ne pouvoit créer aucun nouvel Etat de l'Empire, sans le consentement de tout le Corps Germanique : Qu'outre cela il étoit à remarquer, que dans le même Diplôme, le dernier Archevêque avoit été déclaré coupable & condamné par contumace, quoiqu'il n'eût jamais reconnu la compétence de ces procédures, & n'y eût été cité, si bien qu'on ne l'avoit pas écouté du tout.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

On repliqua de la part de la Ville de Brême (o) :

Reponse
de la
Ville.

Au I. Qu'en demandant l'Archevê-
ché

(o) Dans l'Ecrit intitulé *Brevis abumbratio Status Civitatis Bramensis*, &c. rapporté par Londorp T. VII. *Atq. Publ. L. 6. c. 364.* & *Gastel de Statu Publ. Europ. c. 32. p. 1051.* Londorp. d. l. c. 335. Burgold. *ad Instrum. Pac. Part. III. Dissert. 13. §. 3. Francif. Irenic. ad Burgold. p. 137.*

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

ché de Brême, la Suede n'avoit pû y comprendre la Ville de ce nom, parce qu'elle avoit seulement exigé pour sa satisfaction, ce qu'elle occupoit effectivement, & que la Ville n'avoit jamais été en son pouvoir: Que les Suedois avoient parfaitement bien sçu que Brême étoit une Ville libre Imperiale, & qu'ils l'avoient eux-mêmes reconnu comme telle: Que le Roi *Gustave Adolphe* lui avoit donné le titre de Ville immédiate dans une Lettre qu'il lui écrivit le 16. Decembre 1629. Qu'il avoit même fait avec elle des Traitez d'Alliance, & l'avoit assurée, qu'à la future paix il ne seroit dérogé en rien à ses Droits & Privileges: Qu'après la mort du Roi *Gustave Adolphe*, la Reine Christine avoit invité la Ville de Brême, aussi-bien que d'autres Villes libres de l'Empire, par une lettre très-gracieuse, aux Négociations entamez, & pour assister aux Délibérations, & que la Ville y avoit été admise par toutes les Parties contractantes: Que le droit que les Archevêques avoient prétendu autrefois sur la Ville, étoit anéanti par la sécularisation de l'Archevêché: Et que comme la Couronne de Suede en avoit obtenu la possession,

non

non pas à titre de succession, mais par une cession, elle ne pouvoit s'arroger plus de droit qu'on ne lui en avoit expressément cédé : Que si les Suedois avoient eû dessein de priver la Ville de son Immédiateté, & de l'incorporer au Duché, ils auroient dû s'en expliquer clairement, entendre auparavant ce que la Ville auroit pû alleguer contre cette prétention, & délibérer mûrement là-dessus avec les Etats de l'Empire : Mais qu'on n'avoit rien fait de tout cela, & que la Suede même ne sauroit disconvenir que l'Empereur n'eût nettement refusé de lui céder cette Ville : Que de-plus on avoit expressément réservé à la ville de Brême son ancienne liberté, par une clause inserée au Traité, laquelle commençoit par la particule adverbative & distinctive *verò* ; c'est-à-dire, *mais*.

Au II. Que la Ville ne savoit rien des Remontrances faites aux Ministres Imperiaux par ceux de Suede, qui d'ailleurs ne s'accordoient point avec l'Histoire des tems passez : Que les mots, *in præfenti statu* qu'on avoit inserez au Traité, favorisoient la liberté & l'Immédiateté de la Ville, parce qu'alors elle s'en étoit trouvée actuellement

en

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

DE L'E-
LECT.DE
HANO-
VRE.

en possession ; & qu'on ne sauroit douter que ce n'eût été là l'intention des Parties contractantes, lorsqu'on faisoit attention aux mots, *sine impeditione*, qu'on y avoit ajoutez : Que si, suivant la prétention des Suedois, les mots *in presenti statu* devoient être entendus du tems passé, & de l'état où la Ville s'étoit trouvée sous le dernier Archevêque, c'est-à-dire, d'un état de controverse, alors les mots *sine impeditione* y seroient contradictoires, parce qu'un état de controverse ne pouvoit jamais être sans obstacles ni empêchemens : Que non seulement la Chancellerie de Mayence attestoit que les Ministres de Suede aussi-bien que ceux de l'Empereur, l'avoient entendu ainsi, mais que de-plus les quatre Ministres Imperiaux le témoignoiient par une Attestation donnée séparément le 18. Fevrier 1647. qui portoit : „ Que les Ministres Impe-
„ riaux ayant absolument insisté sur la
„ conservation de l'immédiateté de la
„ Ville, les Ministres de Suede leur
„ avoient répondu, qu'ils n'envioient
„ point à la Ville la liberté qu'elle
„ avoit acquise, & qu'ils ne la lui con-
„ testeroient point, quoiqu'ils y fussent
„ obligez par leurs instructions, &c. „

Qu'à

Qu'à tout cela on pouvoit ajouter, que les Députez que la Ville de Brême avoit envoyez en 1649. après la conclusion de la paix à Stokholm, avoient été traitez à l'Audience du Roy par le Chancelier *d'Oxenstiern* d'Ambassadeurs de la *Ville Imperiale de Brême*.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Au III. Que le Diplome de l'Empereur n'avoit pas été tenu secret, puisque sans produire d'autres témoignages, la Regence Suedoise de Brême l'avoit notifié elle-même par une Lettre adressée au Plenipotentiaire Suedois à Osnabrug en datte du 27. d'Octobre 1647. que ce Diplome avoit été intimé à la Chambre Imperiale de Spire; & supposé que ce Diplome n'eût pas été communiqué aux Plenipotentiaires de Suede, on n'auroit pas raison de s'en plaindre, puisque la Couronne de Suede n'avoit jamais été en possession, n'i n'avoit eu aucun droit sur la Ville: Que l'Empereur avoit fort bien pû accorder de Diplome à la Ville, en vertu de sa seule Autorité Imperiale: Que les prétentions de l'Archevêque alloient cesser par la sécularisation: Qu'outre cela la Ville avoit été assez assurée de sa liberté à la paix d'Osnabrug, sans que ce Diplome eût été nécessaire.

L'Em-

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Suite de
cette af-
faire.

L'Empereur fit communiquer cette affaire aux Etats de l'Empire, & demanda leur sentiment, qui fut (p) *qu'on accordât Seance & Voix à la Ville.* S. M. Imperiale rendit un Decret le 18. Fevrier 1654, par lequel la Ville fut admise dans le College des Villes Imperiales *in possessione vel quasi sessionis & voti*; & en consequence il fut ordonné au Marechal de Pappenheim, par le Directoire de Mayence; d'avertir pour l'avenir la ville de Brême, comme les autres Villes Imperiales, pour comparoitre aux deliberations de l'Empire (q); & quoique les Ministres Suedois protestassent (r), on alla cependant son chemin, & l'Empereur accorda encore par surabondance un Protectoire à la Ville (s). Les Suedois l'assiégerent (t), & malgré tous les mandemens & prohibitions

(p) L'Avis de la Diète est dans Gassel, *de Scarm Europa* c. 32. p. 1071. & in *Diar. Europ. Part. XIV. in App.* p. 77.

(q) *Comicialog. Ratish. de anno 1654.* p. 172. *Limnx. T. V. Addit. ad L. 7. c. 7.* p. 113.

(r) *Londorp, T. VII. Act. Publ. L. 6. c. 410.* 473.

(s) *Londorp, d. l. c. 350. Diar. Europ. d. l.*

(t) *Puffendorf, Hist. Suec. L. 26. §. 14. 15. Thuldenus Contr. Hist. Univers. p. 109. Londorp, d. l. L. 7. c. 90. ibid. L. 6. c. 613.*

bitions de l'Empereur (u), ils la préfèrent si vivement, que sans pouvoir attendre les Troupes auxiliaires des Cercles de Westphalie & de la Basse-Saxe, elle fut obligée de capituler le 24. Novembre 1654. & l'on fit à Stade un accommodement (x), par lequel la Ville ceda à la Suede quelques Places & plusieurs droits, & promit de faire l'hommage sur l'ancien pied, cependant *Salvo immedietatis statu*. On y convint en même tems, que la dispute sur l'immédiateté seroit remise jusques à d'autres Traitez, sans préjudicier pourtant aux droits reciproques.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Cette affaire resta dans cette situation jusqu'à l'an 1660. que la Ville fit faire par son Syndic hommage à Sa Majesté Imperiale à Vienne, par ses ordres exprès (y). Les Suedois ne se donnerent pas alors beaucoup de mouvemens; mais lorsqu'enfin la Ville voulut prendre en 1663. Seance & Voix à la Diète, nouvellement établie à Ratisbonne, les Suedois s'en plaignirent vivement au Directoire

(u) Dans le *Diar. Europ. d. l. p.* 121.

(x) Cette Transaction est dans *Londorp, T. IX. Aft. Publ. L. 10. c. 96.* & dans *Gastel d. l. c. 32. 9. 53. p. 1072.* & dans divers autres Auteurs.

(y) *Diar. Europ. d. l. p.* 101. & seq.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

toire de Mayence , & demanderent qu'on renvoyât la Ville , puisqu'il avoit été stipulé dans le Traité de Stade , que tout resteroit *in statu quo* , jusqu'à ce que cette affaire fût entièrement terminée , & qu'en attendant la Ville n'entreprendroit rien au préjudice du Roi de Suede , &c. & ils delivrerent éventuellement une Protestation , en cas que la Ville fût admise à prendre Seance & Voix (2); mais comme nonobstant tous ces mouvemens , la Ville conserva sa seance & son suffrage , les Suedois chercherent à la reduire d'une autre maniere ; ils lui intimèrent par une Lettre en date du 5. Decembre 1664. d'envoyer ses Députez à Stade le 24. Fevrier 1665. pour y faire l'hommage en consequence du Traité de Stade , & pour y donner satisfaction au sujet de certaines contraventions (a). La Ville y répondit : Que la Lettre Royale qu'on lui avoit adressée , contenoit plusieurs choses à son préjudice , puisqu'elle y étoit nommée Ville Royale , & les Bourgeois des Sujets du Roi : Qu'on y exigeoit aussi l'hom-

(2) Londorp , T. VIII. Aff. Publ. L. 9. c. 228.
p. 5. Diar. Europ. d. l. p. 87.

(a) Londorp , T. IX. L. 10. c. 94. & seq.

l'hommage simplement, quoique la Ville l'eût toujours fait avec la clause de rester fideles & affectionnez : Qu'elle ne se souvenoit d'aucune contravention, &c. & qu'elle supplioit les Commissaires du Roi de vouloir s'expliquer plus clairement là-dessus. Les Commissaires ne prenant cela que pour des défaites, eurent encore quelque commerce de Lettres avec la Ville sur ce sujet, & en firent ensuite leur rapport à S. M. Suédoise; ce qui suspendit cette négociation, & donna occasion au Roi de se préparer à un nouveau siege (b). Pour le détourner, la Ville offrit d'accorder tout ce qui lui seroit possible (c); mais comme les Suédois insisterent entre autres choses sur la renonciation à l'Immédiateté, & sur la reconnoissance de la Jurisdiction Seigneuriale du Roi de Suède sur la Ville (d); les Députez de Brême remontrèrent, que ces conditions étoient trop dures, & qu'il n'étoit pas dans leur pouvoir de se desister de l'immédiateté sans le consentement de l'Empire

(b) *Diar. Europ. Part. XII. p. 9. & seq. & p. 321. Part. XIII. p. 22; & seq.*

(c) *Ibid. d. l.*

(d) Voyez les Propositions du Chancelier dans *Londorp, T. IX. L. 10. c. 115.*

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

pire (e) &c. Le Roi fit assiéger la Ville en 1666. (j) ; mais le siege fut levé par la médiation des Princes voisins , sous les conditions suivantes. 1. Que la Ville s'abstiendrait de la Seance & Voix dans les Assemblées de l'Empire, jusqu'à l'an 1700. avec cette reserve expresse pourtant , qu'on n'en tireroit ni les conséquences d'une prescription , ni d'autres suites préjudiciables pour la Ville ; mais qu'après l'écoulement de ce terme , elle seroit maintenue dans ladite possession de Seance & Voix dans les Diètes de l'Empire , si en attendant on ne convenoit pas autrement , soit à l'amiable ou par les voyes de droit. 2. Que la Ville ne prétendrait ni ne prendrait Seance & Voix dans les Diètes du Cercle , jusqu'à ce qu'on en fût convenu autrement. 3. Que suivant le Recès de Stade , la Ville resteroit dans la possession de ses autres droits d'Immédiateté & dans ses droits territoriaux sur les quatre *Göhem* & les Jurisdicctions qui y appartiennent , jusqu'à ce qu'on en convînt autrement , soit amiablement ou

(e) Londorp , d. l. c. 98. Sprenger in *Lucerna* p. 1087.

(f) Puffendorf , *Hist. Brandenb. L. IX.* §. 82.

ou par voye de droit. 4. Que la Ville demanderoit pardon , à caule des fortifications qu'elle avoit fait faire sur le territoire du Roi , & que si à l'avenir il étoit nécessaire d'en faire d'autres , elle en demanderoit la permission & en donneroît satisfaction. 5. Que la Ville ne se serviroit pas envers S. M. Suedoise du titre de *Ville libre Imperiale* , jusqu'à un accommodement amiable ou judiciaire. 6. Que la Ville feroit hommage , comme elle avoit fait auparavant , aussi-tôt que cette convention seroit ratifiée ; que cependant elle ne prêteroit pas le serment avant que S. M. Suedoise eût gracieusement consenti à la démolition de la Citadelle. Sa M. Suedoise promet de son côté , qu'Elle laisseroit jouir la Ville de tous ses Privileges tant Ecclésiastiques que civils. Par rapport à l'Immédiateté il fut arrêté , que s'il survenoit des inconveniens sur ce sujet , on ne viendrait pas aux voyes de fait , mais qu'on tâcheroit de les terminer à l'amiable (g).

Depuis

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

(g) Londorp , *d. l. Diar. Europ. Contin. XV. in Append. p. 181* : *Gastel de Statu Publ. Europ. c. 32. p. 1087*. Burgoldens. *ad Instr. Pac. Parr. III. Diff. 13. §. 3.*

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Depuis ce tems la Ville a fait tout son possible pour obtenir l'abolition des Pactes qu'elle a fait avec la Suede, & elle a eu aussi quelque esperance de l'obtenir (b); mais cependant sans aucun effet (i), & quoique le terme de l'an 1700. soit écoulé depuis long-tems, la Ville n'a pourtant pû venir jusqu'à présent à son but d'être admise à la Seance & Voix dans le College des Villes Imperiales, la Couronne de Suede s'y étant toujours opposé (k). Le tems apprendra si elle sera plus heureuse sous la Maison de Hanovre, & si celle-ci ne poussera pas ses autres prétentions qui lui ont été déjà adjugées par quelques Auteurs avant qu'elle eût fait l'acquisition du Duché de Brême. Elles consistent en ceci : Que la Ville avoit déjà été assujétie l'année 1100. à la domination des Princes de Saxe, qui, non-obstant des contradictions des Archevêques, y avoient toujours conservé leur droit de protection (l) : il paroît encore

(b) Puffend. L. XIII. Hist. Brand. §. 53. & L. 15. §. 5.

(i) Ibid. d. l.

(k) Franckenberg, Europ. Herald. Parr. I. p. 746.

(l) Grantzius, L. 6. Sax. c. 10. Klock. T. I. Conf. 14, n. 77.

core que cette Ville est restée à *Henri le Lion*, après même qu'il avoit été déjà mis au Ban de l'Empire, puisque dans le partage que ses fils ont fait entre eux l'an 1203, les villes de Stade & de Brême *cum pertinentiis*, ont été appropriées à l'aîné des Ducs, *Henri*. Depuis ce tems-là *Othon l'Infant*, neveu de *Henri*, a eu des disputes avec la Ville au sujet de ce droit de protection, & la Ville prétend (*m*), qu'il s'est contenté d'une somme d'argent qu'on lui a payée; mais la Maison de Brunswick n'en convient point.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

§. 5.

*Des Prétentions de l'Electeur de Hanovre,
comme Duc de Brême sur la Comté
de Delmenhorst.*

LE Comte *Othon II.* fit bâtir le Château de Delmenhorst l'an 1247, & la Ville fut bâtie par le Comte *Othon III.* (*a*), elle fut erigée ensuite en Comté,

(*m*) Giovanni Germ. *Princeps* L. 6. c. 3. §. 5. *Staat von Braunschweig*, p. 126.

(*a*) Chytr. in *Saxon.* L. 2. p. 36. 37. *Spener in Syllog. Geneal.* p. 111. 112.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

Comté , & tomba en partage à *Chretien*, fils puîné du Comte *Jean*. Le fils de ce *Chretien*, *Othon le Simple*, fit l'an 1360. du consentement de son frere *Chretien II.* une Transaction avec son cousin *Conrad*, Comte de Oldenbourg, en conformité de laquelle il ne seroit permis à personne d'aliener la moindre chose des biens de la famille. Cependant *Othon le Simple*, fils de *Chretien II.*, nonobstant cette Transaction, assigna la Comté de Delmenhorst à l'Archevêché de Brême, au cas qu'il ne remboursât pas les 3000. marcs, pour laquelle somme la Comté devoit déjà avoir été engagée auparavant à l'Archevêché, & en cas que son fils *Nicolas* fût élu Archevêque de Brême (*b*). *Nicolas* obtint en effet la dignité Archiépiscope; mais étant obligé de vivre continuellement en troubles & en guerre avec les Brunswicois, les Frisons & avec d'autres voisins, il s'en demit volontairement, & se retira à Delmenhorst. Il y trouva deux documens entre les papiers de son pere (*c*), & par tous les deux

(*b*) Chytr. d. l. Spener, d. l. p. 112,

(*c*) Ils sont dans Lunig R. A. sub. Docum. Holsat.
pag. 5.

deux il constoit , que la Comté de Delmenhorst étoit une mouvance de l'Archevêché de Brême , & qu'elle lui avoit été engagée pour trois mille marcs valeur de Brême , le marc à deux florins de Rhin ; ce que l'Archevêché avoit payé peu-à-peu au Comte , & qu'en cas que ladite dette ne fût pas remboursée , l'Archevêché en pourroit prendre possession selon son bon plaisir. L'Evêque *Nicolas* voulut ignorer ceci , & fit dresser un Acte par un Notaire , auquel il déclara sous serment , que quoique ce Contract portât son nom à la tête , il n'en avoit pourtant jamais eu aucune connoissance ; qu'il n'avoit non-plus entendu de sa vie que la Comté de Delmenhorst eût jamais relevé de Brême , ni qu'aucun Archevêque eût prêté de l'argent sur cet hypothèque , & que ce Contract étoit faux & controuvé ; que l'obligation de trois mille marcs ne provenoit que de ce que son pere , quoiqu'à son insçu , en avoit voulu acheter pour lui la dignité Episcopale , & que puisque c'étoit un *Contractus Simoniacus palliatus & illicitus* , qui étoit préjudiciable à son honneur , & revocable *exceptione rei non sic , sed aliter gesta* , outre qu'il étoit encore rempli de plusieurs fausses expres-

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

sions & circonstances, il le déclaroit par celui-ci, nul & de nulle valeur, ce dont le Notaire a été obligé de lui donner Acte. Au contraire il confirma les premiers pactes de famille, il réunit la Comté de Delmenhorst avec celle d'Oldenbourg, il annulla le Traité que son pere avoit fait avec l'Evêché de Brême, & il institua (*d*) encore de son vivant le Comte *Theodoric* le Fortuné d'Oldenbourg, pour son héritier dans la Comté de Delmenhorst, & celui-ci s'en mit en possession l'an 1435. après la mort de *Nicolas*, dont il acquitta les dettes (*e*).

Ce *Theodoric* eut pour successeur dans cette Comté son fils puîné *Maurice*, & celui-ci son fils mineur *Jacques*, sous la tutèle de son oncle paternel, le Comte *Gerhard* d'Oldenbourg (*f*) : ce Comte *Gerhard* rendit tous les chemins peu sûrs par ses violences & par ses rapines; ce qui ayant obligé les Evêchez de Brême & de Munster, conjointement avec les villes voisines de Hambourg, Lubec, Brême, Lunebourg & autres, de
se

(*d*) Spener, *d. l.* p. 113. Imhof, *Nor. Proc. L.*
4. c. 9. §. 3.

(*e*) Imhof, *d. l.* §. 4.

(*f*) Hamelnann *de Famil. Emorr. L. I.* p. 19. 20.

se liguier ensemble contre lui, enlevèrent l'an 1481. (g) la Comté de Delmenhorst, sur laquelle l'Evêché de Brême ayant encore des prétentions à cause du Traité qu'elle avoit fait autrefois avec *Othon le Simple*, & lesdits deux Evêchez de Brême & de Munster, ayant dans ce tems-là un même Evêque, l'Evêché de Brême transporta ses prétentions à celui de Munster (h), & la Comté y fut incorporée. Cela resta dans cet état jusqu'à l'an 1538, que le Comte *Antoine* d'Oldenbourg & son frere, reclamerent de l'Evêché de Munster cette Comté, comme ayant appartenu à leur grand-pere, & obtinrent de la Chambre Imperiale de Spire un *mandatum restitutorium*; ce qui ayant occasionné une guerre entre eux, qui pourtant fut bien tôt terminée, il fut décidé, qu'on finiroit cette affaire judiciairement; mais avant que le procès fût entièrement terminé, le Comte *Antoine* d'Oldenbourg obtint l'an 1547. la permission des Commissaires Imperiaux, de s'emparer par force de la Comté: ce qu'il exécuta, & il fortifia le Château (i);

T 2

fa

(g) Chytræ. d. l. p. 59. 60.

(h) Sprenger, *Lucer. Stat. Imp.* p. 662.

(i) Chitræ. & Spener d. l.

DE L'E-
LECT. DE
HANO-
VRE.

la posterité en est restée en possession sans interruption jusqu'à l'an 1667. qu'elle échut avec la Comté d'Oldenbourg aux Rois de Dannemarck & aux Ducs de Holstein (k). L'Evêque de Munster s'adressa à la Chambre Imperiale de Spire, & y intenta une action de *Spolio* (l), & le Chapitre de Brême recommença à poursuivre ses vieilles prétentions (m); cependant le Roi de Suède s'étoit desisté de cette prétention l'an 1658. dans le Traité de Rotschild (n) & l'an 1660. dans celui de Coppenhague (o). Enfin l'Evêché de Munster a été debouté en 1670. de toute prétention à la charge de la famille d'Oldenbourg (p).

(k) Pfanner *Hist. Princ.* c. 11. p. 347. Spener in *Hist. Insign.* §. 15.

(l) *Gastel de Staru Publ. Europ.* c. 6. n. 146.

(m) *Ibid.* d. l. n. 147. p. 253.

(n) *Art.* XIII.

(o) *Art.* XVIII.

(p) Spener, d. l. §. 15. Imhof, d. l.

Fin du douzième Tome.

ANT
1317490

10
11
12
13
14
15
16
17
18
19
20
21
22
23
24
25
26
27
28
29
30
31
32
33
34
35
36
37
38
39
40
41
42
43
44
45
46
47
48
49
50
51
52
53
54
55
56
57
58
59
60
61
62
63
64
65
66
67
68
69
70
71
72
73
74
75
76
77
78
79
80
81
82
83
84
85
86
87
88
89
90
91
92
93
94
95
96
97
98
99
100

101
102
103
104
105
106
107
108
109
110
111
112
113
114
115
116
117
118
119
120
121
122
123
124
125
126
127
128
129
130
131
132
133
134
135
136
137
138
139
140
141
142
143
144
145
146
147
148
149
150
151
152
153
154
155
156
157
158
159
160
161
162
163
164
165
166
167
168
169
170
171
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200

201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300









